



Construire un Avenir Intégré : Les Investissements Sino-africains et L'intégration Régionale en Afrique

Investissements de la Chine en Afrique
2025

CHINA-AFRICA BUSINESS COUNCIL

China-Africa Business Council

3rd Floor, Building 27, ABP Block 18, No. 188 S4th Ring W Rd, Fengtai District, Beijing, P.R.China 100070

Web: <http://en.cabc.org.cn>

Email: research@cabc.org.cn

Tel: 0086 010 6416 9865

Ce rapport est un travail du personnel du China-Africa Business Council avec des contributions externes. Les constatations, interprétations et conclusions exprimées dans ce travail ne reflètent pas nécessairement les points de vue du China-Africa Business Council, des membres de son conseil d'administration ou du gouvernement chinois. Cependant, il peut y avoir des domaines qui nécessitent une vérification plus approfondie. En cas de divergences d'interprétation liées à la traduction, il est recommandé de se reporter à la version originale. Nous saluons et apprécions toute correction dans le rapport.

Vous pouvez citer, télécharger ou imprimer ce manuscrit pour un usage personnel, et vous pouvez inclure des passages de cette publication dans vos propres documents, blogs, sites Web et autres supports. Veuillez identifier la source comme étant China-Africa Business Council.

Table des matières

Préface	I
Abréviation	III
Résumé exécutif	V
01. Comprendre les liens entre l'intégration régionale et le développement économique - Situation de l'Afrique et héritages historiques	1
1.1 Mécanismes par lesquels l'intégration régionale stimule le développement économique - Une perspective du régionalisme de développement	1
1.1.1 Expansion de la taille des marchés et libération du potentiel de la demande	2
1.1.2 Harmonisation des normes et simplification des procédures pour réduire les coûts commerciaux	3
1.1.3 Facilitation de la circulation des technologies, des compétences et de l'innovation	4
1.1.4 Construction de chaînes de valeur régionales grâce à la coopération industrielle	4
1.2 Le parcours de l'Afrique vers l'intégration : la quête d'une transformation institutionnalisée et les leçons pour les pratiques futures	6
1.2.1 La pratique et le rôle des Communautés économiques régionales (CER)	6
1.2.2 Accélérer l'intégration continentale : l'élan politique et l'innovation institutionnelle de la ZLECAf	12
1.2.3 Étude de cas sur l'Accord de libre-échange Chine-ASEAN : leçons pour la ZLECAf en matière de construction de chaînes de valeur régionales et de mobilisation des IDE	15
1.3 Le statut de l'intégration régionale en Afrique - Analyse à partir des données	19
1.3.1 Comparaison mondiale des progrès globaux de l'intégration régionale en Afrique : démarrage lent, accélération du rythme	19
1.3.2 Comparaison des progrès au niveau des CER : « Briques fondamentales » avec des fondations inégales	22

02. Aligner les investissements chinois avec la croissance économique de l'Afrique et l'intégration régionale : Progrès de l'engagement sous le FOCAC8 27

2.1 Rétrospective sur la mise en œuvre des engagements du FOCAC8 : Impacts multiformes de la coopération sino-africaine sur la transformation économique de l'Afrique et les objectifs d'intégration régionale.....	27
2.1.1 La reconnaissance par la Chine des institutions panafricaines et des efforts d'intégration continentale	28
2.1.2 Progrès de la connectivité impulsés par le FOCAC8 : dynamisation du commerce, des infrastructures et l'intégration numérique	29
2.1.3 Investissement et coopération industrielle : catalyser la montée en gamme des chaînes de valeur en Afrique	49
2.2 Analyse des données sur l'impact économique global des investissements chinois en Afrique.....	74
2.2.1 Spécification du modèle	74
2.2.2 Résultats : Quantification de la contribution des investissements chinois à la croissance du PIB et à l'emploi en Afrique	75
2.2.3 Implications des statistiques et perspectives prospectives pour les investissements sectoriels	75

03. Favoriser la synergie entre la coopération sino-africaine dans le cadre du FOCAC9 et l'intégration régionale africaine 77

3.1 Les dix Actions de partenariat du FOCAC9 : cadre général, mesures et liens avec l'agenda de l'intégration régionale africaine	77
3.2 Domaines économiques clés du FOCAC9 : priorités de coopération et leviers d'intégration	81
3.2.1 Partenariat pour la prospérité commerciale : de l'expansion des volumes à la montée en gamme des chaînes de valeur	81
3.2.2 Coopération dans les chaînes industrielles : faire progresser l'industrialisation en passant de « percées isolées » à un « développement en clusters»	84
3.2.3 Connectivité : relier infrastructures, développement industriel et financement	88
3.2.4 Coopération au développement: générer des retombées concrètes des investissements par des projets de subsistance	90
3.2.5 Santé : renforcement des systèmes et des réseaux de santé publique régionaux	92
3.2.6 Revitalisation rurale et bien-être des populations : tirer parti de la modernisation agricole pour le développement des chaînes de valeur	96
3.2.7 Développement vert : renforcer les réseaux énergétiques et favoriser un saut industriel bas carbone	99

3.3 Résumé des synergies entre les sept partenariats économiques clés du FOCAC9 et leur lien avec l'intégration régionale de l'Afrique	103
--	-----

04. Recommandations pour les parties

prenantes diverses	105
4.1 Recommandations pour le gouvernement chinois	105
4.1.1 Établir des mécanismes de dialogue réguliers avec le Secrétariat de la ZLECAf et les CER	105
4.1.2 Renforcer la coopération en matière de douanes et de facilitation du commerce	106
4.1.3 Augmenter le financement des études de faisabilité pour les projets d'investissement potentiels	106
4.1.4 Traiter la répartition inégale des avantages des IDE par des stratégies d'engagement ciblées et maîtrisées	106
4.2 Recommandations pour les gouvernements nationaux africains	107
4.2.1 Mettre pleinement en œuvre les Comités Nationaux de Mise en Œuvre de la ZLECAf	107
4.2.2 Coordonner les infrastructures et les cadres réglementaires avec les institutions régionales	108
4.2.3 Promouvoir le contenu local, le développement des fournisseurs et le transfert de technologies	108
4.3 Recommandations pour l'Union africaine (UA) et les Communautés économiques régionales (CER)	109
4.3.1 Créer des plateformes d'apprentissage et de partage des meilleures pratiques	109
4.3.2 Accélérer l'établissement d'un bureau de la ZLECAf en Chine	109
4.3.3 Poser les bases d'une union douanière continentale par l'harmonisation du Tarif Extérieur Commun (TEC)	109
4.4 Recommandations pour les entreprises chinoises	110
4.4.1 Renforcer l'engagement par des mécanismes d'échange sectoriels	110
4.4.2 Aligner les stratégies commerciales sur les plans industriels régionaux	110
4.4.3 S'associer localement pour la préparation de projets	111
Annexe	113
Index	127
Information d'entreprises / Zones économiques	131
Bibliographie	139
Remerciements	143



“

Préface

Face aux nouvelles opportunités apportées par le développement de « l'intégration » africaine, nous appelons les entreprises chinoises à approfondir leurs opérations localisées en Afrique, à renforcer le développement coordonné régional, et à s'aligner activement sur la construction de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), en exploitant notamment le rôle positif du développement de l'industrie verte et de l'industrie technologique et intelligente en Afrique. Nous espérons que ce rapport pourra fournir des références utiles aux entreprises chinoises et africaines pour saisir les opportunités d'investissement, approfondir la coopération pratique sino-africaine et tracer conjointement un nouveau blueprint pour le développement de l'intégration africaine.

Wu Yanming,

*Président du Conseil d'Administration du Conseil
d'Affaires Chine-Afrique (CABC), Président du Groupe Wynca*

Le Rapport sur l'investissements de la Chine en Afrique, s'appuyant sur une analyse approfondie de la coopération économique et commerciale sino-africaine, a été successivement inclus dans le Plan d'action FOCAC-Dakar et le Plan d'action FOCAC-Pékin, ce qui reflète pleinement la reconnaissance générale du rapport par tous les secteurs à la maison et à l'étranger. Le Rapport annuel 2025 est arrivé comme prévu. La compilation de ce rapport a bénéficié d'un soutien fort du Département des Affaires africaines du Ministère des Affaires étrangères, de la Mission de la République populaire de Chine auprès de l'Union africaine et de la Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies (CEA). Nous exprimons ici nos sincères remerciements!

Zhang Xin,

Président du CABC, Président de TBEA

Dans le contexte de profondes ajustements du paysage mondial, le processus d'intégration régionale africaine s'accélère, ouvrant un large espace pour la coopération économique, commerciale et d'investissement sino-africaine. Le « Rapport 2025 sur l'investissements de la Chine en Afrique » se concentre sur le thème « Construire un avenir intégré : Les investissements sino-africains et intégration régionale en Afrique », triant systématiquement les pratiques de coopération et les tendances de développement.

Ding Jianlin,

Président exécutif du CABC, Président de la Zhejiang Financial Assets Exchange

Le Sommet de Pékin 2024 du Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC) s'est déroulé avec succès. Grâce à des initiatives importantes telles que les Dix Initiatives de partenariat, il a injecté une impulsion forte dans la coopération entre les entreprises chinoises et africaines, et promouvra des résultats fructueux dans la coopération entre les deux parties dans des domaines tels que l'infrastructure et les chaînes industrielles.

Wang Jiandong,

Président exécutif du CABC, Président de Fangtongzhou Holdings

”



Abréviation

AFAP	Partenariat africain pour les engrais et l'agro-industrie
Afreximbank	Banque africaine d'Import-Export
AfSEM	Marché unique africain de l'électricité
AGOA	Loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique
AGTF	Fonds pour la croissance en Afrique
AIDA	Plan d'action pour le développement industriel accéléré de l'Afrique
ALE	Accord de libre-échange
AMA	Agence africaine des médicaments
AMV	Vision minière Africaine
ARII	Indice de l'intégration régionale en Afrique
ASEAN	Association des nations de l'Asie du Sud-Est
ATIGA	Accord sur le commerce des marchandises de l'ASEAN
BAD	Banque asiatique de développement
BAD	Banque africaine de développement
BNT	Barrières non tarifaires
BOAD	Banque ouest-africaine de développement
BOP	Base de la pyramide
CAADP	Programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique
CADFUND	Fonds de développement Chine-Afrique
CAE	Communauté d'Afrique de l'Est
CAFTA	Zone de libre-échange Chine-ASEAN
CDA	Communauté de développement de l'Afrique australe
CDC Afrique	Centre africain de contrôle et de prévention des maladies
CDTA	Centre de Démonstration des Techniques Agricoles
CEA	Communauté économique africaine
CEA	Commission économique pour l'Afrique des Nations unies
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEEAC	Communauté économique des États de l'Afrique centrale
CEN-SAD	Communauté des États sahélo-sahariens
CER	Communautés économiques régionales
CNI	Conseil National de l'Industrie
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
COMESA	Marché commun de l'Afrique orientale et australe
CUA	Commission de l'Union africaine
CVM	Chaîne de valeur mondiale
CVR	Chaîne de valeur régionale
FAL	1981 Acte final de Lagos
FEO	Fabricant d'équipement d'origine
FMCG	Biens de consommation à rotation rapide
FMI	Fonds monétaire international
FOCAC	Forum sur la coopération sino-africaine

GACC	Administration générale des douanes de Chine
GTI	Initiative de commerce guidé
IA	Intelligence artificielle
ICR	Initiative la Ceinture et la Route
IDE	Investissement direct étranger
IdO	Internet des objets
IFC	Société financière internationale
IGAD	Autorité intergouvernementale pour le développement
LFP	Phosphate de lithium-fer
MCDF	Centre de coopération multilatérale pour le financement du développement
MNC	Multinationale
MoU	Mémoire d'entente
MRH	Harmonisation de la réglementation pharmaceutique
OMS	Organisation mondiale de la santé
OUA	Organisation de l'unité africaine
PAL	Plan d'action de Lagos
PAPSS	Système panafricain de paiement et de règlement
PAS	Programme d'ajustement structurel
PIB	Produit intérieur brut
PICI	Initiative présidentielle pour la promotion des infrastructures
PIDA	Programme de développement des infrastructures en Afrique
PIDA-PAPII	Deuxième Plan d'action prioritaire du Programme de développement des infrastructures en Afrique
PME	Petites et moyennes entreprises
PPP	Partenariat public-privé
R&D	Recherche et développement
RDC	République démocratique du Congo
RTIFF	Mécanisme de financement des infrastructures de transmission régionales
SAPP	Pool énergétique de l'Afrique australe
SH	Système harmonisé
SKD	Kit semi-assemblé
SPS	Mesures sanitaires et phytosanitaires
TAZARA	Chemin de fer Tanzanie-Zambie
TCAC	Taux de croissance annuel composé
TDB	Banque de commerce et de développement de l'Afrique orientale et australe
TEC	Tarif extérieur commun
TIC	Technologies de l'information et de la communication
UE	Union européenne
UMA	Union du Maghreb arabe
VE	Véhicule électrique
VE	Véhicule électrique
WAPP	Pool énergétique ouest-africain
ZES	Zones économiques spéciales
ZLECAf	Zone de libre-échange continentale africaine

Résumé exécutif

Le parcours de l'Afrique vers l'intégration économique, entamé il y a plus de soixante ans, est entré dans une phase décisive. Le lancement de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) en 2021 a insufflé un élan politique et économique sans précédent, accélérant la transition du continent de marchés fragmentés vers un bloc économique unifié regroupant plus de 1,5 milliard de personnes. Cette ambition transformatrice s'inscrit parallèlement à la maturation des investissements chinois en Afrique, lesquels ont évolué vers un partenariat multiforme englobant les infrastructures, le commerce, le renforcement des capacités industrielles ainsi que l'aide au développement destinée au bien-être des populations. Axé sur les progrès de la mise en œuvre des engagements pris lors du 8e Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC8) et sur l'orientation stratégique des « dix Actions de partenariat » du 9e FOCAC, le rapport 2025 du Conseil d'affaires Chine-Afrique (CABC) montre que l'alignement stratégique de la coopération sino-africaine avec les objectifs d'intégration du continent constitue un levier essentiel pour promouvoir une transformation économique durable à l'échelle africaine.

Objectifs et finalités

Le présent rapport vise à analyser la synergie entre les investissements chinois et le programme d'intégration régionale de l'Afrique, en montrant comment ce partenariat peut être optimisé afin d'accélérer l'industrialisation du continent, de promouvoir une croissance économique inclusive et durable, et de concrétiser les aspirations de l'Agenda 2063 de l'Union africaine ainsi que les Objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies à l'horizon 2030. Alors que la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) poursuit la transformation des marchés fragmentés du continent en un espace économique unifié, il devient à la fois opportun et essentiel de comprendre comment les entreprises chinoises contribuent à ce processus et en tirent profit. En conséquence, le rapport dépasse les cadres bilatéraux d'évaluation traditionnels pour proposer une nouvelle base analytique des relations économiques sino-africaines, mettant en lumière la manière dont la coopération stratégique participe à la transformation collective de l'Afrique.

Pour atteindre cet objectif, le rapport définit les axes principaux suivants :

- Évaluer l'état actuel et les moteurs de l'intégration régionale en Afrique, en examinant les opportunités offertes par la ZLECAf ainsi que les défis persistants.
- Analyser la mise en œuvre et l'impact des engagements du FOCAC8, en documentant

les progrès de l'engagement chinois dans des secteurs clés tels que le commerce, les infrastructures et la coopération industrielle, à travers des exemples concrets d'investissements, complétés par une analyse de leur impact économique global sur la croissance du PIB et l'emploi dans les économies africaines.

- **Préciser le rôle évolutif des entreprises chinoises en tant que catalyseurs des chaînes de valeur régionales**, en dépassant la simple narration axée sur l'extraction des ressources pour mettre en lumière des études de cas concrètes d'investissements favorisant la transformation locale, le transfert de technologies et le développement de réseaux de production transfrontaliers.

- **Cartographier l'alignement stratégique entre les « dix Actions de partenariat » du FOCAC9 et les priorités d'intégration de l'Afrique**, en identifiant des voies précises permettant aux investissements chinois de contribuer à lever les goulets d'étranglement du continent en matière de connectivité et de capacités industrielles.

- **Formuler des recommandations concrètes à l'intention des différentes parties prenantes** - notamment les gouvernements africains, les institutions régionales, ainsi que les décideurs et entreprises chinoises - sur les moyens d'améliorer la coordination et de maximiser les résultats de la coopération sino-africaine au service de l'intégration continentale.

Méthodologie

Le présent rapport combine l'analyse des politiques publiques, l'étude de cas et l'analyse des données afin de proposer une évaluation complète et rigoureuse.

- L'analyse des politiques examine l'héritage historique du processus d'intégration de l'Afrique ainsi que l'évolution de la coopération sino-africaine dans le cadre des FOCAC8 et FOCAC9, en mettant en lumière la convergence de ces initiatives avec les agendas continentaux africains tels que la ZLECAf et l'Agenda 2063.

- Des études de cas détaillées, couvrant des secteurs tels que les transports, l'énergie, les infrastructures numériques, la santé, l'agriculture et la fabrication verte, illustrent la manière dont les entreprises chinoises contribuent concrètement au développement des capacités industrielles et à l'amélioration de la connectivité sur le terrain. Le rapport s'appuie sur les pratiques d'investissement de plus de 100 entreprises, dont 25 font l'objet d'analyses approfondies.

- Une analyse économétrique par régression permet de quantifier la relation macroéconomique, révélant que les investissements directs chinois (IDE) exercent un effet positif et statistiquement significatif sur la croissance du PIB et l'emploi en Afrique, avec des résultats particulièrement marqués dans les économies à faible revenu.

Fondamentaux Suivants

Le rapport s'articule autour des constats fondamentaux suivants :

● Héritages historiques et impératif d'intégration de l'Afrique

Le rapport aborde l'intégration régionale sous l'angle du « régionalisme développemental », une approche globale qui combine l'unification des marchés, la coordination des politiques industrielles et le développement des infrastructures. Il constate que, si les Communautés économiques régionales (CER) ont posé les bases d'une coopération pratique, les progrès réalisés sont historiquement restés en deçà des calendriers fixés. La ZLECAf représente une avancée majeure, mais des défis significatifs demeurent. Les données montrent que les progrès les plus notables concernent la libre circulation des personnes, tandis que les lacunes les plus critiques persistent dans le domaine des infrastructures et de l'intégration des chaînes de valeur régionales, difficultés aggravées par la « mosaïque » complexe des appartenances croisées aux différentes CER - souvent qualifiée de « effet bol de spaghettis » institutionnel.

● Progrès et impacts dans le cadre du FOCAC8

Le FOCAC8 a marqué une évolution notable vers un soutien explicite aux institutions panafricaines, telles que l'Union africaine (UA) et le Secrétariat de la ZLECAf. Les engagements chinois ont contribué à renforcer la connectivité transfrontalière et les chaînes de valeur régionales, avec plusieurs avancées clés :

- **Commerce & accès aux marchés** : La Chine demeure le premier partenaire commercial bilatéral de l'Afrique. Bien qu'un déséquilibre structurel persiste, des mesures ciblées telles que les « corridors verts » et les accords sanitaires et phytosanitaires (SPS) favorisent une diversification effective des exportations africaines, notamment dans le secteur agricole.

- **Infrastructures & connectivité** : À travers l'Initiative la Ceinture et la Route (ICR), les entreprises chinoises jouent un rôle déterminant dans la construction et la modernisation des infrastructures essentielles - transport, énergie et infrastructures numériques. Ces projets sont de plus en plus conçus comme des corridors transfrontaliers, facilitant directement la mise en œuvre opérationnelle de la ZLECAf.

- **Coopération industrielle & montée en gamme des chaînes de valeur** : Les investissements directs chinois (IDE) ont connu un fort rebond depuis 2023, avec un accent croissant sur la production manufacturière et la création de valeur ajoutée. Des études de cas dans les domaines de l'agroalimentaire, de l'automobile et de l'industrie pharmaceutique illustrent un tournant concret vers la production localisée, la création d'emplois et le transfert de technologies, dynamiques renforcées par le développement des zones économiques spéciales (ZES).

Les analyses de données confirment que les investissements directs chinois (IDE) exercent un effet positif et statistiquement significatif sur la croissance du PIB et l'emploi en Afrique, avec des impacts particulièrement marqués dans les pays à faible revenu et dans les investissements

visant à améliorer l'efficacité des marchés.

- **Le FOCAC9 : un nouveau cadre stratégique pour un partenariat synergique**

En perspective, le rapport présente les « dix Actions de partenariat » du FOCAC9 (2025-2027) comme un plan stratégique destiné à approfondir cette synergie. Il précise comment ces initiatives - couvrant le commerce, les chaînes industrielles, la connectivité, la santé et le développement vert - ouvrent de nouvelles opportunités d'investissement étroitement alignées sur les besoins d'intégration du continent africain.

Le rapport souligne qu'un cercle vertueux est en train d'émerger : l'intégration régionale africaine crée des marchés plus vastes et plus prévisibles, rendant le continent plus attractif pour les IDE chinois de qualité. Parallèlement, les investissements ciblés de la Chine apportent le capital physique et productif essentiel à la concrétisation effective de la ZLECAf. Pour exploiter pleinement ce potentiel, le rapport appelle à un engagement continu de l'ensemble des parties prenantes - gouvernements chinois et africains, Union africaine (UA), Communautés économiques régionales (CER) et entreprises privées - afin d'améliorer la coordination, de mettre en œuvre des stratégies ciblées pour surmonter les défis existants, et de maximiser les résultats de l'intégration au service d'une Afrique connectée, résiliente et prospère.



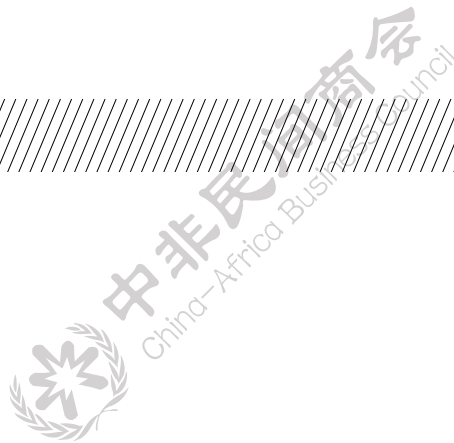


Construire un Avenir Intégré : Les Investissements Sino-africains et L'intégration Régionale en Afrique

Investissements de la Chine en Afrique 2025



01. Comprendre les liens entre l'intégration régionale et le développement économique - Situation de l'Afrique et héritages historiques



1.1 Mécanismes par lesquels l'intégration régionale stimule le développement économique - Une perspective du régionalisme de développement



En analysant les synergies entre l'intégration régionale africaine et le développement économique, ce rapport adopte le concept de régionalisme de développement, tel que présenté dans le Développement économique en Afrique Rapport 2013 de la CNUCED, à la suite d'un

engagement politique renouvelé en faveur de l'intégration. Lors du Sommet de l'Union africaine en janvier 2012, les dirigeants africains se sont engagés à stimuler le commerce intra-africain et à accélérer la création d'une zone de libre-échange continentale.¹ Contrairement

¹ Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), 'Shift from Traditional Approach to Integration to "Developmental Regionalism"', Report Urges' (Passer de l'approche traditionnelle de l'intégration au régionalisme de développement, exhorte le rapport), 11 juillet 2013, <https://unctad.org/press-material/shift-traditional-approach-integration-developmental-regionalism-report-urges>.

aux approches conventionnelles du régionalisme² - qui se concentrent souvent de manière étroite sur la réduction des tarifs et la libéralisation commerciale - le régionalisme de développement considère l'intégration comme un moteur global de transformation structurelle. Il englobe non seulement la facilitation du commerce, mais aussi les politiques d'investissement coordonnées, les initiatives communes de recherche et développement, les stratégies industrielles régionales et la fourniture conjointe d'infrastructures (telles que les corridors de transport transfrontaliers, les réseaux énergétiques et les réseaux de communication).³

Cette approche plus large est particulièrement adaptée à l'Afrique pour trois raisons. Premièrement, l'agenda d'intégration du continent doit aller au-delà du simple accès aux marchés pour inclure la montée en gamme industrielle, de la création de valeur et de la diversification hors des matières premières. Deuxièmement, le régionalisme de développement met l'accent sur la construction d'institutions et la coordination des politiques, essentielles pour surmonter la fragmentation des cadres nationaux. Troisièmement, il reconnaît le secteur privé comme moteur central de la croissance, favorisant des marchés régionaux dynamiques où les entreprises peuvent tirer parti de la proximité des clients, de la réduction des coûts de transport et d'une meilleure compréhension des besoins locaux pour réaliser des économies d'échelle.

Dans ce cadre, les investissements directs étrangers (IDE) - y compris ceux provenant de partenaires émergents tels que la Chine - jouent un rôle catalyseur. En ciblant

les secteurs productifs et les industries à forte valeur ajoutée, les IDE peuvent transférer des technologies, intégrer les entreprises locales dans les chaînes de valeur régionales et financer les infrastructures qui soutiennent la connectivité continentale. L'intégration régionale amplifie ces bénéfices en créant des marchés plus vastes et plus prévisibles, en harmonisant les régimes d'investissement et en réduisant les risques opérationnels, rendant ainsi l'Afrique plus attractive et compétitive pour les investisseurs à long terme.

En adoptant le régionalisme de développement comme cadre directeur, l'Afrique peut compléter l'ouverture des marchés internes par le développement parallèle des capacités productives, des infrastructures et de politiques cohérentes - permettant aux pays de coopérer plus efficacement entre eux tout en renforçant la compétitivité nécessaire pour prospérer sur les marchés mondiaux. Les sections suivantes examinent quatre mécanismes clés par lesquels cette forme d'intégration régionale peut stimuler le développement économique.

1.1.1 Expansion de la taille des marchés et libération du potentiel de la demande

L'intégration économique régionale transforme des marchés nationaux fragmentés en un espace économique unique et élargi, remodelant fondamentalement les dynamiques de la demande à l'échelle du continent. Un marché unifié de plus de 1,3 milliard de personnes, avec un PIB combiné dépassant 3 000 milliards de dollars américains, regroupe une demande des consommateurs

² Par exemple, les pratiques de l'ALENA et de l'UE incarnent des théories de régionalisme conventionnel telles que la manière dont le (néo) libéralisme privilégie la libéralisation des marchés et la réduction des tarifs douaniers, ou le néofonctionnalisme - qui met l'accent sur une intégration progressive par la coopération sectorielle (voir Ernst B. Haas, *Uniting Of Europe: Political, Social, and Economic Forces* (L'unification de l'Europe : forces politiques, sociales et économiques), 1950-1957 (Université de Notre Dame Presse, 2004), <https://doi.org/10.2307/j.ct-v19m62zk>; Patricia Fernandez-Kelly et Jon Shefner, *NAFTA and Beyond: Alternative Perspectives in the Study of Global Trade and Development*, The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science Series (2007) (ALENA et au-delà : perspectives alternatives dans l'étude du commerce mondial et du développement, Les Annales de l'Académie américaine des sciences politiques et sociales (2007)). En revanche, une perspective développementaliste déplace l'attention vers le renforcement des capacités productives, dépassant la simple considération des statistiques commerciales.

³ Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), *Economic Development in Africa Report 2013: Intra-Africa Trade: Unlocking Private Sector Dynamism* (le Développement économique en Afrique Rapport 2013 : Commerce intra-africain : Libérer le dynamisme du secteur privé), https://unctad.org/System/Files/Official-Document/Aldcafrica2013_en.Pdf (Genève, 2013). 96-97.

et des entreprises qui était auparavant cloisonnée au sein des frontières nationales. Pour les producteurs, ce marché élargi offre un accès à une clientèle plus vaste et diversifiée, leur permettant de cibler plusieurs segments démographiques et de revenus à travers les pays. Les entreprises nationales, auparavant limitées par le faible pouvoir d'achat de petits marchés nationaux, peuvent désormais augmenter leur production pour répondre à la demande transfrontalière, tandis que les investisseurs étrangers gagnent en confiance pour engager des capitaux dans des pôles de production desservant des marchés régionaux - et non uniquement locaux.

Cette expansion axée sur la demande stimule la concurrence, incitant les entreprises à innover, à améliorer la qualité et à adapter leurs prix pour séduire les consommateurs régionaux. À leur tour, les consommateurs bénéficient d'une gamme plus large de biens et de services, rompant les monopoles locaux, renforçant l'efficacité et améliorant le niveau de vie. Ces évolutions stimulent une consommation plus élevée, ce qui accroît encore la production, augmente les volumes du commerce intra-africain et élargit l'assiette fiscale des gouvernements.

De manière cruciale, la croissance de la demande régionale pour des biens spécialisés - allant des produits agricoles transformés et matériaux de construction aux vêtements et appareils ménagers - crée des incitations pour les industries à améliorer leurs capacités, investir dans les compétences de la main-d'œuvre et adopter de nouvelles technologies. Avec le temps, cela oriente la transformation structurelle loin des matières premières vers des secteurs diversifiés à forte valeur ajoutée, posant ainsi les bases d'une croissance durable.

1.1.2 Harmonisation des normes et simplification des procédures pour réduire les coûts commerciaux

Alors que la taille du marché stimule le potentiel du côté de la demande, la réalisation de ces bénéfices dépend de l'efficacité, de la prévisibilité et de l'accessibilité du commerce. Au cœur de cela se trouve l'harmonisation des cadres réglementaires - y compris des codes douaniers uniformes, la reconnaissance mutuelle des normes de produits et des procédures frontalières standardisées - ce qui réduit les charges de conformité, supprime les inspections redondantes et diminue l'incertitude pour les commerçants. Si les améliorations dans les domaines « matériels » de la connectivité - tels que les infrastructures de transport et d'énergie - sont cruciales, les aspects « immatériels » sont tout aussi importants : les systèmes institutionnels et les cadres de gouvernance qui assurent le bon fonctionnement des marchés.

Cette harmonisation réduit le coût d'accès aux marchés, encourageant davantage d'entreprises, y compris les PME aux ressources limitées, à s'étendre au-delà des frontières nationales. La simplification des procédures frontalières, telles que les postes frontières à guichet unique et les garanties de transit communes, élimine la duplication des contrôles, réduit les coûts de stockage et raccourcit les délais qui bloquaient autrefois les expéditions pendant plusieurs jours.⁴ Ces gains d'efficacité soutiennent les modèles de production en flux tendu et renforcent la fiabilité des chaînes d'approvisionnement.

La transformation numérique introduit une nouvelle dimension à l'intégration régionale en permettant le commerce via des plateformes numériques.⁵ Le Système panafricain de paiements et de règlement (PAPSS) permet des transactions transfrontalières en monnaies locales,

⁴ AUDA-NEPAD, 'Breaking Borders: How Africa's One-Stop Border Posts Are Transforming Trade' (Briser les frontières : Comment les postes frontaliers à guichet unique transforment le commerce en Afrique), 2 avril 2025, <https://nepad.org/news/breaking-borders-how-africas-one-stop-border-posts-are-transforming-trade>.

⁵ Nevein Elnahrawi, 'The Role of Digital Transformation in Africa's Regional Integration' (Le rôle de la transformation numérique dans l'intégration régionale de l'Afrique), article scientifique SSRN n° 4595317 (Social Science Research Network (Réseau de recherche en sciences sociales), décembre 2022), <https://doi.org/10.2139/ssrn.4595317>.

évitant ainsi les coûteuses conversions monétaires et les retards de règlement. Les systèmes régionaux à guichet unique permettent aux commerçants de soumettre leurs documents électroniquement, réduisant les coûts administratifs et les opportunités de corruption. Pour les PME, ces outils contribuent à surmonter les désavantages traditionnels liés aux réseaux limités et aux barrières bureaucratiques, nivelant ainsi les conditions de concurrence dans le commerce régional.

L'effet combiné crée un cercle vertueux : des coûts de transaction plus faibles augmentent la participation régionale, ce qui stimule la concurrence et l'innovation; la croissance des volumes commerciaux justifie de nouveaux investissements dans les infrastructures et les outils numériques; et les gouvernements, soutenus par des recettes accrues, sont mieux à même de promouvoir l'élargissement de l'intégration.

1.1.3 Facilitation de la circulation des technologies, des compétences et de l'innovation

L'intégration régionale ouvre de multiples canaux mutuellement renforçants pour la diffusion des technologies, des compétences et de l'innovation, transformant des bassins de connaissances nationaux isolés en un système continental d'innovation connecté. La mobilité transfrontalière des travailleurs qualifiés et des talents - soutenue par la reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles et des régimes de visa simplifiés - crée des « corridors de talents » où les ingénieurs, techniciens et spécialistes peuvent travailler à travers les frontières sans re-certification, diffusant le savoir tacite par la collaboration pratique. Parallèlement, la collaboration régionale en matière de R&D permet aux pays de mutualiser leurs ressources pour des centres de recherche et des pôles d'innovation conjoints, en particulier dans les secteurs à forte valeur ajoutée tels que la fabrication à valeur ajoutée, les compétences numériques, les énergies renouvelables et l'agriculture de pointe. L'alignement des priorités de recherche au niveau des Communautés économiques régionales (CER) et de l'Union africaine (UA) contribue à étendre les innovations réussies à l'ensemble du continent.

Les retombées de connaissances proviennent également des chaînes de valeur régionales, où une production répartie oblige les entreprises à partager les spécifications techniques, les méthodes de production et les normes de qualité. Les fournisseurs acquièrent des compétences grâce à « l'apprentissage par l'expérience » et à l'exposition aux pratiques avancées introduites par les entreprises leaders. L'intégration numérique accélère encore ces flux de connaissances grâce au commerce électronique transfrontalier, aux technologies financières (fintech) et aux plateformes logistiques, le tout soutenu par des normes harmonisées en matière de protection des données, de cybersécurité et de télécommunications.

Sous-jacente à tous ces mécanismes se trouve un environnement réglementaire unifié qui instaure la confiance entre innovateurs et professionnels. Des normes techniques cohérentes et des protections de la propriété intellectuelle donnent aux entreprises l'assurance de déployer de nouvelles technologies à l'échelle régionale, tandis que les accords de reconnaissance mutuelle des qualifications garantissent une mobilité fluide des talents. Ensemble, ces facteurs alimentent un cycle de croissance tiré par l'innovation, soutenant la capacité de l'Afrique à moderniser son industrie et à créer de la valeur ajoutée.

1.1.4 Construction de chaînes de valeur régionales grâce à la coopération industrielle

Du côté de l'offre, les Chaînes de valeur régionales (CVR) sont des variantes géographiquement concentrées des Chaînes de valeur mondiales (CVM), dans lesquelles la production d'un bien est répartie en différentes tâches et phases réalisées dans différents pays. En reliant les étapes de production au sein de l'Afrique, les CVR permettent aux pays de tirer parti de leurs avantages comparatifs, de participer plus activement au commerce et de développer des capacités leur permettant d'accéder de manière plus compétitive aux CVM à l'avenir.

La participation totale à la chaîne de valeur est souvent mesurée comme la somme de l'intégration en amont et en aval. L'intégration en amont correspond à la part en pourcentage de la valeur ajoutée étrangère dans le

commerce d'exportation d'un pays - en d'autres termes, la quantité d'intrants étrangers qu'un pays utilise pour produire ses exportations. Plus le taux d'intégration en amont est élevé (notamment pour les exportations hors services), mieux c'est, car cela indique que le pays s'approvisionne en biens intermédiaires à forte valeur ajoutée à l'étranger et les transforme en biens de valeur encore plus élevée destinés à l'exportation. L'intégration en aval fait référence au volume d'intrants locaux qu'un pays produit et utilise dans ses activités de production et d'exportation. Les économies disposant d'une importante base de ressources naturelles se situent souvent en amont dans les CVR, fournissant des biens intermédiaires destinés à une transformation ultérieure ailleurs dans la chaîne, tandis que les marchés plus vastes peuvent moins dépendre des intrants importés et présenter des liens en amont plus faibles.⁶

Un réseau plus intégré de chaînes de valeur régionales (CVR) permet aux économies africaines de développer une production spécialisée, en particulier dans les secteurs manufacturiers complexes où les produits nécessitent de multiples composants et processus. L'industrie automobile en est un exemple emblématique : les composants, les matériaux et l'expertise doivent être réunis de manière fluide au-delà des frontières. En construisant de tels systèmes de production à l'échelle régionale, un plus grand nombre de pays peuvent participer à la fabrication à forte valeur ajoutée, générer des emplois qualifiés et créer des revenus qui stimulent la demande au sein même de l'Afrique.

La combinaison optimale de l'intégration en amont et en aval varie selon la taille du marché, le profil en ressources et la base industrielle de chaque pays. Toutefois, la participation actuelle de l'Afrique aux Chaînes de valeur régionales (CVR) reste faible : environ 88 % des intrants importés proviennent de l'extérieur du continent, et la part de la valeur ajoutée étrangère dans les exportations africaines issue d'autres pays africains n'atteint en moyenne que 6 %, contre 45 % en Asie. Cela montre

que tant l'intégration en amont (la proportion d'intrants étrangers d'origine africaine dans les exportations) que l'intégration en aval (les intrants locaux utilisés dans les exportations d'autres pays africains) demeurent faibles.

Le renforcement des Chaînes de valeur régionales (CVR) exige une action concertée. Les institutions régionales jouent un rôle déterminant : des cadres tels que le Programme de développement industriel de la ZLECAf et les stratégies d'industrialisation menées par les CER permettent d'aligner les priorités sectorielles, d'harmoniser les incitations à l'investissement et de présenter les pays africains comme une plateforme de production unifiée aux yeux des investisseurs mondiaux. Une action coordonnée accroît l'attractivité de la mise en place de réseaux de production régionaux, où les entreprises peuvent compter sur des chaînes d'approvisionnement prévisibles et des politiques industrielles cohérentes.

Les infrastructures et la connectivité demeurent des leviers essentiels. Les Chaînes de valeur régionales (CVR) reposent sur des corridors de transport fiables, des réseaux énergétiques transfrontaliers et des ports efficaces pour acheminer les biens intermédiaires entre les pôles de production. Ce type d'infrastructures à grande échelle dépasse souvent les capacités financières des pays pris isolément, mais devient réalisable grâce à des investissements conjoints, des partenariats régionaux et des financements multilatéraux. Ensemble, ces liens physiques et institutionnels constituent l'épine dorsale d'un système de production africain résilient et compétitif - un système qui stimule la prospérité régionale et positionne le continent pour une participation accrue aux marchés mondiaux.

⁶ Afreximbank, Regional Value Chains and Intra-African Trade Promotion (Chaînes de valeur régionales et promotion du commerce intra-africain) (Banque Africaine d'Import-Export, 2024), <https://media.afreximbank.com/afrexim/Regional-Value-Chains-and-Intra-African-Trade.pdf>

1.2 Le parcours de l'Afrique vers l'intégration : la quête d'une transformation institutionnalisée et les leçons pour les pratiques futures

Comme indiqué en 1.1, l'intégration régionale constitue un puissant moteur de croissance économique et de transformation structurelle - un objectif que l'Afrique poursuit depuis des décennies par des efforts conscients et délibérés. Cette section retrace le parcours du continent : des premières initiatives visant à surmonter la fragmentation héritée de l'époque coloniale à travers les Communautés économiques régionales (CER), conçues comme des blocs de construction fondamentaux, jusqu'à la création historique de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), étape charnière vers l'unité continentale. Elle examine comment les institutions ont évolué pour promouvoir des agendas de développement communs, tout en analysant les défis persistants qui freinent ce processus. Afin d'enrichir cette analyse, elle s'appuie également sur une étude de référence : l'expérience de l'Asie du Sud-Est dans la mise en place d'accords de libre-échange régionaux et dans la mobilisation de partenariats extérieurs, notamment les investissements chinois, pour en tirer des leçons pratiques. L'ensemble de ces éléments éclaire la voie à suivre pour les efforts d'intégration de l'Afrique, en conciliant l'expérimentation locale et les enseignements des pratiques mondiales afin d'accélérer la transformation structurelle.

1.2.1 La pratique et le rôle des Communautés économiques régionales (CER)

L'agenda de l'intégration régionale en Afrique puise ses racines dans les efforts menés par les Africains eux-mêmes pour surmonter les limites des petits marchés domestiques et des bases industrielles étroites héritées de l'ère coloniale.⁷ À la fin des années 1970, les chocs économiques et l'aggravation des tensions Nord - Sud ont conduit les décideurs africains à considérer l'intégration à la fois comme une aspiration politique et une stratégie économique - mutualiser les ressources, élargir les marchés et renforcer le pouvoir de négociation. La Commission économique pour l'Afrique des Nations unies (CEA), fondée en 1958, a promu les regroupements sous-régionaux comme laboratoires de l'intégration. Cette vision rejoignait celle de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), créée en 1963 pour promouvoir l'unité et le développement coopératif. En 1980, l'OUA, avec le soutien de la CEA, a adopté le Plan d'action de Lagos (PAL), une feuille de route pour bâtir une Communauté économique africaine (CEA) fondée sur l'autosuffisance, la mutualisation des ressources et l'expansion du commerce intra-africain.⁸ L'Acte final de Lagos (AFL) de 1981 a renforcé cette orientation, en envisageant des blocs sous-régionaux comme piliers de la future CEA,

⁷ Cette idée n'était pas sans précédent : plusieurs dispositifs transfrontaliers datant de l'époque coloniale ont continué à façonner la coopération économique régionale après les indépendances. Par exemple, les zones franc CFA - comprenant les unions monétaires d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale - ont jeté les bases du développement ultérieur de l'UEMOA dans la région de la CEDEAO et de la CEMAC en Afrique centrale. De même, l'Union douanière d'Afrique australe (SACU) et la Zone monétaire commune qui y est associée ont perduré dans l'ère post-indépendance, devenant plus tard des éléments clés du cadre plus large de la CDAA. Voir Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies (CEA), 'History of Africa's Regional Integration Efforts' (Histoire des efforts d'intégration régionale de l'Afrique), <https://archive.uneca.org/oria/pages/history-africa%E2%80%99s-regional-integration-efforts>.

⁸ Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies (CEA), 'History of Africa's Regional Integration Efforts' (Histoire des efforts d'intégration régionale de l'Afrique).

appelant au démantèlement des barrières commerciales, législations et à la réalisation d'infrastructures conjointes.⁹
à l'adoption de tarifs communs, à l'harmonisation des

Tableau 1 : Chronologie des Communautés économiques régionales (CER) reconnues par l'UA

Communauté d'Afrique de l'Est (CAE)
Origines : Le Kenya et l'Ouganda ont formé une union douanière en 1917 et le Tanganyika les a rejoints en 1927, avec un tarif extérieur commun et une monnaie partagée; remplacé par la Haute Commission de l'Afrique de l'Est, coordonnant l'administration coloniale de 1948 à 1961, puis transformé en Organisation des services communs de l'Afrique de l'Est (EACSO) à partir de 1961. Le Traité de coopération est-africaine a remplacé l'EACSO en 1967. Effondrement : en raison de divergences politiques et idéologiques Relance : 7 juillet 2000 sous un nouveau Traité, avec un élargissement de l'adhésion et un mandat d'intégration plus large
Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)
Création : le 28 mai 1975 par le Traité de Lagos Mandat : Union douanière et marché commun entre 15 États d'Afrique de l'Ouest au départ
Communauté de développement d'Afrique australe (CDAA)
Précurseur : 1 ^{er} avril 1980 sous le nom de Conférence de coordination pour le développement de l'Afrique australe (SADCC), afin de réduire la dépendance économique vis-à-vis de l'Afrique du Sud de l'apartheid Transformation : août 1992 par le Traité de la CDAA, avec un champ d'action élargi incluant la coopération politique et institutionnelle
Communauté économique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC)
Création : le 18 octobre 1983 à Libreville Mandat : Coopération économique et développement entre les États d'Afrique centrale
Union du Maghreb arabe (UMA)
Création : le 17 février 1989 à Marrakech Mandat : Intégration économique et politique entre les États d'Afrique du Nord (Algérie, Libye, Mauritanie, Maroc, Tunisie)
Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA)
Précurseur : 1981 comme Zone d'échanges préférentiels (ZEP) pour l'Afrique orientale et australe Lancement du COMESA : décembre 1994, remplaçant la ZEP par un véritable marché commun
Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD)
Précurseur : 1986 comme Autorité intergouvernementale sur la sécheresse et le développement (IGADD), pour faire face à la sécheresse et à la sécurité alimentaire dans la Corne de l'Afrique Nouveau mandat IGAD : le 25 novembre 1996, avec un champ élargi incluant la coopération économique, la paix et la sécurité
Communauté des États sahélo-sahariens (CEN-SAD)
Création : février 1998 par six membres fondateurs Mandat : Intégration régionale à travers les zones sahélienne et saharienne, avec une dynamique panafricaine d'adhésion après sa création

⁹ Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies (CEA), 'Implementation of the Final Act of Lagos' (Mise en œuvre de l'Acte final de Lagos), avril 1985, <https://repository.uneca.org/handle/10855/24668>.

Les années 1980 ont vu la création ou le renforcement de plusieurs Communautés économiques régionales (CER) destinées à concrétiser la vision du Plan d'Action de Lagos (PAL) au moyen de blocs géographiquement proches. Pourtant, à la fin de la décennie, ses piliers essentiels avaient vacillé sous l'effet de pressions cumulées. Les Programmes d'ajustement structurel (PAS) imposés par le FMI et la Banque mondiale exigeaient une libéralisation du commerce et une rigueur budgétaire, ce qui a sapé l'approche protectionniste et étatiste du PAL. Les crises de la dette et l'effondrement des prix des matières premières ont contraint les gouvernements à accepter les conditions des PAS et à reléguer au second plan les objectifs d'intégration.¹⁰ Le financement chronique insuffisant a également affaibli la mise en œuvre : la stratégie autocentrée sur 20 ans du PAL reposait presque exclusivement sur les ressources domestiques, tandis que les financements extérieurs promis ne se sont jamais matérialisés à grande échelle.¹¹ Par ailleurs, les politiques de substitution aux importations ont généré des gains commerciaux inégaux entre pays et, en l'absence d'un mécanisme supranational contraignant, le respect des accords régionaux est demeuré largement volontaire et inefficace.¹²

Alors que les piliers du Plan d'Action de Lagos (PAL) se sont effondrés dans le contexte des crises de la dette des années 1980 et de la libéralisation imposée par les Programmes d'ajustement structurel (PAS), ses enseignements perdurent : la nécessité de mobiliser des

partenariats extérieurs (financements concessionnels, technologies, infrastructures) et d'assurer une coordination transfrontalière demeure essentielle pour l'intégration africaine aujourd'hui. Le contexte particulier des années 1980 - endettement extérieur, volatilité des matières premières et ascension du néolibéralisme - a fait dérailler son orientation autocentrée. Cependant, les décideurs africains peuvent s'appuyer sur cette expérience pour élaborer des stratégies flexibles alliant autosuffisance, ouverture commerciale et cadres favorables aux investisseurs, afin de saisir les opportunités offertes par l'économie mondiale actuelle.

Le Traité d'Abuja de 1991 a marqué un tournant décisif dans le paradigme de l'intégration africaine - passant du modèle autocentré et protectionniste du Plan d'Action de Lagos à une approche fondée sur l'ouverture économique et l'efficacité des marchés. Il a établi une feuille de route en six étapes visant à parvenir à une Communauté économique africaine (CEA) complète d'ici 2028, l'article 88 désignant explicitement l'intégration progressive des Communautés économiques régionales (CER) comme les « briques fondamentales » fondamentaux de l'unité continentale.¹³ En pratique, le succès de ces blocs sous-régionaux est devenu une condition préalable à la réalisation de l'intégration à l'échelle de l'Afrique. Soutenues par le Traité et les politiques ultérieures de l'Union africaine, les CER ont acquis légitimité, mandats élargis et rôles stratégiques plus clairs.

¹⁰ Theresa Egwure Chima, 'Lagos Plan of Action, and Africa' s Development, 1980-2000' (Le Plan d' Action de Lagos et le développement de l' Afrique, 1980-2000), *Icheke Journal of the Faculty of Humanities* 21 (Icheke Journal de la Faculté des Humanités, vol. 21), n° 2(2023): 319-31, p. 325-326

¹¹ Chima, 'Lagos Plan of Action, and Africa' s Development (Le Plan d' Action de Lagos et le développement de l' Afrique), 1980-2000. 329

¹² Francis Nguendi Ikome, 'From the Lagos Plan of Action (LPA) to the New Partnership for Africa' s Development (NEPAD): The Political Economy of African Regional Initiatives' (Du Plan d' Action de Lagos (PAL) au Nouveau Partenariat pour le développement de l' Afrique (NEPAD) : l' économie politique des initiatives régionales africaines), (thèse de doctorat, Université du Witwatersrand, 2004), <https://core.ac.uk/download/pdf/39664014.pdf>. p. 185-186

¹³ Traité instituant la Communauté économique africaine (1991), https://au.int/sites/default/files/treaties/37636-treaty-TREATY_ESTABLISHING_THE_AEC-compressed.pdf. 63

Tableau 2 : Feuille de route en six étapes du Traité d'Abuja

Étape	Chronologie	Activités principales
1	1991-1996 ≤5 ans	Renforcer les Communautés économiques régionales (CER) existantes et en créer de nouvelles dans les régions qui n'en disposent pas.
2	1997-2004 ≤8 ans	Stabiliser les barrières commerciales existantes (tarifs, mesures non tarifaires) et les taxes internes; renforcer l'intégration sectorielle (commerce, agriculture, énergie, etc.); coordonner les activités entre les CER.
3	2005-2014 ≤10 ans	Établir des zones de libre-échange (par suppression progressive des barrières commerciales intra-communautaires) et des unions douanières (avec tarif extérieur commun) au sein de chaque CER.
4	2015-2016 ≤2 ans	Harmoniser les systèmes tarifaires et non tarifaires à travers les CER afin de créer une Union douanière continentale avec un tarif extérieur unique.
5	2017-2020 ≤4 ans	Lancer un Marché commun africain grâce à des politiques communes (agriculture, transport, etc.), des politiques monétaires, financières et fiscales harmonisées, la libre circulation des personnes et la mise en place de ressources communautaires.
6	2021-2025 ≤5 ans	Consolider le Marché commun (libre circulation des personnes, biens, capitaux et services); intégrer les secteurs économiques, politiques, sociaux et culturels; établir une Union économique et monétaire panafricaine (incluant une banque centrale unique et une monnaie unique); finaliser le Parlement panafricain et les structures exécutives.

Conçu en partie comme une correction au Plan d'Action de Lagos (PAL), le Traité a néanmoins hérité de certaines de ses faiblesses - en particulier l'absence de mécanismes d'application robustes et d'un organe juridique dédié à l'harmonisation des lois commerciales et des pratiques commerciales.¹⁴ Les délais ambitieux prévus pour chaque étape de l'intégration ont été régulièrement dépassés. De plus, la séquence en six étapes reflète un modèle classique et linéaire - progressant de manière fluide des zones de libre-échange aux unions douanières, puis aux marchés communs, à l'union monétaire, et finalement à une communauté économique complète. En réalité, l'intégration en Afrique a été inégale : des percées dans un domaine peuvent devancer d'autres secteurs, tandis que les cycles politiques, les contraintes de capacité et les chocs externes ont provoqué des interruptions, des régressions ou des reculs. Différentes CER ont également progressé à des rythmes nettement différents (la section

1.3 examinera leur situation actuelle).

Malgré ces défis, la période post-Abuja a produit des gains tangibles au niveau des CER - allant de cadres institutionnels plus solides et de réseaux de production transfrontaliers à une connectivité infrastructurelle renforcée. Ces progrès ont consolidé l'agenda de l'intégration continentale et créé des précédents concrets.

¹⁴ Theresa Egwure Chima et C.N. Dumle, 'Development Mechanism in Africa and the Abuja Treaty/African Community, 1991-2000', Niger Delta Journal of Gender, Peace & Conflict Studies 3 (Mécanisme de développement en Afrique et Traité/Afrique communautaire d'Abuja, 1991-2000, Revue du Delta du Niger sur le Genre, la Paix et les Études sur les Conflits 3), no. 4 (2023) : 339-51. 349.

Encadré 1. L'expérience du Tarif extérieur commun (TEC) de l'Afrique de l'Ouest pour l'intégration commerciale continentale

Le TEC constitue une caractéristique définitoire d'une Union douanière. Il se réfère à la mise en œuvre uniforme de droits de douane identiques, de quotas d'importation et de mesures commerciales préférentielles par les pays membres au sein d'une union douanière.¹⁵ La CEDEAO a adopté formellement son TEC en octobre 2013 lors d'un sommet des chefs d'État à Dakar, structuré sous forme de système tarifaire à cinq bandes (0 %, 5 %, 10 %, 20 % et une bande spéciale de 35 % pour les produits sensibles). Sa mise en œuvre a nécessité l'établissement d'une nomenclature unique alignée sur le Système harmonisé (SH) - ultérieurement mise à jour vers le SH-2022 lors d'une réunion régionale en 2021 à Abidjan.¹⁶

La mise en œuvre du TEC a constitué un exercice pratique de coordination régionale : la CEDEAO a développé des mécanismes pour négocier et approuver des barèmes tarifaires communs, établissant un précédent pour l'alignement collectif lors des négociations tarifaires de la ZLECAf. L'application du TEC a également nécessité des codes douaniers standardisés et des outils de suivi des barrières non tarifaires (BNT), qui sont devenus des prototypes précoces pour les mécanismes de règlement des différends et de conformité de la ZLECAf.¹⁷

Malgré des progrès institutionnels notables, la mise en œuvre du TEC a peiné à créer un marché pleinement intégré, les économies de la région restant largement non industrialisées, dépendantes des importations et structurellement similaires - dominées par l'exportation de produits primaires ou de matières premières avec une diversité limitée du commerce intra-régional.¹⁸ De plus, l'application inégale, les fluctuations politiques au sein des États membres et des capacités douanières inégales

continuent de freiner les progrès. La mise en œuvre effective du TEC dépend également de l'engagement du secteur privé ; cependant, lorsque ses intérêts sont mal représentés au niveau régional - comme dans le cas de la CEDEAO, où l'on observe la résistance au TEC au Nigeria, exigeant des exemptions ou d'autres mesures de protection contre les importations extra-régionales bon marché - les acteurs économiques peuvent ignorer ou même entraver les politiques commerciales régionales.¹⁹

¹⁵ Système d'information commerciale de la CEDEAO (ECOTIS), Tarif extérieur commun (TEC) de la CEDEAO - Système d'information commerciale de la CEDEAO (ECOTIS) », https://ecotis.ecowas.int/?page_id=24111.

¹⁶ Centre de droit commercial NPC (tralac), Textes juridiques et documents de politique de la CEDEAO, <https://www.tralac.org/resources/by-region/ecowas.html>.

¹⁷ Amanda Bisong, 'ECOWAS and the Role of the RECs in AfCFTA Implementation' (La CEDEAO et le rôle des Communautés économiques régionales (CER) dans la mise en œuvre de la ZLECAf), Centre européen de gestion des politiques de développement (ECDPM), 2020, <https://ecdpm.org/work/the-african-continental-free-trade-area-from-agreement-to-impact-volume-9-issue-1-2020/ecowas-and-the-role-of-the-recs-in-afcfta-implementation>.

¹⁸ E. Chijioke Ogbonna et al., 'The ECOWAS Platform and the Persisting Challenges of Integrating the West African Region: A Discourse', *Journal of Economics and Sustainable Development* 4 (La plateforme de la CEDEAO et les défis persistants de l'intégration de la région ouest-africaine : un discours, *Revue d'Économie et de Développement Durable* 4), no. 1 (2013) : 104–13. 106.

¹⁹ Karim Karaki et Elke Verhaeghe, *ECOWAS Trade and Trade Facilitation : Advancing Economic Integration One Hurdle at a Time* (Commerce et facilitation des échanges en CEDEAO : promouvoir l'intégration économique pas à pas), Note politique, *Dynamiques de l'économie politique des organisations régionales en Afrique* (Centre européen de gestion des politiques de développement (ECDPM), 2017), <https://ecdpm.org/work/ecowas-trade-and-trade-facilitation-advancing-economic-integration-one-hurdle-at-a-time>. 2

Encadré 2. Les bassins électriques régionaux comme briques fondamentales de l'intégration électrique continentale

Les bassins électriques régionaux²⁰ permettent aux pays de mutualiser leur capacité de production, de diversifier leurs sources d'énergie et d'améliorer la sécurité énergétique, autant de soutiens essentiels à l'industrialisation et à la croissance durable. Créé en 1995, le Southern African Power Pool (SAPP) a été le premier et le plus avancé des bassins régionaux africains, transformant le commerce bilatéral d'électricité en un marché coordonné.²¹ Le modèle repose sur des Mémoires d'accord intergouvernementaux (MoU), une coordination au niveau des services publics²², ainsi que des sous-comités spécialisés consacrés aux opérations du marché, à la planification du système et à l'impact environnemental. Le SAPP a également été à l'avant-garde du développement d'infrastructures transfrontalières essentielles, incluant des interconnexions haute tension entre l'Afrique du Sud et le Zimbabwe (1995), le Mozambique et l'Afrique du Sud (1997), le corridor MoZASA (Mozambique-Zimbabwe-Afrique du Sud, lancé en 2018), et plus récemment la ligne Malawi - Mozambique 400 kV, mise en service en 2021. Le dernier plan directeur de 2017 estimait que l'intégration complète du SAPP pourrait générer plus de 42 milliards de dollars américains d'économies cumulées d'investissement et de coûts d'exploitation d'ici 2040, comparé à un scénario où chaque pays poursuit sa propre stratégie énergétique.²³

En tant que modèle, le SAPP illustre comment un groupement électrique régional peut fournir à la fois des infrastructures transfrontalières essentielles et des mécanismes institutionnels éprouvés. Cependant, des défis persistent : par exemple, malgré une capacité installée d'environ 78 000 MW en 2023, seulement environ 60 000 MW étaient réellement disponibles en raison d'infrastructures vieillissantes, de retards de maintenance et d'inefficacités du système.²⁴ De plus, le mix énergétique du SAPP reste fortement déséquilibré. Plus de 59 % de la production repose sur le charbon, principalement en provenance d'Afrique du Sud et du Zimbabwe, tandis que l'hydroélectricité contribue à hauteur de 24 %, et les énergies renouvelables comme le solaire et l'éolien représentent seulement 10 à 15 % - bien en deçà de l'objectif de 80 % d'intégration des renouvelables à l'horizon 2040. La stabilité limitée du réseau et l'absence de technologies de stockage avancées ont en outre restreint l'adoption des renouvelables variables.²⁵

²⁰ Un bassin électrique est défini comme un ensemble de deux services publics d'électricité ou plus qui coordonnent leurs opérations et leur planification - couvrant la production, le transport, le commerce et les normes de fiabilité.

²¹ Donal T. O' Leary et al., 'Promoting Regional Power Trade—The Southern African Power Pool', Public Policy for the Private Sector (Promotion du commerce régional de l'électricité — Le Southern African Power Pool, Les politiques publiques pour le secteur privé) Note 145 (juin 1998).

²² Depuis sa création en 1995, le SAPP a évolué d'arrangements de coopération et de partage des ressources de base vers un marché de gros de l'électricité plus compétitif, incluant l'introduction progressive de diverses plateformes de négociation telles que le marché physique à terme mensuel et hebdomadaire (FPM-M, FPM-W), le marché journalier (DAM), le marché intrajournalier (IDM) et le marché d'équilibrage (BM). Voir Jarrad Wright et al., *Evolving Competitive Markets in SAPP: Leveraging Competitive Wholesale Electricity Markets to Drive Renewable Generation Capacity in the Southern African Power Pool (SAPP)* (Évolution des marchés compétitifs dans le SAPP : tirer parti des marchés de gros d'électricité compétitifs pour développer la capacité de production d'énergie renouvelable dans le Southern African Power Pool (SAPP)) (Laboratoire national des énergies renouvelables, NREL, 2024), <https://doi.org/10.2172/2473014>.

²³ Assistance technique de l'UE (TAF) pour le Mécanisme d'Énergie Durable, Note de politique et Feuille de route 2040 : Vers un marché unique africain de l'électricité - AFSEM (Commission de l'Union africaine, 2021). 9

²⁴ Mozambique Expert, *The Southern African Power Pool (SAPP) : un centre régional d'intégration énergétique*, <https://www.mozambiqueexpert.com/en/mozambique-energy-sector-the-southern-african-power-pool-sapp/>.

²⁵ Remeredzai Joseph Kuhudzai, 'Ramping Up Distributed Renewables Could Help Solve Perennial Load-Shedding Issues In Southern Africa' (Augmenter la production d'énergies renouvelables distribuées pourrait aider à résoudre les problèmes chroniques de délestage en Afrique australe), *CleanTechnica*, 5 mai 2024, <https://cleantechnica.com/2024/05/05/ramping-up-distributed-renewables-could-help-solve-perennial-load-shedding-issues-in-southern-africa/>.

Les efforts d'intégration continentale, tels que le Marché Unique Africain de l'Électricité (AfSEM) lancé en 2021, doivent donc aller au-delà des infrastructures physiques. Ils requièrent également des cadres institutionnels solides, des réglementations harmonisées, une préparation technique et des mécanismes de financement innovants. La Facilité de financement de l'infrastructure de transmission régionale. (RTIFF), récemment initié par le SAPP et la CDAA pour mobiliser des capitaux du secteur privé via le financement mixte, constitue un modèle important à suivre alors que l'Afrique poursuit son agenda plus large d'intégration électrique.²⁶

1.2.2 Accélérer l'intégration continentale : l'élan politique et l'innovation institutionnelle de la ZLECAf

S'inspirant des héritages et de l'expérience opérationnelle des CER, ceux qui ont été pionniers dans la libéralisation commerciale et la coordination douanière ont fourni les bases essentielles aux négociations de la ZLECAf, offrant des modèles éprouvés pour une mise à l'échelle. L'Accord désigne explicitement les zones de libre-échange et les unions douanières des CER comme des « blocs de construction » (Article 5) et protège les niveaux d'intégration déjà atteints parmi les membres des CER (Article 19).²⁷ Cependant, au moment du lancement de la ZLECAf, seules cinq CER - la CAE, la CEEAC, la

CEDEAO, le COMESA et la CDAA - disposaient de zones de libre-échange pleinement opérationnelles, et les progrès restaient inégaux.²⁸ Un autre problème identifié est que, au fil du temps, les efforts d'intégration régionale de l'Afrique se sont retrouvés pris dans un « effet bol de spaghettis » classique de CER qui se chevauchent, où les pays jonglent avec des tarifs, des règles d'origine et des calendriers de mise en œuvre contradictoires - chaque pays participant en moyenne à huit organisations régionales (y compris les CER).²⁹ Depuis les années 1990, cette prolifération a entraîné des mandats doublés, des blocages bureaucratiques et des coûts plus élevés pour les entreprises confrontées à des régimes douaniers et réglementaires concurrents. Par conséquent, les CER ont produit des résultats mitigés - souvent en deçà de leurs propres obligations contractuelles et incapables de s'harmoniser efficacement conformément à la vision linéaire du Traité d'Abuja, qui prévoit une intégration séquentielle vers une Communauté économique africaine.

Alors que le progrès de l'intégration régionale a connu des retards importants, la ZLECAf a émergé avec un élan politique sans précédent parmi les chefs d'État et de gouvernement à travers le continent. Dans ce contexte, beaucoup considèrent la ZLECAf comme une stratégie de « saut technologique » face aux insuffisances au niveau des CER : plutôt que d'attendre que les CER évoluent séquentiellement en unions douanières puis, éventuellement, en communauté économique

²⁶ Rebecca Campbell, 'New Fund to Finance Cross-Border Electricity Transmission in Southern Africa' (Nouveau fonds pour financer la transmission d' électricité transfrontalière en Afrique australe), Engineering News, <https://www.engineeringnews.co.za/article/new-fund-to-finance-cross-border-electricity-transmission-in-southern-africa-2024-03-06>.

²⁷ Union africaine, Accord établissant la Zone de libre-échange continentale africaine, 2018

²⁸ Bruce Byiers et al., How AfCFTA-Regional Relations Can Support Continental Trade, Discussion Paper no. 376 (Comment les relations régionales de la ZLECAf peuvent soutenir le commerce continental, Document de travail n° 376), (European Centre for Development Policy Management (Centre européen de gestion des politiques de développement - ECDPM, 2024). 6

²⁹ Le terme « effet bol de spaghettis » a été créé par un économiste du commerce pour désigner une situation où de multiples accords commerciaux intersectés créent des règles conflictuelles et des détournements de commerce. Plutôt que de rationaliser le commerce, une telle complexité favorise souvent involontairement la fragmentation réglementaire et les tendances protectionnistes, sapant les objectifs d' intégration. Voir Tito Mbatia, How AfCFTA-Regional Relations Can Support Continental Trade (L' effet bol de spaghettis de l' intégration commerciale régionale africaine), Botho Emerging Markets Group, mai 2025, <https://www.bothogroup.com/blog/the-spaghetti-bowl-of-african-regional-trade-integration>.

continentale, la ZLECAf condense ces étapes en un cadre beaucoup plus rapide et unifié.³⁰ En tant que plus grande zone de libre-échange au monde par le nombre de pays participants, la ZLECAf a été lancée avec une vitesse et une unité remarquables : des négociations de 2015 au début des échanges en janvier 2021, compressant une feuille de route d'Abuja de plusieurs décennies en moins de six ans, soit le délai le plus rapide pour un traité de l'UA dans l'histoire.³¹

Cette forte dynamique repose sur le statut de la ZLECAf en tant que projet phare de l'Agenda 2063 et sur la décision de l'UA d'en faire une priorité continentale. La Commission de l'UA (CUA) a dirigé les négociations en tant que Secrétariat intérimaire, assurant la coordination politique entre les chefs d'État jusqu'à la création du Secrétariat permanent en 2020. Le Secrétariat³² - politiquement responsable devant l'Assemblée de l'UA, le Conseil des ministres et le Comité des hauts fonctionnaires du commerce - dispose d'une autonomie juridique pour coordonner la mise en œuvre, convoquer les négociations et suivre le respect des engagements. Le Secrétariat³³ reçoit ainsi un financement provenant du budget annuel global de l'UA, mais reste autonome par rapport aux structures de la CUA et est complété par les

partenaires au développement et des initiatives dédiées telles que le Fonds d'ajustement de la ZLECAf.³⁴

Pour maintenir ce rythme rapide, la ZLECAf a adopté une mise en œuvre progressive. Les échanges commerciaux ont officiellement commencé le 1er janvier 2021, sur la base de règles d'origine et de procédures douanières provisoires, bien que plusieurs protocoles clés - tels que ceux relatifs à l'investissement, à la concurrence et à la propriété intellectuelle - étaient encore en cours de négociation.³⁵ Cette approche par phases a permis aux États membres éligibles de commencer les échanges commerciaux immédiatement, montrant un engagement clair en faveur d'une mise en œuvre pratique plutôt que d'un report jusqu'à la finalisation juridique complète. Une autre stratégie similaire est l'Initiative de Commerce Guidé (GTI), lancée par le Secrétariat de la ZLECAf en octobre 2022 comme stratégie innovante pour opérationnaliser l'accord. La GTI impliquait initialement huit États membres volontaires et se concentrait sur un ensemble limité de produits liés aux chaînes de valeur - tels que le thé, le café, le sucre, les pâtes et les batteries - afin de tester, démontrer et accélérer la fonctionnalité commerciale en temps réel de l'accord sur le terrain.³⁶

³⁰ Byiers et al., Byiers et al., How AfCFTA-Regional Relations Can Support Continental Trade. 4 (Comment les relations AfCFTA-Régionales peuvent soutenir le commerce continental. 4)

³¹ Joseph K. Manboah-Rockson, "Grabbing the 'Bull' by the 'Horns'": A Critical Analysis of the Establishment of AfCFTA, Open Journal of Political Science 11 (Saisir le « Taureau » par les « Cornes » : Une analyse critique de la création de la ZLECAf, Revue ouverte de science politique 11), no 02 (2021) : 301-15, <https://doi.org/10.4236/ojps.2021.112020>. 303

³² Outre les États parties, les Communautés économiques régionales (CER) sont également représentées au Comité à titre consultatif. Voir Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies (CEA), Q&A sur la ZLECAf | Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies, <https://www.uneca.org/african-trade-policy-centre/flipbook>. 11

³³ Bien que le Secrétariat mène les négociations techniques sur des protocoles spécifiques, l'architecture institutionnelle de l'UA, où l'Assemblée (composée des chefs d'État) et le Conseil des ministres approuvent les principaux cadres politiques et résolvent les différends pour garantir la cohérence politique.

³⁴ Le Fonds d'ajustement de la ZLECAf - ZLECAf, 20 juin 2022, <https://au-afcfta.org/operational-instruments/the-afcfta-adjustment-fund/>.

³⁵ Trudi Hartzenberg, 'AfCFTA: Is It Finally the Right Time for Africa?', Italian Institute for International Political Studies (ZLECAf : Est-ce enfin le bon moment pour l'Afrique ?, Institut italien d'études politiques internationales) (ISPI), 10 mars 2021, <https://www.ispionline.it/en/publication/afcfta-it-finally-right-time-africa-29580>.

³⁶ Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies (CEA), Advancing the Implementation of the Agreement Establishing the African Continental Free Trade Area: Proposing Transformative Strategic Actions (Faire avancer la mise en œuvre de l'Accord portant création de la Zone de libre-échange continentale africaine : propositions d'actions stratégiques transformatrices), Rapport économique sur l'Afrique, 2025 (CEA, 2025). 39

Une autre caractéristique distinctive de la ZLECAf est son cadre juridique global et « tout-en-un », qui - à la différence de la plupart des CER se concentrant principalement sur le commerce de biens - intègre dès le départ des protocoles sur le commerce des services,

la propriété intellectuelle, l'investissement et la politique de concurrence.³⁷ Cette approche holistique réduit considérablement la fragmentation institutionnelle et favorise une plus grande cohérence entre les différentes dimensions de l'intégration économique.

Encadré 3. Objectifs et priorités pratiques de la ZLECAf

Le mandat général de la ZLECAf est de créer un marché continental unique regroupant environ 1,3 milliard de personnes et un PIB combiné d'environ 3,4 billions de dollars américains. La ZLECAf constitue l'un des projets phares de l'Agenda 2063 : L'Afrique que nous voulons, la stratégie de développement à long terme de l'Union africaine visant à transformer le continent en puissance mondiale.

Conformément à l'Article 3 de l'Accord instituant la Zone de libre-échange continentale africaine, les objectifs généraux de la ZLECAf sont de :

- créer un marché unique de biens et de services, facilité par la libre circulation des personnes afin de renforcer l'intégration économique sur le continent africain et conformément à la Vision panafricaine d'« une Afrique intégrée, prospère et pacifique » inscrite dans l'Agenda 2063 ;
- créer un marché libéralisé de biens et de services par le biais de cycles successifs de négociations ;
- contribuer à la libre circulation des capitaux et des personnes physiques et faciliter les investissements, en s'appuyant sur les initiatives et développements des États Parties et des Communautés économiques régionales (CER) ;
- poser les bases de l'établissement, à terme, d'une Union douanière continentale ;
- promouvoir et atteindre un développement socio-économique durable et inclusif, l'égalité des genres et la transformation structurelle des États Parties ;
- accroître la compétitivité des économies des États Parties au sein du continent et sur le marché mondial ;
- promouvoir le développement industriel par la diversification et le développement des chaînes de valeur régionales, le développement agricole et la sécurité alimentaire ; et
- résoudre les problèmes liés aux adhésions multiples et chevauchantes et accélérer les processus d'intégration régionale et continentale.

Les objectifs spécifiques des États Parties à la ZLECAf impliquent les obligations suivantes :

- éliminer progressivement les droits de douane et les barrières non tarifaires au commerce des biens
- libéraliser progressivement le commerce des services
- coopérer en matière d'investissement, de droits de propriété intellectuelle et de politique de concurrence
- coopérer sur tous les domaines liés au commerce
- coopérer sur les questions douanières et la mise en œuvre de mesures de facilitation des échanges
- établir un mécanisme de règlement des différends concernant leurs droits et obligations; et
- établir et maintenir un cadre institutionnel pour la mise en œuvre et l'administration de la ZLECAf.

³⁷ La Zone de libre-échange continentale africaine | Union africaine, <https://au.int/en/african-continental-free-trade-area>.

La ZLECAf favorise également la coopération régionale, ce qui permet le partage des connaissances et le renforcement des capacités, donnant aux pays africains la possibilité de tirer parti de leurs forces collectives et de relever les défis communs, tout en positionnant le continent comme un acteur influent dans l'économie mondiale.

En résumé, la ZLECAf reconnaît les CER comme des « briques fondamentales » essentielles tout en agissant comme un redémarrage continental, injectant urgence politique et cohérence dans l'agenda de l'intégration africaine. Il est important de souligner que la ZLECAf complète les CER plutôt que de les remplacer. Des initiatives telles que la Zone de libre-échange tripartite COMESA-CAE-CDAA - dont la mise en œuvre a débuté en juillet 2024 avec 14 des 29 membres ayant ratifié, couvrant plus de 600 millions de personnes et illustrant une approche par étapes permettant aux CER de renforcer leurs réseaux commerciaux - constituent une expansion progressive et délibérée de l'intégration, directement alignée sur les ambitions de la ZLECAf.³⁸ Par conséquent, un alignement soutenu entre la ZLECAf et les CER sera vital, en particulier pour le développement des chaînes de valeur régionales et l'attraction des investissements directs étrangers.

1.2.3 Étude de cas sur l'Accord de libre-échange Chine-ASEAN : leçons pour la ZLECAf en matière de construction de chaînes de valeur régionales et de mobilisation des IDE

La Zone de libre-échange Chine-ASEAN (CAFTA) constitue un accord économique régional majeur entre

la Chine et les dix États membres de l'Association des Nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN). Le dialogue formel entre la Chine et l'ASEAN a débuté en 1991, et en 1996, la Chine est devenue partenaire de dialogue à part entière de l'ASEAN. Après plusieurs années de négociations, la CAFTA a été officiellement lancée le 1er janvier 2010, devenant ainsi la plus vaste zone de libre-échange entre économies en développement, couvrant la Chine et les dix États membres de l'ASEAN.³⁹

Ensemble, la Chine et l'ASEAN représentent plus de 20 % de la production économique mondiale, avec une population chinoise dépassant 1,4 milliard d'habitants et celle de l'ASEAN approchant 700 millions. En 2023, le PIB combiné des membres de l'ASEAN a atteint 3,8 billions de dollars américains, faisant de la région la cinquième économie mondiale.⁴⁰

Le commerce bilatéral entre la Chine et l'ASEAN a connu une croissance significative après l'établissement de l'CAFTA, passant de 292,8 milliards de dollars américains en 2010 à 587,9 milliards de dollars américains en 2019, année où le protocole actualisé de l'CAFTA est entré en vigueur en octobre. En octobre 2024, avec la conclusion substantielle des négociations de l'CAFTA 3.0, le commerce bilatéral avait atteint 982,3 milliards de dollars américains.⁴¹ Au cours des sept premiers mois de 2025, les échanges entre la Chine et l'ASEAN se sont élevés à 597 milliards de dollars américains, marquant une hausse de 8,2 %

³⁸ Monica Byarugaba, 'RECs and TFTAs: A Stumbling or Building Block for AfCFTA?' (CER et ZLEA tripartites : un obstacle ou un bloc de construction pour la ZLECAf ?), The Citizen, 28 avril 2025, <https://www.thecitizen.co.tz/tanzania/oped/recs-and-tftas-a-stumbling-or-building-block-for-afcfta--5020174>.

³⁹ Association des Nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN), 'ASEAN-China Economic Relation' (Relations économiques ASEAN-Chine), Portail principal de l'ASEAN, <https://asean.org/our-communities/economic-community/integration-with-global-economy/asean-china-economic-relation/>.

⁴⁰ Jia Duqiang, 'China-ASEAN Cooperation Rising to Higher Level' (Vers un niveau supérieur de coopération Chine-ASEAN), China Daily, 14 avril 2025, <https://www.chinadaily.com.cn/a/202504/14/WS67fc46f7a3104d9fd381f010.html>.

⁴¹ Global Times, Commerce bilatéral China-ASEAN : 2010-2024, le 16 avril 2025, <https://www.globaltimes.cn/page/202504/1332251.shtml>.

par rapport à la même période de l'année précédente.⁴²

La Chine demeure le premier partenaire commercial de l'ASEAN depuis 2009, tandis que l'ASEAN est devenue le premier partenaire commercial de la Chine en 2020.⁴³

Au-delà des flux bilatéraux, l'CAFTA a également stimulé le commerce intra-ASEAN : en intégrant les entreprises locales dans les chaînes de valeur régionales, la Chine s'est affirmée comme fournisseur clé de biens intermédiaires et comme marché pour les produits finis. Ces liens commerciaux se sont également renforcés entre les membres de l'ASEAN eux-mêmes, grâce à leur insertion dans les chaînes de valeur régionales et mondiales.

Les cadres internes de l'ASEAN, tels que définis dans sa conception institutionnelle, ont posé des bases essentielles. Depuis 1992, dans le cadre de l'Accord sur le commerce des marchandises de l'ASEAN (ATIGA), les États membres ont mis en place des calendriers de réduction tarifaire transparents et prévisibles, ainsi qu'une approche unifiée des règles d'origine. Cela inclut une liste d'inclusion complète (IL), en vertu de laquelle 99 % des produits des membres fondateurs sont soumis à des droits de douane de seulement 0 à 5 %, ainsi que des critères clairs pour déterminer la teneur en valeur régionale - permettant aux entreprises de planifier de manière fiable leur production transfrontalière. Associés à des accords sectoriels sur les services (Accord-cadre de l'ASEAN sur les services) et sur l'investissement (Accord global sur l'investissement de l'ASEAN), ces mécanismes

ont offert aux entreprises un accès au marché prévisible, renforcé les conditions du marché régional et attiré des investissements extérieurs durables.⁴⁴

En complément de cette croissance commerciale, les investissements chinois en ASEAN ont fortement augmenté parallèlement à la mise en place de l'CAFTA, en particulier dans les secteurs de la manufacture, des infrastructures et de l'énergie. Les IDE chinois en ASEAN ont connu une croissance remarquable, passant de moins de 4 milliards de dollars américains en 2010 à 17 milliards de dollars américains en 2023, soit une augmentation annuelle de près de 20 %⁴⁵, et plus de 35 % de ces IDE ont été dirigés vers le secteur manufacturier⁴⁶. Dans le même temps, le nombre d'entreprises chinoises opérant en ASEAN est passé de 2 600 en 2012 à 6 500 en 2022. Bon nombre de ces investissements s'alignaient sur les politiques industrielles locales, favorisant la création de pôles régionaux. Par exemple, SAIC Motor Corporation a noué un partenariat avec le groupe thaïlandais CP Group pour produire des véhicules de marque MG destinés au marché de l'ASEAN. En 2022, le volume total de production et de ventes de SAIC Motor-CP a atteint 32 000 unités.⁴⁷ Ce renforcement de la coopération industrielle avec la Chine a également favorisé une intégration plus profonde des économies de l'ASEAN dans les chaînes de valeur régionales et mondiales. Ainsi, les entreprises chinoises ont investi dans l'assemblage de composants et les pôles d'approvisionnement en Thaïlande et en Indonésie, contribuant à la montée en gamme de ces

⁴² Mission économique et commerciale de la République populaire de Chine auprès de l' ASEAN, Bulletin du commerce | Situation du commerce Chine-ASEAN de janvier à juillet 2025, Ministère du Commerce de la RPC, le 11 août 2025, https://asean.mofcom.gov.cn/zgdmjm/tj/art/2025/art_a3b123a1259b4f76bb8fa95a83ade2aa.html.

⁴³ Global Times, La Chine marque sa 16^e année en tant que premier partenaire commercial de l' ASEAN : MOFCOM, le 8 septembre 2025, <https://www.globaltimes.cn/page/202509/1342944.shtml>.

⁴⁴ Forum de Boao pour l' Asie, Rapport | L' ASEAN, « bon élève » des accords de libre-échange en Asie - Panorama des mécanismes sectoriels, The Paper, le 3 février 2021, https://www.thepaper.cn/newsDetail_forward_11096579.

⁴⁵ Yang Han, L' ASEAN appelée à bénéficier de la croissance de la Chine, China Daily, le 19 décembre 2024, <https://www.chinadaily.com.cn/a/202412/19/WS67637d7fa310f1265a1d3bb3.html>.

⁴⁶ Association des Nations d' Asie du Sud-Est (ASEAN), 'ASEAN Investment Report 2024 : ASEAN Economic Community 2025 and Foreign Direct Investment' (Rapport sur l' investissement en ASEAN 2024 : Communauté économique de l' ASEAN 2025 et investissement direct étranger), ASEAN Main Portal, 2025, <https://asean.org/wp-content/uploads/2024/10/AIR2024-3.pdf>.

⁴⁷ SAIC MOTOR, SAIC Motor étend son empreinte mondiale, le 11 mai 2023, https://www.saicmotor.com/english/latest_news/saic_motor/58759.shtml.

économies dans les secteurs de l'électronique, des pièces automobiles et de la machinerie.⁴⁸ Un exemple marquant est celui du parc industriel de Morowali, dans le Centre-Sulawesi en Indonésie, co-développé par Tsingshan Holding Group. Ce complexe intégré relie l'extraction du nickel en amont au traitement intermédiaire et aux exportations en aval, alimentant les marchés mondiaux des batteries pour véhicules électriques (VE) tout en développant des écosystèmes locaux de fournisseurs. Il illustre comment des investissements ciblés peuvent transformer des ressources naturelles en véritables capacités industrielles.⁴⁹

Dans le processus de création de pôles industriels régionaux, la CAFTA a facilité le transfert de technologies et le renforcement des capacités par le biais d'investissements dans des centres d'innovation, tout en proposant des formations en logistique, systèmes douaniers et commerce électronique, des leviers essentiels pour le commerce régional. Les entreprises chinoises sont fortement implantées sur le marché de l'ASEAN : Huawei, par exemple, a créé plus de 20 centres de formation TIC (Technologies de l'information et de la communication) à travers la région et s'est associé à des universités locales pour offrir des certifications en 5G, cloud computing et intelligence artificielle.⁵⁰

S'appuyant sur ces réussites, la Chine et l'ASEAN poursuivent désormais une mise à niveau « CAFTA

3.0 », substantiellement conclue en 2024, qui étendra la coopération à l'économie numérique, au développement vert, à la connectivité des chaînes d'approvisionnement et à la facilitation du commerce.⁵¹ Au-delà de la Chine, l'ASEAN a également développé un large réseau de partenariats économiques externes, concluant des accords de libre-échange avec le Japon, la Corée du Sud, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, et négociant actuellement avec l'Union européenne.⁵² Cet engagement proactif avec de multiples partenaires illustre la stratégie de l'ASEAN consistant à tirer parti de ses chaînes de valeur régionales intégrées et de son marché unifié pour étendre les liens commerciaux mondiaux et attirer diverses formes d'investissements.

Pour la ZLECAf, l'expérience Chine-ASEAN offre deux niveaux d'enseignements, notamment en matière de construction de chaînes de valeur régionales compétitives :

Sur le plan opérationnel, la trajectoire de l'ASEAN souligne l'importance de règles d'origine concises et applicables, ainsi que de calendriers de réduction tarifaire échelonnés, soutenus par des directives de conformité transparentes. Au-delà de la libéralisation du commerce des biens, les protocoles sectoriels et les cadres d'investissement de l'ASEAN mettent en évidence l'intérêt d'introduire dès le départ des dispositions claires et opérationnelles en matière d'investissement. Pour la ZLECAf, cela pourrait

⁴⁸ Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI), *Global Value Chains and Southeast Asian Industrialization: Lessons from China-ASEAN Cooperation*. (Chaînes de valeur mondiales et industrialisation de l'Asie du Sud-Est : enseignements de la coopération Chine-ASEAN), 2018, https://www.unido.org/sites/default/files/files/2018-06/EBOOK_GVC.pdf

⁴⁹ Angela Tritto, 'How Indonesia Used Chinese Industrial Investments to Turn Nickel into the New Gold' (Comment l'Indonésie a utilisé les investissements industriels chinois pour transformer le nickel en nouvel or), Carnegie Endowment for International Peace, le 11 avril 2023, <https://carnegieendowment.org/research/2023/04/how-indonesia-used-chinese-industrial-investments-to-turn-nickel-into-the-new-gold?center=europe&lang=en>

⁵⁰ Tutun Juhana, 'ITB & Huawei: Spearheading Indonesia's Digital Talent Transformation' (ITB et Huawei : Piloter la transformation des talents numériques en Indonésie), Huawei, mars 2025, <https://www.huawei.com/en/huaweitech/publication/202501/itb-huawei-indonesia-digital-talent-transformation>.

⁵¹ Ministère du Commerce de la République populaire de Chine, Responsable du Département international du Ministère du Commerce présente la conclusion substantielle des négociations sur la version 3.0 de la Zone de libre-échange Chine-ASEAN, Portail du gouvernement chinois, le 10 octobre 2024, https://www.gov.cn/lianbo/fabu/202410/content_6979185.htm.

⁵² Lin Han, Accords de libre-échange : le choix de l'ASEAN, Sina Kandian, le 5 mai 2023, https://k.sina.cn/article_3974550866_ece6d552001014smt.html?from=news.

signifier l'identification d'un petit ensemble de produits prioritaires de chaînes de valeur et de corridors de production - des routes commerciales et logistiques géographiquement définies reliant les principaux pôles industriels ou ressources aux marchés nationaux, régionaux et mondiaux -, l'alignement des règles et de la logistique le long de ces routes, et l'invitation d'investisseurs étrangers majeurs à co-investir dans des projets pilotes (par exemple, un cluster de produits d'énergies nouvelles). Ces projets pilotes peuvent réduire le risque pour les investisseurs, générer des succès précoces et créer des normes reproductibles. Dans le but ultime de favoriser des réseaux de production intégrés, les projets d'IDE majeurs devraient être liés à des jalons mesurables concernant le contenu local, le développement des fournisseurs et la formation de la main-d'œuvre - garantissant que l'investissement produise des gains tangibles en matière d'intégration.

Sur le plan stratégique, l'ASEAN illustre comment des règles claires, la prévisibilité et l'ampleur du marché peuvent attirer et ancrer des investissements soutenus de la Chine et d'autres partenaires externes. Des régimes commerciaux et d'investissement harmonisés, des mécanismes transparents de règlement des différends et des règles d'origine communes réduisent l'incertitude. Le marché intégré, doté d'une population importante, crée des économies d'échelle et encourage des investissements capacitaires desservant plusieurs pays. Des procédures douanières simplifiées, des systèmes numériques interopérables et des corridors d'infrastructure coordonnés réduisent encore les coûts de transaction pour les producteurs, les prestataires

logistiques et les exportateurs. Bien que le capital étranger ait initialement été attiré dans cette région principalement par l'abondance de main-d'œuvre bon marché, il a contribué à nourrir le développement de ces réseaux de production. À mesure que ces réseaux se sont développés et que les marchés se sont étendus à travers les pays membres, cela a non seulement renforcé l'intégration régionale, mais a également rendu la région de plus en plus attractive pour les entreprises multinationales cherchant à exploiter ces marchés interconnectés et en évolution.⁵³

L'expérience de l'Asie du Sud-Est montre également que l'intégration et les IDE ciblés peuvent former un cercle vertueux : l'intégration attire les investisseurs, et l'investissement approfondit les chaînes de valeur, stimule le commerce intra-régional et accélère l'intégration. La ZLECAf possède un potentiel similaire pour servir de plateforme reliant les pôles de production africains entre eux et aux marchés mondiaux, tout en utilisant l'investissement ciblé pour renforcer la compétitivité dans des secteurs à forte valeur ajoutée tels que la transformation agroalimentaire, les composants automobiles et les produits d'énergie renouvelable. Si elle est mise en œuvre efficacement, la ZLECAf pourrait contribuer à faire évoluer le profil commercial de l'Afrique, le faisant passer d'une dépendance aux matières premières vers une production diversifiée et à plus forte valeur ajoutée, avec des liens régionaux renforcés et un commerce plus équilibré avec les partenaires externes - positionnant ainsi le continent pour concurrencer en tant que bloc économique cohérent.

⁵³ Qiaomin Li et al., 'Effects on China and ASEAN of the ASEAN-China FTA: The FDI Perspective' (Effets de l' Accord de libre-échange ASE-AN-Chine sur la Chine et l' ASEAN : la perspective des investissements directs étrangers (IDE)), Journal of Asian Economics 4 44 (juin 2016) : 1-19, <https://doi.org/10.1016/j.asieco.2016.05.001>.

1.3 Le statut de l'intégration régionale en Afrique - Analyse à partir des données

Comme discuté précédemment, le processus d'intégration de l'Afrique est guidé par diverses Communautés économiques régionales (CER), mais le rythme d'intégration reste inégal au sein de ces CER. Comprendre ce processus est essentiel, car il sert de référence pour l'apprentissage mutuel et fournit un cadre permettant de comparer les progrès et les meilleures pratiques entre les CER. Les données utilisées pour cette section proviennent de l'Indice d'intégration régionale en Afrique (ARII),⁵⁴ élaboré par la CEA et de nombreux autres partenaires. Il s'agit d'un indice composite constitué de cinq dimensions et de seize indicateurs, visant à refléter la complexité et l'hétérogénéité de l'intégration régionale à la fois conceptuellement et pratiquement. Les cinq dimensions sont : (i) le commerce, (ii) la production, (iii) la macroéconomie, (iv) les infrastructures et (v) la libre circulation des personnes. Chaque dimension comprend un nombre variable d'indicateurs (voir Tableau 3).

Ces dimensions reflètent les éléments essentiels de l'intégration. L'intégration commerciale implique des politiques harmonisées qui réduisent les barrières et favorisent le développement du commerce intra-régional. L'intégration de la production consiste à encourager les chaînes de valeur régionales, dans lesquelles les processus de production sont répartis entre plusieurs pays afin de tirer parti des économies d'échelle. L'intégration commerciale et productive est facilitée par des infrastructures solides, qui permettent des flux efficaces et une meilleure connectivité. De plus, la libre circulation des personnes constitue un facteur clé pour approfondir l'intégration, tandis que la convergence macroéconomique - mesurée par des indicateurs tels que l'inflation et les taux d'intérêt - reflète la santé économique

des pays à mesure qu'ils s'intègrent.

L'ARII attribue un poids à ces indicateurs afin de refléter leur importance au sein de chaque dimension et de permettre des comparaisons entre dimensions. L'indice normalise les valeurs entre 0 et 1, 0 indiquant l'absence d'intégration et 1 représentant une intégration complète. Il convient de noter que l'indice présente des données jusqu'en 2020, ce qui permet d'observer l'état de l'intégration sur le continent avant les perturbations provoquées par la crise du COVID-19, lesquelles ont affecté le processus d'intégration régionale.

1.3.1 Comparaison mondiale des progrès globaux de l'intégration régionale en Afrique : démarrage lent, accélération du rythme

Cette section met l'état et les progrès des efforts d'intégration régionale de l'Afrique en perspective mondiale en comparant l'Afrique à d'autres régions du monde à l'aide des données de l'Indice d'intégration et de coopération régionale pour l'Asie-Pacifique (ARCI) de la Banque asiatique de développement (BAD). L'indice de la BAD inclut des dimensions supplémentaires et utilise une nomenclature différente, mais la comparaison fournit des informations précieuses.⁵⁵ Les trois graphiques suivants, tirés des données de la BAD, montrent les progrès de l'Afrique en matière d'intégration régionale par rapport au reste du monde.

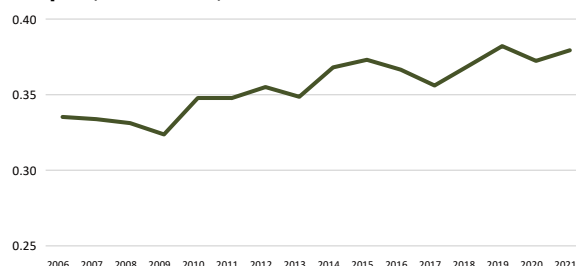
Au cours des deux dernières décennies, l'intégration régionale de l'Afrique s'est améliorée modestement, le

⁵⁴ Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies (CEA), Plateforme de l'Indice d'Intégration Régionale en Afrique, <https://arii.uneca.org/en-US>.

⁵⁵ Banque asiatique de développement (BAD), Indice d'intégration et de coopération régionale pour l'Asie-Pacifique (ARCI), <https://aric.adb.org/database/arici>.

score de l'ARII passant de 0,34 en 2006 à 0,38 en 2021, soit une augmentation de 0,04 point.

Figure 1 : Progrès de l'intégration régionale en Afrique (2006-2021)



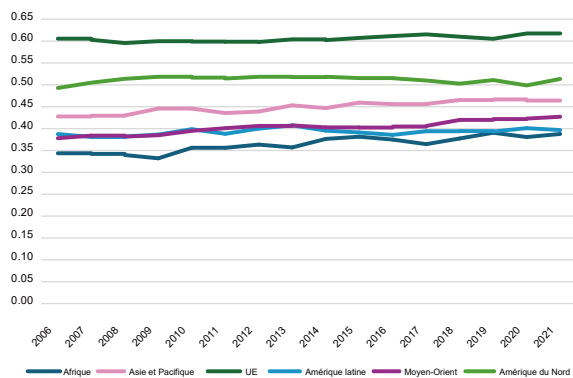
Source : Banque asiatique de développement

Tableau 3 : Dimensions de l'Indice d'Intégration Régionale en Afrique

DIMENSION	INTERPRÉTATION	INDICATEURS
Commerce	Volume des échanges (exportations et importations) au sein de la région	Part du commerce intrarégional Tarif moyen sur les importations Part des exportations intrarégionales dans le PIB Part des importations intrarégionales dans le PIB Ratification de la ZLECAf
Production	Analyser dans quelle mesure un pays dispose de capacités productives complémentaires par rapport aux autres pays de la région, lui permettant de se spécialiser dans les étapes de production où il bénéficie d'un avantage comparatif.	Part des importations intrarégionales de biens intermédiaires Part des exportations intrarégionales de biens intermédiaires Indice de complémentarité du commerce de marchandises : analyser dans quelle mesure le profil d'exportation d'un pays correspond au profil d'importation de la région
Macroéconomie	La convergence des politiques macroéconomiques crée un climat financier sain qui attire les investissements transfrontaliers et favorise ainsi l'intégration financière et macroéconomique.	Convertibilité régionale de la monnaie : mesure la facilité avec laquelle les étrangers et les entreprises peuvent effectuer des transactions Différentiel d'inflation régionale : mesure l'écart entre le taux d'inflation d'un pays et le taux d'inflation cible fixé par la région Nombre de traités bilatéraux d'investissement : rend compte de l'ampleur des flux de capitaux transfrontaliers
Infrastructures	Analyser dans quelle mesure un pays dispose d'infrastructures adéquates facilitant le fonctionnement de l'intégration régionale.	Indice composite des infrastructures de la AfDB : indice composite prenant en compte les développements dans l'électricité, les transports, les TIC, ainsi que l'eau et l'assainissement Proportion des vols intrarégionaux : rend compte de la connectivité transfrontalière
Libre circulation des personnes	La facilité avec laquelle les personnes peuvent circuler dans la région à des fins touristiques et sociales, ainsi que pour exercer des activités économiques.	Nombre de pays exigeant un visa Nombre de pays permettant l'obtention d'un visa à l'arrivée Protocole sur la libre circulation des personnes : indique si les pays ont adhéré au protocole sur la libre circulation des personnes, le droit de résidence et le droit d'établissement

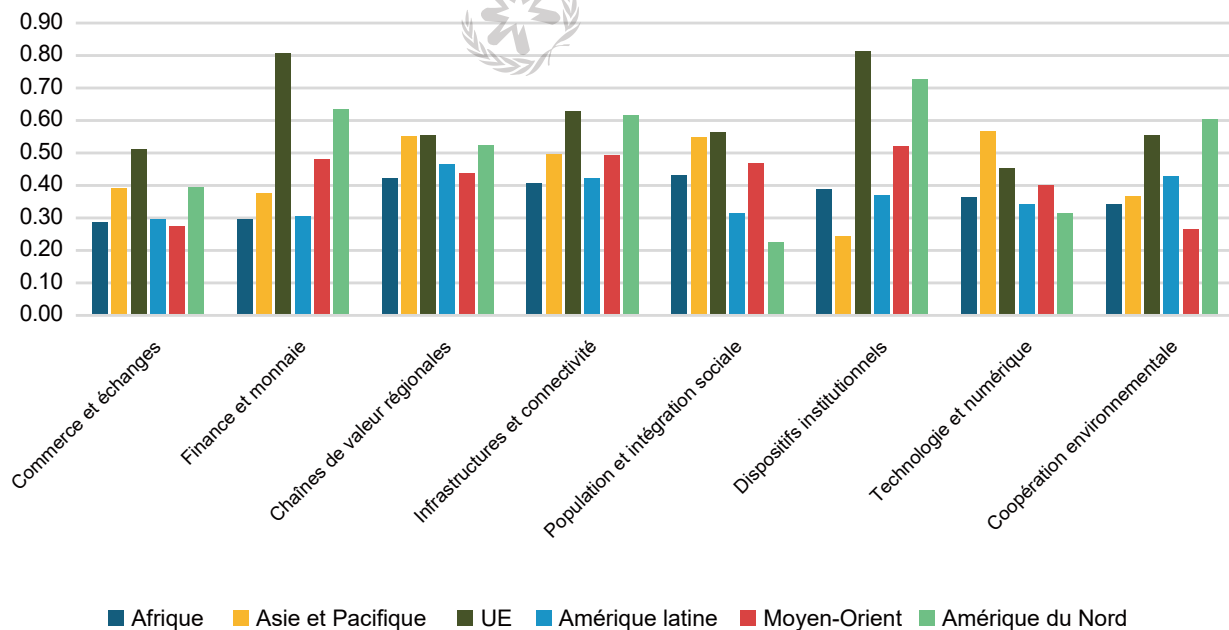
Bien qu'elle soit la région la moins intégrée au niveau mondial, l'Afrique a connu un rythme d'intégration régionale plus rapide que la plupart des autres régions, se rapprochant de celui observé dans la région Asie-Pacifique.

Figure 2 : Intégration régionale dans les différentes régions (2006-2021)



Source : Banque asiatique de développement

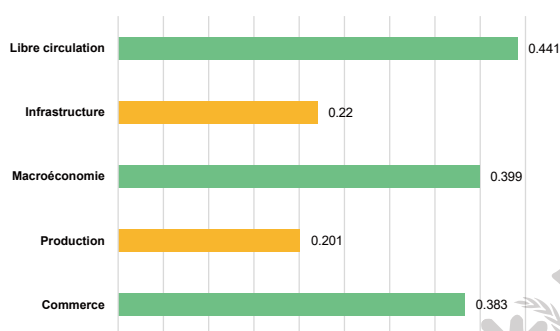
Figure 3: L'intégration régionale de l'Afrique dans une perspective comparative



Source : Banque asiatique de développement

À titre de référence, les données de l'ARII, utilisant un ensemble différent de dimensions, montrent des tendances similaires. En 2021, l'Afrique a réalisé les progrès les plus importants dans la libre circulation des personnes, avec un score de 0,441, suivie par l'intégration macroéconomique à 0,399, et l'intégration commerciale à 0,383. En revanche, les progrès les plus faibles concernent les infrastructures (0,22) et l'intégration de la production (0,201), ce qui révèle des lacunes importantes dans ces domaines, entravant ainsi un développement régional plus poussé.

Figure 4 : Progrès de l'intégration régionale en Afrique (moyenne continentale)



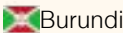
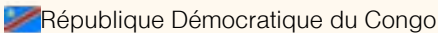
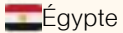
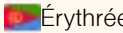
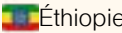
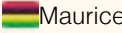
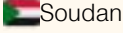
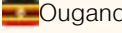
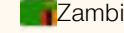
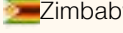
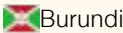
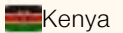
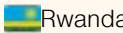
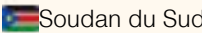
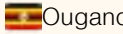
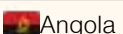
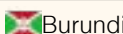
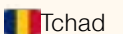
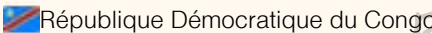
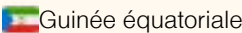
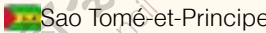
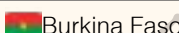
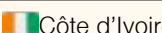
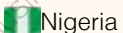
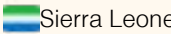
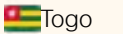
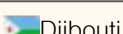
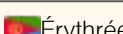
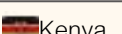
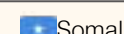
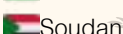
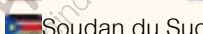
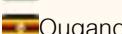
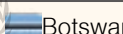
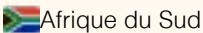
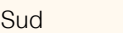
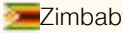
Source : CEA

Les progrès réalisés dans les différentes dimensions de l'ARII reflètent la mise en œuvre inégale des mécanismes évoqués dans la section 1.1. Les données mettent en évidence que le retard de l'Afrique en matière d'infrastructures et de connectivité demeure un goulot d'étranglement majeur pour l'intégration régionale, le déficit d'infrastructures décourageant les investissements étrangers en raison des coûts de transaction élevés. Le faible classement de l'Afrique dans les chaînes de valeur régionales accentue ce problème, car l'insuffisante collaboration transfrontalière dans la production empêche le continent de capter une part plus importante de la production à valeur ajoutée, la plupart des exportations africaines reposant encore sur les matières premières plutôt que sur des produits intermédiaires spécialisés. En revanche, les meilleures performances de l'Afrique en matière de technologie et de connectivité numérique offrent une opportunité de sauter certaines étapes traditionnelles du développement. Les outils numériques tels que les systèmes de paiement électronique et les procédures douanières dématérialisées peuvent fluidifier le commerce, réduire les coûts de transaction et accélérer l'intégration dans les autres dimensions.

1.3.2 Comparaison des progrès au niveau des CER : « Briques fondamentales » avec des fondations inégales

Tableau 4 : Communautés économiques régionales d'Afrique et leurs États membres

S/N	Communauté économique régionale	États membres					
1	Union du Maghreb Arabe (UMA)	 Algérie	 Libye	 Maroc	 Mauritanie	 Tunisie	
2	Communauté des États sahélo-sahariens (CEN-SAD)	 Bénin	 Burkina Faso	 République Centrafricaine		 Tchad	
		 Comores	 Côte d'Ivoire	 Djibouti	 Égypte	 Érythrée	
		 Gambie	 Ghana	 Guinée-Bissau		 Libye	
		 Mali	 Mauritanie	 Maroc	 Niger	 Nigeria	
		 Sénégal	 Sierra Leone	 Somalie	 Soudan	 Togo	
		 Tunisie					

S/N	Communauté économique régionale	États membres				
3	Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA)	 Burundi	 Comores	 République Démocratique du Congo		
		 Djibouti	 Égypte	 Érythrée	 Éthiopie	 Kenya
		 Libye	 Madagascar	 Malawi	 Maurice	 Rwanda
		 Soudan	 Swaziland	 Seychelles	 Ouganda	 Zambie
		 Zimbabwe				
4	Communauté d'Afrique de l'Est (CAE)	 Burundi	 Kenya	 Rwanda	 Soudan du Sud	
		 Tanzanie	 Ouganda			
5	Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC)	 Angola	 Burundi	 Cameroun		
		 République Centrafricaine	 Tchad	 Congo		
		 République Démocratique du Congo		 Guinée équatoriale		
		 Gabon	 Rwanda	 Sao Tomé-et-Principe		
6	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)	 Bénin	 Burkina Faso	 Cap-Vert	 Côte d'Ivoire	 Gambie
		 Ghana	 Guinée	 Guinée-Bissau		 Libéria
		 Mali	 Niger	 Nigeria	 Sénégal	
		 Sierra Leone		 Togo		
7	Autorité Intergouvernementale pour le développement (IGAD)	 Djibouti	 Éthiopie	 Érythrée	 Kenya	 Somalie
		 Soudan	 Soudan du Sud	 Ouganda		
8	Communauté de développement de l'Afrique australe (CDAA)	 Angola	 Botswana	 République Démocratique du Congo		
		 Lesotho	 Madagascar	 Malawi		
		 Maurice	 Mozambique	 Namibie	 Seychelles	
		 Afrique du Sud	 Swaziland	 Tanzanie	 Zambie	
		 Zimbabwe				

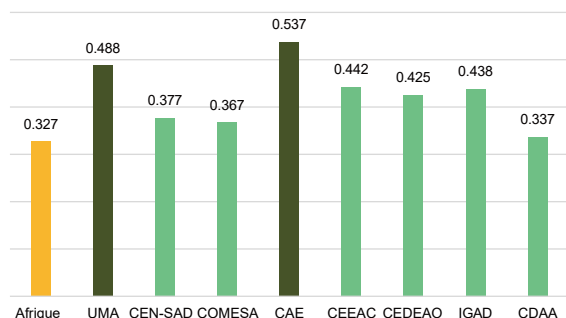
Source : La liste des États membres est basée sur la version de la CEA.⁵⁶

1) Score moyen

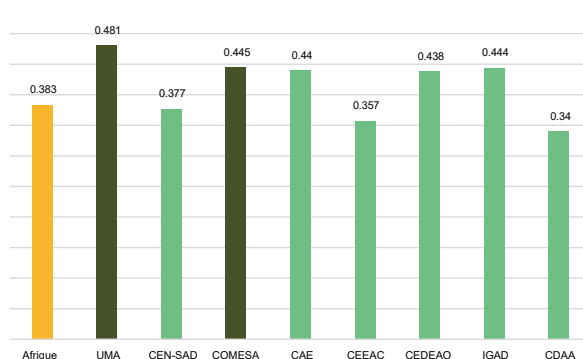
L'ARII fournit des données pour huit Communautés économiques régionales (CER) reconnues par l'Union africaine. En moyenne, la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) se classe comme la CER la plus intégrée, avec

un score de 0,537, suivie de l'Union du Maghreb Arabe (UMA) à 0,488. Cela suggère que l'Afrique de l'Est est en tête des efforts d'intégration régionale par rapport aux autres régions du continent.

⁵⁶ Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies (CEA), 'Regional Economic Communities' (Communautés économiques régionales), <https://archive.uneca.org/oria/pages/regional-economic-communities>.

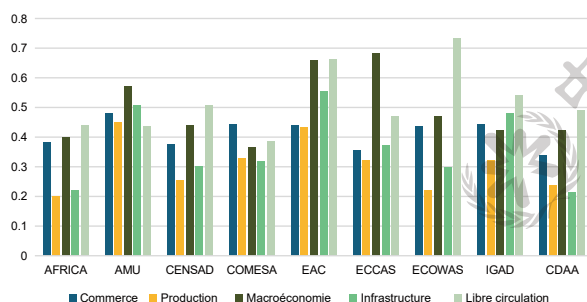
Figure 5 : Progrès de l'intégration régionale à travers les CER de l'Afrique

Source: CEA

Figure 7 : État de l'intégration commerciale à travers les CER de l'Afrique

Source: CEA

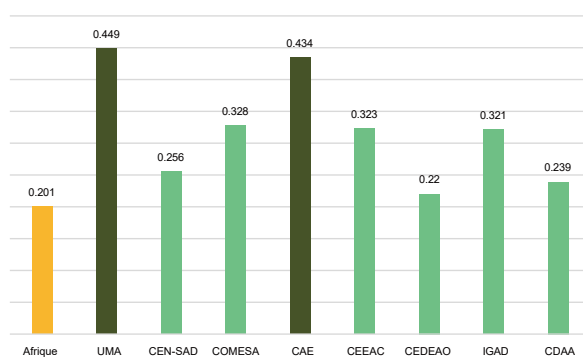
2) Perspective dimensionnelle

Figure 6 : Progrès de l'intégration régionale à travers les CER de l'Afrique (Perspective dimensionnelle)

Source: CEA

a) Intégration commerciale : En termes d'intégration commerciale, l'Union du Maghreb Arabe (UMA) (0,481) est la région la plus intégrée, suivie par la COMESA, la IGAD, la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) et la CEDEAO. La CDAA, la CEEAC et la CEN-SAD sont les moins intégrées en termes de commerce.

b) Intégration de la production : En termes d'intégration de la production, l'Union du Maghreb Arabe (UMA) (0,449) est la plus intégrée, suivie par la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) (0,434). La CEDEAO (0,22), la CEN-SAD (0,256) et la CDAA (0,239) sont les moins intégrées en termes de production.

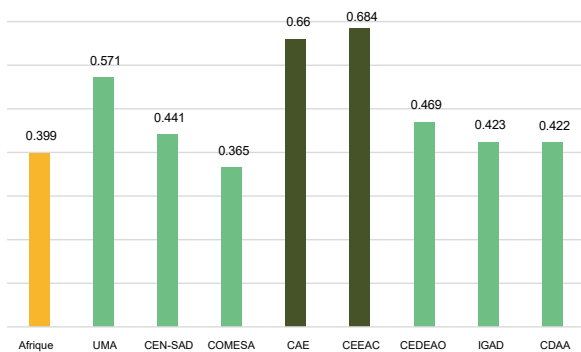
Figure 8 : État de l'intégration de la production à travers les CER de l'Afrique

Source: CEA

c) Intégration macroéconomique : La CEEAC (0,684) est la plus intégrée en termes d'indicateurs macroéconomiques, suivie par la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) (0,66) et l'Union du Maghreb Arabe (UMA) (0,571). La COMESA, avec un score de 0,365, est la moins intégrée dans cette dimension. Cela suggère que la convergence macroéconomique reste un défi pour plusieurs régions,

en particulier pour la COMESA, où la coordination des politiques fiscales et monétaires reste en retard.

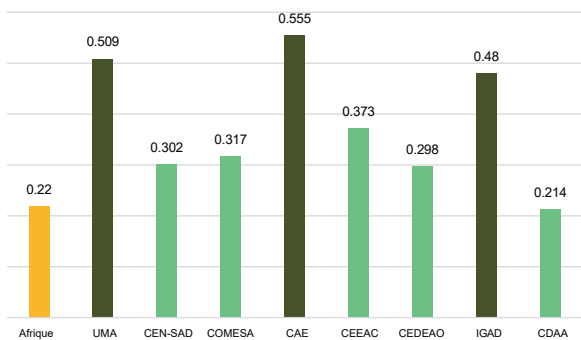
Figure 9 : État de l'intégration macroéconomique à travers les CER de l'Afrique



Source: CEA

d) Intégration infrastructurelle : La CAE (0,555) est en tête en matière d'intégration infrastructurelle, suivie de l'UMA (0,59) et de l'IGAD (0,48). La CEDEAO (0,298) et la CDAA (0,214) sont les moins intégrées dans cette dimension. La disparité significative de l'intégration infrastructurelle entre ces régions souligne l'absence de corridors de transport critiques dans certaines zones, ce qui limite la connectivité physique.

Figure 10 : État de l'intégration infrastructurelle à travers les CER de l'Afrique

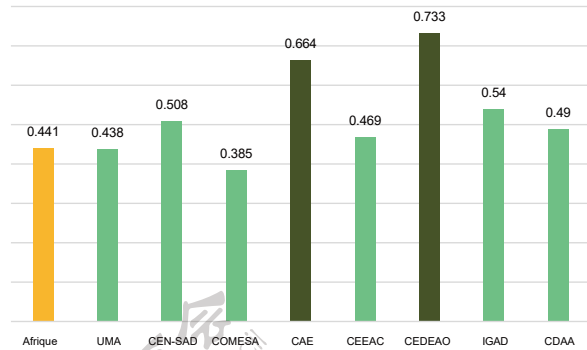


Source: CEA

e) Libre circulation des personnes : En termes de libre circulation des personnes, la CEDEAO (0,733) est la plus

intégrée, suivie de la CAE (0,664) et de la IGAD (0,54). La COMESA (0,385) est la moins intégrée.

Figure 11 : État de la libre circulation des personnes à travers les CER de l'Afrique



Source: CEA

Ces données de l'ARII révèlent des disparités régionales importantes dans les progrès de l'intégration en Afrique. Alors que des régions comme la CAE et l'UMA ont progressé dans des domaines tels que le commerce et la production, d'autres, comme la CDAA et CEEAC, rencontrent encore des défis considérables, notamment en matière d'infrastructure et de production. Ces progrès inégaux soulignent la nécessité d'efforts ciblés pour résoudre les disparités régionales, en particulier dans les infrastructures, les chaînes de valeur et la coordination macroéconomique. Accélérer l'intégration dans les domaines en retard sera essentiel pour garantir que les bénéfices complets de la ZLECAf puissent être réalisés à l'échelle du continent.

Il est à noter que les scores les plus faibles de l'Afrique en matière d'infrastructure (0,22) et de production (0,20) correspondent aux domaines où les investissements chinois ont significativement ajouté de la valeur dans les pays de l'ASEAN. Pour l'Afrique, cela suggère que cibler les investissements chinois vers le développement des infrastructures et la fabrication à valeur ajoutée - en particulier dans les processus de production en amont et en aval - pourrait aider à renforcer les CER.

Étant donné que les CER sont essentielles pour la ZLECAf, leurs réussites dans des domaines spécifiques

(par exemple, la CEDEAO dans la libre circulation des personnes et la Communauté d'Afrique de l'Est dans les infrastructures) offrent des leçons précieuses pour amplifier les efforts d'intégration régionale. De plus, certains pays africains clés qui jouent un rôle d'ancrage régional - tels que l'Afrique du Sud en Afrique australe, l'Égypte en Afrique du Nord et le Kenya en Afrique de l'Est - peuvent jouer un rôle central dans la construction de corridors d'intégration. Les investissements étrangers dans ces pays pourraient soutenir le développement de hubs régionaux de transport et de fabrication qui relient plusieurs pays, prolongeant ainsi les chaînes de valeur régionales et réalisant l'objectif de la ZLECAf de transformation inclusive.

Parallèlement, un défi mis en lumière par la CEA est l'« effet

bol de spaghettis », où la plupart des pays africains sont membres en moyenne de huit organisations régionales, y compris des CER. Cette adhésion multiple crée des calendriers tarifaires contradictoires, des règles d'origine divergentes et des normes réglementaires conflictuelles, obligeant même les « États pivots » riches en ressources à naviguer dans un enchevêtrement complexe d'obligations contradictoires. Cette fragmentation compromet leur capacité à coordonner des initiatives trans-CER, telles que l'établissement de hubs de fabrication pan-régionaux, et dilue le marché cohérent nécessaire pour intégrer les régions en retard dans les réseaux de production régionaux. À l'avenir, pour relever ce défi, la ZLECAf doit agir comme un « harmonisateur continental », fournissant la plateforme nécessaire pour rationaliser et aligner les cadres conflictuels.



中非民间商会
China-Africa Business Council

02

Aligner les investissements chinois avec la croissance économique de l'Afrique et l'intégration régionale : Progrès de l'engagement sous le FOCAC8

2.1 Rétrospective sur la mise en œuvre des engagements du FOCAC8 : Impacts multiformes de la coopération sino-africaine sur la transformation économique de l'Afrique et les objectifs d'intégration régionale

Le 8^e Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC8), qui s'est tenu en 2021, a eu lieu à un moment charnière pour l'Afrique : le continent était encore secoué par les bouleversements causés par la pandémie de COVID-19, tout en lançant simultanément des agendas d'intégration transformateurs tels que la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). En réponse, le FOCAC8 a défini des engagements globaux

qui répondaient aux besoins de développement multiples de l'Afrique, couvrant la connectivité, l'investissement, la collaboration industrielle et bien plus encore. Aujourd'hui, une évaluation rétrospective des engagements du FOCAC8 est essentielle : elle permet non seulement de suivre les progrès réalisés dans la mise en œuvre, mais aussi de fournir des éclairages cruciaux pour orienter la coopération future entre la Chine et l'Afrique et cibler

les flux d'investissements vers les priorités les plus pressantes de l'Afrique.

2.1.1 La reconnaissance par la Chine des institutions panafricaines et des efforts d'intégration continentale

Avant de plonger dans les progrès réalisés dans les différentes zones thématiques, il est important de reconnaître que le FOCAC8 a marqué une étape clé dans le soutien de la Chine aux institutions panafricaines et aux efforts d'intégration continentale - en particulier en posant des bases plus concrètes et institutionnalisées pour la coopération avec des entités telles que l'UA, le Secrétariat de la ZLECAf, et des cadres comme le Programme pour le développement des infrastructures en Afrique (PIDA). Alors que les forums précédents, comme le FOCAC 7 en 2018, avaient reconnu les aspirations de développement de l'Afrique, le FOCAC8 a été convoqué à un moment décisif - alors que des initiatives continentales majeures comme la ZLECAf et la deuxième Plan d'Action Prioritaire du PIDA (PIDA-PAP 2) entraient dans leurs phases de mise en œuvre. Cette évolution illustre une dynamique interconnectée : à mesure que l'agence africaine progresse, la Chine réagit en apportant un soutien de plus en plus structuré et réactif.

Tout d'abord, la Chine s'est engagée à accroître la capacité de l'UA et des organisations sous-régionales, renforçant ainsi le rôle de l'UA dans l'intégration et favorisant la coordination à travers des plateformes telles que le Dialogue stratégique Chine-UA. Cette approche ancre la coopération dans le cadre institutionnel de l'Afrique, garantissant une plus grande cohérence entre les initiatives nationales, régionales et continentales.

Deuxièmement, le soutien à la ZLECAf a également progressé de manière significative, notamment par la création d'un groupe d'experts en coopération économique, favorisant ainsi l'engagement institutionnel dans sa mise en œuvre. Parallèlement, la Chine a aligné ses cadres de coopération - tels que le Plan industriel Chine-Afrique et le Plan de modernisation agricole Chine-Afrique - avec les stratégies continentales de l'UA, y compris le Programme détaillé de développement de

l'agriculture en Afrique (PDDAA), la Vision Minière de l'Afrique (VMA), le Développement industriel accéléré de l'Afrique (AIDA), ainsi que le renforcement des capacités au sein du Centre africain pour le contrôle et la prévention des maladies (CDC Afrique) dans le domaine de la santé publique. Cette synergie garantit que le soutien chinois renforce les priorités africaines locales plutôt que d'imposer des modèles externes.

Troisièmement, la coopération en matière d'infrastructure dans le cadre de FOCAC8 a évolué vers des efforts davantage intégrés au niveau régional. La Chine s'est engagée à aligner son financement et la construction d'infrastructures avec le PIDA-PAP 2 et l'Initiative présidentielle des champions de l'infrastructure (PICI). Cela reflète une vision plus interconnectée des infrastructures - où les chemins de fer transfrontaliers, les autoroutes, les corridors énergétiques et les infrastructures numériques relient les marchés tout en servant de leviers pour la mise en œuvre de la ZLECAf et la mobilité à l'échelle continentale.

Quatrièmement, le FOCAC8 a introduit des modèles de financement plus diversifiés pour compléter les prêts souverains traditionnels. Une caractéristique clé a été la promotion de la coopération financière multipartite, combinant des capitaux avec une assistance technique pour les projets liés à l'intégration. La Chine a réaffirmé son partenariat avec les institutions financières panafricaines et sous-régionales, notamment la Banque africaine de développement (BAD), la Banque africaine d'import-export (Afreximbank), la Banque de commerce et de développement de l'Afrique de l'Est et australe (TDB) et la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD). La BAD, en particulier, a été reconnue comme une plateforme centrale pour le financement de l'Agenda 2063 de l'UA, avec le soutien de mécanismes tels que le Fonds pour la croissance de l'Afrique (AGTF) et le Centre de coopération multilatérale pour le financement du développement (MCDF). Ces partenariats non seulement élargissent l'accès de l'Afrique au financement, mais garantissent également que le soutien de la Chine soit canalisé par des plateformes dirigées par l'Afrique.

Pris dans leur ensemble, le soutien de la Chine dans le cadre du FOCAC8 peut être compris selon trois

dimensions : la coordination institutionnelle, l'alignement des projets et la coopération en matière de capacités et de financement. Ces engagements ont posé une base structurelle pour aligner la coopération Chine-Afrique avec les priorités d'intégration propres à l'Afrique, en ancrant l'engagement dans la vision de l'UA et en construisant des mécanismes pour une collaboration à long terme à l'échelle continentale.

2.1.2 Progrès de la connectivité impulsés par le FOCAC8 : dynamisation du commerce, des infrastructures et l'intégration numérique

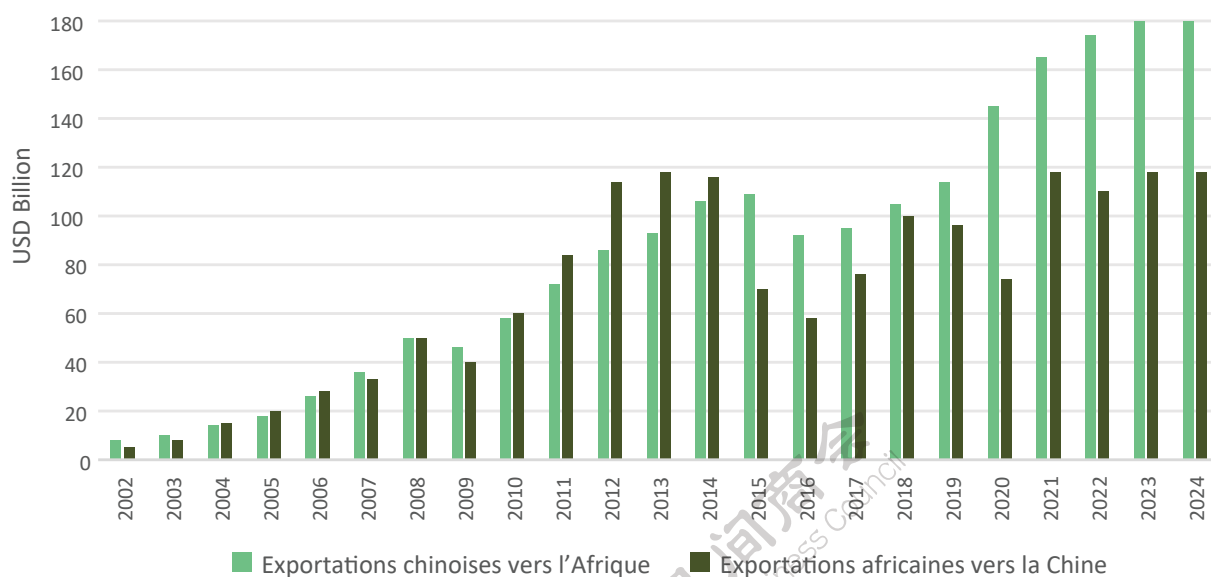
Un pilier central de l'engagement de FOCAC8 envers l'intégration continentale de l'Afrique, la coopération axée sur la connectivité se concentre sur trois domaines interdépendants - le commerce, les infrastructures et les systèmes numériques - qui répondent directement aux « écarts de connexion » entre les économies africaines. Ces piliers fonctionnent de manière complémentaire : la connectivité commerciale élargie permet l'accès au marché pour les produits africains, la connectivité des infrastructures construit des corridors physiques transfrontaliers, et la connectivité numérique

crée un écosystème numérique continental pour réduire les coûts de transaction pour la ZLECAf. Ensemble, ils forment à la fois les liens durs et souples nécessaires pour mettre en œuvre l'agenda d'intégration de l'Afrique.

1) Commerce : élargir l'accès au marché et corriger les déséquilibres commerciaux

En 2024, la valeur du commerce entre la Chine et l'Afrique a atteint 295,6 milliards de dollars américains, soit une augmentation de 4,8 % par rapport à 2023, marquant ainsi la 16^e année consécutive où la Chine est le plus grand partenaire commercial bilatéral de l'Afrique. Les relations commerciales ont montré une croissance régulière malgré la volatilité économique mondiale, avec une augmentation totale du commerce durant la période de trois ans du FOCAC8 de 41,27 milliards de dollars américains. Cela représente une hausse de 16,23 % avec un taux de croissance annuel composé (TCAC) de 5,17 %, ce qui dépasse largement la croissance globale du commerce extérieur de la Chine. Lors du FOCAC8, la Chine s'est engagée à augmenter ses importations en provenance d'Afrique, en fixant un objectif de 300 milliards de dollars américains pour la période 2022-2024. Cet objectif a été dépassé, car les exportations africaines vers la Chine ont atteint 343,6 milliards de dollars américains durant cette période de trois ans.⁵⁷

⁵⁷ 2 September 2024, http://gdfs.customs.gov.cn/customs/xwfb34/302425/6073055/index.html?ess%24ctr151088%24ListC_Info%24ct-l00%24KEYWORDS=%E4%B8%AD%E5%9B%BD%E5%92%8C%E9%9D%9E%E6%B4%B2.

Figure 12 : Évolution du commerce entre la Chine et l'Afrique (2022-2024)

Source des données : Administration générale des douanes de Chine

Les secteurs clés comprennent les produits mécaniques et électriques, les produits minéraux et les exportations agricoles. Plus précisément, les exportations chinoises vers l'Afrique en 2024 ont montré des augmentations substantielles dans les produits mécaniques et électriques, notamment les navires (+44,8 %), les automobiles (+35,8 %) et les éoliennes (+253,1 %). En

ce qui concerne les exportations africaines vers la Chine, les minerais métalliques et les produits énergétiques (52,8 %) ont continué à dominer, tandis que certains produits agricoles tels que le sésame (+38,8 %), le tabac (+32,8 %) et les noix de macadamia (+106,2 %) ont montré une croissance notable.⁵⁸

Tableau 5 : Top 10 des pays exportateurs vers la Chine en 2024

Rang	Pays	Valeur des exportations (en milliards de dollars américains)
1	Afrique du Sud	30,64
2	République Démocratique du Congo	21,59
3	Angola	17,64
4	Guinée	7,64
5	Zambie	5,27

⁵⁸ Administration générale des douanes, Croissance stable du commerce entre la Chine et l'Afrique pendant les sept premiers mois, le 2 septembre 2024, http://gdfs.customs.gov.cn/customs/xwfb34/302425/6073055/index.html?ess%24ctr151088%24ListC_Info%24ctl00%24KEY-WORDS=%E4%B8%AD%E5%9B%BD%E5%92%8C%E9%9D%9E%E6%B4%B2.

Rang	Pays	Valeur des exportations (en milliards de dollars américains)
6	République du Congo	4,21
7	Nigeria	2,99
8	Gabon	2,92
9	Zimbabwe	2,45
10	Ghana	1,99
	Continent africain	116,80

Source des données : Bulletin Mensuel de la Administration générale des douanes de la Chine⁵⁹

Tableau 6 : Top 10 des pays importateurs en provenance de Chine en 2024

Rang	Pays	Valeur des importations (en milliards de dollars américains)
1	Afrique du Sud	21,81
2	Nigeria	18,90
3	Égypte	16,80
4	Libéria	13,06
5	Algérie	11,68
6	Ghana	9,84
7	Kenya	8,58
8	Tanzanie	8,17
9	Maroc	7,74
10	Sénégal	4,73
	Continent africain	178,76

Source des données : Bulletin Mensuel de la Administration générale des douanes de la Chine⁶⁰

⁵⁹ Administration générale des douanes de la Chine, (2) Tableau des valeurs totales des importations et exportations par pays (région) pour décembre 2024 (en valeur USD), le 18 janvier 2025, <http://gdfs.customs.gov.cn/customs/302249/zfxgk/2799825/302274/302277/302276/6325065/index.html>.

⁶⁰ Administration générale des douanes de la Chine, (2) Tableau des valeurs totales des importations et exportations par pays (région) pour décembre 2024 (en valeur de dollars américains)

Tableau 7 : Top 10 des pays avec le plus grand déficit et excédent commercial (en milliards de dollars américains) **en 2024**

Pays	Déficit commercial	Classement	Pays	Excédent commercial
Égypte	16,22	1	République Démocratique du Congo	17,24
Nigeria	15,91	2	Angola	14,40
Libéria	12,96	3	Afrique du Sud	8,83
Algérie	10,88	4	Zambie	3,87
Kenya	8,34	5	Guinée	3,71
Ghana	7,85	6	République du Congo	2,70
Tanzanie	7,47	7	Gabon	2,20
Maroc	6,44	8	Zimbabwe	1,07
Sénégal	3,65	9	Guinée Équatoriale	0,81
Côte d'Ivoire	3,26	10	Botswana	0,53

Source des données : Calculs et compilations⁶¹ basés sur les statistiques du Bulletin Mensuel de l' Administration générale des douanes de la Chine⁶²

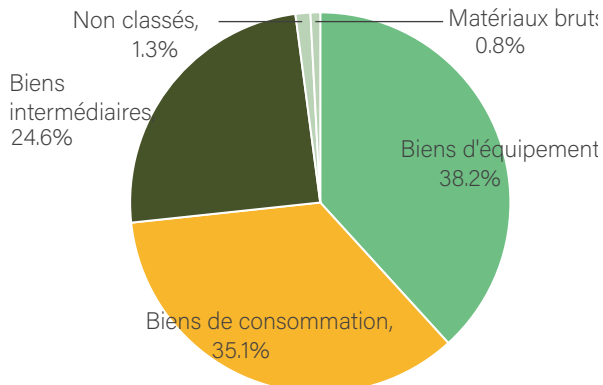
Malgré une forte croissance du commerce bilatéral, le déséquilibre commercial persiste. Les exportations de l'Afrique vers la Chine continuent d'être largement concentrées sur les produits minéraux et les matières premières. Par exemple, les minéraux, les métaux de base et les pierres précieuses représentent une part importante des exportations. En revanche, les biens de consommation et les biens d'équipement, qui constituent la majorité des exportations de la Chine vers l'Afrique, représentaient moins de 4 % des exportations de l'Afrique

vers la Chine en 2024. Cela souligne la faible valeur ajoutée et la diversification limitée de la structure des exportations africaines vers la Chine. De plus, un déséquilibre régional dans les exportations est également visible. En 2024, les 10 premiers pays africains représentaient 81,6 % des exportations totales de l'Afrique vers la Chine. Cette concentration géographique suggère que la base de production en Afrique reste limitée et dépend d'une gamme étroite de produits.

⁶¹ Le déficit commercial et l' excédent pour chaque pays africain sont calculés en soustrayant les importations totales de Chine (rapportées dans les données d' exportation de la Chine sur le Bulletin mensuel de l' Administration générale des douanes de la Chine) des exportations totales vers la Chine (rapportées dans les données d' importation de la Chine provenant de la même source). Une valeur positive indique un excédent commercial, tandis qu' une valeur négative reflète un déficit commercial.

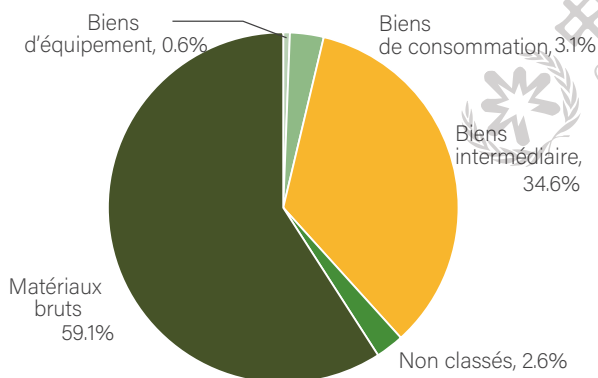
⁶² Administration générale des douanes de la Chine, (2) Tableau des valeurs totales des importations et exportations par pays (région) pour décembre 2024 (en valeur de dollars américains)

Figure 13 : Exportations chinoises vers l'Afrique par catégorie de produits, 2024



Source des données : Banque mondiale, World Integrated Trade Solution (WITS)⁶³

Figure 14 : Importations chinoises en provenance d'Afrique par catégorie de produits, 2024.



Source des données : Banque mondiale, World Integrated Trade Solution (WITS)

Un engagement clé dans le cadre du FOCAC8 était l'engagement de la Chine d'élargir les importations de produits agricoles africains de haute qualité. Au

cours des huit premiers mois de 2024, les importations agricoles en provenance d'Afrique ont augmenté de 4,8 % par rapport à l'année précédente⁶⁴, atteignant un total de 28,47 milliards de RMB, marquant la huitième année consécutive de croissance. Des augmentations significatives ont été observées dans des produits tels que les fèves de cacao (+88,6 %, représentant 65,4 % du total des importations chinoises de produits similaires), les fraises surgelées (+82 %, représentant 84,8 % des importations chinoises de produits similaires), et des produits spécialisés comme le sésame, le tabac et les noix de macadamia (augmentation de 38,8 %, 32,7 % et 106,2 % respectivement)⁶⁵. Parallèlement, de nouvelles exportations agricoles africaines, telles que les avocats, l'agneau et les piments, ont également gagné en compétitivité, soutenues par l'initiative des « corridors verts » de la Chine visant à simplifier les inspections. Pour les produits périssables comme les roses kényanes, qui parviennent désormais aux consommateurs chinois en seulement 48 heures, et les fruits de mer, le dédouanement en 24 heures a facilité des échanges plus rapides.

⁶³ La classification des biens suit la classification UNCTAD-SoP.

⁶⁴ Yang He et al. La coopération sino-africaine écrit un nouveau chapitre du développement du Sud global, site officiel du gouvernement chinois, le 28 décembre 2024, https://www.gov.cn/yaowen/liebiao/202412/content_6995122.htm

⁶⁵ China News Service, Le commerce sino-africain atteint un niveau record au cours des cinq premiers mois de l'année, le 11 juin 2025, <https://qwgzyj.gqb.gov.cn/cj/2025/06-11/10430322.shtml>.

Encadré 4. Le modèle Production - Transformation - Commerce : mettre en place des chaînes de valeur agricoles intégrées en Afrique

Le concept d'Intégration de la production, de la transformation et du commerce représente une approche de développement qui aligne la culture agricole, la transformation industrielle et la distribution commerciale au sein d'une seule chaîne de valeur. De plus en plus adopté par les entreprises chinoises en Afrique, ce modèle vise à moderniser les industries agricoles, à augmenter les revenus des petits exploitants et à renforcer les liens commerciaux entre les économies africaines et les marchés mondiaux, en particulier la Chine.

Un exemple concret vient du Rwanda, où le groupe Hunan Grain & Oil Import & Export a développé la base de démonstration Rwanda-Hunan pour les piments à la ferme de Gashora, dans le district de Nyagatare. S'étendant sur 100 hectares, ce projet emploie des centaines de femmes locales, comme Tanzila, qui gagnent désormais entre 3 000 et 5 000 francs rwandais par jour - soit trois à cinq fois leurs revenus précédents - grâce à la récolte saisonnière des piments. En période de pointe, l'initiative offre des emplois à environ 400 femmes. Une fois récoltés, les piments sont séchés dans une installation à proximité avant d'être exportés vers le Hunan, en Chine, où ils subissent un traitement supplémentaire dans des usines basées à Changsha. Les produits finis sont ensuite distribués à travers les grandes chaînes de supermarchés chinois. Au-delà de la génération de revenus, ce projet a introduit des normes de qualité de niveau exportation pour les piments rwandais, permettant leur conformité avec les réglementations douanières chinoises et ouvrant la voie à un commerce transfrontalier à grande échelle.

Un modèle parallèle se déploie en Côte d'Ivoire, dirigé par le groupe Meilan, qui, depuis 2020, a investi dans cinq usines de transformation du caoutchouc avec une capacité annuelle totale de 380 000 tonnes. En tant que plus grand producteur de caoutchouc d'Afrique et troisième au niveau mondial, la Côte d'Ivoire s'est longtemps appuyée sur l'exportation de latex brut. Les installations de Meilan contribuent à changer cette trajectoire en transformant le latex brut en blocs de caoutchouc à valeur ajoutée destinés à la fabrication de pneus. Ce traitement local réduit les délais de livraison, augmente les prix pour les agriculteurs et ancre la création de valeur à l'intérieur du pays. Selon des sources de l'entreprise, plus de 5 000 emplois ont été créés et plus de 500 000 ménages d'agriculteurs fournissent désormais des matières premières aux usines de Meilan.⁶⁶

Ensemble, ces exemples illustrent comment le modèle Production - Transformation - Commerce peut catalyser une transformation structurelle. La réduction de la dépendance aux exportations de matières premières stimule l'industrialisation locale, encourage la mise à niveau des infrastructures et de la logistique, et soutient même l'innovation politique - comme les récentes restrictions sur les exportations de caoutchouc brut en Côte d'Ivoire, rendues possibles par l'expansion de la capacité de transformation domestique. À travers ces interventions stratégiques, les entreprises chinoises ne se contentent pas de sourcer des matières premières; elles aident les économies africaines à construire des chaînes de valeur intégrées qui allient autonomisation économique immédiate et bases à long terme pour le développement industriel et le commerce régional.

Conformément à l'initiative des « corridors verts », les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) désignent les réglementations, normes et procédures mises en place par les pays pour protéger la santé humaine, animale et végétale contre les risques associés au commerce international des aliments, des produits animaux et des plantes. Afin de soutenir l'expansion du commerce agricole, la Chine a renforcé sa coordination SPS avec les pays africains. Pendant la période du FOCAC8, la Chine a conclu des accords SPS avec 13 pays africains, couvrant 17 nouveaux produits agricoles approuvés pour l'entrée sur le marché chinois. Ces accords garantissent que les produits respectent les normes sanitaires internationales, facilitant ainsi des flux commerciaux plus fluides et plus sûrs entre l'Afrique et la Chine. Cela marque un changement significatif, passant des exportations de moutons vivants à des produits carnés transformés,

⁶⁶ Agence de Presse Xinhua, L'histoire des piments et du caoutchouc : l'intégration production-transformation-commerce renforce la coopération sino-africaine, Portail de la Ceinture et la Route, le 6 juin 2025, <https://www.yidaiyilu.gov.cn/p/0ALFB9EN.html>.

qui ont une valeur ajoutée plus élevée et peuvent créer davantage d'opportunités d'emploi local.⁶⁷

Tableau 8 : Accords sanitaires et phytosanitaires (SPS) signés lors du FOCAC8

Produit	Pays	Date d'annonce
Stevia rebaudiana	Rwanda	2022/1/7
Poire	Afrique du Sud	2022/1/17
Produits aquatiques sauvages	Kenya	2022/4/26
Avocat	Kenya	2022/6/1
Agrumes	Zimbabwe	2022/7/1
Grenade	Égypte	2022/8/8
Tourteau de soja	Zambie	2022/8/19
Stevia rebaudiana	Zambie	2022/9/5
Avocat	Tanzanie	2022/11/15
Produits aquatiques sauvages	Tanzanie	2022/12/2
Protéines et huiles d'animaux aquatiques	Gambie	2023/1/18
Animaux aquatiques comestibles	Comores	2023/2/16
Viande d'agneau/chèvre	Madagascar	2023/7/13
Avocat	Afrique du Sud	2023/8/28
Ananas	Bénin	2023/9/5
Myrtille	Zambie	2023/9/19
Mangue	Égypte	2023/9/22
Grains de café non torréfiés	Éthiopie	2023/11/1
Piment séché	Égypte	2024/6/6
Noix de cajou	Guinée-Bissau	2024/7/18
Tourteau de tournesol	Tanzanie	2024/8/30

Source : compilé à partir du Bulletin Mensuel de l'Administration générale des douanes de la Chine (GACC)

Dans le cadre du FOCAC8, un engagement important a été pris pour augmenter la visibilité et la compétitivité des produits africains en Chine. Cela comprenait des mesures telles que des festivals de shopping en ligne et la mise en place de hubs logistiques pour améliorer l'accès au marché. Un exemple phare est le Festival de shopping

en ligne pour les produits africains de haute qualité qui s'est tenu en avril 2022, mettant en avant une gamme diversifiée de produits africains grâce à des promotions dynamiques sur des plateformes et des diffusions en direct. Des plateformes de commerce électronique majeures comme Douyin, Kuaishou, Taobao et Tmall ont

⁶⁷ Yang He et al., La coopération sino-africaine écrit un nouveau chapitre du développement du Sud global.

organisé des diffusions en direct avec des ambassadeurs africains et des propriétaires d'entreprises, ainsi que des événements de mise en relation et des lancements de produits. L'événement a mis en avant plus de 200 produits de haute qualité en provenance de 20 pays africains, élargissant leur présence et stimulant les ventes en Chine.⁶⁸ De plus, Kilimall est devenue la première plateforme de commerce électronique chinoise à mettre en place un entrepôt à l'étranger en Afrique,

offrant une livraison le jour suivant ou le jour même et permettant des paiements 100 % en ligne, facilitant ainsi le commerce transfrontalier. Ces plateformes, tout en ouvrant principalement de nouveaux canaux de vente pour les importations chinoises en Afrique, favorisent également des changements dans le comportement des consommateurs locaux en matière de shopping en ligne, ce qui stimulera le commerce intra-régional.⁶⁹

Encadré 5. Weihai Huatan : Plateforme intégrée de commerce et de logistique stimulant le commerce bilatéral et la connectivité du marché de l'Afrique de l'Est

- **Entreprise** : Weihai Huatan Supply Chain Management Co., Ltd.
- **Secteur** : Services de commerce et de logistique
- **Couverture régionale** : Focalisation principale sur la Tanzanie et effets d'entraînement sur les marchés africains plus larges
- **Type d'investissement et d'opérations** : investissement dans une plateforme de services de commerce et de logistique intégrant des infrastructures physiques et des plateformes numériques
- **Produits ou services principaux** : centres commerciaux et d'exposition hors ligne, entreposage sous douane, e-commerce transfrontalier, financement de la chaîne d'approvisionnement et services de collaboration industrielle
- **Contribution à l'intégration régionale** : facilite les flux commerciaux transfrontaliers, augmente l'efficacité de la chaîne d'approvisionnement et sert de passerelle pour les entreprises chinoises souhaitant accéder aux marchés africains

En 2019, Huatan, une entreprise à capital mixte détenue conjointement par des capitaux privés et publics, a créé une filiale en Tanzanie et a pris en charge la construction et les opérations de ce qui allait devenir la Zone de coopération des services industriels du parc commercial et logistique de l'Afrique de l'Est. Lancée en 2020, la zone adopte un modèle Une zone, plusieurs parcs avec quatre composantes principales :

Centre commercial et logistique de l'Afrique de l'Est : un complexe de 44 000 m² avec une surface construite de 75 000 m², offrant 2 000 magasins, 1 000 places de parking, ainsi que des services de douane, de fiscalité, d'inspection, de finance et de logistique sur place pour faciliter le commerce transfrontalier en une seule étape.

- **Centres d'exposition à l'étranger** : espaces d'exposition à long terme pour les produits chinois, permettant un engagement B2B continu.
- **Entrepôt étranger Huatan** : une installation sous douane de 11 700 m² près du port de Dar es Salaam, offrant des services de stockage, d'emballage et de service après-vente pour soutenir le commerce électronique transfrontalier et le commerce en gros.

Parc logistique sous douane de l'aéroport de Zanzibar : services de stockage sous douane et de réexportation pour améliorer la connectivité régionale.

⁶⁸ Agence de Presse Xinhua, Le shopping en ligne aide à faire entrer davantage de produits africains sur le marché chinois, site du gouvernement chinois, le 18 août 2022, https://www.gov.cn/xinwen/2022-08/18/content_5705950.htm.

⁶⁹ Li Zhuoqun, Kilimall : une plateforme de commerce électronique chinoise née en Afrique, Portail de la Ceinture et la Route, le 19 octobre 2023, <https://www.yidaiyilu.gov.cn/p/0FDPIE6T.html>.

En 2022, la zone de coopération avait généré une production de 210 millions de dollars américains et facilité plus de 270 millions de dollars d'exportations chinoises. En octobre 2023, avant le troisième Forum de « la Ceinture et la Route », plus de 300 entreprises - incluant plus de 60 entreprises chinoises - s'étaient installées dans le parc, créant 2 000 emplois directs et indirects. À pleine capacité, l'objectif est de créer 5 000 emplois. La plateforme a également permis aux entreprises de construction tanzaniennes de décrocher des contrats importants et a soutenu les industries basées à Shandong, telles que l'habillement, le matériel et les dispositifs médicaux, dans leur expansion sur les marchés africains, contribuant à une augmentation de 30 % du volume des échanges commerciaux avec l'Afrique pour la ville de Weihai en 2024. Reconnue comme un « projet de coopération pratique » lors du troisième Forum de « la Ceinture et la Route » en 2023, la zone est devenue un modèle de coopération économique sino-africaine.⁷⁰

Le projet phare de la zone, le Centre commercial et logistique d'Afrique de l'Est, a officiellement ouvert ses portes en août 2025, avec 1 300 commerçants issus de divers secteurs, faisant de lui le plus grand et le plus moderne complexe commercial de la Tanzanie. Le centre a inauguré un modèle de financement de la chaîne d'approvisionnement qui relie les services logistiques aux institutions financières, réduisant ainsi les coûts opérationnels, facilitant la liquidité et améliorant l'efficacité du commerce.

En regardant vers l'avenir, Huatan prévoit d'étendre la zone à 130 000 m² d'ici 2026, avec un objectif de 2 milliards de dollars de commerce annuel et 500 entreprises participantes provenant de la province du Shandong et au-delà. Grâce à cette plateforme intégrée, Huatan se positionne comme un pont commercial et logistique reliant la Chine et la Tanzanie, et stimule le développement des chaînes de valeur régionales ainsi que l'intégration économique de l'Afrique de l'Est.

Ces mesures visant à faciliter l'accès des produits africains au marché chinois sont fondées sur la reconnaissance du déséquilibre persistant dans le commerce sino-africain. Leur objectif principal est de créer des opportunités de marché fiables pour les secteurs émergents qui vont au-delà de l'extraction des ressources. Cet accès au marché aide à favoriser la production dans des secteurs capables de stimuler la diversification et l'industrialisation. Bien que ce processus soit à long terme, il doit être complété par un investissement accru dans les infrastructures, la technologie et le renforcement des capacités dans divers secteurs afin d'accélérer davantage la transformation économique de l'Afrique.

2) Infrastructures et connectivité : construire des liens transfrontaliers diversifiés pour la mobilité

L'Afrique est largement considérée comme une extension naturelle et historique de l'Initiative la Ceinture et la Route (ICR), et en pratique, l'ICR a servi de vecteur pour

transformer les engagements de haut niveau du FOCAC en projets d'infrastructure concrets sur le terrain. Selon un rapport sur les réalisations de la coopération sino-africaine dans le cadre de l'ICR, publié fin août 2024 - avant la 9^e conférence du FOCAC - les entreprises chinoises ont participé à la construction et à la rénovation de plus de 10 000 kilomètres de chemins de fer, près de 100 000 kilomètres d'autoroutes, près de 1 000 ponts et presque 100 ports. De plus, elles ont contribué à la mise en place de plus de 66 000 kilomètres de lignes de transmission et de transformation d'énergie à travers le continent.⁷¹ Bien que l'engagement des infrastructures chinoises en Afrique couvre un large éventail de secteurs - du logement et de l'approvisionnement en eau à la connectivité numérique - les projets de transport et d'énergie ont systématiquement représenté la plus grande part des activités d'ingénierie sous contrat chinois. Ces deux secteurs sont à la fois quantitativement importants et stratégiquement cruciaux pour faire progresser l'agenda d'intégration régionale de

⁷⁰ Tao Xiangyin, « Shandong en ligne » | Weihai Huatan : Le « joyau » de la coopération sino-tanzanienne, stimulant les exportations nationales de plus de 270 millions de dollars!, Dazhong Daily, le 23 octobre 2023, https://dzrb.dzng.com/articleContent/39_1202276.html.

⁷¹ CGTN, 'Key Milestones of China-Africa Cooperation under BRI' (Principales étapes de la coopération sino-africaine dans le cadre de l'ICR), le 29 août 2024, <https://news.cgtn.com/news/2024-08-29/Key-milestones-of-China-Africa-cooperation-under-Belt-and-Road-1wsvxkH-cFgl/p.html>.

l'Afrique.

i) Infrastructure de transport

D'un point de vue de l'intégration, l'infrastructure de transport répond à un problème persistant : les liens de transport fragmentés continuent d'augmenter les coûts logistiques et d'entraver la libre circulation des marchandises. Dans ce contexte, les projets auxquels les partenaires chinois participent activement, qu'ils soient financiers ou constructeurs - allant des routes et des chemins de fer aux ports, aéroports et systèmes de transport urbain, et en particulier, ceux qui relient les pays enclavés et les zones de production isolées aux marchés régionaux - permettent à un plus grand nombre d'économies et de populations africaines de participer aux réseaux logistiques régionaux, posant ainsi les bases pour la mise en œuvre des dispositions de la ZLECAF (telles que les règles d'origine et les préférences tarifaires).

Les routes et autoroutes demeurent l'épine dorsale du réseau de transport de l'Afrique, essentielles pour connecter les populations, les marchés et les pôles de production. Un exemple phare est l'Autoroute Nairobi du Kenya, une route à péage de 27,1 kilomètres financée, construite et exploitée par la China Road and Bridge Corporation (CRBC). Reliant l'aéroport international Jomo Kenyatta, le terminus ferroviaire Mombasa-Nairobi, et le quartier central des affaires, il s'agit de la première autoroute en partenariat public-privé (PPP) du Kenya et d'un modèle pour de nouvelles approches de financement dans la coopération infrastructurelle sino-africaine.⁷² En

Afrique de l'Ouest, l'extension de l'Autoroute périphérique sud d'Abuja, achevée en juin 2024 par CGCOC Group Nigeria Ltd.,⁷³ a soutenu l'agenda Renewed Hope du gouvernement en améliorant considérablement la mobilité dans le Territoire de la capitale fédérale du Nigeria.⁷⁴

L'implication de la Chine s'étend également aux corridors transfrontaliers essentiels visant à améliorer la connectivité à travers le continent. En Côte d'Ivoire, l'Autoroute Tiébissou-Bouaké, construite par CRBC et financée par Chine Eximbank, a ouvert en août 2023. Cette autoroute forme un maillon clé entre les grandes villes de Côte d'Ivoire et se connecte au corridor Abidjan-Ouagadougou, facilitant le commerce depuis les pays enclavés d'Afrique de l'Ouest vers les ports côtiers.⁷⁵ De manière similaire, en Namibie, la réhabilitation de la section Keetmanshoop-Marietal de l'Autoroute B1, achevée par l'entrepreneur chinois Henan International en 2024, a considérablement augmenté l'efficacité des transports, notamment vers l'Afrique du Sud, qui reste le principal partenaire commercial de la Namibie.⁷⁶

Dans le secteur ferroviaire, les entreprises chinoises ont soutenu le développement de liaisons ferroviaires importantes qui réduisent les coûts logistiques en Afrique et relient les pôles de production intérieurs aux marchés mondiaux. Un exemple historique est le chemin de fer Tanzanie-Zambie (TAZARA), construit avec l'aide de la Chine dans les années 1970, qui a entamé une nouvelle phase de revitalisation en 2024 dans le cadre d'un accord bilatéral entre la Tanzanie et la Zambie, soutenu au

⁷² Jevans Nyabiage, 'China-Backed Nairobi Expressway Opens, Paving Way for Cautious Financing' (L' Autoroute Nairobi soutenue par la Chine s' ouvre, ouvrant la voie à un financement plus prudent), South China Morning Post, le 2 août 2022, <https://www.scmp.com/news/china/diplomacy/article/3187354/china-backed-nairobi-expressway-opens-kenya-paving-way-more>.

⁷³ CGCOC Groupe, Le vice-président nigérian Chettima participe à la cérémonie d' achèvement de l' Autoroute périphérique sud d' Abuja, le 6 juin 2024, <http://en.cgcoc.com.cn/Group/info/10513>.

⁷⁴ La phase II de ce projet a été achevée en juin 2025. Voir Xinhua, Une entreprise chinoise achève la phase II du projet de l' Autoroute périphérique sud d' Abuja, le 16 juin 2025, <https://www.news.cn/world/20250616/47a76126ed6b4117b25c6383e28c29db/c.html>.

⁷⁵ Ambassade de la République populaire de Chine en Côte d' Ivoire, L' ambassadeur Wu Jie assiste à la cérémonie d' inauguration de l' Autoroute Tiébissou-Bouaké, http://ci.china-embassy.gov.cn/zxyw/202308/t20230826_11133086.htm.

⁷⁶ Xinhua, 'Namibia' s Main Transport Route Reopens after Rehabilitation' (La principale route de transport de la Namibie rouvre après réhabilitation), le 4 septembre 2024, <https://english.news.cn/20240904/a62ebf7d0427482b8e083fe23cd9d90d/c.html>.

niveau présidentiel.⁷⁷ Les entrepreneurs chinois assistent également à la création de nouveaux hubs multimodaux, tels que le projet du Dépôt intérieur de conteneurs de Dar es Salaam (DICD), qui reliera le port de Dar es Salaam à diverses lignes ferroviaires régionales, augmentant ainsi l'efficacité du commerce à travers l'Afrique de l'Est.⁷⁸ De plus, le projet ferroviaire Maréba-Simandou en Guinée, financé par un consortium de 10 entreprises chinoises, devrait faciliter les exportations de minérai

de fer et améliorer la connectivité régionale, bénéficiant ainsi aux secteurs tels que l'agriculture et la logistique le long du corridor.⁷⁹ Outre la construction, la coopération ferroviaire sino-africaine inclut également le transfert de compétences. Le chemin de fer à écartement standard Éthiopie-Djibouti, exploité par la Chine pendant six ans, a été entièrement remis aux autorités locales en 2024 après une formation locale approfondie, posant les bases d'une gestion ferroviaire durable et localisée.⁸⁰

Encadré 6. Wuhan Jinhuaisheng : Solutions ferroviaires du secteur privé pour relancer le chemin de fer du Liberia et favoriser le développement des corridors de ressources

- **Entreprise** : Wuhan Jinhuaisheng Railway Locomotive Co., Ltd.
- **Secteur** : construction et maintenance ferroviaires
- **Couverture régionale** : Afrique de l'Ouest (Liberia, Guinée)
- **Type d'investissement et d'opérations** : contrats EPC et opérations
- **Produits ou services principaux** : construction ferroviaire et pose de voies, traction de locomotives pour trains à charge lourde, maintenance des équipements ferroviaires, conseil technique, et formation du personnel pour les opérations ferroviaires
- **Contribution à l'intégration régionale** : a contribué à la réinstallation d'un lien de transport essentiel soutenant le mouvement des marchandises en vrac depuis les zones de ressources intérieures jusqu'aux hubs d'exportation côtiers.

Wuhan Jinhuaisheng Railway Locomotive Co., Ltd. est l'une des rares entreprises privées chinoises spécialisées dans les services ferroviaires complets. Alliant une expertise en transport à charge lourde, construction de voies, maintenance des équipements et formation professionnelle, l'entreprise est également la seule entreprise chinoise privée à fournir des services de traction de trains de 10 000 tonnes pour des projets à l'étranger, avec des systèmes de qualité certifiés ISO et des licences pour l'investissement à l'étranger et la coopération en matière de travail.

En 2023, Jinhuaisheng, faisant partie d'un consortium avec de grandes entreprises publiques et d'État, a pris en charge la gestion complète des opérations et de la maintenance de la mine de Bong du Liberia, du chemin de fer de la mine de Bong et du port libre de Monrovia. Le chemin de fer de 85 kilomètres, initialement construit par l'Allemagne dans les années 1950, était gravement détérioré : plus de 90 % des traverses nécessitaient un remplacement, les locomotives étaient hors d'usage et les principaux ponts étaient corrodés au point de ne plus pouvoir être utilisés en toute sécurité.

⁷⁷ The Citizen Reporter, ' \$1 Billion Tazara Rehabilitation Closer to Reality ' (La réhabilitation de TAZARA d' un milliard de dollars se rapproche de la réalité), The Citizen, le 5 septembre 2024, <https://www.thecitizen.co.tz/tanzania/news/national/-1-billion-tazara-rehabilitation-closer-to-reality-4750018>.

⁷⁸ China Overseas Engineering Co., Ltd., Le projet de dépôt intérieur de conteneurs du port de Dar es Salaam et les travaux de conception et de construction de la voie ferrée ont été officiellement signés, le 5 février 2024, <http://www.covec.com/news/447.html>.

⁷⁹ Shu Liang, La construction du chemin de fer CTG en Guinée (chemin de fer Maréba-Simandou) commence avec la pose de poutres sur toute la ligne, China Daily, le 14 mars 2024, <https://cn.chinadaily.com.cn/a/202403/14/WS65f295e2a3109f7860dd568a.html>.

⁸⁰ Xinhua, ' Ethiopia, Djibouti Embark on Management, Operation of Chinese-Built Railway ' (L' Éthiopie et Djibouti entament la gestion et l' exploitation du chemin de fer construit par la Chine), le 11 mai 2024, <https://english.news.cn/africa/20240511/107f570afc9c48bfbf516a5ec-40c355f/c.html>.

Pour adapter les locomotives chinoises aux normes ferroviaires allemandes, les ingénieurs de Jinhua Sheng ont développé des équipements spécialisés de tournage des roues afin de garantir une compatibilité précise entre les roues et les voies. Ils ont également réussi à approvisionner et à réorganiser les composants des locomotives, complétant ainsi la restauration complète du chemin de fer en six mois. La réouverture de la ligne a permis le transport annuel de 1,5 million de tonnes de minerai de fer de la mine de Bong au port de Monrovia, tout en revitalisant un corridor traversant les comtés de Bong et Montserrado - qui abritent plus de deux millions de personnes, soit près de 40 % de la population du Liberia. Le chemin de fer possède également un potentiel futur d'expansion vers le transport de passagers, renforçant ainsi encore la connectivité nationale et régionale.⁸¹

Dans le cadre de la construction, Jinhua Sheng a formé plus de 800 employés locaux et créé plus de 300 emplois, fournissant des compétences en maintenance des locomotives, opérations ferroviaires et logistique ferroviaire.⁸²

Au-delà du Liberia, Jinhua Sheng a contribué au chemin de fer Dapilon-Santou (DAS) en Guinée depuis 2019, offrant des services de traction pour soutenir les exportations minières du pays. Ensemble, ces projets illustrent comment les entreprises privées chinoises - en tirant parti de leur flexibilité opérationnelle et de leur expertise technique spécialisée - peuvent compléter les entreprises d'État dans le développement des corridors de ressources en Afrique et la connectivité régionale plus large.

Un autre domaine émergent d'opportunités est celui des hubs logistiques régionaux, qui soutiennent diverses fonctions et contribuent à l'agenda d'intégration de l'Afrique. En février 2024, Ethiopian Airlines a inauguré un hub logistique de commerce électronique de 15 000 mètres carrés à Addis-Abeba, construit par China National Aero-technology International Engineering Cooperation. Avec une capacité de traitement de 150 000 tonnes de marchandises par an, ce hub facilite le tri et la redistribution des produits de commerce électronique en provenance de Chine et d'autres marchés mondiaux à travers l'Afrique, améliorant ainsi les délais de livraison et réduisant les coûts logistiques.⁸³ En Afrique australe, le Dépôt logistique régional de la CDAA près de Gaborone, au Botswana, a débuté sa construction en décembre 2024, dirigé par Jiangxi International. Conçu pour servir la force d'urgence de la CDAA et les États membres, le dépôt comprendra des entrepôts logistiques, un

bâtiment de bureaux et un atelier de maintenance de véhicules. Une fois opérationnel, il renforcera la capacité de la région en matière de stockage de biens essentiels, de réponse aux urgences et de résilience de la chaîne d'approvisionnement à travers les 16 pays membres.⁸⁴

ii) Infrastructure énergétique

La coopération énergétique joue également un rôle fondamental dans le soutien à l'industrialisation et la réduction de la dépendance de l'Afrique vis-à-vis des exportations extérieures. Les pénuries d'énergie de longue date, l'accès inégal à l'électricité et les réseaux nationaux fragmentés ont longtemps limité la capacité industrielle de l'Afrique et la coopération économique transfrontalière. De plus, les ressources énergétiques de l'Afrique (en particulier dans le domaine de l'énergie propre) sont inégalement réparties entre les pays et les régions. Dans ce contexte, l'infrastructure énergétique

⁸¹ Li Yuan, Trois trains de Wuhan partent pour l'Afrique : un chemin de fer abandonné depuis 10 ans renaît, l'ambassadeur du Liberia en Chine adresse une lettre de remerciement, Jingchu News, le 26 juin 2025, http://m.cnhubei.com/content/2025-06/26/content_19287368.html.

⁸² Changjiang Daily, Jinhua Sheng prend en charge un projet ferroviaire en Afrique, Bureau du commerce de la ville de Wuhan, le 27 avril 2025, https://sw.wuhan.gov.cn/xwdt/mtbd/202504/t20250427_2574343.shtml.

⁸³ Xinhua, 'Chinese-Built Logistics Hub Inaugurated in Ethiopia to Promote e-Commerce' (Le hub logistique construit par la Chine inauguré en Éthiopie pour promouvoir le commerce électronique), le 1er mars 2024, <https://english.news.cn/africa/20240301/23d9d873274a4b5ca0914f-ca31b0b805/c.html>.

⁸⁴ Xinhua, Le Dépôt logistique régional de la Force en attente de la CDAA commence sa construction au Botswana, le 14 décembre 2024, <https://www3.xinhuanet.com/world/20241214/1a5ba9afda4e4d3cbbdb8b7f57c94376/c.html>.

soutient à la fois les objectifs de diversification et d'interconnexion du Plan directeur pour un système électrique continental africain⁸⁵. En élargissant le mix de production et en investissant dans les réseaux de transmission, ces efforts renforcent la résilience des systèmes énergétiques nationaux et créent les conditions nécessaires au commerce transfrontalier d'électricité.

L'hydroélectricité reste l'une des technologies d'énergie renouvelable les plus matures et fiables au monde. En Afrique, où les ressources en rivières sont abondantes, les centrales hydroélectriques modernes fournissent une électricité stable et à faible coût, en plus d'une gamme d'avantages globaux tels que le contrôle des inondations, l'irrigation, l'approvisionnement en eau potable et les interconnexions énergétiques transfrontalières. Plusieurs projets hydroélectriques contractés par la Chine en Afrique ces dernières années ont commencé à contribuer aux systèmes énergétiques régionaux : en Mali, la centrale hydroélectrique de Gouina, construite par Power China et ouverte en 2022, est un projet emblématique qui soulage les pénuries d'énergie du Mali tout en contribuant à l'approvisionnement énergétique régional. Cette centrale est reliée au pool énergétique de l'Afrique de l'Ouest, permettant des exportations

d'électricité vers le Sénégal et la Mauritanie, stimulant ainsi le commerce régional de l'électricité.⁸⁶ De même, en Zambie, la centrale hydroélectrique de Kafue Gorge Lower, également construite par Power China, a été mise en service en 2023 et fournit désormais près de 40 % de l'électricité totale de la Zambie, atténuant les pénuries de longue date tout en soutenant également les pays voisins en Afrique australe.⁸⁷

L'énergie photovoltaïque (PV) est devenue un axe majeur de la coopération sino-africaine en raison de son évolutivité, de son coût abordable et de son adéquation avec les paysages ensoleillés de l'Afrique. La centrale solaire de Kom Ombo en Égypte, construite par China Energy Construction et inaugurée en 2024, devrait fournir de l'électricité propre à environ 256 000 foyers chaque année,⁸⁸ et aidera l'Égypte à atteindre son objectif révisé de 42 % d'énergie renouvelable dans son mix énergétique d'ici 2030, en se positionnant comme un centre énergétique régional.⁸⁹ En avril 2024, le projet solaire Itimpi de Zambie, construit par Power China en partenariat avec Copperbelt Energy Corporation, a été connecté avec succès au réseau électrique et devrait générer plus de 100 millions de kWh d'électricité chaque année.⁹⁰

⁸⁵ AUDA-NEPAD, The African Continental Power Systems Masterplan (Le Plan directeur pour un système électrique continental africain), Rapport de synthèse, Quantification de la valeur transformative d' un réseau électrique à l' échelle du continent (Agence du développement de l' Union africaine - NEPAD, 2023)

⁸⁶ Kong Jinpeng, Les Premiers Ministres des quatre pays assistent à la cérémonie d' achèvement de la centrale de Gouina au Mali, un projet de Power China, Power China, le 5 décembre 2022, <https://www.powerchina-intl.com/index.php/show/9/2773.html>.

⁸⁷ Zhou Hui et Han Shuo, Aider la Zambie à devenir le centre énergétique de l' Afrique australe (La coopération sino-africaine à l' ère nouvelle), le Quotidien du Peuple, le 15 janvier 2025, https://paper.people.com.cn/rmrb/pc/content/202501/15/content_30052063.html.

⁸⁸ Xinhua, Une centrale photovoltaïque de 500 MW construite par une entreprise chinoise en Égypte entre en service, XinhuaNet, consulté le 5 juillet 2025, <https://www.news.cn/world/20241216/794407ff80704f5e8a0a98da0cd59867/c.html>.

⁸⁹ Egypt State Information Service, 'Egypt Reaffirms Renewable Energy Localization, Regional Energy Hub Vision in Shanghai' (L' Égypte réaffirme sa vision de localisation de l' énergie renouvelable et de hub énergétique régional à Shanghai), le 25 juin 2025, <https://www.sis.gov.eg/Story/209484/Egypt-reaffirms-renewable-energy-localization-regional-energy-hub-vision-in-Shanghai/?lang=en-us>.

⁹⁰ Lusaka Times, 'Zambia : President Hichilema Inaugurates 60MW CEC Itimpi Solar Plant in Kitwe' (Zambie : Le président Hichilema inaugure la centrale solaire de 60 MW CEC Itimpi à Kitwe), le 11 avril 2024, <https://www.lusakatimes.com/2024/04/11/president-hichilema-inaugurates-60mw-cec-itimpi-solar-plant-in-kitwe/>.

Encadré 7 : Weihai International : Solutions de batteries pour relier les réseaux de l'Afrique de l'Ouest et accélérer l'intégration régionale de l'énergie verte

- **Entreprise** : Weihai International Economic & Technical Cooperative Co.
- **Secteur** : génie électrique et équipements électriques
- **Couverture régionale** : Côte d'Ivoire (marché principal), avec une expansion prévue au Sénégal et au Ghana dans le cadre du programme CEDEAO.
- **Type d'investissement et d'opérations** : EPC (Ingénierie, Approvisionnement, Construction) combiné avec des opérations dirigées par l'investissement, financées par des capitaux privés, un co-financement de la Banque mondiale et des partenariats avec les programmes énergétiques de la CEDEAO.
- **Contribution à l'intégration régionale** : stabilise le réseau nord de la Côte d'Ivoire, permettant des exportations d'électricité fiables vers les pays voisins dans le cadre du Pool énergétique d'Afrique de l'Ouest (PEAO); développe des compétences locales et la capacité industrielle dans les solutions de stockage de batteries et de micro-réseaux.

En tant que l'une des premières entreprises privées chinoises à pénétrer le secteur des énergies renouvelables en Afrique, Weihai International Ltd. s'est imposée comme un pionnier dans la résolution de certains des défis énergétiques les plus pressants du continent. Axée sur le stockage d'énergie par batteries, l'intégration de systèmes solaires et les solutions de micro-réseaux, l'entreprise se positionne comme un « fournisseur de services d'infrastructure énergétique propre en Afrique », engagé à résoudre les problèmes d'approvisionnement électrique instable, de taux de coupure élevés et de faible électrification rurale.

La transition de l'Afrique de l'Ouest vers les énergies renouvelables fait face à un goulot d'étranglement majeur : équilibrer la production intermittente d'énergie solaire et éolienne avec la nécessité d'un réseau stable et interconnecté. En Côte d'Ivoire, malgré des investissements importants dans le solaire et l'éolien, les pénuries persistantes d'électricité et l'accès inégal à l'électricité ont limité la croissance du secteur.

Pour combler cet écart, Weihai International a lancé en 2022 le Projet de Stockage d'Énergie par Batteries en Côte d'Ivoire, une initiative phare dans le cadre du Pool énergétique d'Afrique de l'Ouest (PEAO), cofinancée par la Banque mondiale, représentant un investissement de plus de 50 millions d'euros. S'étendant sur Korhogo, Ferkessédougou et Odienné, dans le nord de la Côte d'Ivoire, le projet intègre 50 MW/100 MWh de stockage par batteries lithium-fer-phosphate (LFP) avec une centrale solaire de 100 MW. Ce microréseau solaire-intégré fournit de l'électricité propre à 30 000 foyers, réduit la limitation de production solaire de 35 % à moins de 5 %, et stabilise le réseau national.⁹¹

Au-delà des avantages nationaux, le projet favorise l'intégration énergétique régionale. En renforçant la fiabilité du réseau, il permet l'exportation de l'électricité excédentaire vers les pays voisins et soutient la vision du PEAO d'un marché régional de l'électricité unifié, qui réduit les coûts de l'énergie et diminue les pénuries grâce à des infrastructures partagées.

L'approche de Weihai International met également l'accent sur le renforcement des capacités locales. L'entreprise a employé plus de 200 travailleurs ivoiriens et dispensé des formations spécialisées sur la maintenance des systèmes de batteries, la gestion des microréseaux et l'exploitation des énergies renouvelables, contribuant ainsi à former une main-d'œuvre qualifiée pour soutenir la croissance à long terme du secteur des énergies propres en Afrique.

⁹¹ Li Zhihai et Zhou Haojin, Reportage | Réaliser un stockage d'énergie efficace pour illuminer davantage - Visite du projet de stockage par batteries en Côte d'Ivoire, construit par une entreprise chinoise, XinhuaNet, le 28 octobre 2024, <https://www.news.cn/world/20241028/cd308e2ed4524d17955c3f21aa1ffdda/c.html>.

Pour l'avenir, il prévoit d'augmenter la capacité de stockage à 200 MW, visant à couvrir 15 % des régions mal desservies de Côte d'Ivoire, tout en reproduisant son modèle au Sénégal et au Ghana. En combinant expertise mondiale et adaptation locale, il fournit des infrastructures durables et favorise la connectivité énergétique transfrontalière, la modernisation industrielle et l'intégration économique régionale en Afrique de l'Ouest.

Les entreprises chinoises en Afrique diversifient leur portefeuille d'énergies renouvelables pour exploiter le vaste potentiel du continent. En Égypte, le Projet Éolien Amunet, une centrale éolienne de 500 MW dans le golfe de Suez, constitue une étape importante dans la diversification du mix énergétique du pays. Prévu pour être entièrement mis en service d'ici mai 2025, le projet de Power China est un élément clé de la transition énergétique propre de l'Égypte.⁹² L'énergie géothermique, ressource abondante mais sous-exploitée en Afrique de l'Est, a également connu des avancées importantes. Le Projet Géothermique Menengai, pionnier depuis 2021, et la Centrale Géothermique Sosian (35 MW), développée par le Kaishan Group, ont commencé leurs opérations en 2023. Le Kenya vise 60 % d'énergie géothermique d'ici 2030, le projet Sosian constituant un modèle pour l'expansion, tout en mettant l'accent sur l'emploi local et

le transfert de technologie.⁹³ En Côte d'Ivoire, la Centrale Biomasse d'Aboisso (46 MW), financée conjointement par Électricité de France (EDF) et construite par le China Energy Engineering Group, constitue un modèle de coopération trilatérale. Utilisant les déchets agricoles - principalement les résidus de production d'huile de palme - comme source de combustible, le projet devrait générer environ 348 GWh d'électricité propre par an, suffisant pour répondre aux besoins énergétiques d'environ 1,7 million de personnes.⁹⁴ Le projet contribue à la durabilité agricole et aux moyens de subsistance ruraux. Pendant sa construction et son exploitation, la centrale devrait apporter des bénéfices sociaux et économiques tangibles aux communautés locales en créant plus de 1 000 emplois à temps plein et en fournissant des revenus supplémentaires à plus de 12 000 cultivateurs de palmiers.⁹⁵

⁹² Qu Jinwei et Yang Peng, Mise en service commerciale réussie du projet éolien Amunet de 500 MW dans le golfe de Suez en Égypte par Power China, PowerChina, le 3 juin 2025, https://www.powerchina.cn/col/col7449/art/2025/art_1443251516.html.

⁹³ Huang Weixin, Les entreprises chinoises apportent de nouvelles technologies pour développer nos ressources géothermiques (Créer ensemble une nouvelle ère de prospérité et de développement), Le Quotidien du Peuple, le 15 août 2024, <https://www.peopleapp.com/column/30046248762-500005672496>.

⁹⁴ XinhuaNet, Pose de la première pierre du projet de centrale biomasse en Côte d'Ivoire construit par une entreprise chinoise, le 21 juillet 2023, https://www.xinhuanet.com/world/2023-07/21/c_1129762559.htm.

⁹⁵ China Energy(CEEC), Achèvement du coulage de la base de la turbine n°1 de la plus grande centrale biomasse d'Afrique de l'Ouest, China Energy Net, le 12 août 2024, <https://www.china5e.com/news/news-1175117-1.html>.

Encadré 8 : TBEA : Exploiter les infrastructures électriques pour stimuler l'industrialisation régionale

- **Entreprise** : TBEA Co., Ltd.
- **Secteur** : ingénierie électrique et équipements électriques
- **Couverture régionale** : plusieurs pays d'Afrique de l'Est, du Sud, de l'Ouest et du Nord
- **Type d'investissement et d'opération** : contrats EPC (ingénierie, approvisionnement et construction); vente de produits, installation, exploitation et services de maintenance
- **Principaux produits ou services** : équipements et construction de postes électriques, équipements pour énergies nouvelles, et solutions électriques intégrées
- **Contribution à l'intégration régionale** : renforcement de l'approvisionnement en électricité et des systèmes de transmission pour soutenir le développement industriel, faciliter le commerce transfrontalier de l'électricité et poser les bases d'une intégration régionale impulsée par l'énergie.

Pour répondre à la demande croissante en électricité de l'Éthiopie et exploiter son potentiel en tant qu'exportateur régional d'électricité, TBEA Co., Ltd - un fabricant chinois majeur d'équipements électriques et entrepreneur EPC - s'est vu confier un projet phare visant à soutenir la transmission de l'électricité produite par le barrage hydroélectrique Gibe III de 1 870 MW, mis en service en 2016. Le projet comprenait l'installation de deux lignes de transmission à haute tension, dont un segment critique reliant Gibe III à la station électrique de Wolayta. Cette infrastructure a non seulement renforcé le réseau national éthiopien en acheminant l'électricité vers Addis-Abeba et les régions environnantes, mais elle a également atténué les pénuries locales, stabilisé le réseau et posé les bases pour le futur commerce transfrontalier d'électricité. Le projet, d'un montant de 1,47 milliard d'euros, a été financé selon un modèle de partenariat : 85 % par la China Eximbank sous forme de prêt concessionnel, et 15 % par le gouvernement éthiopien.⁹⁶ En canalisant l'énergie hydroélectrique des centres de production vers des points d'interconnexion régionaux, le projet permet à l'Éthiopie d'exporter l'électricité excédentaire vers le Kenya, le Soudan et Djibouti, faisant progresser son ambition de devenir un hub régional de production et de distribution d'électricité.

Le modèle de TBEA, couvrant la conception, la construction, la mise en service et la formation du personnel, a été fondamental pour la durabilité de tels projets. Ce modèle poursuit un double objectif : fournir des infrastructures tout en favorisant l'emploi local et le transfert de compétences, garantissant ainsi une capacité opérationnelle à long terme. TBEA a répliqué des modèles similaires à travers l'Afrique, en réalisant des projets de lignes à haute tension et de postes électriques en Angola, Zambie, Kenya, Ouganda, Soudan, Tanzanie et Nigeria, contribuant ainsi à l'interconnexion énergétique du continent.⁹⁷

3) Innovation numérique : construire un écosystème numérique continental pour l'intégration

Le FOCAC8 a marqué une étape historique en consacrant une section aux technologies numériques, s'appuyant sur la longue collaboration sino-africaine dans les TIC. À l'époque de FOCAC8, les entreprises chinoises avaient contribué à plus de 50 % des stations

de réseaux sans fil et des réseaux à haut débit en Afrique. Ces collaborations ont permis une couverture quasi totale des télécommunications sur le continent.⁹⁸ En août 2024, les efforts chinois dans les infrastructures TIC avaient connecté près de 700 millions de terminaux utilisateurs et étendu 66 000 km de lignes de transmission électrique ainsi que 150 000 km de réseaux dorsaux de

⁹⁶ 'Gilgel Gibe III Hydroelectric Power Project' (Projet hydroélectrique Gilgel Gibe III), Power Technology, le 5 mars 2021, <https://www.power-technology.com/projects/gilgel-gibe-iii-hydroelectric-power-project/>.

⁹⁷ Li Yang, TBEA : Traverser mille montagnes et rivières pour illuminer l'Afrique, Tencent, le 7 septembre 2024, <https://news.qq.com/rain/a/20240907A004IX00>.

⁹⁸ Qu Song et al., Soutenir l'Afrique sur la voie du développement durable (Nouvelle ère de la coopération sino-africaine), Le Quotidien du People, le 17 juin 2023, <https://www.peopleapp.com/column/30035362541-500005124681>.

communication.⁹⁹ Ces avancées sont cruciales pour améliorer l'accès à Internet et connecter des millions de personnes à travers l'Afrique aux réseaux numériques mondiaux.

Un moteur clé de cette transformation est l'investissement de la Chine dans les câbles sous-marins. Le câble sous-marin 2Africa, lancé en 2020, est le plus grand système de câble transocéanique au monde, s'étendant sur 45 000 km et reliant 33 pays en Asie, en Europe et en Afrique. Il offre des connexions internationales plus rapides et plus accessibles, bénéficiant à environ 3 milliards de personnes.¹⁰⁰ En 2023 et 2024, le câble avait déjà connecté des pays tels que l'Égypte, la Somalie, l'Afrique du Sud, le Mozambique, les Seychelles, les Comores, l'Angola, la Tanzanie, le Nigeria, le Ghana et le Sénégal. Le câble 2Africa ne renforcera pas seulement la connectivité Internet, mais accélérera également le développement des centres de données et des services cloud à travers l'Afrique, fournissant des infrastructures essentielles pour les applications Internet mobiles et les appareils numériques.

Au-delà de la fibre optique, les centres de données régionaux servent de pôles numériques pour les CER, réduisant la latence et renforçant la collaboration transfrontalière. Parmi les exemples clés de l'implication

chinoise figure le centre de données Galaxy Backbone au Nigeria, achevé en septembre 2022 avec la solution FusionDC1000B de Huawei.¹⁰¹ Au Botswana, le Digital Delta Data Centre, en cours de construction par Jiangxi International Economic and Technical Cooperation Co., devrait être inauguré en octobre 2025. Situé dans le Botswana Innovation Hub à Gaborone, il offrira des capacités locales critiques de stockage de données, permettant au pays d'héberger du contenu sur son territoire et de conserver les données personnelles. Ce centre de données devrait stimuler le secteur numérique du Botswana, attirer davantage d'investissements et renforcer sa position de acteur clé des infrastructures numériques régionales.¹⁰²

Le FOCAC8 s'est engagé à étendre l'utilisation des solutions numériques dans divers secteurs, notamment le cloud computing, le big data, l'intelligence artificielle (IA), l'Internet des objets (IoT) et l'internet mobile. La Chine a activement partagé son expérience dans la construction de villes intelligentes avec les pays africains et, avant le FOCAC9, 17 villes dans 15 pays africains et plus de 1 500 entreprises avaient choisi des entreprises chinoises comme partenaires pour leur transformation numérique. 29 pays africains ont sélectionné des entreprises chinoises pour fournir des solutions de gouvernance intelligente.¹⁰³

⁹⁹ Wang Heng, Coopération sino-africaine en intelligence artificielle : un nouveau moteur pour le développement durable en Afrique, China Daily, le 7 mars 2025, <https://world.chinadaily.com.cn/a/202503/07/WS67ca9955a310510f19eea509.html>.

¹⁰⁰ Guangming Net, Projet de câble sous-marin 2Africa - Construire une autoroute de l'information autour de l'Afrique et embrasser l'avenir numérique intelligent du continent, Conférence mondiale de l'Internet, le 19 novembre 2024, https://cn.wicinternet.org/2024-11/19/content_37728109.htm.

¹⁰¹ Huawei, Huawei aide Galaxy Backbone à créer le premier centre de données du Nigeria certifié doublement Uptime Tier IV pour la conception et la construction - Huawei Digital Energy, <https://digitalpower.huawei.com/cn/success-stories/huawei-galaxy-backbone-nigeria-dual-certified-data-center.html>.

¹⁰² Africa-Press, Bofinet Boosts Digital Access, Cuts Data Costs in Botswana (Bofinet améliore l'accès numérique et réduit les coûts des données au Botswana), le 27 avril 2025, <https://www.africa-press.net/botswana/all-news/bofinet-boosts-digital-access-cuts-data-costs-in-botswana>.

¹⁰³ China News, (Observatoire économique) La coopération numérique sino-africaine ajoute de nouveaux succès - China News Service, le 30 juillet 2024, <https://www.chinanews.com.cn/cj/2024/07-30/10260413.shtml>.

Encadré 9 : ZTE - construire les fondations numériques pour la connectivité régionale de l'Afrique

- **Entreprise** : Zhongxing Telecommunication Equipment (ZTE) Corporation
- **Secteur** : télécommunications et infrastructures numériques
- **Couverture régionale** : présence opérationnelle dans plus de 50 pays africains
- **Type d'investissement et d'opérations** : investissements en capital; coentreprises avec des opérateurs télécoms locaux; contrats EPC de grande envergure
- **Principaux produits ou services** : construction de réseaux de télécommunications (de la 2G à la 5G), systèmes de fibre optique transfrontaliers, centres de données, solutions haut débit et terminaux abordables
- **Contribution à l'intégration régionale** : mise en place de systèmes de fibre optique transfrontaliers et de centres de données régionaux pour des services numériques transfrontaliers; extension des solutions haut débit et des terminaux à bas coût vers les zones rurales et mal desservies

La fracture numérique en Afrique reste profonde : en 2023, le taux de pénétration d'Internet au niveau mondial atteignait 67 %, tandis que celui de l'Afrique plafonnait à seulement 37 %, laissant près de 900 millions de personnes hors ligne.¹⁰⁴ Les coûts élevés des terminaux, l'instabilité de l'approvisionnement en électricité et le manque d'infrastructures haut débit ont freiné la connectivité inclusive et limité la capacité du continent à exploiter pleinement son potentiel numérique.

Depuis son implantation en Afrique en 1997, la société ZTE a joué un rôle déterminant dans la réduction de cette fracture, en faisant progresser les infrastructures de télécommunications de la 2G à la 5G et en desservant plus de 400 millions d'utilisateurs africains.¹⁰⁵ Plus qu'un simple acteur commercial, ZTE s'est imposée comme un partenaire de long terme, en alignant ses activités sur l'agenda de l'intégration régionale de l'Afrique.

En collaborant avec les opérateurs télécoms nationaux et les gouvernements régionaux, ZTE a développé des corridors numériques - réseaux de fibre optique transfrontaliers et centres de données - qui constituent l'ossature de l'économie numérique émergente de l'Afrique. Ces projets ne sont pas de simples mises à niveau nationales : ils soutiennent la connectivité indispensable au marché intégré de la ZLECAf, réduisent les coûts de transaction et permettent la fourniture de services à l'échelle du continent.

L'accessibilité et l'abordabilité sont au cœur de l'approche de ZTE. Grâce à des terminaux et des solutions haut débit à prix abordable, notamment dans les zones rurales et mal desservies, l'entreprise a élargi l'accès numérique des populations marginalisées, favorisant ainsi leur participation à la banque mobile, au commerce électronique régional et aux services publics numériques. Ces initiatives contribuent directement à la mise en œuvre de l'Agenda 2063 de l'Union africaine, qui reconnaît les infrastructures numériques comme un moteur de coopération et de prospérité partagée.

En combinant son expertise mondiale avec des opérations localisées - comprenant 41 filiales, 19 centres logistiques et une main-d'œuvre majoritairement locale - ZTE illustre comment l'investissement étranger peut favoriser une transformation numérique inclusive, tout en jetant les bases d'une Afrique connectée, compétitive et intégrée.

¹⁰⁴ China's Foreign Trade Magazine, [Reportage spécial] Tailler une solution sur mesure pour l'Afrique et aider l'essor du secteur des télécommunications sur le continent, Sina Finance, le 17 octobre 2024, <https://finance.sina.com.cn/wm/2024-10-17/doc-incsvfq9829414.shtml>.

¹⁰⁵ ZTE, un leader P2C: promouvoir une connectivité significative à l'échelle mondiale, site officiel de ZTE, 2023, <https://www.zte.com.cn/content/zte-site/www-zte-com-cn/china/about/sustainability/ESG-our-initiatives-meaningful-connectivity-itu-p2c-digital-coalition-champion>.

Un exemple notable est le Projet « Smart Burkina Faso », lancé en septembre 2021 et financé par la Banque d'Export-Import de Chine. Cette initiative, mise en œuvre par Huawei et China Communications Construction Group, a développé un réseau national de dorsale et un système de ville intelligente reliant 22 villes et bénéficiant à plus de 5 millions de personnes.¹⁰⁶ Le projet a effectué une remise préliminaire en 2024, et ce système de ville intelligente a notablement amélioré l'efficacité des administrations locales et des entreprises ainsi que la prestation des services publics.¹⁰⁷ À Nairobi, au Kenya, un projet pilote de système de trafic intelligent, développé par JARI Electronics et la Kenya National Highways Authority (KeNHA), a été livré avec succès en décembre 2023. Le projet a amélioré l'efficacité du trafic de 15 % à 20 % dans les zones testées.¹⁰⁸ En Éthiopie, le Projet d'amélioration du système de trafic intelligent à Addis-Abeba, dirigé par Hisense et Shandong Hi-Speed Group, vise à optimiser la planification des transports publics et le flux général de circulation. Le projet, financé par la Banque mondiale, a équipé 170 lignes de bus avec des systèmes embarqués Hisense et 4 lignes avec des systèmes portables. Le système permet aux habitants d'accéder à des informations en temps réel sur les bus via une application, tandis que les opérateurs de transports publics peuvent surveiller et optimiser la planification des bus en fonction de la demande des passagers.¹⁰⁹ Les essais ont commencé en juin 2024, marquant une étape importante pour améliorer les services de transport

public à Addis-Abeba grâce à l'innovation numérique.¹¹⁰ Ces solutions numériques devraient significativement améliorer la prestation des services publics à travers l'Afrique, illustrant les effets positifs indirects que les avancées technologiques peuvent avoir sur divers secteurs, notamment les transports, la gouvernance et la gestion urbaine.

Les efforts pour réduire la fracture numérique en Afrique ne se limitent pas aux projets d'infrastructure à grande échelle. En juillet 2024, Huawei a inauguré le premier village intelligent de Zambie à Muzila, doté d'une micro-centrale solaire fournissant de l'électricité à une école locale, à une clinique et à des salles de classe intelligentes.¹¹¹ Le village comprend également une tour de communication utilisant la technologie Rural Star de Huawei, offrant une connectivité mobile et Internet pour l'éducation à distance, les soins de santé et l'optimisation des pratiques agricoles.¹¹² Réalisé en seulement 30 jours, ce projet pilote illustre un développement « petit mais beau », avec un fort potentiel de reproductibilité et d'expansion dans d'autres pays africains.

¹⁰⁶ Portail de la Ceinture et la Route, Démarrage du projet « Smart Burkina Faso » financé par la Banque d'Export-Import de Chine, le 7 septembre 2021, <https://www.yidaiyilu.gov.cn/p/186307.html>.

¹⁰⁷ China Telecom, China Communications Services : s'aventurer à l'international et illuminer la « Nouvelle Afrique » !, The Paper, le 21 octobre 2024, https://m.thepaper.cn/newsDetail_forward_29074611

¹⁰⁸ Lianyungang JARI Electronics Co., Ltd., Innovation à l'international : le système de trafic intelligent de JARI fait ses débuts au Kenya et inaugure un « nouveau rythme » !, le 11 septembre 2024, <http://www.jariec.com/zxd/t/qydt/86422eff11804839b5e800a64ce21b0a.htm>.

¹⁰⁹ Wang Nan, Récit d'Éthiopie : cette entreprise chinoise apporte le « trafic intelligent » en Afrique, Huanqiu, le 22 mars 2022, <https://tech.huanqiu.com/article/471BtkfQaxw>.

¹¹⁰ Hisense Network Technology, Nouvelle avancée dans le projet de bus intelligent en Éthiopie mené par Hisense : plus de 170 lignes de bus ont lancé leur phase d'essais, le 1er juin 2024, https://www.hisense-transtech.com.cn/html/information_center/2024/News_1654.html.

¹¹¹ CCTV Finance, Pose de câbles sous-marins et construction de villages intelligents... les entreprises chinoises s'engagent pour le développement économique de l'Afrique, avec des résultats significatifs dans le domaine numérique, Sohu, le 4 septembre 2024, https://www.sohu.com/a/806324591_114960.

¹¹² China Daily, Huawei et le ministère zambien de la Technologie dévoilent un modèle mondial de village intelligent, le 10 mars 2025, <http://china.chinadaily.com.cn/a/202004/07/WS5e8c2316a310395ca8f7402d.html>.

Encadré 10. PERCENT Technology : solutions de gouvernance intelligente stimulant la transformation numérique

- **Entreprise** : PERCENT Technology Group Co., Ltd.
- **Secteur** : solutions d'intelligence de données
- **Couverture régionale** : Angola et République démocratique du Congo
- **Type d'investissement et d'opérations** : déploiement d'infrastructures numériques et services d'intégration de systèmes à long terme
- **Principaux produits ou services** : plateformes nationales de big data, déploiement de technologies d'IA et applications de gouvernance intelligente
- **Contribution à l'intégration régionale** : mise en place de systèmes numériques interopérables renforçant la capacité de gouvernance

PERCENT Technology est l'un des principaux fournisseurs chinois de solutions de gouvernance intelligente. Depuis son entrée sur les marchés étrangers en 2016, son réseau d'affaires et de partenaires s'est étendu à plus de 20 pays et régions, fournissant des plateformes de big data de niveau trillion, des infrastructures nationales de données, des laboratoires d'IA et des applications sectorielles de « gouvernance intelligente » qui permettent la transformation numérique et intelligente des services publics.

En Afrique, l'engagement phare de PERCENT a débuté en 2017 en Angola, où l'entreprise a contribué à la conception et à la mise en œuvre de trois systèmes nationaux intégrés : la gestion de la population, l'administration fiscale et la sécurité publique.

- **Gestion de la population** : avant le projet, les données démographiques en Angola étaient fragmentées et principalement sur papier, avec une couverture limitée des cartes d'identité nationales, excluant ainsi de nombreux citoyens des services publics modernes. PERCENT a développé un système national de gestion des données de population, comprenant une plateforme d'identification électronique, une base de données centralisée sur la population et un tableau de bord analytique pour le gouvernement. Grâce à des puces d'identification de nouvelle génération et à la collecte de données biométriques à grande échelle, le système a permis de relier les informations entre les agences, autorisant le suivi dynamique des naissances, de l'éducation, des mariages et de la sécurité sociale. En six mois seulement, la plateforme avait migré plus de 20 millions de dossiers, émis 11 millions de nouvelles cartes d'identité et automatisé l'échange de données entre les ministères - modernisant la gouvernance tout en élargissant l'accès aux services.

- **Administration fiscale** : en 2018, PERCENT a lancé le système intégré de gestion de l'information fiscale de l'Angola, qui comprend des sous-systèmes d'analytique multidimensionnelle, de gestion des risques fiscaux et de suivi dynamique. Basée sur des technologies cloud et d'IA, la plateforme a permis de créer des profils de contribuables et des cartes relationnelles pour identifier les lacunes en matière de conformité et améliorer l'efficacité. Après un an de fonctionnement, le système couvrait toutes les régions fiscales, 58 agences bancaires, 24 bureaux municipaux et 7 agences nationales, desservant plus de 200 000 contribuables entreprises. En 2020, l'Angola avait ajouté plus de 500 000 contribuables enregistrés et réduit son écart fiscal de 56 %, renforçant à la fois les recettes et la transparence.

- **Sécurité publique** : pour surmonter les silos de données dans les systèmes d'intervention d'urgence en Angola, PERCENT a développé des centres de commandement nationaux et provinciaux de sécurité publique, intégrant les données de la police, des services d'incendie, des services médicaux et des agences municipales. Alimenté par l'IoT et l'IA, le système analyse cinq dimensions clés - personnes, lieux, événements, ressources et organisations - afin d'améliorer la détection et la réponse aux incidents. Aujourd'hui, il dessert plus de 100 000 policiers dans plus de 1 000 agences, génère plus de 10 000 alertes annuelles et fournit 50 000 requêtes d'information inter-agences, améliorant significativement la gestion de la sécurité publique et la protection des citoyens.¹¹³

¹¹³ PERCENT Technology, Le Quotidien du Peuple en ligne | La pratique de PERCENT Technology dans la construction conjointe de « la Ceinture et la Route », le 20 octobre 2023, <https://www.percent.cn/News/Details/renminribaoccc.html>

Grâce à ces projets, PERCENT a modernisé les fonctions centrales de l'État tout en renforçant les capacités locales, en formant des professionnels maîtrisant les données et en introduisant des méthodologies décisionnelles basées sur l'IA. Lors du FOCAC9 en septembre 2024, PERCENT a signé un protocole d'accord avec la République démocratique du Congo pour explorer le développement d'un système de gestion des urgences et d'une plateforme d'identification électronique, en utilisant les technologies et l'analytique de données pour accroître la capacité et l'efficacité de la gouvernance.¹¹⁴

Ces exemples montrent que les solutions numériques améliorent non seulement la coordination intersectorielle au sein des pays, mais établissent également les bases de l'interopérabilité régionale des données - permettant ainsi une coopération future en matière de gouvernance transfrontalière, de commerce et de développement des chaînes de valeur. Le succès de projets comme ceux-ci démontre le rôle essentiel des entreprises privées disposant de la capacité technique pour impulser la transformation numérique en Afrique. Ces initiatives numériques fournissent l'infrastructure, mais elles mènent également les efforts en matière de coopération en matière de talents. Des programmes tels que l'Atelier Luban, établi en partenariat avec l'Université de Machakos au Kenya, le Tianjin City Vocational College et Huawei, se concentrent sur le développement de compétences cruciales en IA, en cloud computing et en cybersécurité.¹¹⁵ De même, le programme Seeds for the Future de Huawei a formé plus de 6 000 étudiants à travers l'Afrique, avec des extensions dans des pays tels que le Mozambique et la Tanzanie, et a soutenu plus de 20 start-ups.¹¹⁶ Grâce à son initiative Seeds for the Future 2.0, dont l'objectif est de former 3 millions de personnes dans le monde d'ici 2026, le programme joue un rôle clé dans le renforcement de l'employabilité et le développement de l'écosystème technologique local, éléments essentiels pour la croissance numérique et économique de l'Afrique.¹¹⁷

2.1.3 Investissement et coopération industrielle : catalyser la montée en gamme des chaînes de valeur en Afrique

Selon le Bulletin statistique 2024 publié par le ministère du Commerce, l'investissement direct étranger (IDE) chinois en Afrique a atteint 3,37 milliards de dollars américains en 2024, après 3,96 milliards de dollars américains en 2023.¹¹⁸ Bien que le chiffre de 2024 affiche une baisse annuelle d'environ 15 %, cela reflète essentiellement l'ajustement du portefeuille d'investissement et l'effet de base élevé de 2023 — une année où l'investissement chinois a connu une forte reprise, avec une hausse annuelle de près de 120 %.

La moderation de 2024 a également été influencée par les flux nets négatifs dans un petit nombre de pays, notamment l'Angola et l'Éthiopie, qui ont compensé les gains enregistrés dans d'autres régions. En réalité, 14 pays ont enregistré des flux négatifs, tandis que la majorité a continué d'attirer de nouveaux investissements. Notamment, l'Afrique du Sud, le Mozambique, le Niger, l'Algérie et Maurice ont vu leurs investissements augmenter de manière significative — un phénomène qui témoigne à la fois de la diversification sectorielle et de l'évolution de la dynamique d'investissement régionale.

Sur la période triennale 2022-2024, le stock d'IDE

¹¹⁴ PERCENT Technology, Lors du Forum sur la coopération sino-africaine, PERCENT Technology signe un protocole d'accord avec la République démocratique du Congo, le 6 septembre 2024, <https://www.percent.cn/News/Details/zhongfeilt.html>.

¹¹⁵ China's Diplomacy in the New Era, De l'Atelier Luban aux champs africains : comment un groupe de jeunes Africains transforme leur destin grâce à la technologie IA chinoise, Toutiao, le 20 mars 2025, <https://www.toutiao.com/article/7483723429514871348/>.

¹¹⁶ Cui Yue et Zhang Yue, Huawei organise en Algérie la cérémonie de remise des prix « Seeds for the Future 2023 », Le Quotidien du Peuple en ligne, le 4 décembre 2023, <https://world.people.com.cn/n1/2023/1204/c1002-40131706.html>.

¹¹⁷ Seeds for the Future 2.0 : soutenir la formation des talents en TIC et stimuler l'innovation, Huawei, <https://www.huawei.com/cn/sustainability/the-latest/stories/seeds-cultivating-ict-talent-to-stimulate-innovation>.

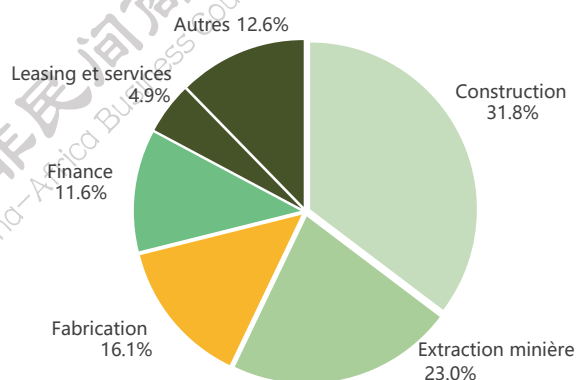
¹¹⁸ Ministère du Commerce de la République populaire de Chine et al., Bulletin statistique sur l'investissement direct étranger de la Chine en 2023 (Beijing, 2024).

chinois en Afrique a continué d'augmenter de manière stable : il est passé de 40,9 milliards de dollars américains en 2022 à 43,8 milliards de dollars américains en 2024. Parallèlement, le flux cumulé d'IDE chinois vers l'Afrique a atteint environ 9,1 milliards de dollars américains, ce qui équivaut à plus de 90 % de l'engagement d'investissement de 10 milliards de dollars américains pris lors de la FOCAC 8. Cette réalisation quasi complète met en évidence la résilience et l'ampleur de l'engagement d'investissement chinois en Afrique. Cependant, l'écart par rapport à l'objectif reflète également les incertitudes posées par l'évolution des situations économiques et politiques dans certaines régions du continent. Cela souligne l'importance d'adapter les stratégies d'investissement et d'identifier de nouvelles opportunités lors du prochain cycle de la FOCAC, afin de maintenir cette dynamique. En termes de comparaison globale, selon la CNUCED, la Chine est restée l'une des cinq premières sources de stock d'IDE en Afrique en 2023, avec un total de 42 milliards de dollars américains — se classant derrière seulement les Pays-Bas, le Royaume-Uni, les États-Unis et la France.¹¹⁹

En termes de répartition sectorielle, selon les dernières données du ministère du Commerce de la Chine (MOFCOM), l'IDE chinois en Afrique reste fortement concentré dans les secteurs de la construction, de l'exploitation minière et de la fabrication. À la fin de 2023, les cinq principaux secteurs - construction, extraction minière, fabrication, finance et leasing, ainsi que services aux entreprises - représentaient 87,7 % de l'investissement total de la Chine en Afrique. Malgré l'importance de l'exploitation minière dans le portefeuille d'investissements chinois en Afrique, la CNUCED signale une croissance d'un tiers des projets extractifs en 2023, avec des flux significatifs dirigés vers des pays riches en ressources comme la Guinée, la RDC et l'Ouganda. Toutefois, les investisseurs provenant de Singapour, de la France, du Canada, du Royaume-Uni et de l'Italie représentent collectivement environ 80 % du capital du

secteur extractif, remettant en question l'idée selon laquelle la Chine serait l'investisseur minier dominant en Afrique.¹²⁰ Conformément à sa stratégie FOCAC8, l'approche de l'IDE chinois met désormais l'accent sur l'extension de la chaîne de valeur minérale, en particulier dans les activités en aval telles que la fusion et le raffinage, parallèlement aux investissements dans des infrastructures critiques comme les réseaux électriques et de transport. De plus, la Chine et l'Afrique se sont engagées à développer des zones industrielles de transformation des ressources, conçues pour transformer les riches ressources naturelles de l'Afrique en catalyseur d'un développement industriel plus large.

Figure 15 : Part de l'investissement direct chinois en Afrique par secteur



La fabrication et l'industrialisation ont longtemps été au cœur de l'agenda de développement de l'Afrique, comme le souligne l'Agenda 2063. Le déséquilibre commercial de l'Afrique - tant avec la Chine qu'avec d'autres partenaires mondiaux - découle de sa dépendance aux exportations de matières premières et à l'importation de biens à forte valeur ajoutée. Sans une base manufacturière solide, les économies africaines risquent de rester enfermées dans l'exportation de produits à faible valeur ajoutée et de manquer les opportunités à forte valeur provenant des changements dans les chaînes d'approvisionnement

¹¹⁹ Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), World Investment Report 2025: International Investment in the Digital Economy (Rapport sur l'investissement mondial 2025 : Investissement international dans l'économie numérique), 1re édition, Série des Rapports sur l'investissement mondial de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, 2025). 32.

¹²⁰ Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), Rapport sur l'investissement mondial 2025. 33.

mondiales, tandis que d'autres régions, telles que l'Asie du Sud-Est et l'Amérique latine, poursuivent des productions à forte valeur. Au-delà de la correction des déséquilibres commerciaux, la fabrication agit comme catalyseur d'une transformation socio-économique plus large : elle favorise la diffusion technologique et l'innovation, et crée un grand nombre d'emplois. L'IDE devrait donc privilégier les secteurs intensifs en main-d'œuvre et générateurs de productivité, avec de forts liens le long de la chaîne de valeur, plutôt que de se concentrer uniquement sur l'extraction de ressources.¹²¹ Le commerce intra-africain joue également un rôle crucial dans l'industrialisation. Les données de la CEA montrent que, si les exportations extra-continentales de l'Afrique restent fortement axées sur les matières premières, le commerce intra-africain est plus industrialisé et à plus forte valeur ajoutée.¹²² Cela met en évidence le potentiel pour les secteurs à forte demande continentale de prospérer sous le marché harmonisé de la ZLECAf, stimulant ainsi une croissance industrielle supplémentaire et réduisant la dépendance aux importations.

La coopération industrielle constitue un axe central du cadre FOCAC depuis le Sommet de Johannesburg en 2015, le Plan de coopération pour l'industrialisation Chine-Afrique ayant été conçu pour aider les pays africains à établir des systèmes industriels modernes.¹²³ Lors du FOCAC8, cet engagement a été renforcé par un accent sur la coopération sectorielle, ciblant des industries alignées sur les ressources et le niveau de

développement de chaque pays. Les secteurs clés comprennent les industries à forte intensité de ressources (par ex. alimentation, boissons), les industries à forte intensité de main-d'œuvre (par ex. textile, habillement), les industries à forte intensité technologique (par ex. produits pharmaceutiques, TIC). L'ensemble vise à favoriser la fabrication verte et la croissance à forte valeur ajoutée dans les secteurs émergents. Les sections suivantes détaillent comment ces engagements se sont traduits en investissements concrets dans les industries clés.

1) Agro-industrie

Le secteur de l'agro-industrie fait le lien entre la production agricole primaire et la fabrication à valeur ajoutée, reliant les petits exploitants agricoles à des marchés plus larges. Une part importante de la demande croissante de produits alimentaires transformés et semi-transformés est tirée par le commerce intra-africain. Même avant l'entrée en vigueur de la ZLECAf, les produits transformés représentaient 72 % des exportations agricoles intra-africaines entre 2018 et 2020, contre 63 % pendant la période 2003-2005.¹²⁴ Reconnaisant à la fois la qualité des matières premières agricoles africaines et les lacunes en matière de transformation locale, les entreprises chinoises ont accru leurs investissements dans l'agro-industrie. Ces investissements visent à tirer parti de la base de consommateurs croissante en Afrique et à soutenir les exportations de produits agricoles africains vers la Chine, où la demande est en hausse, renforcée par les nouvelles mesures de facilitation du commerce

¹²¹ Conseil d'affaires Chine-Afrique, China-Africa Investment Cooperation: A New Impetus to Africa's Industrialization (Coopération en matière d'investissement Chine-Afrique : un nouvel élan pour l'industrialisation de l'Afrique), Investissements chinois en Afrique (2024), <https://www.cabc.org.cn/report-en-2024.pdf>. 40.

¹²² Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies (CEA), 'African Continental Free Trade Area: A Catalyst for Industrial Development on the Continent' (Zone de libre-échange continentale africaine : un catalyseur pour le développement industriel sur le continent), Note politique, le 16 octobre 2018, https://archive.uneca.org/sites/default/files/PublicationFiles/atpc_brief_afcfta_as_a_catalyst_for_industrial_development_final.pdf.

¹²³ Ministère du Commerce de la République populaire de Chine, Interprétation des contenus économiques et commerciaux des « Dix grands plans de coopération » lors du Sommet FOCAC de Johannesburg et de la sixième réunion ministérielle, le 11 décembre 2015, <https://m.mofcom.gov.cn/article/ae/ai/201512/20151201208518.shtml>.

¹²⁴ Ousmane Badiane et al., 'The Rise of Africa's Processing Sector and Commercialization of Smallholder Agriculture' (L'essor du secteur de la transformation en Afrique et la commercialisation de l'agriculture paysanne), dans *Agrifood Processing Strategies for Successful Food System Transformation in Africa* (Stratégies de transformation agroalimentaire pour une transformation réussie des systèmes alimentaires en Afrique), éd. Chakib Jenane et al., Rapport annuel ReSAKSS sur les tendances et perspectives (2022). 14.

dans le cadre du FOCAC.

Encadré 11 : Lianfeng Overseas : Intégration de l'agritech, de la transformation et du commerce pour soutenir la montée en gamme de l'agriculture africaine

- **Entreprise** : Hubei Lianfeng Overseas Agriculture Development Group Co., Ltd.
- **Secteur** : technologie agricole; commerce de produits agricoles
- **Couverture régionale** : projets de coopération agricole en Afrique australe (Mozambique, Zimbabwe, Malawi, Angola); commerce agricole et approvisionnement depuis la Tanzanie, l'Éthiopie, le Burkina Faso et le Nigeria.
- **Type d'investissement et d'opération** : assistance technologique agricole et fermes de démonstration; développement et transfert d'intrants biologiques innovants; création d'entrepôts à l'étranger et d'unités de transformation primaire; commerce bidirectionnel de produits agricoles (importation de produits africains vers la Chine, exportation d'intrants agricoles et de machines vers l'Afrique)
- **Principaux produits ou services** : intrants agricoles (semences, pesticides, engrais, machines agricoles); transformation primaire et valorisation de sésame et d'autres cultures de rente; importation de sésame, noix de cajou et coton vers la Chine.
- **Contribution à l'intégration régionale** : facilitation du transfert de technologie et amélioration de la productivité agricole grâce à l'innovation locale; construction de chaînes de valeur agro-industrielles transfrontalières reliant la production africaine, la transformation locale et les marchés consommateurs chinois.

Lianfeng Overseas, filiale du Hubei Provincial Grain & Oil Import & Export Group, a commencé ses activités en Afrique en 2008 avec la création de la Ferme de l'Amitié Hubei-Gaza et d'un centre de démonstration de technologies agricoles au Mozambique. L'accent a été mis sur l'augmentation des rendements rizicoles grâce à l'amélioration des variétés de semences, à la mécanisation et à la formation des agriculteurs.¹²⁵

En 2023, l'entreprise a renforcé son empreinte technologique en signant un accord stratégique avec l'Institut de Recherche Agronomique du Mozambique (IIAM) afin de co-développer des bio-herbicides et des biopesticides adaptés aux conditions agroécologiques locales. En s'appuyant sur l'expertise du Laboratoire national clé chinois des pesticides verts, Lianfeng collecte des échantillons de mauvaises herbes et de ravageurs au Mozambique, mène des recherches ciblées en Chine et met en œuvre des essais sur le terrain conjointement sur place. Cette approche permet de réduire les coûts d'intrants, d'améliorer les rendements et de promouvoir une agriculture durable, en accord avec l'agenda africain de l'agriculture verte.¹²⁶

Parallèlement, Lianfeng a localisé l'aval de ses activités en construisant deux usines principales de première transformation du sésame au Mozambique : une installation de 5 000 m² à Nacala, déjà opérationnelle, et une autre de 3 000 m² à Beira, en voie d'achèvement. Ces usines assurent le nettoyage, le tri, l'emballage et les tests de qualité, permettant des exportations de meilleure qualité à moindre coût. Soutenue par ces investissements, Lianfeng prévoit d'importer 60 000 tonnes de sésame en Chine en 2024 - soit une augmentation de 361,5 % par rapport à 2023 - dont la moitié provenant du Mozambique et le reste de Tanzanie, d'Éthiopie et du Burkina Faso.¹²⁷

¹²⁵ Hubei News, Reportage de Hubei News : Focus sur le Sommet 2024 du Forum sur la Coopération sino-africaine | Une coopération agricole Hubei-Afrique à double sens, Département de l'agriculture et des affaires rurales du Hubei, le 5 septembre 2024, https://nyt.hubei.gov.cn/bmdt/yw/mtksn/202409/t0240905_5325847.shtml.

¹²⁶ Dai Wenhui et Zhang Xi, Lianfeng Overseas : des bio-herbicides « sur mesure » pour le Mozambique, Hubei Daily, le 3 décembre 2024, https://news.hubeidaily.net/pc/c_3400999.html.

¹²⁷ Dai Wenhui et al., Des nouilles chaudes et sèches (Re Gan Mian) de Wuhan bientôt agrémentées de sauce au sésame africaine, Jingchu Net, le 24 avril 2025, http://m.cnhubei.com/content/2025-04/24/content_19124336.html.

En intégrant le transfert de technologies, la transformation locale et le commerce transfrontalier, Lianfeng illustre comment les entreprises chinoises peuvent relier la production agricole de l'Afrique aux chaînes de valeur mondiales, tout en accompagnant la transition du continent d'exportations de matières premières brutes vers un développement agro-industriel à plus forte valeur ajoutée et ancré localement.

Un exemple marquant de ce type d'investissement est le projet de Jin Zai Foods au Kenya. Leader de l'industrie chinoise des encas à base de poisson, Jin Zai réalise avec son produit phare - les anchois de haute mer - plus d'un milliard de RMB de ventes annuelles.¹²⁸ En 2018, l'entreprise a tiré parti des ressources marines du Kenya en mettant en place une usine de transformation d'anchois séchés, ensuite expédiés en Chine pour la production de snacks. Cette initiative relie les anchois sauvages du Kenya aux marchés mondiaux, tout en soutenant la vision kényane de l'« économie bleue ». Dès 2021, l'usine était devenue un centre national de formation pour le Département des pêches, axé sur le contrôle de la qualité et le respect des normes. Le projet a également favorisé la coopération avec le gouvernement kényan afin d'améliorer les pratiques locales de pêche et de développer les compétences et techniques des pêcheurs. Avec la montée en puissance de ses opérations, Jin Zai Foods prévoit d'élargir ses approvisionnements à des pays comme la Tanzanie et la Somalie.¹²⁹

Jiangsu Jielong Agricultural Development Group Co., Ltd. est un pionnier de la transformation agroalimentaire en Afrique depuis le lancement de l'Initiative la Ceinture et la Route en 2013. Lorsque le marché chinois a été confronté à une surcapacité dans la production d'huiles comestibles, Jielong a identifié le potentiel inexploité des oléagineux en Tanzanie ainsi que l'absence de capacité locale de transformation. L'entreprise a alors transféré son modèle opérationnel vers ses installations dans la province de Shinyanga. Ce virage stratégique a tiré

parti des exploitations agricoles dispersées de la région et impliqué l'embauche de près de 20 000 agriculteurs locaux pour la culture des oléagineux. Aujourd'hui, l'entreprise produit annuellement 26 000 tonnes d'huile comestible, 10 000 tonnes de graines de coton, 50 000 tonnes d'aliments pour animaux et 5 millions de barils d'huile, faisant d'elle le plus grand producteur d'huile de graines de coton d'Afrique. Ses produits sont vendus dans toute l'Afrique de l'Est et australe, contribuant à la sécurité alimentaire locale. En 2024, Jielong a également investi 3 millions de dollars américains dans une usine moderne de production d'œufs en Tanzanie, qui devrait compter jusqu'à 500 000 poules pondeuses chaque année et générer 2 millions de dollars américains de bénéfices annuels.¹³⁰

En tirant parti des avantages offerts par la facilitation de l'accès au marché grâce à l'accord SPS (Sanitaire et Phytosanitaire), une étape importante a été franchie en septembre 2024 avec l'arrivée en Chine d'un lot d'agneaux surgelés en provenance de Madagascar. L'investissement de Yuan's Hi-Tech Seed Co., Ltd à Madagascar a permis de créer une chaîne de production complète pour l'engraissement, l'abattage, la transformation et l'exportation du bétail. La politique de zéro tarif dans le cadre de l'accord SPS a considérablement réduit les coûts et devrait permettre l'exportation annuelle de 20 000 tonnes d'agneau vers la Chine dans les 3 à 5 ans. Ce projet devrait générer 2,4 milliards RMB de PIB annuel pour Madagascar et sortir 50 000 personnes de la pauvreté.¹³¹ Il ouvre également la voie à de

¹²⁸ Xinhua, 'African Food Landing on Chinese Dinner Tables' (Des aliments africains sur les tables chinoises), le 16 septembre 2024, <https://english.news.cn/20240916/3623285c92234b5a9278a90cea25eb26/c.html>.

¹²⁹ Securities Daily, Première importation en Chine de produits d' anchois sauvages du Kenya : Jin Zai Foods cible les riches ressources maritimes d' Afrique, le 29 juin 2023, <https://news.sina.com.cn/minsheng/2023-06-29/doc-imyywywy8953063.shtml>.

¹³⁰ Jia Fan, Dix ans de « partenariat » : le groupe Jielong récolte les fruits de ses investissements en Afrique, Sheyang Daily, le 9 septembre 2024, <http://syrb.sheyangnews.com/Article/index/aid/8506000.html>.

¹³¹ Li Yi et Liao Yiqi, Le président de Madagascar à Changsha inaugure le premier lot d' agneaux exportés vers la Chine, Huasheng Online, le 10 septembre 2024, <https://hunan.voc.com.cn/news/202409/22034197.html>.

nouveaux investissements dans les différentes étapes de la production, favorisant le transfert de technologies et le renforcement des capacités locales. Comme les importations de viande exigent généralement des normes élevées en matière de logistique, de conservation et de transport en chaîne du froid, ces mesures de facilitation ont déjà rendu possibles ces importations tout en créant le potentiel de catalyser des investissements à différentes étapes de la chaîne de production, encourageant ainsi le transfert de technologies et le développement des compétences locales.

2) Matériaux de construction

Le secteur des infrastructures en Afrique se développe rapidement, stimulé par l'urbanisation, la croissance démographique et un regain d'attention porté aux infrastructures publiques. Le marché africain de la construction devrait passer de 240,55 milliards de dollars américains en 2025 à plus de 345,34 milliards de dollars américains d'ici 2030, avec un taux de croissance annuel composé (TCAC) de 7,5 %.¹³² Pour répondre à cette demande, un approvisionnement régulier et rentable en matériaux de construction est essentiel. La production localisée offre un avantage stratégique en réduisant les coûts de transport et de logistique, en accélérant la réalisation des projets et en atténuant la volatilité des changes. Elle diminue également la dépendance aux importations, ce qui est crucial pour les pays ayant d'importants besoins en infrastructures et des réserves limitées en devises étrangères.

Un exemple majeur de l'engagement chinois dans le secteur des matériaux de construction en Afrique est le China National Building Material Group (CNBM). En 2018, sa filiale Beijing New Building Materials (BNBM) est entrée

en Tanzanie en acquérant un fabricant local de plaques de plâtre, puis a construit une ligne de production de plaques de plâtre en Tanzanie avec une capacité annuelle de 15 millions de mètres carrés. Mise en service en 2022, l'installation est devenue la première en Afrique de l'Est à respecter les normes internationales, permettant le remplacement complet des produits importés par des produits locaux. En plus de fournir des projets de construction majeurs au niveau national (comme le complexe du bureau présidentiel), l'usine a renforcé les chaînes d'approvisionnement régionales en étendant sa couverture à des pays voisins tels que l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi, le Malawi, la Zambie, la République démocratique du Congo et le Kenya.¹³³

En Zambie, le parc industriel de CNBM en Zambie a été lancé en 2018 avec un investissement de 198 millions de dollars américains. Le parc comprend une ligne de clinker de 2 500 tonnes par jour, une ligne de production de ciment d'1 million de tonnes par an, une usine de briques frittées, une centrale à béton de 200 000 m3 et une ligne de production de granulats de 700 000 tonnes par an. Sa marque SINOMA fournit des projets d'infrastructure majeurs, incluant les principaux aéroports, hôpitaux et centres de conférence de Zambie.¹³⁴ CNBM a également lancé un projet combinant récupération de chaleur résiduelle et énergie solaire, qui permettra de réduire les coûts énergétiques et les émissions tout en répondant aux besoins énergétiques du parc. En 2024, le parc avait créé plus de 3 650 emplois, généré 4,47 millions de dollars américains de recettes fiscales et étendu ses exportations vers les pays voisins, notamment la République démocratique du Congo, le Malawi et le Zimbabwe.¹³⁵

¹³² Mordor Intelligence, Taille du marché de la construction en Afrique, 2025, <https://www.mordorintelligence.com/industry-reports/afrika-construction-market>.

¹³³ China National Building Material Co., Ltd., International Style | De l'investissement à la tête du marché : sept ans de CNBM en Tanzanie pour créer un « modèle africain » de matériaux de construction, le 9 juillet 2025, <https://www.cnbm.com.cn/CNBM/00000020004/68513.html>.

¹³⁴ China National Building Material Group Co., Ltd., [Amitié sino-africaine, coopération gagnant-gagnant] CNBM : Faire progresser la modernisation de la Zambie grâce aux services « Made in China », Commission d'État de supervision et d'administration des biens publics, le 5 septembre 2024, <http://ysp.net.sasac.gov.cn/n2588025/n2588124/c31580686/content.html>.

¹³⁵ China Fortune, Publication officielle du Rapport 2024 sur le développement durable du parc industriel CNBM en Zambie, Tencent News, le 30 décembre 2024, <https://news.qq.com/rain/a/20241230A0600K00>.

En Afrique du Nord, la filiale China Jushi de CNBM a investi près d'1 milliard de dollars américains en Égypte, établissant la plus grande base de production de fibres de verre d'Afrique. Entre 2013 et 2023, China Jushi a construit quatre lignes de production d'une capacité annuelle totale de 320 000 tonnes. Ce projet a permis à l'Égypte de devenir le quatrième producteur mondial de fibres de verre, favorisant l'innovation, le transfert de technologies et l'approvisionnement local en matières premières. Il a aidé l'Égypte à s'intégrer dans les chaînes de valeur mondiales et régionales, soutenant son objectif de devenir un hub manufacturier.¹³⁶

Un autre exemple illustratif est Chinestar (China Star). Cette entreprise privée chinoise spécialisée dans la construction en acier a commencé son partenariat avec le Rwanda en 2008 en exportant des composants en acier préfabriqués. Reconnaisant la position stratégique du

Rwanda en tant que membre de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), un bloc régional offrant un commerce sans droits de douane entre ses États membres, Chinestar a décidé d'utiliser le Rwanda comme tremplin pour desservir le marché est-africain plus large, de plus de 160 millions de personnes, en créant une usine locale de transformation en 2012.¹³⁷ En 2015, l'expansion de Chinestar en Ouganda a permis de localiser l'ensemble de sa chaîne de production de structures en acier. Cette expansion a permis à Chinestar d'accroître sa production régionale et de contribuer à la modernisation industrielle de l'Afrique, notamment par le transfert de technologies et le développement des compétences. En 2021, Chinestar a encore renforcé sa localisation en Ouganda en établissant sa première ligne de production de tubes en acier, comblant ainsi une lacune critique dans la production régionale.¹³⁸

Encadré 12 : Keda : Localiser la production de matériaux de construction pour tirer parti du potentiel du marché régional africain

- **Entreprise** : Keda Co., Ltd.
- **Secteur** : matériaux de construction
- **Couverture régionale** : Kenya, Ghana, Tanzanie, Sénégal, Zambie et Cameroun (Afrique de l'Est et de l'Ouest)
- **Type d'investissement et opérations** : filiales locales avec usines de production; coentreprises avec un partenaire chinois (Sunda International)
- **Principaux produits ou services** : matériaux de construction, y compris céramiques et verre
- **Contribution à l'intégration régionale** : combler les lacunes de capacité en remplaçant les importations par une production locale, élargir l'offre de matériaux de construction sur les marchés régionaux, favoriser les clusters industriels, créer de l'emploi local tout en facilitant le transfert de technologies.

L'urbanisation rapide de l'Afrique a révélé un goulot d'étranglement majeur : l'insuffisance de capacité de production locale pour les matériaux de construction essentiels. Leader mondial dans les équipements pour usines de céramique et les solutions intégrées de matériaux de construction, Keda s'est positionnée stratégiquement pour combler ces lacunes en combinant production localisée et intégration aux marchés régionaux.

¹³⁶ Revue China National Building Material, Le groupe CNBM contribue à accélérer la modernisation en Afrique, NetEase, le 8 septembre 2024, <https://www.163.com/dy/article/JBJ82V8505500S9J.html>.

¹³⁷ The Southern+ APP, Comment cette entreprise privée de Foshan a réalisé la construction de plusieurs aéroports internationaux en Afrique ?, Toutiao, le 23 mars 2019, <https://www.toutiao.com/article/6671541747656425997/>.

¹³⁸ Zhongchen Kejian (Guangdong) Group Co., Ltd., Mise en service réussie de l'usine de tubes en acier du groupe Zhongchen International en Ouganda, le 17 juin 2021, <https://www.zcgg.net/news/54.html>.

L'entrée précoce de Keda en Afrique a commencé avec l'usine de carreaux en céramique Twyford au Kenya, mise en service fin 2016. Développée en partenariat avec Sunda International - dont le réseau de distribution s'étend à plus de 3 000 points de vente à travers l'Afrique - l'usine Twyford a permis aux carreaux produits localement de remplacer directement les importations en provenance de Chine.¹³⁹ Fait important, les carreaux ont été adaptés au marché kényan, avec un émaillage protecteur supplémentaire améliorant leur durabilité afin de répondre aux besoins des consommateurs locaux.¹⁴⁰ En tirant parti des canaux de vente établis par Sunda, Twyford a rapidement étendu sa présence sur le marché, démontrant comment la production localisée couplée à des réseaux de distribution régionaux peut créer un avantage concurrentiel solide tout en réduisant la dépendance aux importations.

Fort de ce succès, Keda a mis en service sa première usine de production de verre flotté à l'étranger, en Tanzanie, en 2023, comblant un autre déficit critique en matériaux. Auparavant dépendante des importations, la Tanzanie est désormais un producteur net de verre flotté et un exportateur vers les marchés d'Afrique de l'Est, notamment le Kenya, l'Ouganda et le Rwanda. Plus de 95 % des matières premières de l'usine sont sourcées localement, stimulant les secteurs en amont tels que l'exploitation minière et le transport, tout en dynamisant les activités en aval comme la transformation approfondie du verre, l'emballage et la logistique régionale.¹⁴¹ Ce modèle intégré favorise la formation de clusters industriels qui renforcent l'autosuffisance régionale.

Keda reproduit cette approche sur d'autres marchés, notamment au Nigeria, en Zambie, en Angola et au Soudan. En synchronisant ses opérations dans plusieurs zones et en s'appuyant sur des coentreprises, la stratégie de Keda s'aligne sur l'agenda africain d'urbanisation et d'intégration régionale, en termes d'expansion des marchés, de transfert de technologies et de mise en place d'écosystèmes industriels ancrés localement.

3) Produits pharmaceutiques et dispositifs médicaux

Selon IQVIA, société spécialisée dans les technologies de l'information en santé, hors vaccins COVID-19, la valeur du marché pharmaceutique africain a atteint 25 milliards de dollars américains en 2022 et devrait croître jusqu'à 34 milliards de dollars américains d'ici 2027, avec un taux de croissance annuel composé (TCAC) de 6 %.¹⁴² Cependant, selon la Banque africaine de développement (BAD), le continent ne satisfait actuellement que 30

à 40 % de sa demande pharmaceutique localement, avec seulement 20 pays disposant d'une capacité de production, dont huit représentent 80 % de cette capacité. Les importations couvrent jusqu'à 70 % du marché, et la production locale de vaccins répond à moins de 1 % de la demande.¹⁴³ La pandémie de COVID-19 a révélé les vulnérabilités du continent en matière de sécurité sanitaire, soulignant l'urgence de développer des pôles de production robustes et intégrés régionalement, capables

¹³⁹ Wang Qian, Keda Manufacturing : la légende africaine du « roi des machines à céramique, Tencent, le 4 août 2022, <https://news.qq.com/rain/a/20220804A04VK400>.

¹⁴⁰ Southern Metropolis Daily, Sortir à l'international ! Une entreprise de Foshan crée la plus grande usine de céramique d'Afrique!, Sohu, le 12 septembre 2018, https://www.sohu.com/a/www.sohu.com/a/253328449_99986028.

¹⁴¹ Xinhua, 'Chinese-Owned Factory in Tanzania Exports Float Glass to 6 African Countries' (Une usine chinoise en Tanzanie exporte du verre flotté vers 6 pays africains), XinhuaNet, le 22 mai 2024, <https://english.news.cn/africa/20240522/7b353c1ea8ea4b38bb761824cf81ca75/c.html>.

¹⁴² Sarah Rickwood et Stefan Lutzmayr, 'Africa's next Chapter: A Continent of Opportunity' (Le prochain chapitre de l'Afrique : un continent d'opportunités), IQVIA, le 22 septembre 2023, <https://www.iqvia.com/locations/emea/blogs/2024/10/africas-next-chapter-a-continent-of-opportunity>.

¹⁴³ Banque africaine de développement (BAD), A New Frontier for African Pharmaceutical Manufacturing Industry (Une nouvelle frontière pour l'industrie pharmaceutique africaine) (2022), https://www.afdb.org/sites/default/files/documents/publications/pharmaceutical_industry_and_vaccine_production_web.pdf. 6

d'accroître rapidement la production de fournitures médicales essentielles. Le développement de ces pôles est crucial pour les efforts africains d'harmonisation réglementaire, visant à faciliter la circulation transfrontalière des produits pharmaceutiques locaux. Des initiatives telles que l'Agence africaine du médicament (AMA) et l'Harmonisation de la Réglementation des Médicaments (MRH) dans la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) œuvrent à l'alignement des normes, à la simplification des procédures d'approbation et à la mutualisation des capacités d'inspection.

Dans le cadre de ces dispositifs en évolution, les gouvernements africains poursuivent de plus en plus des stratégies collectives pour renforcer la production pharmaceutique locale et améliorer la résilience sanitaire. À la suite de la pandémie de COVID-19, l'investissement chinois dans ce secteur a joué un rôle déterminant. Un exemple en est le partenariat entre Sinovac et VACSERA en Égypte en 2021, qui a permis de lancer la première ligne de production locale de vaccins COVID-19 chinois en Afrique, produisant 40 millions de doses. Cela a été suivi, en septembre 2022, par l'achèvement de la plus grande installation automatisée de stockage de vaccins d'Afrique, avec une capacité de 150 millions de doses, consolidant le rôle de l'Égypte en tant que hub régional de vaccins.¹⁴⁴ Cette coopération illustre comment

l'engagement chinois dans les infrastructures de santé dépasse la réponse immédiate à la pandémie pour contribuer au renforcement des capacités à long terme.

Dans le prolongement de ces efforts visant à renforcer la souveraineté sanitaire de l'Afrique, l'investissement chinois émerge comme un catalyseur clé - apportant non seulement des ressources financières, mais aussi une collaboration en recherche et une expertise technique. Un exemple illustratif est le projet du parc industriel de Fosun Pharma en Côte d'Ivoire, lancé en novembre 2022 dans la zone de Grand-Bassam, près d'Abidjan. En juin 2023, Fosun Pharma a obtenu un financement de 50 millions d'euros de la part de la International Finance Corporation (IFC).¹⁴⁵ La phase I, destinée à localiser la production de 1 milliard de comprimés par an, répond aux normes de préqualification de l'OMS et inclut un entrepôt pharmaceutique conforme aux normes EU GDP. À son achèvement, l'installation aura une capacité de production de 5 milliards de comprimés par an et créera 1 000 emplois locaux. Ce projet répond non seulement à des besoins sanitaires critiques, mais positionne également la Côte d'Ivoire comme un hub de santé pour l'Afrique de l'Ouest.¹⁴⁶ En mai 2025, la structure principale de la phase I a été achevée, marquant un progrès significatif vers la mise en service à grande échelle.

¹⁴⁴ SINOVAR, Achèvement du stockage automatisé de vaccins soutenu par Sinovac en Égypte : les 10 millions de doses de vaccins Sinovac donnés par le gouvernement chinois constituent le premier lot stocké, le 25 septembre 2022, <https://www.sinovac.com/zh-cn/news/id-3183>.

¹⁴⁵ International Finance Corporation (IFC), L' IFC soutient la construction par Fosun Pharma de la plus grande usine pharmaceutique de Côte d' Ivoire, le 6 juin 2023, <https://www.ifc.org/zh/pressroom/2023/27585>.

¹⁴⁶ Fosun Pharma, Pose de la première pierre du parc industriel de Fosun Pharma en Côte d' Ivoire : vers une production et un approvisionnement localisés de médicaments en Afrique, le 11 novembre 2022, https://www.fosunpharma.com/content/details37_9473.html.

Encadré 13 : SanSheng Pharmaceutical : Localiser la production de médicaments essentiels pour renforcer la sécurité sanitaire de l'Éthiopie et créer un hub pharmaceutique régional

- **Entreprise** : SanSheng Pharmaceutical P.L.C.
- **Secteur** : pharmaceutique
- **Couverture régionale** : Éthiopie, avec un potentiel d'exportation vers le Soudan, le Soudan du Sud, la Somalie, l'Ouganda, et des liens exploratoires avec l'Égypte, le Kenya et Djibouti
- **Type d'investissement et opérations** : investissement direct dans une filiale locale avec usine de production
- **Principaux produits ou services** : ingrédients pharmaceutiques actifs (API); médicaments essentiels incluant vitamines, traitements gastro-intestinaux, antituberculeux, analgésiques, antiviraux, anti-infectieux; perfusions en grand volume (par ex. chlorure de sodium, glucose)
- **Contribution à l'intégration régionale** : combler les lacunes critiques de la production pharmaceutique éthiopienne, réduire la dépendance aux importations et positionner le pays pour approvisionner les marchés voisins en médicaments essentiels

L'Afrique importe actuellement entre 70 % et 90 % de ses médicaments et équipements médicaux, une dépendance structurelle qui renchérit les coûts de santé, pèse sur les réserves de devises étrangères et rend les pays vulnérables aux perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales. L'Éthiopie illustre ces défis, avec des pénuries chroniques de médicaments essentiels et un secteur pharmaceutique national incapable de satisfaire ne serait-ce que la demande de base.

En réponse, Chongqing SanSheng Industrial Co., Ltd. a investi 85 millions de dollars américains de fonds propres pour établir SanSheng Pharmaceutical P.L.C. à Addis-Abeba en 2016. L'installation a été conçue pour être l'une des usines pharmaceutiques les plus avancées d'Afrique de l'Est, avec des capacités de production annuelles de 5 milliards de comprimés/capsules, 300 millions de petites injections et 10 millions de perfusions en grand volume.¹⁴⁷ Cette ampleur permet à SanSheng de fournir un large portefeuille de médicaments très demandés - y compris vitamines, traitements gastro-intestinaux, antituberculeux, analgésiques, antiviraux et anti-infectieux - essentiels pour répondre à la charge sanitaire de l'Éthiopie.

L'impact a été significatif. En remplaçant les importations par la production locale, SanSheng permettrait à l'Éthiopie d'économiser environ 80 millions de dollars américains par an en devises étrangères, tout en améliorant l'accessibilité et la disponibilité des médicaments vitaux. La capacité excédentaire de l'entreprise positionne également l'Éthiopie comme un fournisseur émergent pour les marchés régionaux, avec des revenus d'exportation annuels estimés à 40 millions de dollars américains via des canaux de distribution vers le Soudan, le Soudan du Sud, la Somalie et l'Ouganda.¹⁴⁸

Au-delà de la production, SanSheng œuvre activement au renforcement des capacités locales. Des programmes de formation structurés dans les domaines de la fabrication pharmaceutique, du contrôle qualité, de la maintenance des équipements et de la gestion de la chaîne d'approvisionnement contribuent à former une main-d'œuvre qualifiée. À pleine capacité, l'usine devrait créer 1 000 emplois qualifiés et générer plus de 200 millions de dollars américains de recettes fiscales annuelles, soutenant à la fois le développement du capital humain et la capacité fiscale.

¹⁴⁷ Huang Lifei, SanSheng Pharmaceutical en Éthiopie : atténuer la pénurie de soins et de médicaments en Afrique, Sina News, le 21 juin 2019, <https://news.sina.cn/2019-06-21/detail-ihyctik6650302.d.html>.

¹⁴⁸ Yang Chaowen, Afrique-Chine : modèle de cas | La première entreprise de production pharmaceutique moderne en Éthiopie, Rednet Moment, le 23 juin 2019, <https://moment.rednet.cn/pc/content/2019/06/23/5609433.html>.

En intégrant la production avancée, le transfert de technologies et le potentiel de commerce régional dans ses opérations, SanSheng Pharmaceutical dépasse le simple rôle de producteur de médicaments. Elle aide l'Éthiopie à passer de la dépendance à la résilience, tout en jetant les bases d'un hub pharmaceutique régional capable de soutenir la sécurité sanitaire et la montée en puissance industrielle de l'Afrique de l'Est.

Des dispositifs médicaux abordables et de haute qualité sont essentiels pour la prévention, le diagnostic et le traitement des maladies. En mars 2024, le Kenya a inauguré sa première usine de matériel médical à investissement chinois, exploitée par Fullcare Medical (Kenya), une filiale de Zhende Medical. L'installation de 13 000 m², financée par la IFC, produit des blouses chirurgicales jetables et des produits de soins traumatiques, avec une capacité annuelle de 30 millions

d'unités et des recettes d'exportation prévues de 60 millions de dollars américains. Le financement de l'IFC soutient le rôle du projet dans le renforcement de la résilience post-pandémique de l'Afrique et l'accélération du transfert de technologies. S'appuyant sur le succès de cette première phase, le projet d'extension en cours de planification créera jusqu'à 5 000 emplois locaux et assurera un approvisionnement stable en produits médicaux pour le marché de l'Afrique de l'Est.¹⁴⁹

Encadré 14 : Wepon Pharmaceutical : Fusions-acquisitions transfrontalières et innovation collaborative au service de la fabrication de dispositifs médicaux haut de gamme en Afrique

- **Entreprise** : Wepon Pharmaceutical Group Co., Ltd.
- **Secteur** : dispositifs médicaux
- **Couverture régionale** : principalement l'Afrique australe, avec une expansion dans 12 marchés africains (dont le Kenya et le Nigeria) et une distribution mondiale vers l'Europe, les États-Unis et l'Australie
- **Type d'investissement et opérations** : fusions-acquisitions transfrontalières combinées à de nouveaux investissements dans des usines de production
- **Principaux produits ou services** : dispositifs médicaux haut de gamme, en particulier implants orthopédiques; tests de dispositifs, formation de personnel médical
- **Contribution à l'intégration régionale** : création du premier écosystème africain localisé de R&D et de fabrication de dispositifs médicaux haut de gamme, réduisant la dépendance aux importations

Wepon Pharmaceutical Group Co., Ltd. est entrée dans le secteur des dispositifs médicaux haut de gamme par l'acquisition en 2016 de Elite Surgical et Tecmed, deux entreprises sud-africaines disposant de solides compétences en R&D d'implants orthopédiques et en approbations réglementaires avancées.¹⁵⁰ Cette initiative stratégique a permis de créer un modèle intégré à l'échelle mondiale, où l'Afrique du Sud joue le rôle de centre de R&D, la Chine celui de base de fabrication, et les marchés internationaux celui de destination de distribution - positionnant Wepon pour concurrencer sur le segment premium de l'industrie des dispositifs médicaux.

¹⁴⁹ Li Yahui et al., La première usine de dispositifs médicaux chinois au Kenya entre officiellement en production, Xinhua Silk Road, le 28 mars 2024, <https://www.imsilkroad.com/news/p/520126.html>.

¹⁵⁰ Wepon Pharmaceutical Group Co., Ltd., Le groupe Wepon s'implante dans l'industrie de la santé en Afrique par l'acquisition de Tecmed et Elite Surgical, le 10 juin 2016, <https://www.wanbang.com.cn/news/wan-bang-de-ji-tuan-bu-ju-fei-zhou-da-jian-kang-chan-ye-shou-gou-nan-fei-te-mai-ke-gong-si-he-ai-li-te-gong-si-56.html>.

En 2023, les dispositifs orthopédiques de Wepon étaient vendus sur 12 marchés africains - dont le Kenya, le Nigeria et d'autres économies régionales - avec des ventes dépassant 80 millions de dollars américains. Ses opérations en Afrique ont généré plus de 500 emplois directs et plus de 2 000 emplois indirects dans les secteurs de la production, de la logistique et des services professionnels, contribuant ainsi au renforcement de la base industrielle régionale.

Pour s'ancrer davantage dans l'écosystème africain des dispositifs médicaux, Wepon a lancé en 2019 un Parc sino-africain des Sciences et Technologies de 100 000 m² à Johannesburg. Le parc intègre un centre de tests de dispositifs médicaux, une base de formation de talents médicaux sino-africains et un incubateur industriel pour soutenir les entreprises africaines et chinoises dans le transfert de technologies, la conformité réglementaire et l'expansion sur les marchés. En partenariat avec des institutions financières locales telles que Standard Bank, Wepon a également mis en place des services de leasing pour les dispositifs médicaux de grande taille - y compris les équipements de CT et d'IRM - afin de faciliter l'accès des hôpitaux aux technologies avancées.

Les entreprises chinoises ont également participé activement au soutien technologique et au transfert de savoir-faire vers des partenaires locaux en Afrique. En Ouganda, Wondfo Biotech s'est associé à Microhaem Scientifics (MHS) pour établir une usine de fabrication de réactifs diagnostiques, opérationnelle depuis novembre 2023. Wondfo a fourni un soutien technologique pour diversifier les produits et obtenir la certification de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), renforçant ainsi la crédibilité de la production locale ougandaise. L'usine devrait générer plus de 1 500 emplois directs et 5 000 emplois indirects, consolidant les capacités de santé publique du pays et positionnant l'Ouganda comme un hub régional de production de dispositifs diagnostiques.¹⁵¹

4) Automobile

Le marché automobile africain devrait passer de 21,55 milliards de dollars américains en 2025 à 27,63 milliards de dollars américains d'ici 2030, avec un taux de croissance annuel composé (TCAC) de 5,1 %. Grâce à des réserves abondantes de matières premières critiques telles que le cuivre, le cobalt, la bauxite et le lithium, l'Afrique prend une place de plus en plus importante dans la chaîne de valeur automobile mondiale, surtout avec la hausse de la demande pour les véhicules électriques (VE).¹⁵² Au-delà

des matières premières, la production automobile repose sur des processus d'assemblage complexes - y compris la soudure de carrosserie, la fabrication, l'emboutissage, la production de chaînes de traction et de boîtes de vitesses, les systèmes de direction et l'électronique. Le secteur automobile possède donc un potentiel stratégique pour l'industrialisation de l'Afrique, favorisant à la fois la diversification économique et la création de valeur ajoutée.

Les entreprises automobiles chinoises sont devenues des partenaires clés dans le développement de l'industrie automobile africaine, tirant parti de la demande croissante, des politiques stratégiques et de l'intégration des chaînes de valeur régionales. First Automobile Works (FAW) fait partie des pionniers ayant évolué de l'exportation de véhicules à l'établissement d'usines locales et de réseaux de services intégrés. Présente en Afrique du Sud depuis 1994, FAW s'est associée à CADFUND pour construire une usine dans la Coega Industrial Development Zone, inaugurée en 2014. L'installation est aujourd'hui la plus grande et la plus avancée usine de fabrication de camions en Afrique australe. Début 2025, elle avait produit plus de 17 000 camions Jiefang, avec des ventes en 2024 dépassant 5 000 unités - soit une augmentation

¹⁵¹ CACLP In Vitro Diagnostic News, Assistance de Wondfo Biotech ! Rayonnement sur 300 millions de personnes : l'usine ougandaise est opérationnelle, le 10 décembre 2023, https://www.caclp.cn/article/?detail_11621.html.

¹⁵² Mordor Intelligence, 'Africa Automotive Market Size & Share Analysis - Growth Trends & Forecast' (Analyse de la taille et de la part du marché automobile en Afrique - Tendances de croissance et prévisions) (2025-2030), 2025, <https://www.mordorintelligence.com/industry-reports/africa-automotive-industry-outlook>.

de 31,9 % par rapport à l'année précédente - captant 18 % de part de marché.¹⁵³ Le camion tracteur haut de gamme JH6 de FAW s'est vendu à plus de 700 unités en avril 2024, soit une augmentation de 146 % par rapport à l'année précédente, surpassant les marques mondiales.¹⁵⁴ L'entreprise a également construit des entrepôts centralisés de pièces détachées et un réseau complet de vente et de service comprenant plus de 30 points de distribution en Afrique australe - y compris en Namibie, au Botswana, au Zimbabwe, en Zambie et au Mozambique - créant un écosystème de chaîne de valeur complet qui fournit des solutions de transport fiables pour soutenir la construction, la logistique et le commerce dans la région.

En Afrique de l'Ouest, le gouvernement de l'État de Lagos s'est associé à Guangzhou Automobile Group (GAC) en 2019 pour établir une usine d'assemblage en semi-knocked-down (SKD), opérationnelle depuis octobre 2022. L'installation de 3 000 m², hautement automatisée, a porté la capacité annuelle de 2 000 à 5 000 véhicules. Ce projet soutient l'industrialisation, la création d'emplois et le transfert de technologies, au service du Nigeria et du marché ouest-africain plus large.¹⁵⁵ Cette initiative s'inscrit dans la stratégie plus large de l'État de Lagos visant à industrialiser l'économie, générer des opportunités d'emploi et accélérer le transfert de technologies pour le Nigeria et la région ouest-africaine.

Ces exemples illustrent un virage stratégique des constructeurs automobiles chinois, passant de l'exportation de véhicules finis à la production localisée. Chery, par exemple, a rencontré des difficultés initiales en

Afrique du Sud mais est revenue sur le marché en 2021 avec le Tiggo 4 Pro. En avril 2023, elle a vendu 5 389 SUV, atteignant 19 971 unités en 2024 - soit une croissance de près de 1 440 % par rapport à 2014.¹⁵⁶ Sur la base de cet élan, en juin 2025, Chery a lancé ses premiers véhicules électriques et évalue désormais la mise en place d'une usine d'assemblage locale, reflétant comment un fort succès commercial encourage l'investissement dans la production localisée.¹⁵⁷ Ainsi, bien que l'augmentation des importations de véhicules manufacturés en provenance de Chine contribue au déficit commercial de l'Afrique, cette tendance n'est pas entièrement négative. Pour les entreprises chinoises, l'exportation de véhicules constitue un test de marché crucial : la performance des ventes et l'acceptation par les consommateurs guident la décision d'investir ou non dans une production locale. De cette manière, les importations initiales préparent le terrain pour une localisation future, soutenant à la fois le développement du marché et l'industrialisation dans les pays hôtes.

La disponibilité de composants fabriqués localement représente une opportunité tout aussi importante pour attirer des investissements en amont et en moyenne chaîne. L'Afrique du Nord - en particulier le Maroc - a rapidement émergé comme un pôle pour les investissements chinois dans les batteries lithium. Le vaste réseau d'accords de libre-échange du Maroc avec l'UE, la Turquie, les pays africains, les pays arabes, les États-Unis et le Canada en fait une porte d'entrée stratégique pour la chaîne d'approvisionnement des véhicules électriques (VE) chinois vers les marchés européens et nord-américains.

¹⁵³ Changchun Release, Ventes 2024 dépassant 5 000 unités ! FAW Jiefang remporte le championnat des ventes de camions en Afrique du Sud, Sina Finance, le 21 janvier 2025, <https://finance.sina.com.cn/roll/2025-01-21/doc-ineftrwv8533321.shtml>.

¹⁵⁴ Plateforme publique d'information des médias du Parti, FAW Jiefang : trente ans d'enracinement sur le marché sud-africain, la marque nationale brille de plus en plus, Toutiao, le 9 juin 2024, <https://www.toutiao.com/article/7378415980437029412>.

¹⁵⁵ Guo Chen, 5000 unités/an : achèvement de l'usine SKD africaine de GAC International, Autohome, le 30 octobre 2024, <https://m.autohome.com.cn/share/article/1268934-1>.

¹⁵⁶ Malcolm Libera, 'Chinese Car Giant Looking at Building a Factory in South Africa' (Le géant chinois de l'automobile envisage de construire une usine en Afrique du Sud), BusinessTech, le 10 juillet 2025, <https://businesstech.co.za/news/motoring/831089/chinese-car-giant-looking-at-building-a-factory-in-south-africa/>.

¹⁵⁷ Nqobile Dlodla, 'Chery Launches Omoda and Jaecoo Hybrid Electric SUVs in South Africa' (Chery lance les SUV hybrides électriques Omoda et Jaecoo en Afrique du Sud), Reuters, le 6 juin 2025, <https://www.reuters.com/world/africa/chery-launches-omoda-jaecoo-hybrid-electric-suvs-south-africa-2025-06-05/>.

Le pays détient également plus de 70% des réserves mondiales de phosphate, matière première clé pour les batteries lithium-fer-phosphate (LFP). À la mi-2024, le Maroc atteignait une capacité annuelle de production de 700 000 véhicules, devenant ainsi le deuxième producteur automobile du continent. Le secteur contribue désormais à hauteur de 22 % du PIB et génère 14 milliards de dollars américains d'exportations, avec un fort élan vers la production de VE.¹⁵⁸ En tant que fournisseur mondial clé pour les principaux fabricants de batteries - dont BYD, CATL, Volkswagen et Tesla - BTR New Material Group se distingue par ses projets à grande échelle de matériaux

pour batteries. En avril 2024, l'entreprise a lancé la construction d'une usine de matériaux cathodiques de 489 millions de dollars américains à Tangier Tech City, suivie d'un projet de matériaux anodiques de 360 millions de dollars américains en août 2024. Les deux usines, dont la capacité combinée atteint 110 000 tonnes, devraient être achevées d'ici 2026.¹⁵⁹ BTR vise également à produire plus de 90 % de son énergie grâce aux énergies renouvelables via une centrale photovoltaïque sur site, en ligne avec les objectifs de transition écologique du Maroc.¹⁶⁰

Encadré 15 : Gotion High-Tech : Construire un pôle africain de batteries pour véhicules électriques afin de relier la Chine, l'Afrique et l'Europe dans la fabrication verte

- **Entreprise** : Gotion High-Tech Co., Ltd.
- **Secteur** : fabrication de batteries
- **Couverture régionale** : Maroc (avec des débouchés vers les marchés européens et africains)
- **Type d'investissement et d'opération** : filiale locale avec une usine de production
- **Produits ou services principaux** : batteries de puissance pour véhicules à énergies nouvelles (NEV), y compris la production localisée de matériaux de cathode et d'anode.
- **Contribution à l'intégration régionale** : faciliter le transfert de technologies vers le Maroc, alors que celui-ci s'affirme comme un pôle régional pour l'industrie automobile et les industries vertes; ancrer une chaîne d'approvisionnement régionale intégrée dans le secteur des batteries, reliant les matières premières africaines, la production marocaine et les marchés européens.

En 2024, Gotion High-Tech, l'un des principaux fabricants chinois de batteries pour véhicules électriques, a lancé la construction de la première usine africaine de batteries pour véhicules électriques (VE) à grande échelle dans la zone franche atlantique de Kénitra, au Maroc. Avec un investissement prévu de plus d'1 milliard de dollars américains et une emprise de 100 hectares, ce projet vise à faire du Maroc un pôle stratégique de production de batteries, destiné à la fois aux marchés européens des VE et à l'écosystème industriel vert émergent en Afrique. L'usine sera développée en deux phases. D'ici au troisième trimestre 2026, la première phase devrait atteindre une capacité annuelle de 20 GWh, soit de quoi équiper environ 300 000 véhicules électriques. À l'issue de la deuxième phase, la capacité doublera pour atteindre

¹⁵⁸ Sam Metz, 'Morocco's Automotive Industry Shifts Gears to Prep for Electric Vehicle Era' (L'industrie automobile marocaine change de vitesse pour se préparer à l'ère des véhicules électriques), AP News, le 15 mai 2024, <https://apnews.com/article/morocco-automobile-industry-electric-vehicles-2981a049578c411b95b525752d243f93>.

¹⁵⁹ BTR, Base de BTR au Maroc : production simultanée de matériaux d'anode et de cathode pour l'export, propulsant l'innovation dans le secteur, le 13 août 2024, <https://www.btrchina.com/news/info.aspx?itemid=1242>.

¹⁶⁰ Le Quotidien du Peuple en ligne, À la découverte de Tangier Tech City au Maroc, le 20 février 2020, <http://world-app.people.cn/n1/2025/0220/c1002-40422163.html>.

40 GWh, faisant de ce site la plus grande base de production de batteries pour VE en Afrique. Au-delà de l'assemblage, l'usine intégrera des étapes clés de la chaîne de valeur des batteries, notamment la production localisée de matériaux de cathode et d'anode. Elle mettra également en œuvre des systèmes de fabrication intelligents afin de réduire les coûts et d'accroître sa compétitivité.¹⁶¹

L'investissement de Gotion au Maroc illustre un modèle « technologie chinoise + fabrication africaine + marché européen ». Il s'appuie sur l'écosystème automobile déjà bien établi du Maroc, qui accueille des fabricants mondiaux d'équipements d'origine (OEM) tels que Renault et Stellantis, et vise à s'intégrer aux réseaux d'approvisionnement régionaux. À terme, l'usine devrait servir de pivot pour une chaîne d'approvisionnement de batteries intégrée à l'échelle régionale, en s'approvisionnant en phosphate au Maroc et en cobalt dans des pays africains voisins comme la République démocratique du Congo, tout en réalisant des opérations de valorisation ajoutée sur le continent.

Le projet accorde également la priorité au capital humain et à la durabilité. Il devrait créer 2 300 emplois directs et plus de 5 000 emplois indirects tout en formant 200 ingénieurs marocains aux technologies avancées des batteries. Les plans incluent la mise en place de systèmes de recyclage des batteries et l'adoption de solutions de réutilisation de l'eau, en accord avec l'ambition du Maroc de devenir un leader régional de la fabrication verte. Grâce à une combinaison d'avantages fiscaux, de subventions foncières et à un investissement en fonds propres de 280 millions de dollars américains de la Caisse de Dépôt et de Gestion (CDG) du Maroc¹⁶², Gotion s'est positionnée pour approvisionner les marchés européens tels que l'Allemagne et la France. Ainsi, l'entreprise reconfigure les chaînes d'approvisionnement mondiales de batteries pour véhicules électriques et soutient l'entrée de l'Afrique dans les segments à forte valeur ajoutée de l'économie de l'énergie propre.

Au-delà du Maroc, les constructeurs automobiles chinois étendent leur présence dans tout le Nord de l'Afrique. En Algérie, des entreprises comme JAC, Chery et Geely obtiennent les autorisations nécessaires pour établir des sites de production locaux.¹⁶³ En Égypte, le partenariat entre GV Investments et le groupe FAW se concentre sur des véhicules électriques abordables destinés aux services de covoiturage, avec l'objectif d'atteindre 65 % de contenu local dans les 3 à 5 prochaines années, tout en positionnant l'Égypte comme un hub d'exportation vers l'Afrique, le Moyen-Orient, l'Europe et l'Amérique latine.¹⁶⁴

Le secteur de la fabrication de pneus attire une attention

croissante, l'usine de pneus pour motos de CCLE en Ouganda constituant un pionnier précoce. Établie en 2013 avec un investissement initial de 25 millions de dollars américains, l'usine domine désormais le marché ougandais avec une part de marché de 90 % et capte 60 % du marché élargi de l'Afrique de l'Est.¹⁶⁵ Plus récemment, les investissements chinois dans les pneus se sont accrus tant en échelle qu'en sophistication. Sentury Tire a inauguré une usine intelligente à Tanger, au Maroc, avec un investissement de 470 millions de dollars américains. D'ici octobre 2024, l'usine commencera sa production, avec une production annuelle prévue de 6 à 8 millions de pneus d'ici 2025, positionnant le Maroc comme un acteur clé dans le paysage régional de la

¹⁶¹ EnergyTrend, Gotion High-Tech lance la construction d' une usine de batteries de 20 GWh au Maroc, Sina Finance, le 30 mai 2025, <https://cj.sina.com.cn/articles/view/2122131425/http%3A%2F%2Fcj.sina.com.cn%2Farticles%2Fview%2F2122131425%2F7e7d27e100102csva>.

¹⁶² Gasgoo Auto, La construction de l' usine géante de Gotion High-Tech au Maroc va bientôt commencer, Gasgoo Auto News, le 27 mai 2025, <https://auto.gasgoo.com/news/202505/27170425920C108.shtml>.

¹⁶³ Chinese Automotive News, L' automobile chinoise contribue au déploiement d' une « empreinte verte » en Afrique, Tencent, le 10 septembre 2024, <https://news.qq.com/rain/a/20240910A07GLZ00>.

¹⁶⁴ Huang Peizhao, Les entreprises automobiles chinois soutiennent le développement de l' industrie des véhicules électriques en Égypte, Le Quotidien du Peuple en ligne, le 27 juin 2024, <https://world.people.com.cn/n1/2024/0627/c1002-40265274.html>.

¹⁶⁵ Zhuwaizhijia, Aventurer sur une terre brûlante : les péripéties africaines d' une usine de pneus, NetEase, le 12 septembre 2023, <https://www.163.com/dy/article/IEEM2EEM0528CJEP.html>.

fabrication de pneus.¹⁶⁶

Alors que le secteur automobile en Afrique continue de croître, soutenu par des investissements croissants dans des usines situées à des emplacements stratégiques, l'étape cruciale suivante consiste à développer une chaîne d'approvisionnement bien connectée. La circulation efficace des composants et des produits intermédiaires entre les pays favorisera un développement synergique tout au long de la chaîne de valeur, renforçant l'assemblage et la fabrication locaux et, en fin de compte, améliorant la compétitivité de l'industrie automobile africaine.

5) Textile et habillement

L'Afrique est un producteur majeur de matières premières, le coton étant cultivé dans 37 pays. Ses fibres naturelles diversifiées et de haute qualité offrent un avantage stratégique pour le développement d'une industrie de la mode et du textile compétitive. Cependant, ce potentiel reste largement inexploité, plus de 81 % du coton africain étant exporté sous forme brute plutôt que transformé localement.¹⁶⁷ La capacité limitée dans les processus de transformation en amont - tels que le filage, le tissage et le tricotage - demeure un goulot d'étranglement critique. Les

données pré-ZLECAf (2017-2019) montrent que l'Afrique représentait moins de 2 % de la capacité mondiale à ces étapes. Alors que le continent contribue à environ 15 % des exportations mondiales de coton, sa part dans les exportations mondiales de fils (2%), de tissus (2%) et de vêtements (3%) est beaucoup plus faible. Quelques pays africains ont développé des industries textiles et de l'habillement, mais celles-ci restent largement dépendantes des tissus importés.¹⁶⁸

L'investissement chinois dans le secteur africain du textile et de l'habillement possède une longue tradition, bien antérieure à l'actuelle dynamique d'intégration régionale. Un exemple emblématique est le Huajian Group, qui a lancé son usine de chaussures en 2012, avant de développer la Huajian International Light Industry City - un complexe de 130 hectares employant plus de 30 000 personnes.¹⁶⁹ Ces investissements ont jeté les bases du développement des compétences locales, du transfert de technologies et de la création d'emplois dans les pays partenaires. Au fil du temps, ils ont évolué pour devenir des opérations à grande échelle, avec des niveaux croissants d'automatisation et d'intégration.

¹⁶⁶ Xuda Wang, L'usine Sentury au Maroc est officiellement mise en production, Tyrepress Chine, le 7 octobre 2024, <https://www.tyrepress-china.com/2024/10/sentury-morocco-factory-officially-put-into-production/>.

¹⁶⁷ UNESCO, The African Fashion Sector: Trends, Challenges & Opportunities for Growth (Le secteur de la mode en Afrique : tendances, défis et opportunités de croissance) (2023), <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000387230>.

¹⁶⁸ Lindsay Whitfield et Chema Triki, Current Capabilities and Future Potential of African Textile and Apparel Industries (Capacités actuelles et potentiel futur des industries africaines du textile et de l'habillement), Note de politique n° janvier 2023 (Centre for Business and Development Studies, 2023), <https://research.cbs.dk/en/publications/current-capabilities-and-future-potential-of-african-textile-and->.

¹⁶⁹ Zhonghua Net, Huajian Group : contribuer à accélérer la modernisation de l'industrie automobile égyptienne avec GAC, le 25 mai 2025, https://m.life.china.com/2025-05/23/content_443635.html.

Encadré 16 : King Deer : l'avantage du précurseur au service de l'industrialisation textile de Madagascar

- **Entreprise** : Inner Mongolia King Deer Cashmere Group
- **Secteur** : textile et habillement (cachemire)
- **Couverture régionale** : Madagascar
- **Type d'investissement et d'opération** : filiale locale avec usine de production
- **Principaux produits ou services** : production de vêtements en cachemire, formation de la main-d'œuvre, et systèmes de gestion numérique intégrés
- **Contribution à l'intégration régionale** : renforce la chaîne de valeur textile locale en reliant la production aux marchés mondiaux et en développant une main-d'œuvre qualifiée pour soutenir une montée en gamme industrielle plus large

King Deer, l'un des principaux producteurs de cachemire en Chine, illustre l'avantage du premier entrant des entreprises chinoises dans le secteur textile en Afrique. En 1997, avant l'adhésion de la Chine à l'OMC, les quotas à l'exportation sur le cachemire limitaient la croissance de l'entreprise. Pour contourner ces restrictions, King Deer a établi son premier centre de production et de vente à l'étranger à Madagascar.

Au cours des 28 dernières années, l'entreprise s'est étendue à cinq usines modernes couvrant 48 000 mètres carrés, équipées de 252 machines à tricoter entièrement automatisées et de 3 070 dispositifs de production auxiliaires, avec une capacité de production annuelle de 2 millions de produits en cachemire. En 2018, King Deer a introduit un système complet de planification des ressources de l'entreprise (ERP), reliant de manière transparente ses opérations à Madagascar à son siège en Chine via un réseau haut débit de 100 M. Cette intégration numérique permet une gestion des tâches en temps réel, un suivi précis de la production, un calcul exact des salaires et un contrôle qualité renforcé, témoignant d'un haut niveau de professionnalisation opérationnelle.¹⁷⁰

Aujourd'hui, la filiale malgache de King Deer exporte plus de 100 millions de dollars américains de produits chaque année et emploie plus de 3 300 travailleurs, dont plus de 99 % sont des employés locaux. Depuis sa création, l'entreprise a formé plus de 20 000 professionnels du textile : certains sont devenus des membres clés du personnel de l'entreprise, tandis que d'autres ont occupé des postes techniques ou de direction essentiels dans d'autres entreprises locales, contribuant ainsi au développement global de l'industrie textile à Madagascar.¹⁷¹

Il convient de noter que le secteur textile est désormais le plus grand employeur manufacturier à Madagascar. King Deer et d'autres entreprises chinoises du textile représentent ensemble près de 20 % de l'emploi national et environ un tiers de la production industrielle, soulignant leur rôle central dans l'accélération de l'industrialisation locale et l'intégration de Madagascar dans les chaînes de valeur mondiales du textile.¹⁷²

C&D Products Rwanda Ltd, fondée en 2019, est passée d'une seule usine à quatre, devenant ainsi le plus grand fabricant de vêtements du Rwanda et la plus grande base de production de vestes en Afrique. En 2023, C&D a produit entre 2,5 et 3 millions de vêtements, dont 90 % ont été exportés vers l'Europe et l'Amérique du

Nord, générant environ 6,9 millions de dollars américains de valeur à l'exportation. Les politiques favorables à l'investissement au Rwanda, telles que la mise à disposition gratuite d'espaces d'usine dans la zone franche de Kigali, ainsi que les coûts de main-d'œuvre compétitifs, ont été des facteurs clés de sa croissance.

¹⁷⁰ Hao Jie et Meng Wenli, King Deer Cachemire implanté en Afrique depuis des décennies : en 2018, les devises générées étaient le double de l'investissement, NetEase, le 24 septembre 2019, <https://www.163.com/dy/article/EPR3KPM605508UEO.html>.

¹⁷¹ Li Zhuoqun et Li Yahui, Histoires de la Ceinture et de la Route | Le cachemire chinois aide Madagascar à tisser un nouveau paysage industriel, Portail de la Ceinture et la Route, le 30 juin 2025, <https://www.yidaiyilu.gov.cn/p/01UVA50T.html>.

¹⁷² Li Zhuoqun et al., [Voir et Entendre] Les entreprises textiles chinoises contribuent à accélérer le processus d'industrialisation à Madagascar, Xinhua Finance - China Financial Information Network, le 10 mai 2025, https://www.cnfin.com/gs-lb/detail/20250510/4230933_1.html.

La stratégie de C&D repose fortement sur l'exportation. Bien que l'entreprise fournisse des uniformes aux services gouvernementaux rwandais dans le cadre de l'initiative « Made in Rwanda », elle limite volontairement son attention au marché intérieur. En raison de la petite taille du marché local et du faible pouvoir d'achat, C&D estime que concurrencer localement pourrait nuire à la croissance de petites entreprises locales. Au lieu de cela, l'entreprise exploite son efficacité et son envergure pour dominer les marchés internationaux, notamment en Europe et en Amérique du Nord, où elle peut maintenir sa compétitivité en termes de coûts.¹⁷³ Cette orientation stratégique minimise les impacts négatifs sur l'industrie locale rwandaise tout en maximisant la croissance des exportations.

En Éthiopie, Orient International Group - l'un des plus grands exportateurs textiles chinois - lance son premier projet greenfield à l'étranger en novembre 2021, en établissant une base de production de pulls. Malgré des défis tels que les perturbations logistiques dues à la COVID-19 et la suspension de l'Éthiopie du programme AGOA en 2022, l'usine a exporté 1,5 million d'unités dès sa première année. L'usine produit principalement des pulls basiques destinés aux marchés européens et africains de milieu et bas de gamme, en nouant des partenariats avec des grands distributeurs tels que LIDL, ADIL, KIK, GEMO et Tendam. Sur le plan national, elle s'est alignée sur les priorités du gouvernement éthiopien et a reçu des commandes de plus de 230 000 uniformes scolaires. Les récentes améliorations infrastructurelles de 2024 devraient porter la capacité de production à 4

millions d'unités par an.¹⁷⁴

D'après ce qui précède, il est évident que les exportations africaines de vêtements restent fortement orientées vers l'Europe et l'Amérique du Nord, largement influencées par l'AGOA et les accords commerciaux UE-Afrique du Nord. Par exemple, l'Éthiopie a généré plus de 525 millions de dollars US dans le cadre de l'AGOA avant les sanctions américaines en 2021.¹⁷⁵ Cependant, l'incertitude liée à ces préférences souligne la nécessité de réduire la dépendance aux marchés externes. La ZLECAf offre une voie à long terme pour bâtir des chaînes de valeur textiles et vestimentaires résilientes et diversifiées au sein de l'Afrique. Pour réaliser ce potentiel, il est nécessaire de développer des bases de production régionales et d'impliquer des investisseurs chinois, tandis que les plans nationaux et continentaux doivent clairement identifier les lacunes de capacité - de la transformation des fibres à la fabrication des vêtements - afin d'orienter stratégiquement les investissements.

6) Produits chimiques

Le secteur des produits chimiques en Afrique englobe les produits agrochimiques, les pétrochimiques et les produits de soins ménagers et personnels, ce qui en fait un élément central de la croissance industrielle, de la productivité agricole et des marchés de consommation. Le marché africain des produits chimiques devrait presque doubler, passant de 100 milliards de dollars américains en 2024 à 230 milliards de dollars américains d'ici 2030 (TCAC 6,9 %)¹⁷⁶, tandis que le marché pétrochimique¹⁷⁷ devrait passer de 17,3 milliards de dollars américains en 2023

¹⁷³ Lin Dongyun, « Sortir » d' Afrique : la stratégie commerciale à succès de C&D, Tencent News, le 7 septembre 2023, <https://news.qq.com/rain/a/20230907A069N000>.

¹⁷⁴ Tang Jie, Entreprises publiques à l' étranger | Orient International : tisser la « Nouvelle Route de la Soie » sino-africaine dans le cadre de la Ceinture et la Route, Sina Finance, le 10 février 2025, <https://finance.sina.com.cn/roll/2025-02-10/doc-ineiyff4058033.shtml>.

¹⁷⁵ Aschale Tesfahun Kebede et al., 'US Sanctions on AGOA: A Political Economy Analysis of Ethiopian Trade Development Challenges and Prospects' (Sanctions américaines sur l' AGOA : une analyse en économie politique des défis et perspectives du développement commercial éthiopien), Insight on Africa, le 8 juin 2025, 09750878251338070, <https://doi.org/10.1177/09750878251338070>.

¹⁷⁶ 6Wresearch, 'Africa Chemicals Market | Analysis & Outlook 2031' (Marché des produits chimiques en Afrique : Analyse et perspectives jusqu' en 2031), août 2022, <https://www.6wresearch.com/industry-report/africa-chemicals-market-outlook>.

¹⁷⁷ Le marché pétrochimique couvre des produits plus spécialisés tels que le méthanol, l' éthylène, le propylène, le flux C4, le benzène, le toluène et le xylène (des intrants essentiels pour les plastiques, le caoutchouc, les adhésifs, les peintures, les colorants et les produits pharmaceutiques).

à 24 milliards de dollars américains d'ici 2029, pouvant dépasser 40 milliards de dollars américains d'ici 2035.¹⁷⁸ Malgré des ressources naturelles abondantes, une grande partie du continent reste dépendante des importations en raison d'une production domestique limitée.¹⁷⁹ Même les principaux exportateurs de pétrole brut comme le Nigeria, l'Angola et la Zambie manquent d'infrastructures adéquates de raffinage et de pétrochimie, exposant des lacunes critiques dans le développement industriel en aval. Des défis similaires existent dans les agrochimiques. À la fin de 2022, l'Afrique produisait environ 30 millions de tonnes métriques d'engrais par an - soit le double de sa consommation - mais près de 90 % des engrais utilisés en Afrique subsaharienne étaient importés, principalement de l'extérieur du continent.¹⁸⁰ Selon l'African Fertilizer and Agribusiness Partnership (AFAP), plus de 40% des sols africains souffrent d'une carence en nutriments due à une application insuffisante d'engrais. Pour de nombreux petits exploitants agricoles, le coût des engrais synthétiques reste prohibitivement élevé.¹⁸¹

Dans ce contexte, les entreprises chinoises s'implantent de plus en plus dans la chaîne de valeur des produits chimiques en Afrique. Au cours des deux dernières décennies d'activités sur le continent, la China National

Chemical Engineering Group Corporation (CNCEC) a signé plus de 100 projets dans 18 pays, pour une valeur contractuelle totale dépassant 15 milliards de dollars américains.¹⁸² L'un de ses projets les plus emblématiques et transformateurs de ces dernières années est la raffinerie Dangote, située dans la zone franche de Lekki, au Nigeria. Cette installation est la plus grande raffinerie de pétrole d'Afrique et la plus grande raffinerie à unité de distillation unique au monde. Mise en service en janvier 2024, la raffinerie est à la fois la plus importante d'Afrique et la plus vaste installation monoligne au niveau mondial. Construite grâce aux techniques d'ingénierie avancées de la Chine, elle devrait couvrir la demande intérieure de carburant du Nigeria tout en exportant environ 40 % de sa production.¹⁸³ En plus de la production de carburants, le complexe intègre une production pétrochimique, avec une capacité annuelle de 850 000 tonnes de polypropylène et de 500 000 tonnes de polyéthylène. Il est à noter que, depuis son lancement, la raffinerie a également commencé à s'approvisionner en pétrole brut auprès d'autres pays africains, tels que l'Angola, le Ghana et la Guinée équatoriale, soulignant ainsi son potentiel en tant que pôle régional pour le raffinage et le traitement pétrochimique.¹⁸⁴

¹⁷⁸ Ashwini Moharir, 'The Global Petrochemical Market Size Will Be USD 625142.2 Million in 2024.' (La taille du marché pétrochimique mondial atteindra USD 625 142,2 millions en 2024.), Cognitive Market Research, juin 2025, <https://www.cognitivemarketresearch.com/petrochemicals-market-report>.

¹⁷⁹ Au-delà du pétrole brut et du gaz, le continent détient d'importantes réserves de phosphate - particulièrement au Maroc, qui représente plus de 70 % des réserves mondiales - ainsi que de la soude provenant du Kenya et des matières premières oléochimiques telles que l'huile de palme, l'huile de coco et d'autres huiles naturelles d'Afrique de l'Ouest et centrale.

¹⁸⁰ David Malpass, 'A Transformed Fertilizer Market Is Needed in Response to the Food Crisis in Africa' (Un marché des engrais transformé est nécessaire en réponse à la crise alimentaire en Afrique), World Bank Blogs, le 21 décembre 2022, <https://blogs.worldbank.org/en/voices/transformed-fertilizer-market-needed-response-food-crisis-africa>.

¹⁸¹ Kiptoo Kosgei, 'Largest Fertiliser-Producing Countries in Africa and Their Output' (Les plus grands pays producteurs d'engrais en Afrique et leur production) The Exchange, le 22 août 2022, <https://theexchange.africa/industry-and-trade/list-of-largest-fertiliser-producing-countries-in-africa-and-their-output/>.

¹⁸² China National Chemical Engineering Group Corporation, CNCEC en Afrique !, The Paper, le 4 septembre 2024, https://m.thepaper.cn/news-Detail_forward_28632218.

¹⁸³ Xue Shihua, La plus grande raffinerie d'Afrique mise en production au Nigeria, Sinopec News, le 26 janvier 2024, http://www.sinopecnews.com.cn/xnews/content/2024-01/26/content_7087779.html.

¹⁸⁴ Adekunle Agbetiloye, 'Dangote Refinery to Process 100% Nigerian Crude by End of 2025' (La raffinerie Dangote traitera 100 % du brut nigérian d'ici fin 2025), Business Insider Africa, le 8 juillet 2025, <https://africa.businessinsider.com/local/markets/dangote-refinery-to-process-100-nigerian-crude-by-end-of-2025/57kpkjt>.

Parallèlement au raffinage et à la pétrochimie, les entreprises chinoises jouent également un rôle de plus en plus important dans le renforcement de la production d'engrais en Afrique - un secteur vital pour relever les défis liés à la productivité agricole. Au Zimbabwe, Fertop Agriculture a inauguré en 2024 une usine de 10 millions de dollars américains, financée par Heliconvest Investments Ltd., avec une capacité de 300 tonnes par jour.¹⁸⁵ Cette installation réduit la dépendance aux importations tout en améliorant l'accessibilité des engrais pour les agriculteurs locaux.¹⁸⁶ En Zambie, la filiale de la CNCEC, China Wuhuan Engineering, construit la première usine moderne d'urée d'Afrique de l'Est pour United Capital Fertilizer. Avec une production annuelle

de 300 000 tonnes, le projet combine construction et transfert de technologie et, une fois opérationnel, réduira considérablement la dépendance de la région vis-à-vis des engrais importés.¹⁸⁷ À une échelle plus large, la Algeria-China Fertilizer Company a lancé en mars 2022 un projet phare de 7 milliards de dollars américains dans le domaine des engrais et produits chimiques à base de phosphate. Cette coentreprise réunit, côté chinois, China Wuhuan et Yunnan Tian'an Chemical Co. Ltd., et côté algérien, ASMIDAL (Groupe des engrais et produits phytosanitaires) et MANAL (Groupe national minier). Cette initiative devrait positionner l'Algérie comme un pôle compétitif des agrochimiques phosphatés, au service des marchés africains comme des marchés d'exportation.¹⁸⁸

Encadré 17 : Wynca Group : Construire un pôle agrochimique en Afrique de l'Ouest grâce à la production locale et au transfert de technologie

- **Entreprise** : Wynca Group
- **Secteur** : chimie
- **Couverture régionale** : principalement l'Afrique de l'Ouest, avec des usines de production au Ghana et au Nigeria
- **Type d'investissement et opérations** : acquisition d'une entreprise locale, investissement dans des filiales locales disposant d'usines de production
- **Produits ou services principaux** : formulations agrochimiques (herbicides, insecticides, fongicides), équipements agricoles (pulvérisateurs, technologies d'application par drone)
- **Contribution à l'intégration régionale** : combler les lacunes critiques de l'offre locale en intrants agricoles, construire la première base de production agrochimique moderne en Afrique de l'Ouest et exploiter les réseaux commerciaux transfrontaliers pour desservir les marchés voisins tout en offrant une formation technique pour améliorer la productivité agricole.

Wynca Group est entré en Afrique de l'Ouest en 2009 en acquérant une participation de 70 % dans Sunshine Agrochemical Company au Ghana, posant ainsi les bases d'opérations localisées. En 2012, le groupe a créé la première usine moderne de formulation agrochimique d'Afrique de l'Ouest, introduisant la première ligne de production automatisée de la région et transformant le Ghana en un centre de production d'intrants agricoles. Au cours de la dernière décennie, l'entreprise est passée de la production d'un seul type de pesticide à près de

¹⁸⁵ Zhang Baoping, Les entreprises chinoises contribuent à l'industrialisation et à la modernisation agricole du Zimbabwe, Xinhua Silk Road, le 28 avril 2024, <https://www.imsilkroad.com/news/p/521240.html>.

¹⁸⁶ Desire Tshuma, 'Fertop Agriculture Fertilizer Plant Commissioned In Norton' (Mise en service de l'usine d'engrais Fertop Agriculture à Norton), The Observer Zim, le 21 avril 2024, <https://theobserverzim.co.zw/2024/04/21/fertop-agriculture-fertilizer-plant-commissioned-in-norton/>.

¹⁸⁷ China Wuhuan, Signature d'un projet d'engrais en Zambie : création du premier projet moderne d'urée en Afrique de l'Est, The Paper, le 9 décembre 2022, https://www.thepaper.cn/newsDetail_forward_21096825.

¹⁸⁸ Wu Tianyu, Signature par une entreprise chinoise d'un projet intégré de phosphate en Algérie, Xinhua, le 23 mars 2022, https://www.news.cn/world/2022-03/23/c_1128497112.htm.

100 produits agrochimiques - comprenant des herbicides, insecticides et fongicides - avec une capacité de production annuelle atteignant 30 000 tonnes. Aujourd'hui, Wynca contrôle plus de 40 % du marché agrochimique ouest-africain, avec des canaux de distribution couvrant la Côte d'Ivoire, le Togo, le Bénin et le Nigeria, ce qui en fait le plus grand fournisseur chinois d'agrochimiques dans la région.

Au-delà de la production, Wynca a développé un écosystème de services régional complet. Le groupe a mis en place une plateforme de commerce électronique transfrontalière et un entrepôt sous douane au Ghana, intégrant plus de 40 entreprises chinoises dans un « complexe d'opérations agricoles » offrant des services d'entreposage, de logistique et de livraison du dernier kilomètre à travers l'Afrique de l'Ouest.¹⁸⁹ Cette innovation logistique a réduit les coûts d'exportation et amélioré la fiabilité, positionnant le Ghana comme un hub de distribution stratégique.

Wynca accorde également une grande importance au transfert de technologie et au renforcement des capacités. Chaque année, l'entreprise organise des centaines de sessions de formation pour les agriculteurs - touchant 250 000 participants par an - couvrant les techniques d'application des pesticides, la gestion intégrée des ravageurs et les stratégies de protection des cultures. Sa « Solution maïs à haut rendement » a permis aux agriculteurs d'augmenter leurs rendements et leurs revenus de 450 à 810 cedis ghanéens par acre¹⁹⁰, tandis que l'introduction des technologies de pulvérisation par drone a modernisé les pratiques agricoles et réduit les coûts des intrants.¹⁹¹

En combinant production localisée, intégration commerciale régionale et innovation agricole, le modèle de production de Wynca a étendu son influence à travers l'Afrique de l'Ouest, transformant le Ghana en un hub régional pour la distribution et le commerce des intrants agricoles - un modèle qui soutient à la fois la modernisation agricole et une intégration régionale plus approfondie.

Les produits chimiques ménagers - allant des détergents et savons aux cosmétiques et produits de soin personnel - émergent comme un sous-secteur prometteur de l'industrie chimique africaine. La demande est stimulée par l'urbanisation rapide, la croissance des marchés consommateurs et une sensibilisation accrue à la santé publique. Localiser la production tout au long de la chaîne de valeur - depuis la saponification et la formulation jusqu'au conditionnement et au branding - permet non seulement aux économies africaines de capter une plus grande part de la valeur finale, mais renforce également la sécurité de l'approvisionnement et consolide la base industrielle pour le secteur plus large des biens de consommation courante à rotation rapide (FMCG).

Les entreprises chinoises ont été des pionnières dans ce domaine, investissant dans des capacités de production avant même l'entrée en vigueur de la ZLECAf. En Angola, Nice Group s'est appuyé sur près d'une décennie de commerce avec son partenaire local NAKFA Comércio e Indústria Lda pour créer une coentreprise en 2019. Son usine dans la zone économique spéciale Luanda-Bengo, mise en service en mars 2020, fut la première usine angolaise de produits chimiques ménagers à investissement chinois, avec une capacité initiale de 20 000 tonnes de détergent par an. La coentreprise exploite la base de clients déjà établie par Nice en Angola tout en positionnant l'entreprise pour étendre ses exportations vers les marchés régionaux.¹⁹² Une trajectoire similaire se dessine au Nigeria, où Longrich est passé du

¹⁸⁹ Meng Jing, Le soleil se répand en Afrique, CCIN News, le 11 septembre 2023, <https://www.ccin.com.cn/detail/43566258d8759f94d-f46859008555a9d/news>.

¹⁹⁰ Wynca Group, « Hé, WE GO Afrique ! Traverser des milliers de kilomètres pour dessiner ensemble une belle vision de la Ceinture et la Route », Wynca, le 6 septembre 2024, <https://www.wynca.com/infos/index/872.html>.

¹⁹¹ AgroPages World Agrochemical Network, « Wynca développe des activités de drones au Ghana : le rendement du maïs local double », World Agrochemical Network (version chinoise), le 15 août 2017, <https://cn.agropages.com/News/NewsDetail---14797.htm>.

¹⁹² Lusa Verangola, 'Chinese Cleaning Products Group Expands Factory in Angola' (Le groupe chinois de produits de nettoyage étend son usine en Angola), VerAngola, le 7 mai 2021, <https://www.verangola.net/va/en/052021/Industry/25392/Chinese-cleaning-products-group-expands-factory-in-Angola.htm>.

développement de réseaux de distribution à la production localisée. Après l'ouverture de sa première succursale africaine au Cameroun en 2011, l'entreprise a inauguré une usine moderne dans la zone franche de Lekki en 2021. Produisant des compléments alimentaires, des cosmétiques et des produits d'entretien, l'usine sert désormais de hub régional pour le Nigeria, l'Afrique du Sud, le Cameroun et la République du Congo.¹⁹³

Ces exemples illustrent comment les investisseurs chinois ont déjà joué un rôle de pionniers dans les industries chimiques africaines, en intégrant à leurs stratégies des gains d'efficacité, une réactivité au marché et un transfert de technologie. Parallèlement, la localisation de la production contribue à réduire la dépendance aux importations, à créer des emplois qualifiés et à renforcer les liens avec les écosystèmes manufacturiers plus larges.

7) Zones économiques spéciales (ZES)

Les zones économiques spéciales (ZES) jouent un rôle unique dans le paysage industriel africain, se distinguant des secteurs individuels en créant des pôles géographiquement concentrés où les infrastructures, les politiques et les cadres réglementaires sont spécifiquement conçus pour accélérer la croissance manufacturière et orientée vers l'exportation. Dans les ZES, les gouvernements offrent généralement un ensemble intégré comprenant des services publics améliorés, des procédures douanières simplifiées, des politiques fiscales et des services d'investissement dédiés et centralisés. L'expérience mondiale - et en particulier les ZES pionnières de la Chine - démontre que ces zones peuvent catalyser de puissantes synergies : en regroupant des entreprises de secteurs connexes, elles favorisent le clustering et les transferts technologiques, permettant aux entreprises locales d'absorber le savoir-faire et

l'innovation étrangers. Les améliorations d'infrastructures intégrées aux zones - telles que les corridors logistiques ou les centrales électriques sur site - réduisent davantage les coûts et renforcent la compétitivité.

En Afrique, les ZES se sont multipliées au cours des deux dernières décennies. Selon la CNUCED, certains pays ont consolidé des programmes de longue date (notamment l'Égypte, le Maroc, l'Afrique du Sud et l'Éthiopie), tandis que d'autres ont lancé de nouvelles zones pour attirer les IDE et stimuler la restructuration industrielle¹⁹⁴. Une enquête récente de la CNUCED auprès de représentants de ZES a identifié la Chine comme principale source d'investissement dans les zones africaines, soulignant la manière dont les acteurs chinois ont exploité ces environnements adaptés pour ancrer leurs projets industriels.¹⁹⁵

L'engagement de la Chine dans les ZES africaines remonte au milieu des années 2000, lorsque ces zones ont été identifiées comme des instruments clés de la transformation industrielle dans le cadre des engagements de la FOCAC suite au Sommet de Beijing de 2006. Le premier jalon a été le lancement, en 2007, de la Zone de coopération économique et commerciale Chine-Zambie. Depuis lors, le modèle s'est étendu à travers diverses structures et partenariats. On peut citer, entre autres, le parc industriel de l'Est dans le cluster de Hawassa en Éthiopie, développé par Jiangsu Yongyuan Investment Co.; la Zone de coopération économique et commerciale Chine-Égypte TEDA Suez, financée par Tianjin Economic-Technological Development Area Investment Holdings avec le soutien du China-Africa Development Fund; et la zone franche de Lekki au Nigeria, développée conjointement par China-Africa Lekki Investment Ltd (CALIL), le gouvernement de l'État de

¹⁹³ Studio Mammouth, Times Weekly, Longrich s' aventure en Afrique : explorer les marchés étrangers et promouvoir le « Made in China », Sina Finance, le 20 mai 2022, <https://finance.sina.cn/chanjing/gsxw/2022-05-20/detail-imcwipik0943549.d.html>.

¹⁹⁴ Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), Handbook on Special Economic Zones in Africa: Towards Economic Diversification Across the Continent (Manuel des zones économiques spéciales en Afrique : Vers une diversification économique à l' échelle du continent) (2021).³⁷

¹⁹⁵ Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), Special Economic Zones & African Continental Free Trade Agreement: Results from a Continent-Wide Survey (Zones économiques spéciales et Accord de libre-échange continental africain : Résultats d' une enquête à l' échelle du continent) (2021).

Lagos et Lekki Worldwide Investments Ltd. En tirant parti des avantages comparatifs locaux, ces ZES ont favorisé la formation de clusters sectoriels couvrant le textile et l'habillement, les matériaux de construction, la chimie et la fabrication automobile.

Un exemple marquant de la manière dont les ZES peuvent catalyser des écosystèmes industriels est le parc industriel Hisense en Afrique du Sud, créé en 2013, au cours de la première année de l'Initiative la Ceinture et la Route. En 2024, à la veille de la FOCAC9, le parc avait créé plus de 1 000 emplois directs et étendu sa portée commerciale au-delà de l'Afrique du Sud, exportant téléviseurs et réfrigérateurs vers plus de 20 pays africains - notamment Madagascar, le Mozambique et le Zimbabwe - tout en augmentant régulièrement sa part de marché domestique. Au cœur de ce succès se trouve l'engagement actif de Hisense auprès des fournisseurs locaux. En Chine, l'entreprise utilise un procédé de stratification qui permet de réaliser la production des cuves de réfrigérateur et le montage de la base en un seul cycle, rendant possible une livraison le jour même. En Afrique du Sud, cependant, les fournisseurs utilisaient des méthodes traditionnelles qui allongeaient les délais de livraison à trois jours. Pour combler cet écart d'efficacité, Hisense a initié les entreprises locales au procédé de stratification par le biais de démonstrations techniques et d'analyses coûts-avantages. En avril 2024, une entreprise d'emballage avait adopté avec succès la technologie, devenant la première en Afrique du Sud à appliquer la stratification à la production de composants de réfrigérateur. En août 2024, 13 entreprises locales avaient été intégrées à la chaîne d'approvisionnement de Hisense avec des technologies, des procédés et des équipements modernisés. Ces efforts ont permis

d'accroître la capacité de production du parc, passant de 550 000 unités en 2013 à 1,5 million d'unités en 2024, générant un quintuplement du chiffre d'affaires tout en améliorant considérablement l'efficacité.¹⁹⁶

Les investissements chinois dans les ZES se sont également de plus en plus orientés vers les industries de biens de consommation afin de réduire les coûts et d'accroître l'accessibilité pour les populations locales. Le parc industriel Chine-Ouganda de Mbale, développé par Tian Tang Group et opérationnel depuis 2018, illustre ce changement. En 2024, le parc avait attiré plus de 40 entreprises et créé plus de 5 000 emplois dans divers secteurs - notamment les appareils électroménagers, la chimie, le textile d'ameublement, les matériaux de construction, la pharmacie et la fabrication automobile. L'une de ses entreprises phares, Mingzhu Technology, a transformé le marché ougandais des LED en produisant 3 millions d'ampoules et tubes lumineux par an, remplaçant ainsi une dépendance quasi totale aux importations. Pour soutenir ses industries, le parc investit également dans le développement des compétences via une base de formation professionnelle Atelier Luban, dotant les travailleurs de savoir-faire en montage, automatisation électrique et usinage CNC. Complétant cet écosystème, Tian Tang a créé UHome, une chaîne de distribution approvisionnant directement en appareils le parc industriel de Mbale. Ce modèle intégré « produire-et-vendre » raccourcit les chaînes d'approvisionnement, réduit les prix pour les consommateurs et améliore l'accès aux produits essentiels. Le parc a en outre incubé plusieurs marques ougandaises de téléviseurs et de smartphones, illustrant comment les ZES peuvent non seulement localiser la production mais aussi nourrir des marques locales dans le paysage des biens de consommation africain.¹⁹⁷

¹⁹⁶ Lin Ziyi et Hou Linliang, Parc industriel Hisense en Afrique du Sud : un parcours de 11 ans, un nouveau chapitre s'ouvre dans la coopération sino-africaine, Guangming Online, https://tech.gmw.cn/2024-09/02/content_37537892.htm.

¹⁹⁷ Jin Zheng et Nie Zuguo, Pourquoi ce parc industriel chinois axé sur le « Made in Africa » séduit tant, Portail de la Ceinture et la Route, le 19 mai 2024, <https://www.yidaiyilu.gov.cn/p/08453718.html>.

Encadré 18 : Le parc industriel de Mbale : Promouvoir les pratiques durables dans l'industrie manufacturière africaine

Le parc industriel Chine-Ouganda de Mbale concrétise l'ambition du « Made in Africa » en intégrant la gouvernance verte et des infrastructures durables dans sa conception, se positionnant comme un modèle de la manière dont les futurs pôles manufacturiers africains peuvent concilier la croissance industrielle et la responsabilité environnementale. Ces avancées ont été soutenues par un investissement de 2,5 millions de dollars américains (environ 9 milliards UGX) provenant des acteurs chinois, destiné à construire des systèmes avancés de contrôle de la pollution et de purification de l'eau - une étape importante pour améliorer la santé environnementale dans la sous-région d'Elgon en Ouganda.

Au cœur de cette transformation se trouve Nice Textile Limited, qui a mis en place des systèmes en boucle fermée pour relever deux des défis les plus pressants de l'industrie textile : la pollution de l'eau et de l'air. Les eaux usées issues du teinture et du lavage sont collectées, traitées à travers plusieurs étapes chimiques, puis réutilisées dans la production - réduisant ainsi de manière significative la consommation d'eau douce. Pour la qualité de l'air, un système de purification des fumées filtre les émissions industrielles denses pour les transformer en gaz d'échappement propres, réduisant fortement la pollution particulaire.

La stratégie environnementale du parc s'étend également au-delà des murs des usines. Situé dans une zone sujette aux inondations, il a investi dans des canaux de drainage des eaux pluviales et des systèmes intégrés de gestion de l'eau, protégeant à la fois les opérations industrielles et les communautés environnantes - démontrant comment les parcs industriels peuvent être à la fois des moteurs de résilience climatique et de croissance économique.¹⁹⁸

L'élan du développement des ZES en Afrique s'accélère, avec de nouvelles zones en construction reflétant à la fois des stratégies de diversification et de spécialisation. Certaines zones adoptent un modèle global, regroupant des industries dans l'agriculture, les biens de consommation et la production manufacturière afin de créer des écosystèmes intégrés. D'autres privilégient une approche sectorielle pour consolider les avantages compétitifs dans des industries où les investisseurs possèdent une expertise. Un exemple récent de cette dernière approche est la Zone de coopération économique Jiangxi en Zambie, lancée en octobre 2023 après cinq ans de développement. Dirigée par Jiangxi International Economic and Technical Cooperation Co. Ltd., et cofinancée par Jiangxi Copper Group, Jiangxi State-Owned Capital Operation Holdings et quatre autres entreprises provinciales, la zone représente un

modèle d'investissement dirigé par la province, inspiré de l'expérience de développement chinoise. En mai 2025, la zone avait attiré 16 projets de 14 entreprises - incluant le stockage d'énergie solaire, l'assemblage d'équipements électriques et le traitement du cuivre - pour un investissement total de 161 millions de dollars américains et la création de près de 1 000 emplois locaux. Pour renforcer la confiance des investisseurs, la zone a conclu un accord de protection des investissements avec le gouvernement zambien, garantissant les actifs en cas d'instabilité politique, et elle collabore avec Sinosure, China Export & Credit Insurance Corporation, pour proposer des produits de gestion des risques.¹⁹⁹

Exemples sélectionnés de projets de ZES en cours d'investissement chinois :

¹⁹⁸ Joan Ainabyona, 'Chinese In Sino-Uganda Mbale Industrial Park Invest \$2.5M in Water Treatment' (Les Chinois du parc industriel Chine-Ouganda de Mbale investissent 2,5 millions de dollars dans le traitement de l'eau), Sunrise, le 5 juin 2025, <https://sunrise.ug/business/202506/chinese-in-sino-uganda-mbale-industrial-park-invest-2-5m-in-water-treatment.html>.

¹⁹⁹ Cui Lu et Zhang Dongyang, Construire un parc industriel en Afrique : quels défis relever ? - Observations de la Zone de coopération économique Jiangxi en Zambie », XinhuaNet, le 20 juin 2025, <http://www.jx.xinhuanet.com/20250620/de9768686a604100886f81f5761624f7/c.html>.

Tableau 9 : Exemples sélectionnés d'investissements chinois dans des zones économiques spéciales en Afrique en cours de construction

Nom de la ZES	Domaine	Valeur de l'investissement et capacité prévue	Investisseur chinois
Parc industriel de l'aluminium Huatong (Angola) ²⁰⁰	Préparation de l'alumine, électrolyse de l'aluminium, fabrication de produits en aluminium	- Valeur : 250 M USD (1er phase); 1,6 Md USD (5 phases) - Production : 120 000 tonnes d'aluminium électrolytique par an (Phase 1) - Emplois : 12 000 emplois directs (Phase 1).	Huatong Angola Industrial Co., Ltd.
Parc industriel sino-tanzanie (Tanzanie) ²⁰¹	7 zones couvrant l'agriculture, la transformation alimentaire, les matériaux de construction, les produits chimiques ménagers, l'habillement, la fabrication d'équipements	- Emplois : 100 000 emplois directs et 400 000-500 000 emplois indirects (capacité totale).	China United Construction Group; Arise IIP
Parc écologique Haier Égypte (Phase II) (Égypte) ²⁰²	Réfrigérateurs et congélateurs	- Valeur : 40 M USD Production : 300 000 unités de réfrigérateurs/congélateurs par an (Phase II) Emplois : ~1 000 emplois directs (Phase II) Capacité totale : plus de 1,3 million d'appareils électroménagers (Phases I + II)	Haier Group
ZES métallurgique Palm River Energy (Zimbabwe) ²⁰³	Matériaux à base de chrome, coke, charbon thermique, production d'électricité, production d'acier	- Valeur : 3,6 Md USD - Production : 500 000 tonnes de charbon thermique par an - 500 000 tonnes de charbon à coke par an - 250 MW de production d'électricité - 1 million de tonnes d'acier par an	Xintai Resources

Bien que les ZES puissent être de puissants catalyseurs de l'industrialisation, leur succès dépend d'un soutien politique et institutionnel solide. Les ZES créent des

effets d'agglomération en regroupant les entreprises pour partager les infrastructures, réduire les coûts et former des clusters. Grâce à des services publics fiables, des

²⁰⁰ Xinhua, 'Chinese-Funded Aluminum Industrial Park Will Boost Angola's Economic Diversification: Official' (Le parc industriel de l'aluminium financé par la Chine stimulera la diversification économique de l'Angola : officiel), XinhuaNet, le 24 Juin 2024, <https://english.news.cn/africa/20240624/ddcce19603b04396b46669e9d348d2c1/c.html>.

²⁰¹ Xinhua, 'Sino-Tanzania Industrial Park Will Help Advance Country's Industrialization: Minister' (Le parc industriel Sino-Tanzanie contribuera à faire progresser l'industrialisation du pays : ministre), Conseil des affaires d'État de la République populaire de Chine, le 22 Mai 2024, https://english.www.gov.cn/news/202405/22/content_WS664d30eac6d0868f4e8e750a.html.

²⁰² Xinhua, 'Chinese Home Appliance Giant Haier Launches Groundbreaking Ceremony for 40-Mln-USD Plant in Egypt' (Le géant chinois de l'électroménager Haier inaugure la cérémonie de lancement d'une usine de 40 millions de dollars en Égypte), XinhuaNet, le 24 September 2024, <https://english.news.cn/africa/20240924/36f9c02020ad4d0ba6135c54b62c61fb/c.html>.

²⁰³ Xinhua, 'Zimbabwean President Launches Chinese-Invested Industrial Park' (Le président zimbabwéen inaugure un parc industriel investi par des Chinois), XinhuaNet, le 25 février 2025, <https://english.news.cn/africa/20250225/fef7d769125a473ab9f8211e195c0f53/c.html>.

prestations efficaces et des incitations fiscales, elles attirent des investissements et favorisent les chaînes de valeur. Les ZES à investissement chinois présentées ci-dessus ont déjà démontré comment de telles zones peuvent intégrer des fournisseurs locaux, incubier des marques domestiques et s'étendre aux marchés régionaux. Cependant, les ZES ne représentent qu'un élément du vaste puzzle de la politique industrielle. Pour

que ces zones entraînent une véritable transformation structurelle, elles doivent être complétées par des stratégies visant à renforcer le transfert de technologie, le développement des compétences et l'investissement public durable dans les infrastructures, ainsi que par des cadres urbains et de gouvernance garantissant que les bénéfices profitent au public - ce qui implique des efforts proactifs de la part des décideurs africains.²⁰⁴

2.2 Analyse des données sur l'impact économique global des investissements chinois en Afrique

Cette section examine l'impact des investissements directs étrangers (IDE) chinois sur la croissance économique et l'emploi en Afrique au cours de la dernière décennie (2011-2023). Les sources de données incluent le Bulletin statistique sur le stock des investissements directs chinois en Afrique, la base de données sur le développement de la Banque mondiale et les statistiques du FMI. À l'aide d'analyses de régression et de données de panel couvrant 49²⁰⁵ pays africains, nous constatons que l'investissement chinois joue un rôle positif à la fois dans la croissance du PIB et la création d'emplois. L'analyse met en évidence des variations selon les groupes de revenus, les motifs d'investissement et les structures d'emploi, offrant des perspectives nuancées sur les implications du développement de la coopération sino-africaine.

2.2.1 Spécification du modèle

L'étude utilise un modèle de régression linéaire multiple pour évaluer comment les IDE chinois contribuent à la croissance économique et à l'emploi en Afrique. Le modèle de base est formulé comme suit :

$$Growth_{it} = \alpha_0 + \alpha_1 FDI_{it} + \beta X_{it} + f_i + v_t + \varepsilon_{it}(1)$$

$$Employ_{it} = \varphi_0 + \varphi_1 FDI_{it} + \beta Z_{it} + f_i + v_t + \varepsilon_{it} (2)$$

- $Growth_{it}$ représente le produit intérieur brut (PIB) du pays africain i pendant la période t .
- $Employ_{it}$ représente l'ampleur de l'emploi dans les pays africains, quantifiée dans cet article par le logarithme

²⁰⁴ Huang Zhengli, Huang Zhengli : Les parcs industriels peuvent-ils aider l'Éthiopie à réaliser son industrialisation et son urbanisation ?, Eurasian System Science Research Association, le 18 mai 2021, <https://www.essra.org.cn/?news/2602>.

²⁰⁵ Il manque des données sur le PIB pour l'Érythrée et la Somalie; le Swaziland ne dispose pas de données sur les IDE; la République démocratique du Congo ne dispose pas de données sur la gouvernance nationale; et l'Éthiopie manque de données sur le crédit intérieur au secteur privé.

naturel du nombre de personnes employées âgées de 15 ans et plus.

- FDI est la principale variable explicative dans cet article, se référant au stock des investissements directs chinois en Afrique.

- X_{it} est un vecteur de variables de contrôle utilisé pour isoler l'impact des facteurs autres que les IDE sortants (OFDI) sur la croissance économique en Afrique. Les variables de contrôle incluent l'ouverture commerciale, les rentes des ressources naturelles, le développement financier, l'inflation, les dépenses publiques, la densité de population, le ratio de dépendance des âges, la capacité de gouvernance et l'aide étrangère (APD).

- Z_{it} est un vecteur de variables de contrôle utilisé pour isoler l'impact des facteurs autres que les IDE sortants (OFDI) sur l'emploi en Afrique, incluant des éléments tels que le commerce, les dépenses publiques, le système social et le taux d'inflation des pays africains sur les effets de l'emploi.

- f_i représente l'effet fixe des pays.

- v_t représente l'effet fixe temporel.

- ε_{it} représente le terme d'erreur aléatoire.

- φ est le coefficient de la principale variable explicative étudiée dans le texte. Si ce coefficient est significatif et positif, cela signifie que l'hypothèse de base selon laquelle les investissements directs chinois en Afrique stimulent l'emploi dans les pays africains est confirmée.

2.2.2 Résultats : Quantification de la contribution des investissements chinois à la croissance du PIB et à l'emploi en Afrique

Résultats de la régression de référence portant sur l'impact des investissements directs chinois en Afrique sur la croissance économique: D'après les estimations du modèle, les investissements directs de la Chine en Afrique ont favorisé la croissance économique du

continent. En outre, le degré d'ouverture commerciale, le niveau de développement financier, la taille de la population, le ratio de dépendance démographique ainsi que la qualité de la gouvernance nationale ont tous passé les tests de significativité, démontrant qu'ils constituent des facteurs déterminants de la croissance économique africaine. Parmi eux, la capacité de gouvernance exerce un effet positif particulièrement marqué : plus la gouvernance d'un pays est efficace, mieux se porte son développement économique.

Résultats de la régression de référence portant sur l'impact des investissements directs chinois en Afrique sur l'emploi: D'après les estimations du modèle, les investissements directs de la Chine en Afrique ont contribué à l'amélioration de l'emploi dans les pays africains. S'agissant des variables de contrôle, le coefficient du taux d'inflation est négatif significatif (l'inflation aggrave le chômage), tandis que le coefficient de l'aide internationale est positif significatif (elle favorise l'emploi). Le ratio de dépendance des personnes âgées présente un coefficient négatif significatif (le vieillissement réduit les opportunités d'emploi), alors que le niveau de gouvernance nationale a un effet positif significatif (contribuant à renforcer la stabilité de l'emploi).

2.2.3 Implications des statistiques et perspectives prospectives pour les investissements sectoriels

L'analyse des tendances des IDE chinois en Afrique révèle que, si la croissance des investissements a été rapide entre 2011 et 2017, elle a légèrement ralenti entre 2017 et 2023. Initialement, les IDE chinois se concentraient dans quelques pays africains, mais à partir de 2017, ils se sont diversifiés à l'échelle du continent. Il est important de noter que les données montrent une corrélation positive entre les IDE chinois en Afrique et la croissance à la fois du PIB et de l'emploi.

L'impact positif des IDE chinois est plus marqué dans les pays africains à faible revenu que dans les pays à revenu moyen ou élevé. Dans ces pays à faible revenu, les investissements chinois, en particulier dans des projets d'infrastructure tels que les routes, les chemins de fer

et l'énergie, ont contribué à stimuler l'emploi local et les niveaux de revenu. Cette augmentation des revenus a, à son tour, favorisé la consommation et la croissance économique globale. Une observation clé est que les IDE chinois orientés vers le marché et l'efficacité (notamment dans les industries à forte intensité de main-d'œuvre et le développement des infrastructures) se sont révélés plus efficaces pour stimuler à la fois la croissance économique et l'emploi dans ces pays.

De plus, l'impact des investissements chinois dans les pays à faible revenu est amplifié par le manque d'infrastructures locales. Les investissements chinois dans les infrastructures - tels que la construction de routes, de ports et d'aéroports - entraînent directement la création d'emplois, car ces projets nécessitent une main-d'œuvre locale importante. Par exemple, le projet de chemin de fer à écartement standard Mombasa-Nairobi au Kenya a créé des dizaines de milliers d'emplois locaux, bénéficiant directement à la main-d'œuvre de la région.

Les implications de ces résultats soulignent l'importance des investissements chinois pour la transformation structurelle de l'Afrique. L'impact plus marqué dans les pays à faible revenu suggère que les investissements chinois complètent, plutôt qu'ils ne remplacent, les initiatives de développement nationales dans ces économies. De plus, les IDE orientés vers le marché et l'efficacité, notamment dans les secteurs des infrastructures et de la fabrication, présentent un potentiel plus élevé pour stimuler à la fois la croissance et la création d'emplois, par rapport aux investissements axés sur les ressources, qui sont généralement moins intensifs en main-d'œuvre.

Bien que ces résultats mettent en évidence des progrès

significatifs, la répartition inégale des bénéfices souligne la nécessité d'interventions politiques ciblées. Les gouvernements africains doivent combler les lacunes en matière de gouvernance et d'infrastructures afin de maximiser le potentiel des IDE chinois dans tous les groupes de revenu. Renforcer la gouvernance, améliorer la capacité d'absorption et diversifier les investissements dans des secteurs à plus forts multiplicateurs d'emploi, comme l'industrie manufacturière, constitue des étapes essentielles pour atteindre une croissance plus inclusive et durable. Par ailleurs, l'agenda d'intégration régionale africaine devrait accorder la priorité aux projets d'infrastructures transfrontaliers et à la création de chaînes de valeur régionales interconnectées afin de tirer pleinement parti des avantages des IDE.

Dans l'ensemble, les données confirment que les IDE chinois ont contribué positivement à la croissance du PIB et de l'emploi en Afrique. Le défi à relever consiste désormais à veiller à ce que ces investissements soient répartis de manière plus équitable et que leurs bénéfices ne se limitent pas aux seuls projets industriels et d'infrastructure. Il est tout aussi important de renforcer des secteurs tels que l'agriculture, les services et d'autres domaines essentiels au développement économique inclusif, afin de garantir une meilleure qualité et une plus grande valeur ajoutée. Les gouvernements africains devraient également chercher à orienter les investissements vers des secteurs stratégiques présentant de fortes interconnexions en amont et en aval le long des chaînes de valeur, tout en mobilisant davantage d'acteurs nationaux ou transfrontaliers. Ce faisant, les pays africains peuvent s'assurer que les IDE chinois stimulent non seulement la transformation économique, mais contribuent également à un continent africain plus connecté, intégré et résilient.

03 Favoriser la synergie entre la coopération sino-africaine dans le cadre du FOCAC9 et l'intégration régionale africaine

3.1 Les dix Actions de partenariat du FOCAC9 : cadre général, mesures et liens avec l'agenda de l'intégration régionale africaine

Le Rapport économique sur l'Afrique 2025 de la CEA (Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies) souligne que la ZLECAf, en tant que moteur le plus déterminant du processus d'intégration régionale africaine, ne peut être envisagée isolément : pour libérer son potentiel transformateur, elle doit s'inscrire dans les grands défis de développement du continent et dans les priorités à long terme de l'Agenda 2063. Les déficits structurels - insécurité alimentaire, fragilité des systèmes de santé, accès inégal à l'énergie, dépendance aux matières premières, persistance de la pauvreté et des inégalités - continuent de freiner une croissance et une

intégration inclusives. Relever ces défis, notamment dans les domaines de l'agriculture, de la santé et de la transition énergétique, est essentiel pour que la ZLECAf puisse catalyser l'expansion du commerce et une transformation plus large du développement. La CEA souligne en outre qu'à mesure que les pays africains construisent des chaînes de valeur régionales, la ZLECAf devrait élargir son champ sectoriel au-delà des quatre domaines actuellement prioritaires - l'agroalimentaire, l'automobile, la pharmacie et le transport/logistique - pour inclure également les produits alimentaires transformés, le tourisme, la santé, le bois et le papier, les

métaux, le textile, l'habillement et le cuir.²⁰⁶ Beaucoup de ces secteurs constituent déjà de nouveaux pôles d'investissement chinois en Afrique, ce qui met en évidence de fortes complémentarités entre les priorités de l'intégration africaine et l'agenda du FOCAC. Dans ce contexte, les dix Actions de partenariat présentées dans le Plan d'action de Beijing du FOCAC9 (2025-2027) ne se limitent pas à prolonger la dynamique du FOCAC8 : elles constituent une réponse stratégique et ciblée à ces défis de l'intégration. En s'appuyant sur les atouts comparatifs de la Chine - capacité industrielle, expertise technologique et ressources financières -, ces actions visent à s'articuler avec les avantages structurels de l'Afrique, tels que ses ressources naturelles, ses dividendes démographiques et le potentiel croissant de son marché.

La logique sous-jacente repose sur une dynamique de renforcement mutuel entre l'intégration régionale et l'investissement sino-africain. D'une part, les engagements du FOCAC9 - tels que l'octroi unilatéral d'un traitement en franchise de droits, la coopération en matière de normalisation et le soutien aux infrastructures transfrontalières - créent des conditions favorables pour que les entreprises chinoises développent des opérations régionalisées et des implantations à plus grande échelle. D'autre part, les investissements chinois dans des secteurs tels que l'agroalimentaire et les énergies propres contribuent déjà à réduire la fragmentation des marchés et à promouvoir des réseaux de production

transnationaux, faisant de l'intégration à la fois un levier et un résultat de ces investissements. Pris dans leur ensemble, les dix Actions de partenariat du FOCAC9 - couvrant l'agriculture, la santé, le développement vert, les infrastructures et les moyens de subsistance - apparaissent ainsi non seulement comme des vecteurs d'échanges et d'investissements, mais aussi comme des instruments stratégiques pour relever les défis structurels les plus pressants de l'Afrique, en soutenant la mise en œuvre de la ZLECAf et en accélérant les progrès vers les aspirations de l'Agenda 2063.

Les dix Actions de partenariat couvrent dix domaines - échanges civilisationnels, commerce, industrie, infrastructures, développement, santé, agriculture, moyens de subsistance, transition verte et sécurité - constituant le nouveau « schéma directeur » de la coopération sino-africaine. Chaque initiative associe des objectifs quantitatifs à des mesures concrètes pour garantir leur mise en œuvre, et, prises ensemble, elles convergent vers la résolution des principaux goulets d'étranglement de l'intégration africaine, qu'il s'agisse de l'harmonisation des politiques, du déficit en infrastructures ou de la dispersion des bases industrielles.

Le tableau ci-dessous présente une vue d'ensemble systématique des initiatives et de leurs liens avec l'agenda de l'intégration régionale africaine.

²⁰⁶ Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies (CEA), Advancing the Implementation of the Agreement Establishing the African Continental Free Trade Area: Proposing Transformative Strategic Actions (Faire progresser la mise en œuvre de l'Accord portant création de la Zone de libre-échange continentale africaine : propositions d'actions stratégiques transformatrices). 55-56.

Tableau 10 : Les dix Actions de partenariat dans le cadre du FOCAC9

Partenariat	Principales mesures	Impact attendu
Apprentissage mutuel des civilisations	Établir une plateforme de dialogue de l'Initiative pour la civilisation mondiale ; Créer le réseau Chine-Afrique de connaissances et 25 centres de recherche ; Former 1 000 dirigeants africains de partis et de politiques via l'African Leadership Academy	Renforcer la gouvernance et la coordination des politiques ; Créer des liens culturels et institutionnels plus profonds favorisant les cadres d'intégration continentale
Prosperité commerciale	Accorder un traitement tarifaire zéro à 100 % pour les importations des PMA ; signer des accords-cadres de partenariat économique ; Renforcer la coopération en matière de normes, d'inspection et de quarantaine ; Développer les exportations agricoles ; créer des plateformes de commerce électronique et une Plateforme de vérification de confiance numérique	Amélioration de l'accès aux marchés et diversification des exportations ; Harmonisation avec les normes de la ZLECAf ; plateformes numériques facilitant le commerce transfrontalier et réduisant les barrières non tarifaires
Coopération des chaînes industrielles	Soutenir les chaînes de valeur locales et la transformation des minerais stratégiques ; Créer cinq cercles régionaux de croissance industrielle et 10 parcs industriels ; organiser 100 sessions de formation industrielle ; Lancer des programmes de financement, de mise en relation et de formation pour les PME ; Créer le Centre de coopération sino-africaine en technologies numériques avec 20 projets d'infrastructures et de transformation numérique	Renforcement des chaînes de valeur régionales ; meilleure participation des PME ; Infrastructures numériques localisées pour soutenir la montée en gamme industrielle et les réseaux de production transfrontaliers
Connectivité	Mettre en œuvre 30 projets d'infrastructures de transport et d'énergie ; intégrer les parcs industriels aux corridors de transport ; Développer un réseau multimodal mer-rail reliant la Chine et l'Afrique ; Étendre le règlement en monnaie locale, les solutions fintech et soutenir l'émission de « panda bonds » africains	Réduction des coûts logistiques et des transactions ; expansion de l'intégration financière transfrontalière ; Amélioration de la connectivité physique et financière pour opérationnaliser la ZLECAf
Coopération au développement	Publier une Déclaration conjointe sur l'Initiative pour le développement mondial ; mettre en œuvre 1 000 petits « projets de subsistance » ; Créer un centre de démonstration Chine-Afrique-ONUDI ; annuler les prêts sans intérêts aux PMA ; contribuer à la Facilité du partenariat Chine-Groupe de la Banque mondiale (CWPF)	Renforcement des capacités institutionnelles et de la résilience locale ; Meilleure soutenabilité financière des efforts d'intégration régionale ; Mécanismes de participation renforcés de l'UA

Partenariat	Principales mesures	Impact attendu
Santé	Établir l'Alliance des hôpitaux Chine-Afrique ; créer des centres conjoints de médecine moderne et traditionnelle ; Déployer 2 000 professionnels de la santé et de la santé publique ; Lancer le programme « 100 équipes médicales dans 1 000 villages » ; Construire 10 établissements de santé et 10 projets d'élimination du paludisme ; Soutenir la production locale de vaccins et les opérations du CDC Afrique	Accès élargi aux soins de santé et surveillance transfrontalière des maladies ; capacité régionale pharmaceutique ; Résilience accrue des systèmes de santé publique africains
Agriculture et moyens de subsistance	Construire 10 centres de démonstration de technologies agricoles et 100 000 mu (6 667 hectares) de zones de démonstration normalisées ; Fournir 1 milliard de RMB d'aide alimentaire d'urgence ; créer des alliances technologiques agricoles, 100 villages de démonstration et 500 projets sociaux ; Former 1 000 cadres agricoles et envoyer 500 experts ; Mettre en place l'initiative « 100 entreprises dans 1 000 villages », visant la création d'1 million d'emplois	Accélération de la modernisation agricole ; Chaînes de valeur rurales-urbaines intégrées ; Amélioration de la sécurité alimentaire et de l'emploi, favorisant une participation plus large aux marchés régionaux
Échanges entre les peuples	Étendre le programme professionnel « Avenir de l'Afrique » ; créer l'Académie sino-africaine d'ingénierie, 10 ateliers Luban et 20 écoles ; Offrir 60 000 opportunités de formation (en mettant l'accent sur les femmes et les jeunes) ; promouvoir la Route de la soie culturelle et la coopération dans les médias et les arts ; Désigner 2026 comme l'Année sino-africaine des échanges humains et culturels	Développement et mobilité des talents au niveau régional ; Renforcement des réseaux culturels et éducatifs soutenant l'intégration
Développement vert	Mettre en œuvre 30 projets d'énergie propre et de développement vert ; Lancer le Fonds pour la chaîne industrielle verte Chine-Afrique ; Construire des laboratoires conjoints pour l'alerte précoce, la biodiversité et la gestion environnementale ; Développer la coopération en matière de technologie nucléaire, de télédétection et d'exploration lunaire	Diversification du mix énergétique et développement du commerce régional de l'électricité ; Renforcement de la résilience climatique et de la collaboration scientifique et technologique pour soutenir l'industrialisation verte
Sécurité commune	Opérationnaliser le partenariat dans le cadre de l'Initiative pour la sécurité mondiale ; Fournir une subvention militaire d'1 milliard de RMB ; Former 6 000 militaires et 1 000 policiers ; Organiser des exercices conjoints et des opérations de déminage ; Développer les mécanismes de sécurité de l'ICR	Renforcement de la sécurité régionale et de la capacité de réponse aux crises ; Sécurisation des échanges transfrontaliers et des corridors d'infrastructures essentiels à l'intégration économique

3.2 Domaines économiques clés du FOCAC9 : priorités de coopération et leviers d'intégration

S'appuyant sur les priorités du FOCAC9, cette section se concentre sur sept partenariats les plus pertinents pour les opérations des entreprises chinoises en Afrique : prospérité commerciale, coopération des chaînes industrielles, connectivité, coopération au développement, santé, revitalisation rurale et moyens de subsistance, ainsi que croissance verte. Pour chacun de ces partenariats, l'analyse couvre les priorités en matière de mesures, les perspectives émergentes d'opportunités sectorielles, ainsi que la manière dont ce partenariat contribue aux chaînes de valeur régionales et aux objectifs d'intégration régionale de l'Afrique. Ce cadre garantit que les engagements du FOCAC9 sont liés de manière organique à la pratique, mettant en évidence comment les initiatives du FOCAC9 façonnent à la fois les opportunités commerciales et favorisent une intégration régionale plus profonde.

3.2.1 Partenariat pour la prospérité commerciale : de l'expansion des volumes à la montée en gamme des chaînes de valeur

1) Priorités des engagements du FOCAC9

Le commerce a depuis longtemps constitué un pilier de l'agenda du FOCAC, et en 2024, le commerce sino-africain a atteint 295 milliards de dollars US, la Chine restant le principal partenaire commercial bilatéral de l'Afrique pour la 16^e année consécutive. Dans le cadre du FOCAC9, le Partenariat pour la prospérité commerciale marque une évolution : il s'agit désormais de passer d'un accent mis principalement sur les volumes commerciaux à la construction des règles, systèmes et technologies

nécessaires pour des flux commerciaux plus diversifiés et à plus forte valeur ajoutée. Les principales mesures comprennent :

- **Symétrie tarifaire pour les produits transformés** : la Chine annonce un accord commercial global en franchise de droits avec 53 pays africains, supprimant les droits d'importation²⁰⁷. Cela fait de la Chine le premier partenaire majeur à proposer un tel dispositif global. De manière cruciale, ce nouveau régime tarifaire modifie des incitations de longue date qui ont limité l'industrialisation de l'Afrique. Historiquement, les barèmes douaniers mondiaux - y compris ceux des principaux partenaires commerciaux - traitaient de manière asymétrique les matières premières et les produits transformés : les matières premières bénéficiaient souvent de droits faibles ou nuls lorsqu'elles étaient exportées vers des hubs de transformation, tandis que les produits transformés subissaient des droits beaucoup plus élevés lorsqu'ils étaient vendus sur les marchés finaux. Cela créait une incitation perverse pour les économies africaines : exporter des matières premières était moins coûteux et plus rentable que les transformer localement, car les droits plus élevés sur les exportations de produits transformés réduisaient les marges potentielles.

- **Lutte contre les barrières non tarifaires (BNT)** : le partenariat s'engage à coopérer dans les domaines de l'inspection, de la quarantaine et des normes, notamment par la création d'un Centre sino-africain de coopération et de recherche en normalisation. Cela aidera les exportateurs à surmonter les difficultés liées à l'incohérence des certifications et au respect des exigences phytosanitaires.

- **Numérisation du commerce** : reconnaissant le rôle

²⁰⁷ Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine, 'China-Africa Changsha Declaration on Upholding Solidarity and Cooperation of the Global South', (Déclaration de Changsha Chine-Afrique sur le maintien de la solidarité et de la coopération du Sud global), le 11 juin 2025, https://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/wjbzhd/202506/t20250611_11645736.html.

croissant du commerce électronique pour connecter les PME africaines aux marchés mondiaux, le partenariat prévoit des mesures pour créer des pavillons nationaux de commerce électronique de la Route de la Soie et lancer la Plateforme de vérification de confiance pour la numérisation du commerce sino-africain.²⁰⁸ Ces initiatives s'inscrivent dans la dynamique africaine, via le Protocole

sur le commerce numérique de la ZLECAf, visant à intégrer le commerce électronique dans les régimes commerciaux transfrontaliers. De telles plateformes pourraient réduire les coûts pour les PME, améliorer la transparence et faciliter les connexions aux systèmes de paiement régionaux tels que le système de paiement et de règlement panafricain (PAPSS).

Encadré 19 : Nouveau parc industriel caféier Chine-Rwanda de Cotti Coffee : réinventer la chaîne de valeur du café au Rwanda

- **Entreprise** : Cotti Coffee
- **Lieu d'investissement** : Rwanda
- **Secteur et produit/service** : agriculture (Café)

En juin 2025, Cotti Coffee, l'une des principales marques mondiales de chaînes de café, a conclu un partenariat stratégique avec le ministère rwandais de l'Agriculture pour développer le Parc international de développement de l'industrie du café Chine-Rwanda à Kigali, au Rwanda. Le parc comprendra des projets clés tels que le Jardin de démonstration pour la culture intelligente du café, le Centre international de transformation du café et le Centre international de commerce du café.

Le Rwanda, réputé pour son café de haute qualité cultivé dans les hauts plateaux volcaniques, figure régulièrement parmi les principaux producteurs de café en Afrique de l'Est. En tant que l'un des premiers pays africains à participer au concours Coffee of Excellence (COE), les grains de café rwandais ont souvent obtenu des notes supérieures à 86, dépassant le seuil de 80+ requis pour le café de spécialité. Cela place le café rwandais parmi les meilleurs au monde, offrant à Cotti Coffee une opportunité unique d'assurer un approvisionnement stable en grains de haute qualité pour ses opérations mondiales.

En investissant dans les plantations en amont, Cotti Coffee peut garantir un approvisionnement constant en grains de café de première qualité, essentiel pour sa stratégie de marque et ses besoins opérationnels. Cet investissement s'appuie sur la main-d'œuvre locale et bénéficie d'incitations fiscales, constituant une stratégie rentable pour la transformation à valeur ajoutée au Rwanda. Les produits finaux de café transformé seront distribués dans le réseau mondial de Cotti Coffee, comprenant plus de 14 000 points de vente dans 28 pays, élargissant ainsi l'accès du café rwandais aux marchés internationaux.

L'aspect le plus remarquable de cet investissement réside dans son orientation vers la préservation des segments à plus forte valeur ajoutée de la chaîne de valeur du café - la transformation et la commercialisation - au sein du Rwanda. En transformant le café localement, Cotti Coffee contribue au développement industriel du pays, créant un modèle durable susceptible d'être reproduit dans d'autres secteurs agricoles en Afrique.

²⁰⁸ Kholofelo Kugler, 'The AfCFTA Digital Protocol' (Le Protocole sur le commerce numérique de la ZLECAf), International Institute for Sustainable Development, le 30 octobre 2024, <https://www.iisd.org/articles/policy-analysis/afcfta-digital-protocol>

De plus, le parc industriel jouera un rôle important dans la valorisation de la marque du café rwandais. Dans le cadre du projet, Cotti Coffee et le ministère rwandais de l'Agriculture organiseront chaque année des festivals internationaux du café afin de promouvoir le café rwandais à l'échelle mondiale. Ces événements permettront de sensibiliser le public à l'origine rwandaise du café, de renforcer sa reconnaissance internationale et de positionner le café rwandais comme un produit haut de gamme.²⁰⁹

2) Opportunités commerciales supplémentaires

L'essor du secteur agroalimentaire en Afrique illustre le potentiel transformateur des marchés régionaux dans le cadre de la ZLECAf. La Banque mondiale prévoit que le marché africain combiné des produits alimentaires et des boissons passera de 313 milliards de dollars américains en 2013 à près de 1 000 milliards de dollars américains d'ici 2030, soutenu par une urbanisation rapide, l'augmentation des revenus et l'évolution des habitudes alimentaires.²¹⁰ Cette augmentation de la demande met en évidence une opportunité claire pour les industries de transformation agroalimentaire de remplacer des importations coûteuses par des alternatives locales compétitives. Installer stratégiquement des unités de transformation dans des zones riches en ressources agricoles permet aux entreprises de tirer parti plus efficacement des chaînes de valeur régionales : les matières premières peuvent être sourcées localement, transformées sur place et distribuées dans plusieurs pays sous des conditions de zéro tarif. Parallèlement, l'accès préférentiel sans droits de douane de l'Afrique au marché chinois renforce encore le potentiel d'exportation des produits agricoles semi-transformés, offrant aux investisseurs une porte d'entrée à la fois sur les marchés africains et mondiaux de consommation.

Au-delà de la transformation agroalimentaire, le commerce électronique transfrontalier constitue une autre frontière où l'intégration régionale pourrait générer une valeur significative. La jeunesse de la population africaine et un taux de pénétration d'Internet mobile croissant d'environ 5 % par an offrent un terrain propice aux solutions de commerce numérique. Les entreprises chinoises de commerce électronique, en collaboration avec des partenaires africains, sont bien placées

pour développer des chaînes d'approvisionnement intégrées et des systèmes d'entreposage répondant à la demande croissante du continent en biens de grande consommation et en produits industriels légers. En intégrant des outils numériques dans ces systèmes - notamment pour résoudre les goulets d'étranglement persistants liés aux paiements transfrontaliers et au suivi logistique - les entreprises peuvent améliorer l'efficacité et la confiance. La collaboration technologique en soutien à des plateformes telles que le système de paiement et de règlement panafricain (PAPSS) ouvre également la voie à une adoption plus large des règlements en monnaies locales, réduisant les risques de change tout en accélérant la transition vers un marché numérique plus unifié.

3) Impact de l'autonomisation sur l'intégration régionale de l'Afrique

Ces opportunités ont également des implications plus larges pour l'agenda d'intégration de l'Afrique. En tirant parti des dispositions de zéro tarif prévues par la ZLECAf, les produits transformés bénéficient d'une compétitivité accrue sur les marchés régionaux et internationaux, accélérant le développement de « chaînes de valeur régionales » dans la transformation agroalimentaire et au-delà. Par ailleurs, l'harmonisation des normes - telle que l'établissement de règles communes en matière de quarantaine agricole et de sécurité sanitaire entre l'Afrique et la Chine - peut réduire les barrières techniques au commerce, diminuer considérablement les délais de dédouanement des exportations africaines et rendre les flux commerciaux intra-africains et à destination de la Chine plus prévisibles.

Tout aussi important, le développement des plateformes de commerce numérique et des infrastructures de

²⁰⁹ Wang Xuquan, Cotti Coffee établit une coopération stratégique avec le Rwanda pour créer un parc industriel modèle du café sino-rwandais, China Daily, le 9 juin 2025, <https://cn.chinadaily.com.cn/a/202506/09/WS68467178a310205377037173.html>.

²¹⁰ Badiane et al., 'The Rise of Africa's Processing Sector and Commercialization of Smallholder Agriculture' (L'essor du secteur de la transformation en Afrique et la commercialisation de l'agriculture des petits exploitants), 11.

commerce électronique peut redéfinir la participation des PME africaines aux chaînes de valeur mondiales. Au lieu d'être limitées à des marchés nationaux fragmentés, ces PME peuvent être intégrées à des réseaux régionaux, voire mondiaux, en tirant parti des plateformes numériques pour élargir leur clientèle et accroître leur capacité de croissance de manière plus efficace. Cette évolution transforme les économies africaines, qui passent du statut d'unités commerciales isolées à celui d'un écosystème commercial coordonné, en parfaite adéquation avec la vision de la ZLECAf d'un marché continental unifié. Ce faisant, elle accompagne la transition de l'Afrique d'un modèle de croissance fondé sur l'exportation de ressources vers un modèle reposant sur la création de valeur, le développement de liens industriels et le commerce facilité par les technologies.

Parallèlement, comme le soulignent les chapitres précédents, la multiplicité des adhésions aux différentes Communautés économiques régionales (CER) en Afrique continue de complexifier les grilles tarifaires et les régimes réglementaires. Bien que la Chine, en tant que partenaire extérieur, ne soit pas en mesure d'intervenir directement dans ces processus politiques, le neuvième Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC9) pourrait offrir un appui constructif sur le plan technique afin d'atténuer ces difficultés. L'une des options consisterait à développer des plateformes numériques permettant de recouper les grilles tarifaires et de suivre le « contenu en valeur régionale », améliorant ainsi la transparence et réduisant les coûts de conformité pour les entreprises engagées dans le commerce transfrontalier. Les CER pourraient également être encouragées à expérimenter des mesures pratiques d'harmonisation intercommunautaire - par exemple, l'adoption d'un « tarif-corridor unique » couvrant un ensemble défini d'intrants industriels. De telles innovations techniques contribueraient à réduire les coûts de transaction pour les investisseurs nationaux et étrangers impliqués dans les chaînes de valeur transfrontalières, tout en faisant progresser davantage l'agenda de l'intégration régionale de l'Afrique, en cohérence avec les objectifs de la ZLECAf.

3.2.2 Coopération dans les chaînes industrielles : faire progresser l'industrialisation en passant de « percées isolées » à un « développement en clusters »

1) Priorités d'engagement du FOCAC9

L'industrialisation demeure au cœur de l'agenda de transformation économique de l'Afrique. Elle est essentielle pour diversifier les économies, accroître la valeur ajoutée des exportations et faire avancer la mise en œuvre des engagements de la ZLECAf. Pourtant, le développement industriel du continent a longtemps été freiné par la fragmentation : de nombreux pays ont poursuivi en parallèle des stratégies industrielles similaires, mais souvent à une échelle insuffisante, avec une profondeur technologique limitée et sans complémentarités régionales. Le FOCAC9 répond directement à ce défi en mettant l'accent sur le développement de pôles régionaux de croissance, l'autonomisation des petites et moyennes entreprises (PME) et la promotion de la transformation numérique comme leviers d'une industrialisation plus compétitive et mieux intégrée.

Les principaux engagements comprennent :

- Cinq corridors régionaux de croissance industrielle : le FOCAC9 s'engage à établir cinq corridors de croissance industrielle Afrique-Chine, articulés autour de dix parcs industriels et projets d'infrastructures prioritaires. Ces corridors visent à relier les pôles d'extraction, de transformation, de fabrication et d'exportation au-delà des frontières nationales, en dépassant la logique de projets isolés pour favoriser la création de véritables chaînes de valeur régionales. Ce faisant, ils ont pour objectif de renforcer les complémentarités, d'accroître les économies d'échelle et d'améliorer l'intégration de l'Afrique dans les réseaux mondiaux de production.
- Initiative pour l'autonomisation des PME : le plan d'action met également en avant le rôle crucial des PME, qui représentent environ 90 % des entreprises

et près de 80 % de l'emploi sur le continent.²¹¹ Malgré leur importance, les PME continuent de faire face à des obstacles en matière d'accès au crédit, aux technologies et aux compétences. Le FOCAC9 lance une initiative pour l'autonomisation des PME, qui prévoit la mise en place de mécanismes de financement adaptés, l'organisation de 50 événements de mise en relation d'affaires ainsi que 1 000 opportunités de formation pour les cadres d'entreprises africaines. En améliorant l'accès des PME aux financements et aux programmes de renforcement des capacités, cette initiative vise à leur permettre de devenir des fournisseurs et prestataires de services fiables pour les grands pôles industriels. Il s'agit d'un élément clé pour faire en sorte que les bénéfices de l'industrialisation régionale profitent non seulement à quelques entreprises phares, mais aussi à des segments plus larges de l'économie.

- Valorisation des minerais critiques : pour la première fois, la transformation locale des minerais critiques est explicitement mise en avant dans un plan d'action du FOCAC, incluant des minerais clés tels que le lithium et le cobalt, qui constituent des intrants essentiels pour les

énergies renouvelables et le stockage par batteries. Cette orientation s'aligne sur la Stratégie africaine des minerais verts ainsi que sur les politiques nationales de valorisation, en positionnant les économies africaines pour gravir la chaîne d'approvisionnement mondiale - en passant du statut d'exportateurs de minerais bruts à celui de producteurs de précurseurs et d'intrants manufacturiers à plus forte valeur ajoutée.²¹²

- Transformation numérique de l'industrie : un nouveau Centre de coopération sino-africaine pour les technologies numériques ainsi que 20 projets pilotes viendront soutenir la numérisation industrielle de l'Afrique. Les applications prioritaires incluent la fabrication intelligente, la traçabilité des chaînes d'approvisionnement et les systèmes de commerce numérique, afin de réduire les coûts de transaction et de renforcer la compétitivité transfrontalière. Tout aussi important, cette initiative investira dans le développement des compétences numériques en Afrique, en dotant les entrepreneurs et les professionnels de savoir-faire spécialisés pour stimuler la productivité, l'innovation et la mise en place de solutions évolutives à l'échelle régionale.

²¹¹ ILSEG Africa Advisory Group, The Challenges and Opportunities of SME Financing in Africa, Report of Recommendations (Les défis et les opportunités du financement des PME en Afrique - Rapport de recommandations) (London Stock Exchange Group, 2018), https://www.lseg.com/content/dam/lseg/en_us/documents/media-centre/africa-sme-financing.pdf.

²¹² IAfrican Minerals Development Centre, African Green Minerals Strategy (Stratégie africaine des minerais verts) (Union africaine, 2024), https://au.int/sites/default/files/documents/44539-doc-AGMS_Final_doc.pdf.

Encadré 20. Le parc industriel textile vert de Sunrise Group au Maroc stimulera la croissance durable du secteur textile

- **Entreprise** : Sunrise Group
- **Lieu de l'investissement** : Maroc
- **Secteur et produits/services** : textile et habillement

En mars 2025, Sunrise Group, un important conglomérat chinois de production industrielle, a signé un accord d'investissement avec le Royaume du Maroc pour créer le Parc industriel textile vert Sunrise (Maroc). D'un montant d'environ 1,716 milliard de RMB (2,290 milliards de dirhams marocains), ce projet vise à transformer l'industrie textile marocaine en intégrant des pratiques de production durables.

Le parc industriel couvrira une superficie de 34 hectares et devrait produire des fils, des tissus tissés et des vêtements de haute qualité, avec des capacités annuelles de production de 100 000 broches de fil, 10 800 tonnes de tissus tissés haut de gamme et 15 millions de vêtements. Cet investissement s'inscrit dans la stratégie mondiale de Sunrise Group visant à établir une chaîne d'approvisionnement complète, intégrant toutes les étapes de la production textile, du filage à la confection des vêtements.

Une caractéristique clé du Parc industriel textile vert Sunrise est son accent sur la durabilité. Le parc utilisera des procédés de fabrication écologiques, incluant des technologies à faible consommation d'énergie et des systèmes de traitement des eaux usées, afin de réduire l'impact environnemental. Cette initiative positionne le Maroc comme un leader régional de la production verte et contribue à l'effort plus large de développement durable en Afrique. Au-delà des objectifs environnementaux, le projet devrait créer 7 000 emplois directs et plus de 1 500 emplois indirects, contribuant de manière significative au développement économique local. Ce partenariat renforce également la position du Maroc en tant que pôle de production textile, consolidant sa compétitivité manufacturière sur les marchés régionaux et mondiaux.

2) Opportunités commerciales supplémentaires

En s'appuyant sur l'analyse sectorielle du chapitre précédent, et en tenant compte des engagements du FOCAC9 ainsi que de l'évolution du paysage industriel africain, plusieurs perspectives prometteuses de coopération commerciale se dégagent :

Tout d'abord, les entreprises chinoises, fortes de leur expérience étendue dans la transformation des minerais et la production de précurseurs de batteries, sont bien placées pour investir dans des usines de raffinage et de production de précurseurs dans des pays riches en ressources, tels que la République démocratique du Congo (cobalt) et la Zambie (lithium). Les produits issus de ces installations pourraient approvisionner à la fois les industries chinoises des énergies nouvelles et les marchés avancés en Europe et en Amérique du Nord. De tels investissements contribueraient non seulement à renforcer le rôle de l'Afrique dans les chaînes

d'approvisionnement mondiales des technologies propres, mais aussi à transformer le continent, passant de fournisseur de matières premières à hub de matériaux pour la transition énergétique.

La deuxième piste concerne la fabrication de composants automobiles, un secteur où l'intégration régionale crée un argument commercial convaincant. Le marché africain des pièces automobiles reste fortement dépendant des importations, mais les règles d'origine de la ZLECAf offrent de solides incitations à localiser la création de valeur. L'Association africaine des constructeurs automobiles (AAAM) promeut depuis longtemps un modèle dit de « hub-and-spoke » (hub ou moyeu), dans lequel quelques pôles stratégiques - tels que l'Afrique du Sud et le Maroc - concentrent la production, tandis que les économies environnantes contribuent avec des composants spécialisés et des services.²¹³ Les investisseurs chinois pourraient s'appuyer sur ces pôles existants en créant

²¹³ Irma Venter, 'An African Automotive Industry Is Starting to Emerge' (Une industrie automobile africaine commence à émerger), Engineering News, le 10 avril 2020, <https://www.engineeringnews.co.za/article/an-african-automotive-industry-is-starting-to-emerge-2020-04-10>.

de nouveaux nœuds de composants dans d'autres pays africains, en exploitant les dispositions de la ZLECAf pour permettre la circulation intra-africaine des pièces en franchise de droits de douane et l'exportation de véhicules finis en franchise tarifaire. Le cas de la Tunisie, qui accueille déjà plus de 280 entreprises de composants automobiles exportant chaque année plus d'un milliard de dollars vers les marchés européen et moyen-oriental, malgré l'absence d'assemblage automobile domestique majeur, illustre la viabilité de telles stratégies.²¹⁴ Pour l'Afrique, cette approche favorise un écosystème industriel régional inclusif, soutenant l'activité manufacturière actuelle tout en jetant les bases d'une future capacité d'assemblage de véhicules. Pour la Chine, elle offre une proximité à la fois des consommateurs africains et des marchés européens et moyen-orientaux voisins.

Troisièmement, le marché africain de l'habillement devrait passer de 73,6 milliards de dollars américains en 2025 à près de 88,7 milliards de dollars d'ici 2029, stimulé par la hausse des revenus et la jeunesse de la population consommateur. Pourtant, le continent reste fortement dépendant des textiles et vêtements importés. Accroître la production textile régionale pourrait réduire cette dépendance, créer des liens en amont solides et générer une valeur ajoutée substantielle²¹⁵ : selon la Banque africaine de développement, jusqu'à 600 % de valeur peuvent être capturés le long de la chaîne coton-vêtement²¹⁶. La ZLECAf offre un cadre favorable, avec des règles d'origine strictes exigeant une « double transformation » pour bénéficier de l'accès préférentiel, encourageant ainsi les investissements en amont dans le filage, le tissage et la finition.

Enfin, dans le secteur chimique, le marché de

consommation des produits chimiques devient de plus en plus segmenté, nécessitant des produits adaptés aux conditions locales. Par exemple, les régions sujettes à la sécheresse demandent de plus en plus des détergents « sans rinçage » économes en eau, tandis que des produits agrochimiques adaptés à des conditions climatiques et pédologiques variées pourraient à la fois améliorer la productivité et soutenir les objectifs de santé publique. Pour les entreprises chinoises, tirer parti de l'innovation technologique pour adapter les produits chimiques aux besoins africains représente non seulement une opportunité commerciale, mais aussi une chance de contribuer à un développement inclusif et durable.

3) Impact de l'autonomisation sur l'intégration régionale de l'Afrique

Le Partenariat de coopération dans les chaînes industrielles dans le cadre du FOCAC9 dépasse une simple agrégation de projets d'investissement. Son ambition centrale est de transformer les capacités nationales fragmentées de l'Afrique en un système coordonné de chaînes de valeur transfrontalières, chaque pays assumant des rôles différenciés au sein de l'écosystème industriel régional. Du point de vue du renforcement des capacités, le FOCAC9 vise explicitement à intégrer les PME africaines dans les chaînes de valeur régionales, répondant ainsi à un défi de longue date selon lequel les projets à grande échelle détournent souvent des ressources sans générer de bénéfices locaux étendus. En favorisant une participation plus large, le partenariat contribue non seulement à garantir que les gains de l'intégration régionale profitent aux économies plus petites et aux communautés locales, mais renforce également la résilience et l'inclusivité des réseaux industriels régionaux.

²¹⁴ Rupankar Majumder, 'Nigeria's Auto Spare Parts Industry: A Sleeping Giant Ready to Awaken' (L'industrie nigérienne des pièces détachées automobiles : un géant endormi prêt à se réveiller), AL Circle, le 15 août 2024, <https://www.alcircle.com/news/nigeria-s-auto-spare-parts-industry-a-sleeping-giant-ready-to-awaken-111717>.

²¹⁵ Kohan Textile Journal, Africa's Textile and Apparel Industry Poised for Transformation (L'industrie textile et de l'habillement en Afrique prête pour une transformation), le 22 février 2025, <https://kohantextilejournal.com/africas-textile-and-apparel-industry-poised-transformation/>

²¹⁶ Banque africaine de développement, 'Textile and Clothing Industries Can Drive Africa's Industrialization, Benefit Women' (Les industries du textile et de l'habillement peuvent stimuler l'industrialisation de l'Afrique et bénéficier aux femmes), Banque africaine de développement, le 25 janvier 2019, <https://www.afdb.org/en/news-and-events/textile-and-clothing-industries-can-drive-africas-industrialization-benefit-women-18427>

3.2.3 Connectivité : relier infrastructures, développement industriel et financement

1) Priorités d'engagement du FOCAC9

Les lacunes en matière de connectivité - dans les domaines des transports, de l'énergie et des infrastructures numériques - restent parmi les principaux obstacles à l'intégration économique de l'Afrique. Selon la CNUCED, une connectivité insuffisante fait augmenter les coûts commerciaux de près de 50 % au-dessus de la moyenne mondiale, le transport routier représentant à lui seul 29 % du prix des biens échangés à l'intérieur de l'Afrique, contre seulement 7 % pour le commerce extra-africain.²¹⁷ Le Partenariat pour la connectivité dans le cadre du FOCAC9 répond à ces défis en combinant des modernisations stratégiques des infrastructures, une planification intégrée des corridors et des liaisons financières, afin de faire progresser la vision de la ZLECAf d'un marché unifié. Les principaux engagements comprennent :

- Réseaux d'infrastructures régionales ciblés : la Chine s'est engagée à soutenir 30 projets de connectivité infrastructurelle à travers le continent. Alors que le déficit annuel de financement des infrastructures en Afrique est estimé entre 68 - 108 milliards de dollars, ces projets - alignés sur le Programme de développement des infrastructures en Afrique (PIDA) de l'Union africaine - constituent une contribution ciblée à l'expansion des réseaux régionaux de transport et d'énergie, essentiels pour le commerce et la production. Ces modernisations visent à réduire les temps de transport transfrontaliers

jusqu'à 40 %, facilitant ainsi la circulation des biens et des personnes.

- Développement intégré « infrastructures + industrie » : le FOCAC9 encourage la co-localisation de parcs industriels le long des corridors de transport. Cette approche, inspirée de l'expérience chinoise en matière de zones économiques spéciales, vise à coordonner la construction de corridors de transport avec l'implantation de parcs industriels, afin de créer des ceintures industrielles le long des principaux axes logistiques.²¹⁸ Par exemple, des pôles de transformation agricole sont prévus le long de la ligne ferroviaire Tazara, tirant parti du transport ferroviaire pour réduire les coûts de stockage et de logistique, tandis que des zones de transformation pour l'exportation situées près du port de Mombasa au Kenya attirent des entreprises de fabrication légère et permettent des flux de marchandises intégrés entre le port, le rail et le parc industriel. En alignant les investissements dans les infrastructures avec la planification du développement industriel, ce modèle permet de consolider les pôles de production, de fluidifier la circulation des marchandises, de réduire les coûts commerciaux et d'améliorer la fiabilité des chaînes d'approvisionnement transfrontalières.

- Connectivité financière et des paiements : pour soutenir les activités d'infrastructure et de commerce, la Chine approfondit la coopération en matière de règlement en monnaie locale et facilite l'intégration des systèmes de paiement transfrontaliers. Les efforts comprennent l'élargissement de l'utilisation des monnaies locales pour le commerce bilatéral, ainsi que le soutien aux pays africains dans l'émission d'obligations Panda (obligations

²¹⁷ Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), Economic Development in Africa Report 2024 (2025) (Rapport sur le développement économique en Afrique 2024 (2025)), <https://unctad.org/publication/economic-development-africa-report-2024>.

²¹⁸ Tang Xiaoyang, 'China's Belt and Road Initiative and African Industrialisation' (L'Initiative la Ceinture et la Route de la Chine et l'industrialisation de l'Afrique), Tricontinental : Institute for Social Research, le 2 octobre 2023, <https://thetricontinental.org/wenhua-zongheng-2023-3-belt-and-road-initiative-african-industrialisation/>.

libellées en RMB), comme l'a démontré l'Égypte²¹⁹ et l'Afreximbank²²⁰, pour un montant combiné supérieur à 3 milliards de dollars américains. Parallèlement, les projets sont intégrés au système de paiement et de règlement panafricain (PAPSS). Ces mesures visent à réduire les

coûts de paiement transfrontaliers de 8 % à moins de 2 % et à raccourcir les délais de règlement de 3 à 5 jours à un règlement en temps réel, contribuant ainsi à résoudre les contraintes majeures liées aux devises et à la liquidité.

Encadré 21. Modernisation de la route Mufulira-Mokambo et des infrastructures frontalières dans le cadre d'un futur corridor des ressources

- **Entreprise** : Jasworld Ports Limited
- **Lieu d'investissement** : Zambie
- **Secteur et produit/service** : infrastructures (transport et installations frontalières)

En novembre 2024, Jasworld Ports Limited, une filiale de Jiayou International Logistics, a signé un accord de concession de 56,7 millions de dollars avec le ministère zambien des Finances et de la Planification nationale pour la modernisation de la route Mufulira-Mokambo ainsi que des installations frontalières de Mokambo, situées à la frontière entre la Zambie et la République démocratique du Congo (RDC). Développé dans le cadre d'un partenariat public-privé (PPP), ce projet vise à améliorer les infrastructures et à rationaliser le commerce transfrontalier entre la Zambie et la RDC.²²¹

Le projet consiste à moderniser les 15,5 km de la route Mufulira-Mokambo afin de les porter aux normes bitumineuses, tout en procédant à une rénovation en profondeur des installations frontalières de Mokambo. Ces améliorations renforceront la logistique transfrontalière, optimiseront les procédures douanières et amélioreront l'efficacité du transport, ouvrant la voie à des échanges commerciaux plus fluides. Cette initiative revêt une importance particulière pour les régions minières riches en cuivre du sud-est de la RDC, qui dépendent de routes commerciales efficaces pour leurs exportations.

Dans le cadre d'un effort plus large d'intégration régionale, la modernisation de la route et des installations frontalières de Mokambo viendra compléter d'autres projets d'infrastructures clés, tels que l'agrandissement du poste-frontière de Tunduma et l'extension du port de Tanga. Ensemble, ces initiatives établiront un maillon essentiel entre la RDC, la Zambie et la Tanzanie, facilitant la circulation des biens et des services le long d'un corridor commercial stratégique reliant les pôles miniers de cuivre et de cobalt de la RDC aux grands ports régionaux.²²²

²¹⁹ Banque africaine de développement (BAD), 'Egypt Issues Africa's First Sustainable Panda Bond Worth 3.5 Billion RMB Backed by African Development Bank and Asian Infrastructure Investment Bank' (L'Égypte émet la première obligation Panda durable d'Afrique d'une valeur de 3,5 milliards de RMB, avec le soutien de la Banque africaine de développement et de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures), le 17 octobre 2023, <https://www.afdb.org/en/news-and-events/press-releases/egypt-issues-first-sustainable-panda-bond-worth-35-billion-rmb-backed-african-development-bank-and-asian-infrastructure-investment-bank-65097>.

²²⁰ Banque africaine d'import-export (Afreximbank), 'Afreximbank Issues First Panda Bond in China Interbank Market with RMB 2.2 Billion Issuance' (L'Afreximbank émet sa première obligation Panda sur le marché interbancaire chinois pour un montant de 2,2 milliards de RMB), le 8 avril 2025, <https://www.afreximbank.com/afreximbank-issues-first-panda-bond-in-china-interbank-market-with-rmb-2-2-billion-issuance/>.

²²¹ Jane Chanda, 'Govt Signs \$56.7m Deal with Jasworld to Upgrade Mufulira-Mokambo Road' (Le gouvernement signe un accord de 56,7 millions \$ avec Jasworld pour la modernisation de la route Mufulira-Mokambo), Daily Revelation News, le 7 octobre 2024, <https://dailyrevelationzambia.com/govt-signs-56-7m-deal-with-jasworld-to-upgrade-mufulira-mokambo-road/>.

²²² Jiayou International, Jiayou International signe officiellement le projet de modernisation du poste-frontière de Mokambo et de la route Mufulira-Mokambo, GoalFore Advisory, le 19 novembre 2024, <https://news.goalfore.cn/topstories/detail/74930.html>.

2) Opportunités commerciales supplémentaires

Ces dernières années, les initiatives d'infrastructure ont évolué, passant de projets entièrement neufs à la rénovation et à la modernisation des réseaux existants. Comparativement aux projets de grande envergure, la demande augmente pour des initiatives visant à améliorer l'accessibilité et à relier les zones mal desservies, renforçant ainsi le « dernier kilomètre » pour les biens, les services et les personnes. L'urbanisation rapide rend également les réseaux de transport et de logistique urbains essentiels à l'activité économique. Les investisseurs chinois peuvent cibler des mégapoles comme Lagos et Accra avec des projets intégrés combinant routes périphériques urbaines et parcs industriels suburbains. Par exemple, la route périphérique extérieure de Lagos pourrait relier les parcs textiles suburbains au port, désengorgeant la ville tout en offrant une logistique efficace pour les pôles manufacturiers.

Dans le domaine de l'économie numérique, les centres de données locaux et les infrastructures numériques sont essentiels pour soutenir l'automatisation douanière, le suivi des chaînes d'approvisionnement et le commerce transfrontalier. Les investissements dans des projets numériques au niveau communautaire - tels que les villages intelligents - peuvent renforcer la souveraineté des données, améliorer la sécurité des ressources et étendre les bénéfices de la numérisation aux petites villes et aux zones rurales. Au-delà de cela, des opportunités existent pour étendre les initiatives de villages intelligents à l'échelle régionale, en intégrant l'Internet des objets (IoT), la santé numérique et les plateformes éducatives afin d'améliorer la prestation des services. De même, les projets de gouvernance intelligente qui exploitent les solutions numériques pour les services publics - tels que les plateformes d'e-gouvernement, la gestion municipale des ressources et la participation citoyenne numérique - offrent des opportunités commerciales et de partenariat évolutives, tout en renforçant l'efficacité administrative et la transparence.

3) Impact sur l'intégration régionale de l'Afrique

Les investissements en connectivité du FOCAC9 vont au-delà des infrastructures physiques pour promouvoir un développement régional inclusif. Les 30 projets prioritaires ciblent les lacunes critiques des réseaux, en établissant

des chaînes intégrées « ressources - transformation - exportation » qui améliorent l'efficacité du commerce intra-africain. Dans le cadre du modèle « infrastructures + industrie », les infrastructures passent d'un coût passif à un moteur actif de l'activité économique. Par exemple, les zones de transformation agricole le long du chemin de fer Tazara augmentent les volumes de fret, garantissant que le chemin de fer fonctionne comme un actif productif tout en soutenant simultanément la croissance industrielle.

En complément de ces efforts, les investissements dans les infrastructures numériques communautaires - tels que les centres de données locaux, les systèmes logistiques intelligents et les plateformes de gouvernance numérique - renforcent l'épine dorsale numérique de l'Afrique, permettant aux PME et aux entreprises locales de participer au commerce transfrontalier, d'améliorer leur compétitivité et de favoriser une économie numérique plus résiliente et inclusive.

3.2.4 Coopération au développement : générer des retombées concrètes des investissements par des projets de subsistance

1) Priorités d'engagement du FOCAC9

Le FOCAC9 fait progresser la coopération au développement en Afrique en associant les interventions de terrain aux mécanismes institutionnels et financiers qui soutiennent l'intégration sociale et économique. Ancré dans l'Initiative pour le développement mondial (GDI), le partenariat met l'accent sur des approches systématiques qui complètent les investissements industriels et en infrastructures de connectivité, tout en améliorant directement les moyens de subsistance locaux. Les engagements clés comprennent :

- Mise en œuvre de projets de subsistance « petits mais impactants » : un engagement central consiste en la promesse de la Chine de réaliser 1 000 projets de subsistance « petits et beaux ». Ces initiatives - couvrant la réduction de la pauvreté, l'agriculture, l'eau et l'assainissement, la santé, l'éducation professionnelle et la préparation aux catastrophes - visent à répondre

aux besoins immédiats des communautés tout en posant les bases de leur participation aux économies régionales. En améliorant les services essentiels et le capital humain, ces projets créent des conditions favorables à la mobilité, au commerce et aux marchés du travail transfrontaliers, aspects cruciaux pour l'agenda de croissance inclusive de la ZLECAf. Ces initiatives permettent non seulement d'améliorer les conditions de vie, mais renforcent également le sentiment d'intégration régionale des habitants, établissant ainsi les fondations sociales pour une participation économique plus inclusive.²²³

- Renforcement des capacités et transfert de connaissances via des partenariats multilatéraux : la Chine et ses partenaires africains ont lancé le Centre de démonstration Chine-Afrique-ONUDI en Éthiopie, la première plateforme tripartite de ce type. Le centre se concentre sur la modernisation agricole, la formation aux normes industrielles et le développement des compétences régionales, formant un cadre de professionnels « prêts pour l'intégration », tels que les analystes de politiques commerciales et les planificateurs industriels.²²⁴ En intégrant l'expertise multilatérale aux priorités chinoises et africaines, ce modèle marque une transition vers des solutions de développement « co-crées », pouvant être reproduites dans différentes régions, accélérant le transfert de connaissances et l'harmonisation des normes pour la modernisation industrielle.

- Renforcement de la durabilité financière : allègement ciblé de la dette et nouveaux canaux de financement. La remise par la Chine des prêts sans intérêt arrivant à échéance fin 2024 pour les pays africains les moins avancés offre un espace fiscal à court terme, tandis que sa reconstitution de 50 millions USD du Mécanisme de partenariat Chine-Banque mondiale mobilise des ressources pour un développement inclusif et durable.

Il est important de noter que le Plan d'action appelle à des efforts internationaux collectifs pour attirer le capital privé, en cohérence avec la stratégie africaine visant à diversifier les sources de financement au-delà des flux concessionnels, étape essentielle pour combler le déficit de financement des infrastructures et de l'intégration du continent.

2) Opportunités commerciales supplémentaires

S'appuyant sur les engagements de coopération au développement du FOCAC9, les entreprises chinoises disposent de multiples voies pour aligner investissement commercial et impact social. Une opportunité directe consiste à apporter expertise et technologies aux initiatives multilatérales, par exemple en participant à des centres régionaux de recherche agricole. L'implication dans des projets de subsistance et d'infrastructures sociales permet également aux entreprises d'acquérir des informations précoces sur les besoins locaux, le comportement des consommateurs et les lacunes des chaînes d'approvisionnement, informations qui peuvent orienter le développement de produits, les stratégies de distribution et les opportunités de partenariat.

Il est important de noter que de nombreuses entreprises chinoises opérant en Afrique ont déjà mis en œuvre des initiatives de responsabilité sociétales des entreprises (RSE) le long des corridors d'infrastructure, notamment en modernisant des hôpitaux, des écoles et des installations sanitaires. Accroître la visibilité de ces interventions dans les rapports d'entreprise peut aider les décideurs et les planificateurs du développement à mieux comprendre comment les investissements du secteur privé complètent les objectifs de développement régional, tout en inspirant des stratégies pour un engagement plus approfondi et une collaboration public-privé.

²²³ Administration nationale chinoise pour la coopération internationale au développement, La pratique chinoise de la coopération internationale au développement, chapitre sur les projets « petits et beaux » (2025), <http://www.cidca.gov.cn/download/gjhxemxm.pdf>.

²²⁴ Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), 'UNIDO, China, and Ethiopia Inaugurate a Centre of Excellence to Boost Sustainable Industrialization in Africa' (ONUDI, la Chine et l'Éthiopie inaugurent un centre d'excellence pour promouvoir l'industrialisation durable en Afrique), le 15 juillet 2024, <https://www.unido.org/news/unido-china-and-ethiopia-inaugurate-centre-excellence-boost-sustainable-industrialization-africa>.

3) Impact sur l'intégration régionale de l'Afrique

Le partenariat de coopération au développement du FOCAC9 soutient l'intégration régionale de l'Afrique sous l'angle du développement social. Des initiatives telles que les projets de subsistance « petits et beaux » améliorent directement le quotidien des communautés locales, augmentant leur engagement et leur réceptivité envers les investissements étrangers et le développement industriel. La collaboration avec des plateformes multilatérales, telles que l'ONUDI, aide les pays africains à construire un consensus sur des questions clés, notamment la politique commerciale, les normes industrielles et la prestation de services publics, favorisant une gouvernance plus standardisée et coordonnée dans les domaines cruciaux pour l'intégration régionale.

Sur le plan de la durabilité financière, les mesures de remise de dette et les contributions aux fonds de la Chine créent des conditions favorables pour que les pays africains participent aux initiatives régionales sans réduire leurs dépenses en services publics en raison de contraintes fiscales. Ces mesures permettent de garantir que les efforts de développement économique et d'intégration se déroulent de manière stable et inclusive.

3.2.5 Santé : renforcement des systèmes et des réseaux de santé publique régionaux

1) Priorités d'engagement du FOCAC9

La coopération en matière de santé constitue un aspect historique des relations Chine-Afrique depuis les années 1960 et demeure un élément important de l'agenda du FOCAC. La coopération en santé dans le cadre du FOCAC9 va au-delà des modèles d'aide traditionnels, en visant à répondre à la fois aux besoins immédiats et à la résilience à long terme des systèmes de santé. Les

principaux engagements comprennent :

- Construction de réseaux de santé régionaux: le FOCAC9 établit une Alliance des hôpitaux Chine-Afrique, reliant 30 hôpitaux chinois de premier plan à 50 hôpitaux africains clés. L'alliance mettra en œuvre des consultations à distance, la coordination des transferts de patients et la gestion médicale conjointe. Par ailleurs, 10 centres médicaux conjoints et centres de médecine traditionnelle seront construits à travers l'Afrique de l'Est, de l'Ouest et australe, créant un réseau à trois niveaux « hubs régionaux - nœuds nationaux - cliniques locales » afin d'améliorer l'accès aux soins.
- Renforcement des capacités du personnel de santé : le programme « 100 équipes médicales dans 1 000 villages » déploiera 2 000 professionnels chinois médicaux et de la santé publique et formera 10 000 personnels locaux. Ces initiatives contribueront à atténuer la pénurie importante de travailleurs de la santé en Afrique, qui devrait atteindre 6,1 millions d'ici 2030²²⁵, tout en construisant une résilience à long terme du personnel de santé et en renforçant la capacité des systèmes nationaux de santé.
- Renforcement de la prévention et du contrôle des maladies : la Chine s'est également engagée à mettre en œuvre dix programmes dans les établissements de santé et dix programmes pilotes d'élimination du paludisme, des interventions ciblées susceptibles de réduire le fardeau des maladies évitables telles que le paludisme. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Afrique a enregistré 246 millions de cas de paludisme et 569 000 décès en 2023, les enfants de moins de cinq ans représentant environ 76 % des décès²²⁶. La lutte contre le paludisme et d'autres maladies évitables est essentielle non seulement pour sauver des vies, mais aussi pour améliorer la productivité et alléger la pression sur les systèmes de santé publique.

²²⁵ James Avoka Asamani et al., 'Projected Health Workforce Requirements and Shortage for Addressing the Disease Burden in the WHO Africa Region, 2022-2030: A Needs-Based Modelling Study' (Besoins et pénurie projetés de personnel de santé pour faire face à la charge de morbidité dans la région africaine de l'OMS, 2022-2030 : une étude de modélisation basée sur les besoins), *BMJ Global Health* 7, no. Suppl 1 (2024): e015972, <https://doi.org/10.1136/bmjgh-2024-015972>

²²⁶ Organisation mondiale de la santé (OMS), 'Fact Sheet about Malaria' (Fiche d'information sur le paludisme), le 11 décembre 2024, <https://www.who.int/news-room/fact-sheets/detail/malaria>

• Soutien à la capacité pharmaceutique locale : le FOCAC9 encourage la réduction de la dépendance de l'Afrique aux médicaments importés, actuellement d'environ 80 %, en soutenant les entreprises chinoises dans l'investissement d'installations de production de vaccins et de médicaments en Afrique. Cette démarche s'aligne sur la vision de l'Union africaine et du CDC Afrique pour l'autosuffisance pharmaceutique²²⁷. Cela garantit un accès plus constant et abordable aux médicaments et vaccins, tout en contribuant à poser les bases de chaînes de valeur régionales dans la production de soins de santé. Le capital public et privé chinois peut être mobilisé pour financer des investissements dans les infrastructures critiques, la santé numérique et les installations de production locales à travers le continent, autant d'éléments essentiels pour atteindre la sécurité

sanitaire et la stabilité économique.

• Partenariat avec CDC Afrique : ce partenariat inclut l'engagement de soutenir le développement et le fonctionnement du siège de CDC Afrique ainsi que de ses cinq centres sous-régionaux. Le renforcement du CDC Afrique est essentiel pour améliorer la capacité institutionnelle de l'Afrique en matière de surveillance des maladies, de recherche et de préparation aux urgences. En tant que principale agence sanitaire du continent, le CDC joue un rôle indispensable pour répondre aux crises sanitaires futures, réduire les vulnérabilités liées à la santé et garantir que le commerce et l'intégration économique ne soient pas entravés par des problèmes de santé publique.

Encadré 22. Hôpital général de la Route de la Soie d'Addis-Abeba : Construire des infrastructures de santé avancées pour renforcer les capacités médicales en Éthiopie

- **Entreprise** : Hôpital général de la Route de la Soie d'Addis-Abeba (AASRGH)
- **Secteur** : santé et services de santé publique
- **Couverture régionale** : Éthiopie, avec des services étendus à d'autres pays africains, en particulier durant la pandémie de COVID-19
- **Type d'investissement et d'opération** : investissement dans un hôpital privé, programmes de formation médicale, et développement des infrastructures de santé publique
- **Principaux produits ou services** : soins de santé tertiaires complets (diagnostic, chirurgie, soins intensifs et traitements spécialisés), soutien aux programmes de réponse lors des urgences sanitaires, et formation clinique pour les étudiants en médecine
- **Contribution à l'intégration régionale** : réduction de la dépendance aux traitements à l'étranger grâce à des soins avancés; renforcement de la résilience de la santé publique via la capacité en soins critiques et le développement des talents médicaux

L'Hôpital général de la Route de la Soie d'Addis-Abeba (AASRGH), développé par Afei Holding Co. Ltd., illustre une évolution de la coopération sino-africaine dans le domaine de la santé, passant de missions d'aide à des investissements stratégiques en matière de soins de santé. Inauguré en 2019 comme le premier hôpital complet investi par la Chine en Éthiopie, l'AASRGH est conçu pour combler les lacunes structurelles des services médicaux avancés tout en positionnant Addis-Abeba comme un hub régional de santé. Construit en tant qu'hôpital général tertiaire de 500 lits, l'établissement comprend plus de 20 départements - médecine interne, chirurgie, obstétrique et gynécologie, pédiatrie, entre autres - et est équipé de technologies de pointe telles qu'un robot chirurgical Da Vinci et un appareil IRM 3.0T. L'investissement total dépasse 80 millions de dollars américains, dont 40 % sont consacrés aux équipements médicaux, 35 % aux infrastructures, le reste étant destiné au recrutement de personnel et au développement des systèmes numériques.

²²⁷ Centre africain de contrôle et de prévention des maladies (CDC Afrique), 'Africa CDC Unveils Strategic Plan to Transform Health Financing and Advance Self-Reliance' (CDC Afrique dévoile un plan stratégique pour transformer le financement de la santé et promouvoir l'autonomie), le 11 avril 2025, <https://africacdc.org/news-item/africa-cdc-unveils-strategic-plan-to-transform-health-financing-and-advance-self-reliance/>.

Avec 80 lits pour patients hospitalisés, 10 lits d'urgence et 6 lits en soins intensifs, l'hôpital est doté de technologies diagnostiques modernes, comprenant les premiers services d'IRM opérés localement en Éthiopie. Son équipe médicale, issue de plusieurs pays, propose plus de 20 services spécialisés, permettant aux patients d'accéder sur place à des traitements qui nécessitaient auparavant des déplacements coûteux à l'étranger. Cet effet de substitution des importations dans le secteur de la santé réduit les coûts pour les patients et renforce le système médical éthiopien.

Équipé de huit ventilateurs polyvalents - un atout crucial alors que les réserves nationales étaient presque épuisées - l'AASRGH a été officiellement désigné en mars 2020 par le ministère éthiopien de la Santé comme centre de traitement du COVID-19. L'hôpital est également devenu un établissement contractuel pour les Nations unies, l'Union africaine et d'autres organisations internationales, servant de centre pour les cas graves de COVID-19 et accueillant le personnel de l'ONU et de l'UA évacué de toute l'Afrique de l'Est.²²⁸ Par ailleurs, l'hôpital pilote le développement de 10 centres sino-africains d'urgence sanitaire en Éthiopie, au Kenya et en Ouganda. Ces centres, équipés de laboratoires mobiles et d'ambulances à pression négative, forment un réseau régional de surveillance et de réponse aux maladies. Ce rôle souligne la fonction émergente de l'hôpital en tant que composante d'un réseau transfrontalier de résilience sanitaire.

Au-delà des services cliniques, l'hôpital s'inscrit dans une dynamique de renforcement des capacités à long terme. En collaboration avec le ministère éthiopien de la Santé et la Faculté de médecine de l'Université de Zhejiang, l'AASRGH a lancé un programme de formation de talents médicaux « 1+3 » (une année d'études théoriques suivie de trois années de pratique clinique). Sur cinq ans, ce programme vise à former 500 médecins africains, qui, à l'issue de leur formation, pourront obtenir une licence médicale chinoise et bénéficier d'un placement prioritaire dans des établissements de santé financés par la Chine à travers l'Afrique.

À l'avenir, l'AASRGH vise à fonctionner non seulement comme un hôpital, mais également comme une plateforme d'introduction des technologies médicales chinoises avancées en Afrique. L'hôpital collabore activement avec des groupes médicaux spécialisés afin d'élargir sa gamme de services et de reproduire son modèle à travers la région. Par exemple, en novembre 2023, il a facilité le lancement du premier centre de traitement des maladies veineuses dirigé à l'étranger par l'équipe spécialisée en chirurgie vasculaire de Zhang Qiang à Addis-Abeba - obtenant toutes les approbations réglementaires en un mois et fournissant un soutien central incluant les installations chirurgicales, le personnel médical et le déploiement commercial. Ces initiatives reflètent la vision de l'AASRGH : servir de tremplin pour l'expertise médicale chinoise de haute qualité en Afrique, permettant l'implantation de technologies et pratiques médicales avancées tout en favorisant un réseau régional de soins spécialisés.²²⁹

²²⁸ Wang Chuanjun, Entreprises chinoises en Éthiopie : s' enraciner en Afrique et profiter à la population locale, Portail de la Ceinture et la Route, le 27 novembre 2022, <https://www.yidaiyilu.gov.cn/p/293010.html>.

²²⁹ Mao Xiaoqiong, Le récit d' un médecin chinois en Afrique : aventures, moments difficiles et retrouvailles avec la fierté professionnelle, Tencent, le 24 novembre 2023, <https://news.qq.com/rain/a/20231124A00UM500>.

Encadré 23. Nouvelle usine de production de vaccins de Jijia Health en Zambie : une étape emblématique pour la santé publique en Afrique

- **Entreprise** : Jijia International (Beijing) Medical Technology Co., Ltd.
- **Lieu d'investissement** : Zambie
- **Secteur et Produits/Services** : santé (production de vaccins contre le choléra)

En octobre 2024, Jijia Health, une entreprise chinoise de technologie médicale, a signé un protocole d'accord (MoU) avec la Coopération de Développement Industriel (IDC) de Zambie afin de créer la toute première usine de fabrication de vaccins contre le choléra en Afrique. Ce projet s'inscrit dans le cadre de l'initiative plus large Zambia Pharmaceutical Manufacturing Initiative, soutenue par des partenaires tels que Shanghai United Cell Biotechnology Company.

La Zambie, confrontée ces dernières années à des épidémies récurrentes de choléra, renforce ses efforts pour relever un défi majeur de santé publique, se positionnant comme un leader régional dans la prévention du choléra. La nouvelle usine est conçue non seulement pour répondre aux besoins critiques en vaccins contre le choléra de la Zambie, mais aussi pour servir de hub pour l'ensemble du continent, soutenant les efforts de lutte contre le choléra à travers l'Afrique.²³⁰

Cette initiative souligne l'alignement entre les priorités sanitaires de la Zambie et l'intérêt croissant de la Chine pour les investissements dans la production pharmaceutique en Afrique, marquant un tournant important vers la fabrication locale pour répondre aux besoins sanitaires essentiels de la région. L'usine de vaccins est appelée à jouer un rôle majeur dans le paysage sanitaire régional, contribuant à des solutions durables pour la prévention du choléra.

2) Opportunités commerciales supplémentaires

Les entreprises chinoises peuvent créer des centres de distribution pharmaceutique en Afrique. Ces hubs centraliseraient les médicaments, dispositifs médicaux et consommables, offrant aux hôpitaux et pharmacies des pays voisins des services intégrés de « approvisionnement centralisé + livraison en chaîne du froid ». Cette approche permet de réduire les délais de livraison, d'améliorer la fiabilité des chaînes d'approvisionnement et d'élargir l'accès au marché dans plusieurs pays.

Par ailleurs, l'Afrique fait actuellement face à une pénurie importante de services de santé spécialisés. Les entreprises chinoises peuvent investir dans les centres urbains régionaux pour construire des hôpitaux spécialisés équipés de technologies médicales avancées, desservant des patients provenant de plusieurs pays. Les solutions numériques, notamment les plateformes de télémédecine, peuvent étendre la portée de ces centres

aux cliniques locales et aux hôpitaux ruraux, permettant des consultations à distance, des diagnostics et une formation professionnelle continue.

3) Impact de l'autonomisation sur l'intégration régionale de l'Afrique

Les systèmes de surveillance des maladies transfrontalières, combinés à une meilleure coordination entre les pays africains et à des investissements localisés dans les fournitures médicales essentielles, renforcent la capacité du continent à détecter, prévenir et répondre aux urgences de santé publique. Au-delà du contrôle immédiat des maladies, ces systèmes permettent une prise de décision fondée sur les données, la mise en place de mécanismes d'alerte précoce et l'adoption de protocoles de rapport standardisés, ce qui améliore collectivement la gouvernance sanitaire à l'échelle continentale.

²³⁰ 'Zambia: Zambia Signs Landmark Agreement to Manufacture Cholera Vaccine, A First in Africa' (Zambie : la Zambie signe un accord historique pour produire un vaccin contre le choléra, une première en Afrique), Lusaka Times, le 8 octobre 2024, <https://www.lusakatimes.com/2024/10/08/zambia-signs-landmark-agreement-to-manufacture-cholera-vaccine-a-first-in-africa/>.

La production locale de vaccins et l'harmonisation des normes pharmaceutiques contribuent à la création d'un écosystème pharmaceutique autosuffisant. En alignant les cadres réglementaires et les pratiques d'approvisionnement entre les pays, les États africains peuvent réduire leur dépendance aux importations, stabiliser les chaînes d'approvisionnement et améliorer l'accessibilité financière des médicaments essentiels. Cela favorise également l'innovation nationale et le développement des industries biotechnologiques locales, générant des emplois hautement qualifiés et encourageant le transfert de technologies.

De plus, ces interventions favorisent l'intégration régionale en incitant à la collaboration transfrontalière dans la recherche en santé, les projets de production conjointe et les réseaux logistiques partagés. Avec le temps, des populations en meilleure santé et des systèmes de santé plus résilients soutiennent une activité économique plus large, facilitent la mobilité de la main-d'œuvre et renforcent la durabilité des réseaux commerciaux régionaux dans le cadre de la ZLECAf.

3.2.6 Revitalisation rurale et bien-être des populations : tirer parti de la modernisation agricole pour le développement des chaînes de valeur

1) Priorités des engagements du FOCAC9

La revitalisation rurale et l'amélioration du bien-être des populations sont essentielles pour parvenir à un développement durable et inclusif à travers l'Afrique. Dans le cadre du FOCAC 9, l'Initiative partenariale pour la revitalisation rurale et le bien-être des populations s'appuie sur l'expérience extensive de la Chine en matière de modernisation agricole et sur des décennies de coopération agricole réussie avec les pays africains. Cette initiative englobe l'assistance traditionnelle - telle que l'aide alimentaire, le transfert de technologies

et le développement des compétences - ainsi que des stratégies plus globales visant à promouvoir le développement agro-industriel et à améliorer les conditions de vie des communautés. Les engagements clés comprennent :

- **Modernisation des technologies agricoles et des systèmes de démonstration** : s'appuyant sur les 23 Centres de démonstration de technologies agricoles Chine-Afrique (ATDC) existants, le FOCAC9 prévoit la création de 10 nouveaux centres axés sur les cultures à haute valeur ajoutée et les techniques durables. Ces centres soutiendront environ 100 000 mu (6 700 hectares) de zones de démonstration standardisées, promouvant des technologies telles que le riz hybride chinois et l'irrigation économisant l'eau. Ces ATDC serviront de plateformes d'apprentissage pratiques, encourageant l'adoption de variétés de cultures à haut rendement, d'équipements mécanisés et de pratiques agricoles modernes au sein des communautés locales. Les recherches montrent que des ATDC bien gérés peuvent accroître la productivité des cultures, renforcer la sécurité alimentaire, réduire la dépendance aux denrées alimentaires importées et améliorer les revenus agricoles, contribuant ainsi directement aux moyens de subsistance ruraux et favorisant l'intégration des chaînes de valeur agricoles locales.²³¹

- **Promotion de pratiques agricoles innovantes et durables** : la Chine soutiendra le développement de centres Juncao (herbes fongiques) et de bambou, offrant des solutions écologiques pour la réhabilitation des sols, l'alimentation animale et les énergies renouvelables. Ces initiatives offrent des opportunités pour une agriculture durable tout en répondant à des préoccupations environnementales plus larges et en contribuant aux objectifs de développement vert sur le continent.

- **Développement d'initiatives « Agriculture + » couvrant l'ensemble de la chaîne de valeur** : l'initiative « 100 entreprises dans 1 000 villages » encouragera le secteur

²³¹ Shen Lin et Jingbo Cui, 'South-South Cooperation and Food Security: Evidence from Chinese Agricultural Technology Demonstration Center in Africa' (Coopération Sud-Sud et sécurité alimentaire : preuves issues des Centres de démonstration de technologies agricoles chinois en Afrique), China Economic Quarterly International 4, n° 1 (2024) : 1-12, <https://doi.org/10.1016/j.ceqi.2024.02.001>.

privé à s'engager plus profondément dans la revitalisation rurale, stimulant la croissance et garantissant des moyens de subsistance durables. La Chine s'engage également à mettre en œuvre 500 projets d'intérêt public visant à améliorer le bien-être des communautés, intégrant ainsi davantage la responsabilité sociale dans les activités commerciales. En intégrant l'amélioration des moyens de subsistance dans des stratégies plus larges de transformation agro-industrielle, le partenariat pour la revitalisation rurale vise à relier la réduction de la pauvreté aux réseaux de production régionaux, contribuant ainsi à

une croissance inclusive et à l'intégration économique à l'échelle du continent.

- **Renforcement des compétences agricoles et des capacités locales** : via l'Alliance sino-africaine pour la science et la technologie agricoles, 500 experts chinois fourniront un accompagnement technique, tandis que 1 000 responsables agricoles africains bénéficieront d'une formation portant sur la culture, la transformation et la gestion coopérative.

Encadré 24. Huaqiao Fenghuang Group : Centre de technologie aquatique en Ouganda comme modèle d'aide et de modernisation technologique piloté par le secteur privé

- **Entreprise** : Sichuan Huaqiao Fenghuang Group
- **Secteur** : technologie agricole / aquaculture
- **Couverture régionale** : opérations centrées en Ouganda avec des liens commerciaux vers d'autres pays d'Afrique de l'Est, notamment la Tanzanie, le Rwanda et le Kenya
- **Modèle d'investissement et d'opération** :
- **Type d'investissement et d'opération** : partenariat public-privé dans le cadre de l'aide agricole chinoise ; création et gestion d'un Centre de démonstration de technologies agricoles spécialisé dans l'aquaculture
- **Principaux produits ou services** : introduction et reproduction de nouvelles espèces de poissons (par ex. carpe herbivore, carpe argentée, carpe tête-de-gros) ; systèmes d'élevage en cages ; production d'aliments pour poissons
- **Contribution à l'intégration régionale** : création d'un hub aquacole régional fournissant du poisson d'élevage aux marchés locaux et voisins

Avec près de 20 % de son territoire recouvert d'eau, l'Ouganda possède un potentiel aquacole considérable. Cependant, des décennies de surpêche dans le lac Victoria et l'absence de technologies de production modernes ont fortement réduit les stocks de poissons. Ce qui constituait autrefois un aliment de base est devenu de plus en plus inaccessible pour les populations locales, tandis que les marchés régionaux subissent des pressions d'approvisionnement similaires.

Dans le cadre des engagements pris lors du Sommet FOCAC de 2006, le groupe Huaqiao Fenghuang a créé en 2009 le Centre ougandais de technologie aquatique (UATC), le seul projet axé sur l'aquaculture parmi les 14 Centres de démonstration de technologies agricoles (ATDC) lancés dans le cadre de la coopération sino-africaine. Il s'agit également du premier cas d'entreprise privée prenant en charge un projet d'aide. L'UATC a introduit des systèmes modernes d'élevage et de reproduction des poissons, incluant de nouvelles espèces telles que la carpe chinoise, la carpe argentée et la carpe tête-de-gros, ainsi que des techniques de reproduction de juvéniles d'eau douce, des systèmes de cages et des technologies de fabrication d'aliments pour poissons adaptées localement. Avec un investissement supérieur à 70 millions de RMB, le centre a construit des milliers de cages de démonstration et lancé des programmes d'élevage à grande échelle, augmentant significativement les rendements piscicoles. Au-delà de l'augmentation de la production, ces innovations ont réduit la pression sur les stocks sauvages, soutenant la durabilité écologique tout en améliorant la disponibilité alimentaire domestique.

Conçu comme une plateforme régionale d'intégration de l'aquaculture, l'UATC fournit désormais du poisson d'élevage non seulement à l'Ouganda, mais aussi aux pays voisins tels que la Tanzanie, le Rwanda et le Kenya, favorisant le commerce transfrontalier de produits aquatiques abordables. Parallèlement, il sert de centre de transfert de technologies et de développement des compétences, formant les communautés locales et les entreprises aquacoles régionales aux techniques de reproduction des poissons, à l'élevage en cages et à la transformation des aliments pour poissons.²³²

L'UATC illustre comment la coopération agricole peut évoluer de projets d'aide à une transformation sectorielle à grande échelle. En intégrant des technologies de production modernes, en catalysant le commerce régional et en privilégiant des pratiques durables, il offre un modèle reproductible pour de futurs investissements dans l'aquaculture en Afrique, reliant la production locale à des objectifs d'intégration régionale plus larges.

2) Opportunités commerciales supplémentaires

S'appuyant sur les politiques du FOCAC9 et les ressources agricoles de l'Afrique, les entreprises chinoises peuvent développer une production agricole à grande échelle et spécialisée par région, en appliquant des normes techniques uniformes pour améliorer la qualité et la cohérence des produits. Pour réduire les pertes post-récolte élevées, les entreprises peuvent investir dans des « centres de transformation partagés » situés dans les principales zones de production, offrant des services tels que le séchage, le battage et la transformation primaire. Chaque centre pourrait desservir les agriculteurs d'une zone définie, facilitant la création de chaînes de valeur intégrées « production-transformation-distribution régionale ».

Au-delà de la transformation, les investissements dans les infrastructures rurales - y compris les routes reliant les exploitations aux marchés, les centres de transformation et les points de vente et services locaux - peuvent contribuer à lever les obstacles entre villages, villes et marchés régionaux. Ces interventions améliorent non seulement l'efficacité des chaînes d'approvisionnement agricoles, mais créent également de nouvelles opportunités pour les entreprises locales et les liens commerciaux régionaux.

3) Impact sur l'autonomisation et l'intégration régionale de l'Afrique

Le soutien à l'agriculture par le transfert de technologies, le financement et les liens avec les marchés renforce l'autosuffisance alimentaire de l'Afrique tout en favorisant

l'exportation de produits spécialisés par région. En réduisant la dépendance aux importations et en améliorant l'équilibre du commerce agricole régional, ces initiatives insufflent un nouvel élan aux économies locales et transfrontalières.

Par ailleurs, les projets de développement agricole génèrent un large impact social et économique. Les populations rurales - en particulier les femmes et les jeunes, qui représentent une part importante de la main-d'œuvre - bénéficient d'une augmentation des opportunités d'emploi dans les secteurs de l'agriculture, de la transformation, de la logistique et du commerce. L'amélioration des infrastructures rurales, telles que les routes, les centres de transformation et les points de services locaux, facilite l'accès aux marchés et aux services publics, élève le niveau de vie et renforce la stabilité sociale.

Au niveau régional, les chaînes de valeur intégrées, couvrant la production, la transformation et la distribution, favorisent des liens économiques plus solides entre les pays voisins. Cela facilite non seulement la circulation des biens et des services, mais renforce également la coopération institutionnelle et l'harmonisation des politiques dans le cadre de mécanismes tels que la ZLECAf. De cette manière, la revitalisation rurale et les projets agro-industriels constituent une base pour une intégration régionale inclusive, reliant l'autonomisation économique locale aux objectifs de développement continentaux plus larges.

²³² WCC Daily, Les entrepreneurs chinois s'aventurent en Afrique : des dizaines d'entreprises du Sichuan en soutien, Fondation pour le développement économique et commercial sino-africain, le 11 septembre 2013, <http://www.cnafrica.org/cn/lthy/4471.html>.

3.2.7 Développement vert : renforcer les réseaux énergétiques et favoriser un saut industriel bas carbone

1) Priorités d'engagement du FOCAC9

Le développement vert occupe une place de plus en plus centrale dans la coopération sino-africaine, soulignant l'urgence de lutter contre le changement climatique tout en saisissant les opportunités économiques offertes par la transition bas carbone. Dans le cadre du FOCAC9, l'Initiative de partenariat pour le développement vert définit un programme global qui associe énergie propre, gestion de l'environnement, réduction des risques de catastrophes et coopération en matière de sciences et technologies de pointe. Les engagements clés comprennent :

- Poursuite de la construction de projets régionaux d'énergies renouvelables : la Chine s'est engagée à mettre en œuvre 30 projets dans le domaine de l'énergie propre et du développement vert, couvrant le solaire, l'éolien, l'hydroélectricité et d'autres technologies renouvelables. Ces investissements s'inscrivent directement dans le cadre de la Déclaration de Nairobi sur le changement climatique, qui vise à porter la capacité installée en énergies renouvelables en Afrique de 56 GW en 2022 à 300 GW d'ici 2030.²³³ Les investissements dans les énergies renouvelables contribueront à réduire les coûts énergétiques, à renforcer l'interconnexion transfrontalière

des réseaux électriques et à stimuler de nouvelles opportunités industrielles, jetant ainsi les bases d'activités économiques compétitives et du développement de chaînes de valeur régionales.

- Mise en place d'une plateforme dédiée au financement vert : le Fonds spécial pour la chaîne industrielle verte Chine-Afrique vise à promouvoir la coopération sur l'ensemble des segments - amont, intermédiaire et aval - dans les domaines de l'énergie propre, des transports verts et des minerais verts.²³⁴ En juin 2025, ce fonds avait déjà approuvé sept projets, pour un montant total de 6,2 milliards de RMB (environ 865 millions de dollars américains).²³⁵ Le premier projet financé, lancé en Afrique du Sud, est consacré au développement de l'énergie solaire. Ce fonds joue un rôle crucial pour combler le déficit de financement annuel estimé à 45 milliards de dollars américains nécessaire à la réalisation des objectifs africains en matière d'énergies renouvelables, selon la Banque africaine de développement (BAD).²³⁶ Par ailleurs, le fonds s'aligne sur les priorités africaines plus larges consistant à diversifier les exportations au-delà des matières premières brutes et à renforcer les capacités locales dans les secteurs de la fabrication verte, des chaînes de valeur des batteries et des transports durables.²³⁷

- Réseaux de coopération en technologies vertes pour le renforcement des capacités : la Chine s'engage à renforcer la formation et la recherche conjointe dans des domaines

²³³ Union africaine, 'The African Leaders Nairobi Declaration on Climate Change And Call To Action Preamble' (Déclaration des dirigeants africains de Nairobi sur le changement climatique et appel à l' action - Préambule), le 8 septembre 2023, <https://au.int/en/decisions/african-leaders-nairobi-declaration-climate-change-and-call-action-preamble>.

²³⁴ Development Reimagined, Report: How to Implement China's Support for Africa's Green Industrialisation (Rapport : Comment mettre en œuvre le soutien de la Chine à l' industrialisation verte de l' Afrique)(2025), <https://developmentreimagined.com/how-to-implement-chinas-support-for-africas-green-industrialisation/>.

²³⁵ IMinistère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine, 'List of the Outcomes of the Implementation of the Follow-up Actions of the Beijing Summit of the Forum on China-Africa Cooperation' (Liste des résultats de la mise en œuvre des actions de suivi du Sommet de Beijing du Forum sur la coopération sino-africaine), le 11 juin 2025, https://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/wjbzhd/202506/t20250611_11646041.html.

²³⁶ Banque africaine de développement (BAD), Mobilizing Private Sector Financing for Climate and Green Growth in Africa (Mobiliser le financement du secteur privé pour le climat et la croissance verte en Afrique), Abidjan, Côte d' Ivoire, 2023.

²³⁷ IUnion africaine, 'Africa's Green Minerals Strategy (AGMS)' (Stratégie africaine sur les minéraux verts (AGMS)), le 18 mars 2025, <https://au.int/en/documents/20250318/africas-green-minerals-strategy-agms>.

essentiels à l'amélioration de la résilience climatique, tels que la prévention des catastrophes, la protection de la biodiversité, la restauration environnementale et la lutte contre la désertification. En juin 2025, la Chine avait déjà mis en œuvre avec succès des systèmes d'information climatique et d'alerte précoce (CIEWS) en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), dans des pays comme les Seychelles et Madagascar.²³⁸ Ces systèmes permettent aux communautés locales de mieux se préparer et de

réagir face aux phénomènes météorologiques extrêmes et aux risques environnementaux, renforçant ainsi leur résilience climatique. La création de laboratoires conjoints et du Centre de coopération sino-africain pour les applications de la télédétection par satellite permettra en outre aux pays africains de surveiller l'utilisation des terres, de gérer les ressources naturelles et de s'adapter au changement climatique - des capacités clés pour un développement durable et une intégration régionale renforcée.

Encadré 25. Power Solutions (SPS) : Autonomiser les communautés africaines hors réseau grâce à des produits solaires durables

- **Entreprise** : Shenzhen Power-solution Ind Co., Ltd
- **Secteur** : solutions d'énergie solaire pour les communautés hors réseau
- **Couverture régionale** : à travers l'Afrique
- **Type d'investissement et d'opération** : ventes via le modèle « Base de la Pyramide » (BOP) pour élargir la base d'utilisateurs; investissement dans une usine SKD en Éthiopie.
- **Principaux produits ou services** : produits d'éclairage solaire, systèmes solaires domestiques, systèmes de production d'énergie solaire.
- **Contribution à l'intégration régionale** : élargir l'accès aux solutions d'énergie propre dans les régions mal desservies, relever le défi de l'accès à l'électricité du « dernier kilomètre »; contribuer à la transition verte de l'Afrique en réduisant les émissions de carbone et en promouvant des solutions énergétiques durables sur le continent; s'engager avec les communautés locales via la distribution et la vente de produits, tout en créant des opportunités économiques locales.

Fondée en 2009 par l'entrepreneure chinoise Mme Li Xia, Power Solutions (SPS) est une entreprise sociale basée à Shenzhen, dédiée à la fourniture de solutions énergétiques propres et abordables aux communautés hors réseau. En 2024, SPS avait desservi plus de 7,83 millions de foyers à travers l'Afrique, réduit plus de 6,7 millions de tonnes d'émissions de carbone et généré un chiffre d'affaires annuel de 20 millions de dollars américains. SPS représente l'une des initiatives les plus marquantes des entrepreneurs chinois sur les marchés BOP (Base de la Pyramide) en Afrique, ainsi qu'une référence mondiale en matière d'innovation sociale à grande échelle.²³⁹

Inspirée par l'expérience personnelle de Li, qui a grandi sans électricité dans le nord-est rural de la Chine, SPS a également été motivée par un voyage d'affaires en Inde où elle a constaté une extrême pauvreté énergétique. En s'appuyant sur la chaîne d'approvisionnement matérielle et l'expertise solaire de Shenzhen, Li a lancé SPS avec pour objectif d'éliminer la dépendance au kérosène grâce à des produits solaires à faible coût et de haute qualité. Le produit phare, « Candles Killer », a connu plusieurs itérations majeures de conception et six années de tests avant d'être mis sur le marché : vendu à seulement 5 \$, il a une durée de vie de cinq ans, émet une lumière plus vive que le kérosène et réduit les émissions de carbone des foyers de 0,1 tonne par an.

²³⁸ Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine, 'List of the Outcomes of the Implementation of the Follow-up Actions of the Beijing Summit of the Forum on China-Africa Cooperation' (Liste des résultats de la mise en œuvre des actions de suivi du Sommet de Beijing du Forum sur la coopération sino-africaine).

²³⁹ LONGi Green Energy, LONGi Green Energy lance le programme « L' énergie photovoltaïque illumine l' Afrique » grâce à la technologie BC », GoalFore Advisory, le 18 janvier 2024, <https://news.goalfore.cn/topstories/detail/58312.html>.

Cependant, l'impact de SPS ne réside pas seulement dans l'accessibilité financière, mais aussi dans l'innovation adaptée au « dernier kilomètre ». Par exemple, la réduction de la structure de support de la lampe, de 13,5 cm à 6 cm - basée sur l'idée de la suspendre à des bouteilles d'eau locales - a permis de diminuer de 60 % le volume d'emballage, réduisant ainsi de moitié les coûts logistiques dans les réseaux de distribution coûteux d'Afrique. À partir de 2018, SPS a commencé à étendre son champ d'action au-delà de l'éclairage. Elle a lancé le projet « Solar Media » au Kenya - des tablettes solaires préchargées avec des contenus éducatifs et professionnels - qui ont atteint plus de 5 000 utilisateurs dans des villages non raccordés au réseau. Cette initiative a fait évoluer le modèle de l'entreprise, passant de « éclairer des vies » à « autonomiser les moyens de subsistance ».²⁴⁰

À mesure que SPS se développait, la localisation est devenue essentielle. L'entreprise est passée de l'exportation à l'assemblage local et à la co-distribution, formant des coentreprises, comme celle en Éthiopie, et collaborant avec des distributeurs locaux de confiance, tels que Third Wave Power au Kenya. Ces partenariats ont renforcé la confiance des communautés, adapté le design des produits aux préférences locales et élargi la portée transfrontalière de SPS en Afrique de l'Est et de l'Ouest. En 2024, les activités de SPS s'étendaient à plusieurs pays africains, suscitant un intérêt croissant de la part d'acteurs mondiaux. Néanmoins, l'entreprise devait encore relever des défis : diversifier son portefeuille de produits, localiser les chaînes d'approvisionnement dans un contexte géopolitique volatil et attirer des investisseurs et talents partageant sa mission. Ces obstacles n'ont toutefois fait que renforcer la conviction de Li dans le potentiel inexploité de l'Afrique et le pouvoir de « servir ceux que le marché ignore ».

SPS illustre un modèle d'entreprise axé sur le marché BOP et la mission avant le profit - démontrant que l'énergie solaire peut être à la fois un outil de lutte contre la pauvreté et une activité économique durable. Son approche - design frugal, développement de chaînes d'approvisionnement locales et partenariats hybrides - offre une voie reproductible pour les entreprises souhaitant étendre leur impact dans les marchés émergents.

2) Opportunités commerciales supplémentaires

En tant que région particulièrement vulnérable aux effets du changement climatique, mais également engagée dans des objectifs ambitieux de transition bas carbone dans le cadre de l'Agenda 2063 de l'Union africaine et de l'Accord de Paris, la transition énergétique de l'Afrique est cruciale tant pour son développement durable que pour l'action climatique mondiale. Selon les estimations de Power Shift Africa, un système énergétique 100 % renouvelable sur l'ensemble du continent d'ici 2050 pourrait générer des économies de 35 000 milliards de dollars, les seules réductions des coûts des combustibles couvrant largement les investissements nécessaires.²⁴¹ L'annonce de la Chine en 2021 de suspendre tout nouvel investissement dans les centrales à charbon à l'étranger s'aligne étroitement sur ce potentiel immense de développement des énergies renouvelables en Afrique.

Une autre grande avancée concerne les réseaux énergétiques transfrontaliers. L'Afrique fait face à un paradoxe : un surplus et un déficit d'électricité coexistent, avec un potentiel renouvelable abondant dans certaines régions mais des pénuries persistantes dans d'autres. Les projets de transmission à courant continu haute tension (HVDC) peuvent aider à combler cet écart, permettant un commerce énergétique transfrontalier plus efficace et une meilleure optimisation des ressources. Des investissements complémentaires dans des systèmes de stockage par batteries - tels que des installations lithium-ion - permettraient de pallier l'intermittence, assurant un approvisionnement fiable pour les clusters industriels, les pôles manufacturiers régionaux et les consommateurs urbains. Ces infrastructures soutiennent non seulement l'industrialisation, mais renforcent également l'agenda plus large d'intégration régionale de l'Afrique en

²⁴⁰ Li Zhuoqun et Wang Xuchen, Permettre aux produits d'énergie propre de toucher davantage de populations africaines - entretien avec Li Xia, fondatrice de Chengxin Nuo Technology Co., Ltd., Sina Finance, le 18 mars 2024, <https://finance.sina.com.cn/jjxw/2024-03-18/doc-inant-vp0326273.shtml>.

²⁴¹ Power Shift Africa, Africa Energy Leadership: The Case for 100% Renewable Energy (Leadership énergétique en Afrique : le cas d'une énergie 100 % renouvelable) (2025), <https://www.powershiftafrica.org/publications/african-energy-leadership-report>. 6

connectant les réseaux électriques au-delà des frontières.

Au-delà de la production d'énergie, des opportunités émergent également le long de la chaîne de valeur de la fabrication d'énergies renouvelables. Par exemple, en avril 2023, le Nigeria a lancé la construction de la première usine de cellules solaires d'Afrique de l'Ouest dans l'État de Nasarawa, un projet de 171 millions de dollars américains dirigé par NASENI et China Great Wall Industry Corporation, avec un financement de 85 % assuré par le Fonds de développement sino-africain (CADFUND).²⁴² Ce type de coopération illustre comment l'investissement chinois peut catalyser des chaînes d'approvisionnement locales dans le secteur des énergies renouvelables, renforcer les capacités technologiques africaines et stimuler l'industrialisation verte.

3) Impact de l'autonomisation sur l'intégration régionale de l'Afrique

La mise en lien des projets régionaux d'énergie renouvelable avec les initiatives de pools électriques peut contribuer à surmonter la fragmentation actuelle des réseaux énergétiques en Afrique et à renforcer la sécurité énergétique. Une interconnexion électrique transfrontalière accrue permet non seulement de réduire les coûts de l'énergie, mais aussi d'assurer un approvisionnement plus stable et abordable pour l'industrie régionale et l'agriculture, attirant ainsi davantage d'investissements. Le traitement des minéraux verts et l'application de technologies propres peuvent transformer les industries africaines, passant de modèles « à forte pollution et faible valeur ajoutée » à des modèles « faibles en carbone et à forte valeur ajoutée », aidant ainsi le continent à éviter le piège d'une « industrialisation polluante ».

De plus, d'un point de vue technologique et normatif, la recherche conjointe sino-africaine peut soutenir le développement de normes communes dans les

domaines des énergies renouvelables, du traitement des minéraux verts et de la protection de l'environnement. L'établissement de normes continentales - par exemple pour la certification des énergies renouvelables et la gouvernance des données - sera essentiel pour éviter la fragmentation du marché. Actuellement, les « barrières commerciales vertes » apparaissent comme une nouvelle forme de mesure non tarifaire à l'échelle mondiale, telles que le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) de l'UE ou la Loi sur la réduction de l'inflation (IRA) des États-Unis.²⁴³ En tant que partenaire externe, la Chine peut jouer un rôle constructif en fournissant une coopération technique permettant à l'Afrique de s'adapter aux normes en évolution et de renforcer sa préparation. Cela pourrait inclure l'application de technologies telles que la blockchain pour assurer la traçabilité des produits verts et le soutien au développement de certifications d'empreinte carbone pour les secteurs d'exportation clés, comme l'agriculture et les minéraux. De telles mesures permettraient de connecter les producteurs africains aux marchés internationaux de certificats verts, et contribueraient également, à long terme, à l'harmonisation des normes entre les partenaires commerciaux africains dans le cadre de la ZLECAf.

²⁴² Sangita Shetty, 'Nigeria To Build West Africa's First Solar-Cell Factory for Green Energy Solutions' (Le Nigeria va construire la première usine de cellules solaires d'Afrique de l'Ouest pour des solutions d'énergie verte), SolarQuarter, le 5 avril 2023, <https://solarquarter.com/2023/04/05/nigeria-to-build-west-africas-first-solar-cell-factory-for-green-energy-solutions/>.

²⁴³ Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies (CEA), Advancing the Implementation of the Agreement Establishing the African Continental Free Trade Area: Proposing Transformative Strategic Actions. (Faire avancer la mise en œuvre de l'Accord portant création de la Zone de libre-échange continentale africaine : proposition d'actions stratégiques transformatrices) 62.

3.3 Résumé des synergies entre les sept partenariats économiques clés du FOCAC9 et leur lien avec l'intégration régionale de l'Afrique

Les sept partenariats clés, étroitement liés aux activités commerciales des entreprises chinoises et aux investissements dans le cadre du FOCAC9, ne sont pas mis en œuvre de manière isolée ; au contraire, ils créent des synergies mutuelles et soutiennent l'intégration régionale de l'Afrique sous plusieurs angles :

Tableau 11 : Synergies entre les sept partenariats économiques clés du FOCAC9

Partenariats	Défis centraux de l'intégration africaine abordés	Relations synergiques avec les autres partenariats
Prosperité commerciale	Fragmentation commerciale, barrières non tarifaires élevées, chaînes de valeur courtes	Dépend de la connectivité pour les exportations ; soutenue par la production industrielle et agricole.
Coopération des chaînes industrielles	Faible capacité, technologie limitée, complémentarité transnationale faible	S'appuie sur l'accès commercial et la logistique ; renforcée par l'agriculture et les intrants énergétiques verts.
Connectivité	Grandes lacunes en infrastructures et financement associé, coûts logistiques élevés	Relie les marchés interrégionaux dans les secteurs industriel et commercial.
Coopération au développement	Capacité de gouvernance insuffisante, sécurité des moyens de subsistance inadéquate	Renforcement des capacités au niveau communautaire, étendant les bénéfices du développement économique aux zones mal desservies.
Santé et assainissement	Système de santé publique faible, capacité locale de production pharmaceutique insuffisante	Assure la santé de la population, garantissant ainsi le fonctionnement stable des industries sociales et économiques ainsi que la mobilité du personnel.
Agriculture et moyens de subsistance	Faible efficacité agricole, manque de diversité dans les économies rurales	Fournit des matières premières pour le commerce et les chaînes industrielles ; connecte aux marchés régionaux en s'appuyant sur les infrastructures de connectivité.
Développement vert	Structure énergétique obsolète, pressions liées à la transition bas-carbone	Fournit de l'énergie verte aux différentes industries et assure un développement durable.

Ces initiatives de partenariat approfondissent la coopération sino-africaine en s'appuyant sur l'engagement historique du FOCAC en faveur d'une

collaboration pratique et multi-acteurs, tout en renforçant leur focalisation sur l'agenda de l'intégration régionale africaine. À leur cœur, elles favorisent des synergies entre

les parties prenantes chinoises et leurs homologues africains, marquant un passage de projets fragmentés à des écosystèmes intégrés qui unissent les économies. Ainsi, le FOCAC9 fonctionne comme un cadre intégré plutôt que comme une collection d'initiatives isolées : les progrès dans un domaine génèrent des retombées dans d'autres - le commerce repose sur la connectivité et la

modernisation industrielle ; l'agriculture relie les moyens de subsistance aux chaînes de valeur ; et l'énergie verte soutient tous les secteurs. Ensemble, ces partenariats répondent de manière systématique aux défis de l'intégration africaine, tandis que l'intégration régionale elle-même crée un environnement plus favorable à l'investissement chinois.



04. Recommandations pour les parties prenantes diverses

Pour libérer pleinement le potentiel de la coopération sino-africaine dans la promotion de l'intégration régionale africaine, des actions ciblées de la part de l'ensemble des acteurs - gouvernement chinois, gouvernements nationaux africains, UA/CER, et entreprises chinoises - sont essentielles. Ci-dessous sont présentées des recommandations concrètes et adaptées, alignées sur les opportunités et les défis identifiés, visant à favoriser la coordination, réduire les risques et amplifier les bénéfices mutuels.



4.1 Recommandations pour le gouvernement chinois

4.1.1 Établir des mécanismes de dialogue réguliers avec le Secrétariat de la ZLECAf et les CER

En priorité, un dialogue structuré entre la Chine et le Secrétariat de la ZLECAf devrait être institutionnalisé afin de garantir que les investissements s'alignent sur les priorités d'intégration continentale de l'Afrique, telles que définies par la ZLECAf et l'Agenda 2063. Des échanges réguliers au niveau continental fourniraient un

cadre cohérent, évitant des engagements fragmentés et renforçant la vision d'un marché africain unifié.

Par ailleurs, les mécanismes de dialogue avec les Communautés économiques régionales (CER) africaines peuvent servir de canaux de soutien complémentaires, permettant une coordination plus adaptée au niveau sous-régional. Ces dialogues devraient également inclure des représentants du Secrétariat de la ZLECAf pour s'assurer que les priorités continentales restent intégrées et servent

de lignes directrices globales. Des réunions annuelles ou semestrielles, au niveau ministériel ou des hauts fonctionnaires, pourraient réunir les décideurs chinois (par exemple, Ministère du Commerce, Ministère des Affaires étrangères) et les équipes techniques des CER afin de coordonner des stratégies d'investissement sectorielles. Par exemple, un dialogue avec la CDAA pourrait porter sur l'alignement des investissements chinois dans les chaînes de valeur des minéraux critiques et des énergies renouvelables, afin d'assurer la transformation et la valorisation locales avant exportation. De tels mécanismes créeraient des boucles de rétroaction, permettant aux CER de communiquer leurs besoins en temps réel tandis que la Chine partagerait les mises à jour politiques, garantissant ainsi que les investissements soient à la fois stratégiques et réactifs aux priorités d'intégration.

4.1.2 Renforcer la coopération en matière de douanes et de facilitation du commerce

Les coûts de transaction élevés et les procédures frontalières inconsistantes restent des obstacles majeurs au commerce intra-africain, fragilisant le marché unifié de la ZLECAf. Le gouvernement chinois devrait renforcer la collaboration entre l'Administration générale des douanes de la Chine et les autorités douanières africaines afin de fluidifier les flux commerciaux et d'harmoniser les protocoles d'inspection et de quarantaine. Ces pratiques pourraient inclure un soutien technique pour la mise en place de systèmes numériques à « guichet unique », des programmes de formation sur les outils d'inspection et de dédouanement basés sur le risque, ainsi que des échanges sur les pratiques modernes de gestion frontalière. Ces mesures permettraient de réduire directement les délais et d'accroître la compétitivité des chaînes de valeur régionales africaines.

4.1.3 Augmenter le financement des études de faisabilité pour les projets d'investissement potentiels

Le financement insuffisant des études de pré-faisabilité et de faisabilité constitue un goulot d'étranglement critique pour les projets à fort impact et alignés sur l'intégration.

Les institutions financières, souvent réticentes au risque, considèrent fréquemment les propositions non étudiées comme trop risquées, retardant ainsi les investissements, même pour des projets à fort effet catalyseur potentiel. De nombreux investisseurs perçoivent le travail de faisabilité comme une charge ou un centre de coûts, entraînant un sous-investissement dans des études qui pourraient pourtant réduire considérablement les risques. Pour combler cette lacune, le gouvernement chinois pourrait prendre l'initiative de collaborer avec les gouvernements africains afin de mobiliser à la fois les banques politiques et les banques multilatérales de développement pour créer un fonds spécial dédié aux coûts des études de faisabilité, en accordant une priorité aux infrastructures transfrontalières ou aux projets d'ancrage de chaînes de valeur régionales.

4.1.4 Traiter la répartition inégale des avantages des IDE par des stratégies d'engagement ciblées et maîtrisées

Une préoccupation fréquemment exprimée par les parties prenantes africaines est que les IDE chinois en Afrique restent disproportionnellement concentrés dans un petit nombre de grandes économies, où les effets en cascade tels que le développement des infrastructures, le regroupement industriel et la création d'emplois renforcent encore leur attractivité pour les investissements futurs. En revanche, les économies plus petites et plus fragiles ne captent qu'une fraction de ces flux, ce qui risque de provoquer une divergence à long terme et de les marginaliser davantage au sein des chaînes de valeur régionales et mondiales. Pour atténuer cette répartition inégale, les agences gouvernementales chinoises et les entreprises devraient adopter des stratégies intelligentes en matière de risques, équilibrant viabilité commerciale et objectifs d'intégration et de développement de l'Afrique.

Cela pourrait impliquer de donner la priorité à des secteurs « à gains rapides » dans les économies fragiles ou plus petites, offrant des cycles de mise en œuvre plus courts et des avantages locaux tangibles, tels que la transformation agricole à petite échelle, les solutions d'énergie renouvelable décentralisée pour les communautés locales et les centres de formation

professionnelle. La démonstration de succès précoces dans ces secteurs contribuerait à instaurer la confiance et à préparer le terrain pour des investissements à plus grande échelle. Par ailleurs, les mécanismes de financement mixtes, combinant des ressources concessionnelles et du capital privé, pourraient être étendus afin de réduire les risques et d'attirer une participation plus large. En

prenant en compte les réalités légitimes des risques tout en concevant des approches d'engagement ciblées, les IDE chinois peuvent devenir un moteur plus inclusif de l'intégration régionale, garantissant que les économies fortes comme les économies fragiles bénéficient des flux d'investissement.

4.2 Recommandations pour les gouvernements nationaux africains

4.2.1 Mettre pleinement en œuvre les Comités Nationaux de Mise en Œuvre de la ZLECAf

L'expérience du lancement de l'Initiative commerciale guidée (GTI) de la ZLECAf en octobre 2022 a montré que l'existence et le fonctionnement effectif d'un mécanisme institutionnel national de la ZLECAf sont essentiels pour coordonner la participation des parties prenantes au commerce intra-africain. Les Comités Nationaux de Mise en Œuvre (NIC) peuvent fournir des cadres institutionnels et politiques qui traduisent les règles continentales en stratégies concrètes. Les organismes de régulation, tels que les autorités de normalisation, les agences douanières et autres acteurs de facilitation du commerce, doivent coopérer pour minimiser les retards aux frontières, tandis que l'engagement du secteur privé doit être renforcé par des programmes dédiés de sensibilisation et de renforcement des capacités.²⁴⁴ Ainsi, pour combler

le fossé entre les engagements continentaux et leur application locale, les gouvernements nationaux africains doivent veiller à ce que les NIC de la ZLECAf disposent de ressources suffisantes, de personnel qualifié et des pouvoirs nécessaires pour garantir l'alignement. Ces comités, composés de représentants gouvernementaux et d'entreprises, servent de guichet unique pour coordonner la mise en œuvre de la ZLECAf au niveau national. Leurs mandats principaux incluent : aligner les politiques commerciales nationales (par exemple, tarifs douaniers, réglementations à l'importation) sur les règles de la ZLECAf; surveiller le respect des engagements régionaux (par exemple, exigences de contenu local pour la production manufacturière). Ces comités doivent veiller à l'adaptation locale des mesures d'intégration régionale et garantir l'application effective des réglementations de la ZLECAf. Des NIC solides créeraient également un environnement prévisible pour les investisseurs en réduisant les contradictions entre les politiques nationales

²⁴⁴ Commission Économique pour l'Afrique des Nations Unies (UNECA), Advancing the Implementation of the Agreement Establishing the African Continental Free Trade Area: Proposing Transformative Strategic Actions. (Faire progresser la mise en œuvre de l'Accord établissant la Zone de libre-échange continentale africaine : propositions d'actions stratégiques transformatrices) 39-40.

et régionales.

De plus, le bon fonctionnement des NIC devrait être renforcé par le leadership des pays piliers régionaux tels que l'Afrique du Sud, l'Égypte et le Kenya, qui sont bien positionnés pour construire des pôles de production transfrontaliers intégrant les marchés environnants. Parallèlement, une attention équilibrée doit être accordée aux économies plus petites, qui manquent souvent de stratégies claires pour participer à l'intégration régionale et en tirer profit. À ce titre, le Secrétariat de la ZLECAf peut jouer un rôle directeur essentiel en fournissant un soutien technique et des cadres politiques adaptés aux conditions spécifiques de ces pays, garantissant qu'ils ne soient pas laissés pour compte dans le processus d'intégration.

4.2.2 Coordonner les infrastructures et les cadres réglementaires avec les institutions régionales

Les projets d'infrastructure transfrontaliers sont essentiels à l'intégration, mais ils sont souvent conçus et financés comme des composantes fragmentées et spécifiques à chaque pays. Cette approche retarde non seulement la mise en œuvre, mais compromet également les bénéfices régionaux escomptés. Les gouvernements nationaux devraient travailler en étroite collaboration avec les Communautés économiques régionales (CER) et l'Union africaine pour établir des structures de gestion de projets conjointes, permettant de planifier, financer et réaliser les projets transfrontaliers comme

des initiatives unifiées. Plutôt que d'aborder les bailleurs de fonds individuellement, les gouvernements devraient présenter les projets collectivement à des consortiums de financeurs, avec des coûts et des retours partagés au-delà des frontières. De même, les cadres réglementaires - tels que les règles de tarification énergétique, la réglementation des transports et les normes techniques - doivent être harmonisés entre les pays afin de garantir le bon fonctionnement des projets transfrontaliers. Cette approche coordonnée permettrait d'accélérer le déploiement d'infrastructures régionales transformatrices tout en réduisant les risques et les coûts de transaction.

4.2.3 Promouvoir le contenu local, le développement des fournisseurs et le transfert de technologies

Les gouvernements nationaux africains devraient encourager davantage l'adoption d'exigences en matière de contenu local, de programmes de développement des fournisseurs et de critères de transfert de technologies, conformément aux objectifs de la ZLECAf. En intégrant ces dispositions dans les cadres d'investissement et les politiques sectorielles, les gouvernements peuvent s'assurer que les investissements étrangers et domestiques dépassent les projets isolés et contribuent activement à la construction de chaînes de valeur régionales résilientes. De telles mesures favoriseraient des liens plus solides entre investisseurs de grande envergure et entreprises locales, renforceraient le transfert de compétences et soutiendraient la diversification progressive des économies africaines.

4.3 Recommandations pour l'Union africaine (UA) et les Communautés économiques régionales (CER)

4.3.1 Créer des plateformes d'apprentissage et de partage des meilleures pratiques

Les CER africaines ont connu des progrès inégaux; pour accélérer l'intégration et éviter de réinventer la roue, l'UA - en collaboration avec les CER - devrait établir une « Plateforme continentale d'apprentissage de l'intégration » qui facilite l'échange de pratiques réussies entre régions. Cette plateforme pourrait prendre la forme d'un dépôt en ligne (hébergé par l'UA ou le Secrétariat de la ZLECAf) et d'ateliers annuels, où les CER échangent des enseignements sur les meilleures pratiques en matière de facilitation du commerce, de promotion des investissements et de construction de chaînes de valeur régionales. Il est important de noter que ces échanges mettent également en évidence la manière de mobiliser les partenaires externes, y compris la Chine, de façon à maximiser l'alignement avec les priorités d'intégration de l'Afrique. En institutionnalisant l'apprentissage croisé, l'Afrique peut transformer la diversité en force.

4.3.2 Accélérer l'établissement d'un bureau de la ZLECAf en Chine

Les entreprises chinoises manquent souvent d'informations suffisantes sur les règles, opportunités et politiques évolutives de la ZLECAf, ce qui crée de l'incertitude et limite leur capacité à concevoir des investissements favorables à l'intégration. La création d'un bureau dédié de la ZLECAf en Chine - composé de représentants de l'UA, du Secrétariat de la ZLECAf et des CER - permettrait de combler directement cette lacune. Ce bureau servirait de pont permanent, promouvant le marché intégré africain auprès des investisseurs chinois, organisant des événements de sensibilisation et facilitant le dialogue direct avec les associations professionnelles et les décideurs chinois. Il pourrait également encourager

les échanges techniques sur les procédures douanières, les mesures SPS, les indications géographiques et les normes commerciales. Cette proposition s'appuie sur des bases de coopération existantes. En août 2021, le Secrétariat de la ZLECAf et le Ministère chinois du Commerce ont signé un protocole d'accord (MoU) pour collaborer sur la coopération économique et établir un groupe d'experts dans des domaines tels que la propriété intellectuelle, les procédures douanières, le commerce numérique et la politique de concurrence. Cependant, bien que ce MoU constitue un point de départ précieux, l'Afrique doit prendre des mesures proactives pour rendre ces mécanismes plus efficaces. Institutionnaliser des communications régulières avec la Chine, intégrer ces dialogues dans un bureau formel de la ZLECAf à Beijing et assurer un suivi constant des échanges techniques transformerait des engagements ponctuels en un partenariat systématique et stratégique.

4.3.3 Poser les bases d'une union douanière continentale par l'harmonisation du Tarif Extérieur Commun (TEC)

L'article 3(d) de l'Accord de la ZLECAf prévoit la création d'une Union douanière continentale, qui nécessitera un Tarif Extérieur Commun (TEC). Bien que la mise en œuvre de la ZLECAf reste prioritaire, un travail précoce sur la convergence des TEC est nécessaire. L'Afrique peut s'inspirer des expériences des CER (CAE, CEDEAO, CEMAC, SACU), où des structures tarifaires existent déjà, et des études de la CEA qui mettent en évidence leurs implications sur la croissance et le bien-être. L'UA, les CER et le Secrétariat de la ZLECAf devraient lancer un processus technique visant à comparer les TEC existants, évaluer les options de convergence et assurer la conformité avec l'OMC. Ce processus ne doit pas viser une solution unique, mais plutôt explorer des options différenciées équilibrant les objectifs de croissance du

PIB, d'amélioration du bien-être et de promotion du commerce intra-africain.

Parallèlement, les pays africains doivent commencer à penser de manière stratégique au-delà de la seule mise en œuvre de la ZLECAf. L'adoption d'un TEC continental, accompagnée de politiques industrielles nationales et régionales bien conçues, représenterait une étape significative pour renforcer la position de l'Afrique dans le système commercial mondial. La cohérence des politiques impulsée par la ZLECAf est essentielle, mais à elle seule, elle ne suffira pas à transformer la part de l'Afrique dans le commerce mondial. Lier l'harmonisation

du TEC à des stratégies d'industrialisation plus larges - telles que la modernisation technologique, le développement des fournisseurs et la diversification des exportations - permettra au continent non seulement de consolider son marché intérieur, mais aussi de négocier avec les partenaires externes à partir d'une position de force accrue. À cet égard, l'harmonisation du TEC renforcerait le levier de négociation de l'Afrique avec ses principaux partenaires commerciaux, notamment la Chine, l'UE et les États-Unis, garantissant que les futurs partenariats commerciaux et d'investissement contribuent à la montée en gamme industrielle plutôt qu'à renforcer la dépendance aux matières premières.

4.4 Recommandations pour les entreprises chinoises

4.4.1 Renforcer l'engagement par des mécanismes d'échange sectoriels

Pour approfondir la collaboration et identifier des opportunités ciblées, les entreprises chinoises devraient intensifier leurs interactions avec leurs homologues africains via des plateformes d'échange spécialisées par secteur. Celles-ci pourraient prendre la forme de chambres sectorielles spécialisées (par exemple dans l'automobile, les TIC, les énergies renouvelables, l'agro-industrie) ou de conférences sectorielles annuelles réunissant entreprises, équipes techniques des CER et acteurs privés africains. Ces dialogues doivent favoriser un échange de connaissances bidirectionnel : les entreprises chinoises partagent leurs intérêts d'investissement et leurs atouts, tandis que les partenaires africains apportent leur expertise sur les préférences locales des consommateurs, la dynamique des chaînes d'approvisionnement et les

exigences réglementaires. En favorisant ces connexions ciblées, les entreprises peuvent identifier des partenariats à fort impact, éviter des investissements « à l'aveugle », soutenir le développement des chaînes de valeur régionales et instaurer la confiance avec les parties prenantes africaines.

4.4.2 Aligner les stratégies commerciales sur les plans industriels régionaux

Pour maximiser l'impact et éviter les désalignements, les entreprises chinoises devraient systématiquement comparer leurs stratégies d'investissement avec les feuilles de route d'industrialisation régionales, telles que la Stratégie d'industrialisation de la CAE (2012-2032) ou la Stratégie et Feuille de route d'industrialisation de la CDAA. Des équipes dédiées au sein des entreprises doivent suivre

ces plans et s'assurer que les décisions commerciales sont cohérentes avec les objectifs régionaux. Par ailleurs, les entreprises devraient collaborer avec les agences nationales de promotion des investissements (par exemple, Nigerian Investment Promotion Commission, Kenya Investment Authority, Ethiopian Investment Commission) pour identifier des projets présentant à la fois une importance locale et régionale. Cet alignement garantirait que les investissements chinois soutiennent le regroupement industriel et l'intégration régionale plutôt que de créer des opérations isolées.

4.4.3 S'associer localement pour la préparation de projets

De nombreuses entreprises chinoises investissant actuellement dans les chaînes de valeur locales africaines ont commencé leur engagement par l'exportation - construisant d'abord une présence sur le marché et la demande avant d'envisager une production ou un approvisionnement local. Bien que ce modèle « exportation

d'abord » ait été une voie d'entrée courante, passer à une intégration plus profonde nécessite des évaluations sur le terrain plus robustes. Une stratégie efficace consiste à s'associer avec des institutions africaines locales - telles que des instituts de recherche, des chambres de commerce ou des agences de promotion des investissements - pour co-diriger des études de faisabilité. Ces collaborations permettent d'accéder à des données détaillées et contextuelles sur les coûts de main-d'œuvre, les cadres réglementaires (par exemple, permis environnementaux, exigences de contenu local) et la dynamique des chaînes d'approvisionnement (par exemple, disponibilité des matières premières régionales) que des consultants externes seuls pourraient négliger. En combinant l'expertise locale avec un financement provenant de fonds dédiés aux études de faisabilité, les entreprises peuvent produire des études répondant aux exigences de diligence raisonnable des financeurs chinois et africains, réduire le risque de retards ou d'échecs coûteux, et concevoir des stratégies d'investissement mieux alignées avec les priorités d'intégration régionale.





Annexe

Analyse complémentaire des données sur l'impact des investissements directs à l'étranger (IDE) sortants de la Chine en Afrique sur la croissance économique et l'emploi en Afrique

Cette annexe d'analyse des données a été élaborée et rédigée par l'équipe de recherche experte du Conseil d'affaires Chine-Afrique (CABC). Elle se concentre sur l'impact des investissements directs étrangers (IDE) de la Chine sur la croissance économique et l'emploi en Afrique, comme abordé au chapitre 2 du rapport. L'étude fournit des preuves quantitatives de la contribution des investissements des entreprises chinoises en Afrique au développement économique local, venant compléter les analyses qualitatives menées au niveau sectoriel. Ensemble, ces travaux appuient la thèse principale du rapport selon laquelle les investissements chinois en Afrique jouent un rôle positif dans la promotion du développement économique du continent. Cette annexe présente en outre des informations détaillées sur l'étude, notamment la sélection des variables, la spécification du modèle, les méthodes de traitement de l'échantillon ainsi que l'analyse des résultats de régression, offrant ainsi un appui technique plus complet aux conclusions du rapport principal à titre de référence pour les lecteurs.

I. Sélection des variables et des échantillons

1. Variables dépendantes : Deux indicateurs principaux sont inclus. Le premier est la croissance économique de l'Afrique, mesurée par le logarithme naturel du produit intérieur brut (PIB) des pays africains ; le second est le niveau d'emploi en Afrique, mesuré par le logarithme naturel du nombre de personnes âgées de 15 ans et plus ayant un emploi, d'après la base de données sur le

développement de la Banque mondiale.

2. Variable indépendante : La variable centrale est l'investissement direct étranger (IDE) de la Chine en Afrique, principalement mesuré par le « stock d'IDE chinois en Afrique ». Comparé aux flux d'investissement - qui connaissent des fluctuations à court terme -, le

stock reflète plus fidèlement les résultats des activités économiques et de la formation de capital accumulées sur le long terme. Dans les analyses empiriques ultérieures, la « part du stock d'IDE chinois en Afrique dans le stock total d'IDE chinois à l'échelle mondiale » est utilisée comme variable de substitution afin de garantir la robustesse des résultats.

3. Variables de contrôle : Sélectionnées en fonction du thème de recherche afin d'exclure d'autres facteurs d'interférence :

Pour la croissance économique : ouverture commerciale (Open), niveau de développement financier (FDS), densité de population (POPD), taux de dépendance des personnes âgées (Old), part des rentes issues des ressources naturelles (Resource) et capacité de gouvernance nationale (WGI).

Pour l'emploi : ouverture commerciale (Open), taux d'inflation (INF), dépenses publiques (Gov), taux de dépendance des personnes âgées (Old), capacité de gouvernance nationale (WGI) et aide publique au développement (ODA, ajustée en divisant le montant net de l'aide publique au développement reçue par les pays africains par leur revenu national).

4. Échantillon et sources de données : La recherche utilise des données de panel portant sur les pays africains pour la période de 2011 à 2023. Après 2011, l'économie mondiale a été moins affectée par la crise financière, et les données relatives aux pays africains sont devenues sensiblement plus complètes. Lors de la collecte des données, les pays¹ dont les variables essentielles n'étaient pas disponibles ont été exclus. Les données manquantes pour certaines années ont été complétées à l'aide de méthodes d'interpolation linéaire et de moyenne mobile. L'échantillon final couvre 49 pays africains, représentant 613 observations pays-années.

1. Données sur les IDE sortants de la Chine en Afrique : issues du Bulletin statistique des investissements directs à l'étranger de la Chine, publié conjointement par le ministère du Commerce de Chine, le Bureau national des statistiques de Chine et l'Administration nationale des changes.

2. Données sur la croissance économique africaine, l'emploi et les différentes variables de contrôle : provenant de bases de données internationales faisant autorité, telles que celles de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI).

¹ L'Érythrée et la Somalie présentent de graves lacunes dans les données du PIB ; l'Eswatini ne dispose pas de données sur les IDE sortants ; la République démocratique du Congo ne fournit pas de données sur la gouvernance nationale ; et l'Éthiopie ne dispose pas de données sur le crédit intérieur au secteur privé.

Tableau 1 - Informations de base sur les principales variables

Nom de la variable	Symbole	Définition	Source des données
Croissance économique	Growth	Logarithme naturel du PIB de l'Afrique	Base de données de la Banque mondiale
Échelle de l'emploi	Employ	Logarithme naturel du nombre de personnes âgées de 15 ans et plus ayant un emploi	Base de données de la Banque mondiale
IDE sortants de la Chine en Afrique	OFDI	Logarithme naturel du stock d'IDE chinois en Afrique	Bulletin statistique des IDE sortants de la Chine
Ouverture commerciale	Open	Commerce total (importations + exportations) des pays africains / PIB	Base de données de la Banque mondiale
Rente issue des ressources naturelles	Resource	Rente totale des ressources naturelles / PIB	Base de données de la Banque mondiale
Niveau de développement financier	FDS	Crédit intérieur au secteur privé / PIB	Fonds monétaire international (FMI)
Taux d'inflation	INF	Déflateur du PIB	Base de données de la Banque mondiale
Dépenses publiques	Gov	Dépenses finales de consommation du gouvernement général / PIB	Base de données de la Banque mondiale
Densité de population	POPD	Logarithme naturel de la population par kilomètre carré	Base de données de la Banque mondiale
Taux de dépendance des personnes âgées	Old	Population âgée de 64 ans et plus / Population âgée de 15 à 64 ans	Base de données de la Banque mondiale
Gouvernance nationale	WGI	Indice de la capacité de gouvernance nationale	Base de données de la Banque mondiale
Aide publique au développement	ODA	Aide publique au développement nette reçue / Revenu national	Base de données de la Banque mondiale

II. Analyse des faits stylisés des IDE chinois en Afrique

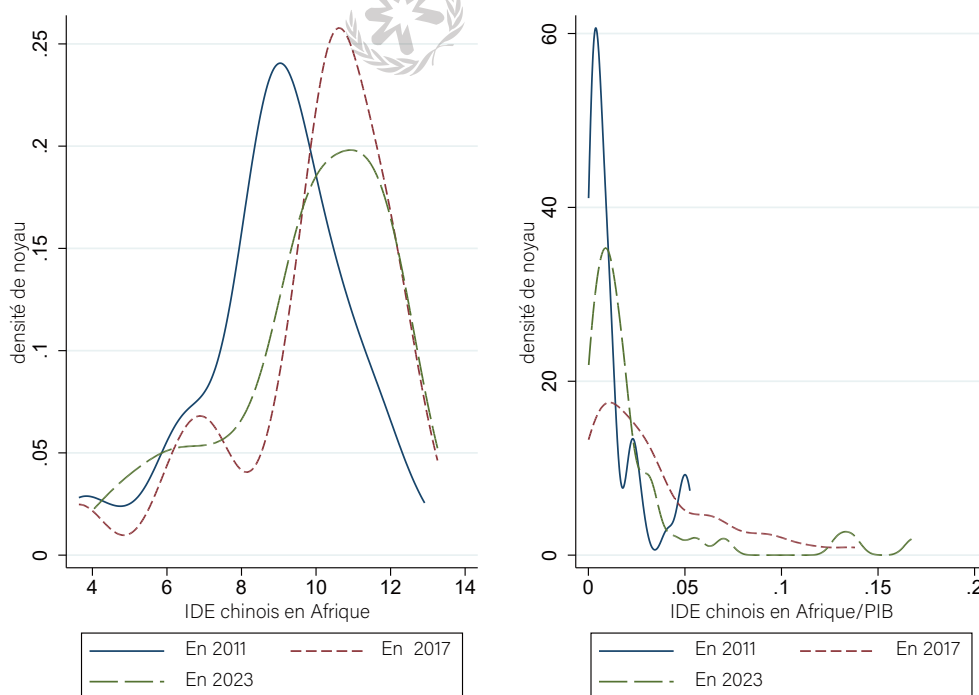
Pour présenter les investissements de la Chine en Afrique sur la période 2011-2023, une estimation par densité de noyau a été réalisée en prenant 2011, 2017 et 2023 comme années représentatives, et des courbes de densité noyau ont été tracées pour le « volume des IDE chinois en Afrique » (panneau de gauche) et le « ratio des IDE chinois en Afrique / PIB des pays africains » (panneau de droite) (Figure 1 ci-dessous) :

- Échelle des investissements (panneau de gauche) : De 2011 à 2017, la courbe s'est déplacée nettement vers la droite, indiquant une croissance rapide des IDE chinois en Afrique. Parallèlement, le sommet de la courbe est devenu plus prononcé et son étendue s'est réduite, ce qui signifie que l'écart d'investissement entre les différents pays africains s'est resserré. De 2017 à 2023, le centre de

la courbe s'est légèrement déplacé vers la droite, reflétant un ralentissement de la croissance des investissements ; le sommet s'est aplati et l'étendue s'est élargie, indiquant un élargissement de l'écart d'investissement entre les pays - cela reflète les objectifs stratégiques plus clairs des IDE chinois dans le contexte de la nouvelle normalité économique.

- Échelle relative (panneau de droite) : De 2011 à 2023, le centre de la courbe s'est déplacé lentement vers la droite, montrant une augmentation progressive de la part des IDE chinois en Afrique par rapport au PIB des pays africains (plus lente après 2017). Les caractéristiques globales du sommet indiquent un resserrement de l'écart dans l'échelle relative des investissements entre les pays africains.

Figure 1 : Courbes de densité de noyau



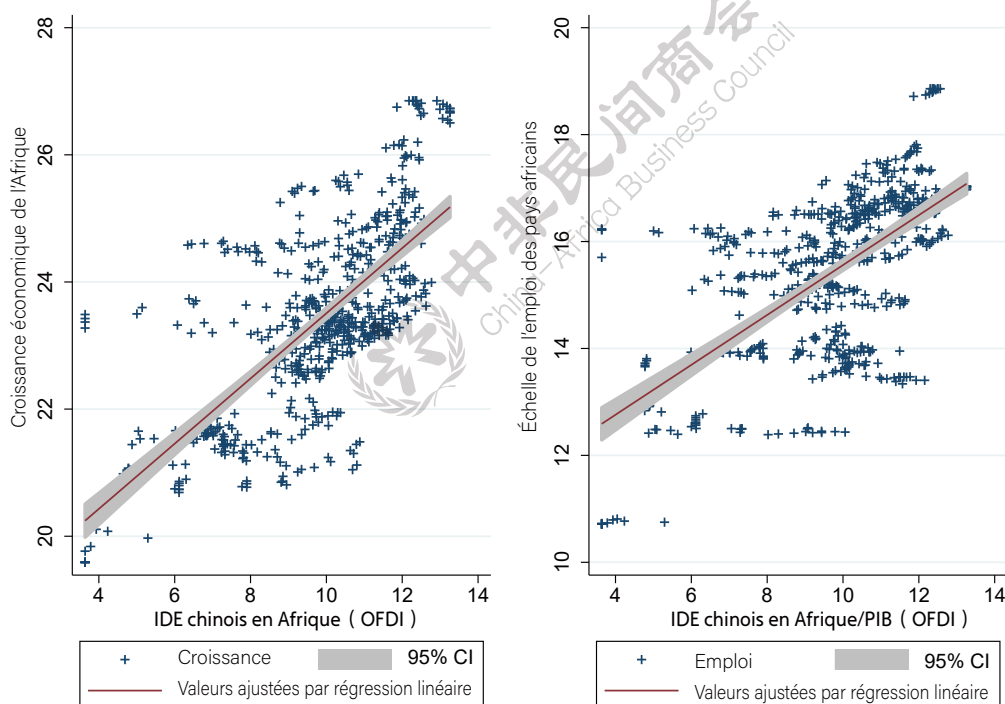
Pour examiner de manière préliminaire la corrélation entre les IDE chinois en Afrique et la croissance économique/l'emploi en Afrique, des faits stylisés ont été représentés à l'aide de nuages de points avec droites ajustées (Figure 2) :

- IDE chinois et croissance économique : La relation peut être représentée par une droite ascendante, la plupart des observations étant distribuées autour de cette droite et à l'intérieur de l'intervalle de confiance à 95 %. Cela

suggère une relation linéaire positive potentielle, indiquant que les IDE chinois exercent un effet promoteur significatif sur la croissance économique en Afrique.

- IDE chinois et emploi : La tendance d'ajustement est similaire à celle observée pour la croissance économique. La droite ascendante et les observations situées à l'intérieur de l'intervalle de confiance à 95 % indiquent une relation linéaire positive, signifiant que les IDE chinois ont un effet moteur significatif sur l'emploi en Afrique.

Figure 2 : Nuages de points avec droites ajustées des IDE chinois en Afrique par rapport à la croissance économique et à l'échelle de l'emploi en Afrique



III. Impact des investissements des entreprises chinoises sur la croissance économique en Afrique

(I) Analyse des résultats de la régression de référence

Résultats de la régression de référence portant sur l'impact des investissements directs chinois en Afrique sur la croissance économique: D'après les estimations du modèle, les investissements directs de la Chine en Afrique ont favorisé la croissance économique du continent. En outre, le degré d'ouverture commerciale, le niveau de développement financier, la taille de la population, le ratio de dépendance démographique ainsi que la qualité de la gouvernance nationale ont tous passé les tests de significativité, démontrant qu'ils constituent des facteurs déterminants de la croissance économique africaine. Parmi eux, la capacité de gouvernance exerce un effet positif particulièrement marqué : plus la gouvernance d'un pays est efficace, mieux se porte son développement économique.

(II) Analyse de l'hétérogénéité

1. Regroupement par niveau de revenu : Les échantillons ont été divisés en groupes à revenu élevé (incluant les pays à revenu intermédiaire supérieur et à revenu élevé) et à faible revenu (incluant les pays à revenu intermédiaire inférieur et à faible revenu) selon les classifications de la Banque mondiale. Les résultats de régression ont montré que le coefficient des IDE était non significatif dans le groupe à revenu élevé, tandis qu'il était de 0,050 et significatif au niveau de 1 % dans le groupe à faible revenu. Cela indique que les IDE chinois exercent un effet promoteur plus marqué sur la croissance économique dans les pays à faible revenu - probablement parce que l'implantation d'entreprises chinoises dans ces pays stimule l'emploi local, augmente les revenus des habitants et, par conséquent, favorise la consommation pour dynamiser la croissance.

Tableau 2 - Résultats de régression sur des sous-échantillons selon le niveau de revenu

	(1)	(2)
	Groupe à revenu élevé	Groupe à revenu faible
OFDI	-0,039	0,050***
	(-0,86)	(3,26)
Open	-0,457**	-0,121
	(-2,41)	(-0,77)
FDS	-0,215	-0,398
	(-0,94)	(-0,81)
Resource	0,671	-0,032
	(0,74)	(-0,10)
POPD	-1,722	-0,643
	(-1,34)	(-0,94)
Old	-4,282	-5,364

	(1)	(2)
	(-0,78)	(-1,41)
WGI	0,020	0,235*
	(0,07)	(1,72)
_cons	30,235***	25,826***
	(7,71)	(9,45)
Pays FE	Oui	Oui
Année FE	Oui	Oui
N	104	509
r2_w	0,539	0,489

2.Regroupement par motivation d'investissement : Les IDE ont été classés en deux catégories : à la recherche de ressources (investissements dans les pays présentant des ratios rente des ressources naturelles/PIB élevés) et à la recherche de marché et d'efficacité (investissements dans les pays présentant des ratios rente des ressources naturelles/PIB faibles), sur la base du ratio moyen rente des ressources naturelles/PIB des pays africains. Le coefficient des IDE était positif dans les deux groupes,

mais seule la catégorie à la recherche de marché et d'efficacité était significative (coefficient = 0,036, significatif au niveau de 1 %). En effet, les investissements axés sur le marché et l'efficacité tendent à se concentrer sur les industries à forte intensité de main-d'œuvre et le développement des infrastructures, ce qui stimule le développement économique africain tout en élargissant les marchés.

Tableau 3 - Résultats de l'analyse d'hétérogénéité selon la motivation des IDE

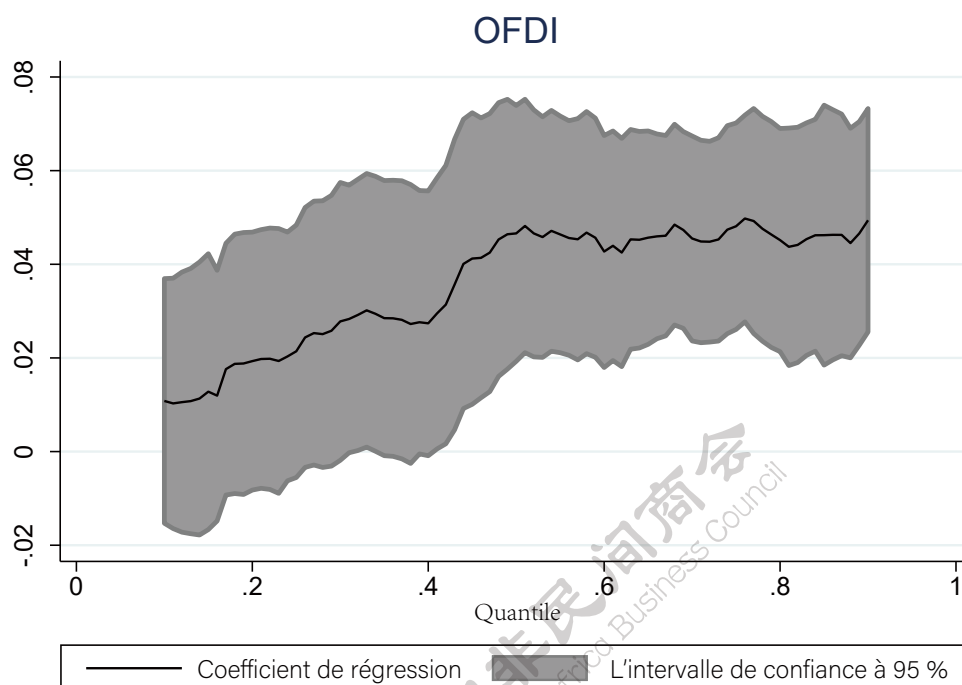
	(1)	(2)
	À la recherche de ressources	À la recherche de marché et d'efficacité
OFDI	0,003	0,036***
	(0,08)	(2,69)
Open	-0,273	-0,340***
	(-1,04)	(-5,66)
FDS	0,130	-0,554***
	(0,24)	(-4,56)
Resource	0,643*	-1,999***
	(1,90)	(-3,91)
POPD	-1,744*	1,335***
	(-1,93)	(5,27)
Old	-16,331**	-0,808
	(-2,72)	(-0,54)
WGI	0,154	0,251***
	(0,57)	(3,52)
_cons	30,199***	18,072***
	(9,43)	(16,57)
Pays FE	Oui	Oui
Année FE	Oui	Oui
N	236	377
r2_w	0,334	0,667

3.Regroupement par distribution de la croissance économique : L'impact des IDE sur la croissance économique africaine a été analysé aux quantiles 0,1 ; 0,25 ; 0,5 ; 0,75 et 0,9. Les résultats ont montré qu'avec l'augmentation du quantile, l'effet promoteur des IDE sur la croissance se renforçait progressivement et devenait plus significatif : les coefficients étaient non significatifs aux quantiles faibles (0,1 et 0,25) mais significatifs au niveau de 1 % aux quantiles élevés (0,5 ; 0,75 ; 0,9)

(0,047 ; 0,048 et 0,049 respectivement). Une analyse plus fine des quantiles 0,1 à 0,9 (par pas de 0,01) a révélé un « saut » de l'effet promoteur des IDE après le quantile 0,4, et une réduction des différences d'impact après le quantile 0,5. Cela suggère que les pays africains ayant un niveau de développement économique plus élevé sont mieux capables d'absorber et d'utiliser les IDE chinois, probablement en raison de leurs infrastructures portuaires et corridors commerciaux plus avancés.

Tableau 4 - Résultats de la régression quantile

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
	Quantile 0,1	Quantile 0,25	Quantile 0,5	Quantile 0,75	Quantile 0,9
OFDI	0,011	0,021	0,047***	0,048***	0,049***
	(0,81)	(1,56)	(3,33)	(4,29)	(4,08)
Open	-0,329***	-0,233***	-0,083	-0,127	-0,247**
	(-5,35)	(-3,19)	(-0,96)	(-1,17)	(-2,05)
FDS	-0,442**	-0,348*	-0,330	-0,675***	-0,804***
	(-2,55)	(-1,86)	(-1,64)	(-3,48)	(-3,71)
Resource	0,055	-0,076	0,263	0,390	0,382
	(0,18)	(-0,26)	(1,07)	(1,59)	(1,47)
POPD	0,565	0,565	-0,007	-0,191	0,262
	(1,14)	(1,29)	(-0,02)	(-0,59)	(0,68)
Old	-7,717*	-3,950	-6,305***	-6,341***	-1,062
	(-1,82)	(-1,45)	(-3,06)	(-3,69)	(-0,45)
WGI	0,345***	0,389***	0,403***	0,409***	0,344***
	(3,85)	(4,26)	(5,18)	(5,58)	(4,12)
_cons	23,645***	23,446***	25,155***	26,376***	24,919***
	(14,42)	(17,11)	(19,14)	(27,49)	(20,79)
Pays FE	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Année FE	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
N	613	613	613	613	613

Figure 3 : Coefficients de la régression quantile de l'impact des IDE sur la croissance économique en Afrique

IV. Impact des IDE chinois en Afrique sur l'emploi en Afrique

(I) Analyse des résultats de la régression de référence

En se référant au modèle économétrique d'Ibnali Issah Kulo (2024) (en contrôlant les effets fixes pays et temps), l'impact des IDE sur l'emploi en Afrique (nombre de personnes âgées de 15 ans et plus ayant un emploi) a été analysé : D'après les estimations du modèle, les investissements directs de la Chine en

Afrique ont contribué à l'amélioration de l'emploi dans les pays africains. S'agissant des variables de contrôle, le coefficient du taux d'inflation est négatif significatif (l'inflation aggrave le chômage), tandis que le coefficient de l'aide internationale est positif significatif (elle favorise l'emploi). Le ratio de dépendance des personnes âgées présente un coefficient négatif significatif (le vieillissement réduit les opportunités d'emploi), alors que le niveau de gouvernance nationale a un effet positif significatif

(contribuant à renforcer la stabilité de l'emploi).

(II) Analyse de l'hétérogénéité

1.Regroupement par structure de l'emploi : L'impact des IDE sur la part de l'emploi dans l'agriculture, l'industrie et les services a été analysé. Les résultats ont montré

que : le coefficient des IDE pour l'emploi agricole était positif mais non significatif ; pour l'emploi industriel, il était de 0,002 et significatif au niveau de 1 % (favorisant effectivement l'emploi industriel) ; pour l'emploi dans les services, il était de -0,002 et significatif au niveau de 10 % (sans effet promoteur évident). Cela indique que les IDE chinois stimulent l'emploi global en Afrique principalement en dynamisant l'emploi industriel.

Tableau 5 - Impact des IDE sur la structure de l'emploi

	(1)	(2)	(3)
	Part de l'emploi agricole	Part de l'emploi industriel	Part de l'emploi dans les services
OFDI	0,0001	0,002***	-0,002*
	(0,10)	(3,35)	(-2,01)
Open	-0,027*	0,014***	0,014
	(-1,83)	(2,73)	(1,18)
INF	-0,014	0,006***	0,007
	(-1,66)	(2,72)	(1,16)
Gov	-0,051**	-0,018	0,070***
	(-2,52)	(-1,30)	(3,35)
ODA	0,053**	-0,034**	-0,019
	(2,45)	(-2,57)	(-0,75)
Old	0,450***	-0,362***	-0,088
	(5,40)	(-4,68)	(-1,51)
WGI	-0,053***	0,012***	0,041***
	(-8,07)	(5,75)	(7,75)
_cons	0,434***	0,148***	0,418***
	(27,90)	(63,79)	(25,50)
Pays FE	Oui	Oui	Oui
Année FE	Oui	Oui	Oui
N	612	612	612
r2_w	0,471	0,140	0,492

2.Regroupement par niveau de revenu : Le coefficient des IDE était non significatif dans le groupe à revenu élevé, tandis qu'il était de 0,010 et significatif au niveau

de 5 % dans le groupe à faible revenu. Cela indique que les IDE chinois exercent un effet promoteur plus marqué sur l'emploi dans les pays à faible revenu. En effet,

ces pays disposent d'infrastructures plus faibles ; les investissements chinois dans les infrastructures locales (routes, chemins de fer, ports, électricité, etc.) mobilisent

un grand nombre de travailleurs locaux, contribuant ainsi à réduire la pression sur l'emploi.

Tableau 6 - Résultats de la régression par sous-échantillon selon le niveau de revenu

	(1)	(2)
	Groupe à revenu élevé	Groupe à revenu faible
OFDI	-0,014 (-0,89)	0,010** (2,24)
Open	-0,045* (-2,17)	0,004 (0,20)
INF	0,092** (3,16)	-0,021*** (-3,69)
Gov	0,280** (3,36)	-0,088** (-2,51)
ODA	-2,079** (-3,21)	0,317*** (3,75)
Old	-8,168*** (-8,87)	-3,555*** (-10,00)
WGI	0,168*** (4,64)	0,048** (2,09)
_cons	15,251*** (73,75)	15,688*** (320,41)
Pays FE	Oui	Oui
Année FE	Oui	Oui
N	104	509
r2_w	0,866	0,750

3.Regroupement par motivation d'investissement : Le coefficient des IDE était positif pour les investissements à la recherche de ressources et à la recherche de marché et d'efficacité, mais seule la catégorie à la recherche de marché et d'efficacité était significative (coefficient = 0,009, significatif au niveau de 5 %). Ce type d'investissement se concentre sur le développement des infrastructures,

nécessitant une main-d'œuvre importante depuis la construction des projets jusqu'au fonctionnement industriel (par exemple, le chemin de fer à écartement standard Mombasa-Nairobi au Kenya a créé des dizaines de milliers d'emplois locaux), ce qui le rend plus efficace pour stimuler l'emploi.

Tableau 7 - Résultats de l'analyse d'hétérogénéité selon la motivation des IDE

	(1)	(2)
	À la recherche de ressources	À la recherche de marché et d'efficacité
OFDI	0,005	0,009**
	(0,58)	(2,03)
Open	-0,058***	0,007
	(-3,35)	(0,55)
INF	0,008	-0,033***
	(0,46)	(-2,93)
Gov	-0,077*	-0,146
	(-1,89)	(-1,59)
ODA	0,219***	0,436***
	(2,82)	(4,63)
Old	-6,076***	-4,100***
	(-8,28)	(-8,57)
WGI	0,016	0,108***
	(0,36)	(3,35)
_cons	15,711***	15,594***
	(173,83)	(291,93)
Pays FE	Oui	Oui
Année FE	Oui	Oui
N	237	376
r2_w	0,787	0,737



Index

Encadrés

Encadré 1. L'expérience du Tarif extérieur commun (TEC) de l'Afrique de l'Ouest pour l'intégration commerciale continentale	10	Encadré 9 : ZTE - construire les fondations numériques pour la connectivité régionale de l'Afrique	46
Encadré 2. Les bassins électriques régionaux comme briques fondamentales de l'intégration électrique continentale	11	Encadré 10. PERCENT Technology : solutions de gouvernance intelligente stimulant la transformation numérique	48
Encadré 3. Objectifs et priorités pratiques de la ZLECAf	14	Encadré 11 : Lianfeng Overseas : Intégration de l'agritech, de la transformation et du commerce pour soutenir la montée en gamme de l'agriculture africaine	52
Encadré 4. Le modèle Production - Transformation - Commerce : mettre en place des chaînes de valeur agricoles intégrées en Afrique	34	Encadré 12 : Keda : Localiser la production de matériaux de construction pour tirer parti du potentiel du marché régional africain	55
Encadré 5. Weihai Huatan : Plateforme intégrée de commerce et de logistique stimulant le commerce bilatéral et la connectivité du marché de l'Afrique de l'Est	36	Encadré 13 : SanSheng Pharmaceutical : Localiser la production de médicaments essentiels pour renforcer la sécurité sanitaire de l'Éthiopie et créer un hub pharmaceutique régional	58
Encadré 6. Wuhan Jinhuaasheng : Solutions ferroviaires du secteur privé pour relancer le chemin de fer du Liberia et favoriser le développement des corridors de ressources	39	Encadré 14 : Wepon Pharmaceutical : Fusions-acquisitions transfrontalières et innovation collaborative au service de la fabrication de dispositifs médicaux haut de gamme en Afrique	59
Encadré 7 : Weihai International : Solutions de batteries pour relier les réseaux de l'Afrique de l'Ouest et accélérer l'intégration régionale de l'énergie verte	42	Encadré 15 : Gotion High-Tech : Construire un pôle africain de batteries pour véhicules électriques afin de relier la Chine, l'Afrique et l'Europe dans la fabrication verte	62
Encadré 8 : TBEA : Exploiter les infrastructures électriques pour stimuler l'industrialisation régionale	44		

Encadré 16 : King Deer : l'avantage du précurseur au service de l'industrialisation textile de Madagascar	65	Encadré 21. Modernisation de la route Mufulira-Mokambo et des infrastructures frontalières dans le cadre d'un futur corridor des ressources	89
Encadré 17 : Wynca Group : Construire un pôle agrochimique en Afrique de l'Ouest grâce à la production locale et au transfert de technologie	68	Encadré 22. Hôpital général de la Route de la Soie d'Addis-Abeba : Construire des infrastructures de santé avancées pour renforcer les capacités médicales en Éthiopie	93
Encadré 18 : Le parc industriel de Mbale: Promouvoir les pratiques durables dans l'industrie manufacturière africaine	72	Encadré 23. Nouvelle usine de production de vaccins de Jijia Health en Zambie : une étape emblématique pour la santé publique en Afrique	95
Encadré 19 : Nouveau parc industriel caféier Chine-Rwanda de Cotti Coffee : réinventer la chaîne de valeur du café au Rwanda	82	Encadré 24. Huaqiao Fenghuang Group : Centre de technologie aquatique en Ouganda comme modèle d'aide et de modernisation technologique piloté par le secteur privé	97
Encadré 20. Le parc industriel textile vert de Sunrise Group au Maroc stimulera la croissance durable du secteur textile	86	Encadré 25. Power Solutions (SPS) : Autonomiser les communautés africaines hors réseau grâce à des produits solaires durables	100

Figures

Figure 1 : Progrès de l'intégration régionale en Afrique (2006-2021)	20	Figure 8 : État de l'intégration de la production à travers les CER de l'Afrique	24
Figure 2 : Intégration régionale dans les différentes régions (2006-2021)	21	Figure 9 : État de l'intégration macroéconomique à travers les CER de l'Afrique	25
Figure 3: L'intégration régionale de l'Afrique dans une perspective comparative	21	Figure 10 : État de l'intégration infrastructurelle à travers les CER de l'Afrique	25
Figure 4 : Progrès de l'intégration régionale en Afrique (moyenne continentale)	22	Figure 11 : État de la libre circulation des personnes à travers les CER de l'Afrique	25
Figure 5 : Progrès de l'intégration régionale à travers les CER de l'Afrique	24	Figure 12 : Évolution du commerce entre la Chine et l'Afrique (2022-2024)	30
Figure 6 : Progrès de l'intégration régionale à travers les CER de l'Afrique (Perspective dimensionnelle)	24	Figure 13 : Exportations chinoises vers l'Afrique par catégorie de produits, 2024	33
Figure 7 : État de l'intégration commerciale à travers les CER de l'Afrique	24	Figure 14 : Importations chinoises en provenance d'Afrique par catégorie de produits, 2024.	33

Figure 15 : Part de l'investissement direct
chinois en Afrique par secteur50

Tableaux

Tableau 1 : Chronologie des Communautés économiques régionales (CER) reconnues par l'UA	7
Tableau 2 : Feuille de route en six étapes du Traité d'Abuja	9
Tableau 3 : Dimensions de l'Indice d'Intégration Régionale en Afrique	20
Tableau 4 : Communautés économiques régionales d'Afrique et leurs États membres	22
Tableau 5 : Top 10 des pays exportateurs vers la Chine en 2024	30
Tableau 6 : Top 10 des pays importateurs en provenance de Chine en 2024	31
Tableau 7 : Top 10 des pays avec le plus grand déficit et excédent commercial (en milliards de dollars américains) en 2024	32
Tableau 8 : Accords sanitaires et phytosanitaires (SPS) signés lors du FOCAC8	35
Tableau 9 : Exemples sélectionnés d'investissements chinois dans des zones économiques spéciales en Afrique en cours de construction	73
Tableau 10 : Les dix Actions de partenariat dans le cadre du FOCAC9	79
Tableau 11 : Synergies entre les sept partenariats économiques clés du FOCAC9	103



Information d'entreprises / Zones économiques

No	Nom d'entreprises	Adresse	Site	E-mail	Tél
Entreprises présentées dans la rubrique d'Encadré					
1	Groupe Hunan Grain & Oil Import & Export	Unit 101, Building 1 Huazhi Rice Biotechnology Co., Ltd. 618 Heping Road China (Hunan) Pilot Free Trade Zone	http://www.hunancof.com/	webmaster@hunancof.com	0731-82280070
2	Groupe Meilan	15th Floor, Building S1, Auxes Innovation Hub Business Centre Yanghu Subdistrict, Yuelu District Changsha City, Hunan Province	https://www.chinamainland.com/zh	marketing@chinamainland.com	+ 86 15576091717
3	Weihai Huatan Supply Chain Management Co., Ltd.	Room 210, 152 Zhuhai Road, Wendeng Economic Development Zone, Weihai City	http://www.huatansupplychain.com/en/	huatan@huatansupplychain.com	+86 6318357988
4	Wuhan Jinhuasheng Railway Locomotive Co., Ltd.	Floor 11, Jinning International Commercial Building, 336 Heping Avenue, Wuchang District, Wuhan City, Hubei Province	https://en.jhstljc.cn/about_index.html	admin@jhstljc.cn	027-8808 3086
5	Weihai International Economic & Technical Cooperative Co.	No. 16, Tongyi Road, Weihai City, Shandong Province China	https://www.wietc.com/index.aspx	china@wietc.com	0086-631-5233588
6	TBEA Co., Ltd.	No. 189, Beijing South Road, Changji City, Xinjiang Uygur Autonomous Region	https://www.tbea.com/	zhanghongguang@tbea.com	18599330476
7	Zhongxing Telecommunication Equipment (ZTE) Corporation	ZTE Plaza, Keji Road South, Hi-Tech Industrial Park, Nanshan District, Shenzhen, P.R.China	https://www.zte.com.cn/global/	csr@zte.com.cn	0755-26770000
8	PERCENT Technology Group Co., Ltd.	Building S5, Jinyu AI Park, Haidian District, Beijing	https://en.percent.cn/Company.html/	pr@percent.cn	010-8474-2000
9	Hubei Lianfeng Overseas Agriculture Development Group Co., Ltd.	129 Dufu Di, Zhonghua Road, Wuchang District, Wuhan	http://www.hbcof.com/ywjs/myjy/202305/t20230523_65006.shtml (HADG Website)	lianfenghaiwai@163.com	18402712086
10	Keda Co., Ltd.	No. 1, Huan Zhen West Road, Guanglong Industrial Park, Chen Village Town, Shunde District, Foshan City, Guangdong Province	https://kedachina.com.cn/	kedazx@kedachina.com.cn	0757-23832999
11	Sunda International	46th Floor, CITIC Plaza, No. 233 Tianhe North Road, Tianhe District, Guangzhou, Guangdong, China	https://www.sunda.com/contact/	sales.list@sunda.com	0086-20-38900600

No	Nom d'entreprises	Adresse	Site	E-mail	Tél
12	Chongqing SanSheng Industrial Co., Ltd.	No. 99 Yunhan Avenue, Shuitu High-Tech Industrial Park, Liangjiang New Area, Chongqing	http://www.cqssgf.com/	sansheng_1997@163.com	0086023-68234428
13	Wepon Pharmaceutical Group Co., Ltd.	No. 28, North Baizhang Road, Chengdong Subdistrict, Wenling City, Zhejiang Province	http://www.chinawepon.com/	wbdzy@wepon.cn	0576-86183999
14	Gotion High-Tech Co., Ltd.	No. 566, Huayuan Avenue, Baohe District, Hefei	https://en.gotion.com.cn/	gotion@gotion.com.cn	400-110-8181
15	Inner Mongolia King Deer Cashmere Group	South Donghe Bridge, Bayantala Street Donghe District, Baotou, Inner Mongolia, China	https://kingdeer.com.cn/en/join.html	kdjofnyk@163.com	0472-4112266
16	Wynca Group	Xin'an Building, No.1 Jiangbin Middle Road, Xin'an Jiang Street, Jiande City, Zhejiang Province	https://www.wynca.com/en/	xinanche@wynca.com	400-102-9991
17	Nice Textiles Uganda Ltd	Kampala, Uganda	N.A.	N.A.	N.A.
18	Cotti Coffee	2nd Floor, Block B, Jiaping Tiancheng, No. 2A Wangjing Zhonghuan South Road, Chaoyang District, Beijing	https://www.cotticoffee.com/	MKT@COTTICOFFEE.COM	400-888-1717
19	Sunrise	No. 2, Wuhe East Road Economic Development Zone Shengzhou City Shaoxing City, Zhejiang Province	www.smart-shirts.com.cn	ir@smart-shirts.com.cn	86 0575-83262926
20	Jasworld Ports Limited (Filiale de Jiayou International Logistics)	Lusaka, Zambia	http://jyinternational.com.cn/	jy_board@jyinternational.com	86-10-8899 8888
21	Jiayou International Logistics	Room 608A, 6th Floor 31 Fuchengmenwai Avenue Xicheng District Beijing	http://jyinternational.com.cn/	jy_board@jyinternational.com	86-10-8899 8888
22	Hôpital général de la Route de la Soie d'Addis-Abeba en Ethiopia(AASRGH)	Next to Sarbet Gibson Academy, opposite site of the Vatican Embassy, Egypt Road, Addis Ababa	https://silkroadhospitaladdis.com/	silkroadhospital@afeiholding.com	+251 93 661 0666
23	Jijia International (Beijing) Medical Technology Co., Ltd.	Room 1011, Block B, Shangdu SOHO North Tower, No. 8 Dongdaqiao, Chaoyang District, Beijing	http://en.jj-healthcare.com/	contact@jijia-med.com	86-10 64933922/86-13701346030
24	Sichuan Huaqiao Fenghuang Group	China Huashang Financial Centre 33 Jiaozi Avenue Wuhou District Chengdu, Sichuan Province China	http://www.hqfh.com/	hqfhhr@126.com	028-85182888
25	Shenzhen Power-solution Ind Co., Ltd	6F, Bldg.C5, Hengfeng Industry Area, Hezhou, Xixiang, Baoan district, Shenzhen, China	https://www.power-solution.com/	info@power-solution.net.cn	+86 15012893073
Entreprises mentionnées dans le corps du texte					
1	SAIC Motor Corporation	489 Weihai Road, Jingan District, Shanghai, China	https://www.saicmotor.com	N.A.	86-021-22011888
2	Le groupe thaïlandais CP Group	18 True Tower, Ratchadaphisek Road, Huai Khwang, Bangkok 10310, Thailand	https://www.cpgroupglobal.com	prcpgroup@cp.co.th	+66(0)-2766-8000
3	Tsingshan Holding Group	Tsingshan Building A, No. 2666 Longxiang Road, Longwan District, Wenzhou City, Zhejiang Province, China	www.tssgroup.com.cn	N.A.	0577-86628888

No	Nom d'entreprises	Adresse	Site	E-mail	Tél
4	Kilimall	Derby Court, House No. 4, Ngong Road, Nairobi, Kenya	www.kilimall.com.cn	cc@kilimall.com	+254 709 717 000
5	China Road and Bridge Corporation (CRBC)	No.88 C, Andingmenwai Avenue, Beijing	https://www.crbc.com	N.A.	(+86)-10-64280055
6	CGCOC Groupe	NO.2, Yard 28, Shangdi 6th Street, Haidian District, Beijing	http://www.cgcoc.com.cn/en/	office@cgcoc.com.cn	86 (10) 84373600
7	China National Aero-Technology International Engineering Cooperation	Floor6 & 19-20, AVIC INTL Plaza, NO.18 Beichen East Street, Chaoyang District, Beijing, China	https://yw.intl-gc.avic.com/	N.A.	(86-10) 84970337
8	Power China	Building 1, Courtyard 1, Linglongxiang Road, Haidian District, Beijing, 100037, P.R.China	https://www.powerchina.cn/	zgdi@powerchina.cn	010-88985000
9	Copperbelt Energy Corporation	23rd Avenue, Nkana East, P O Box 20819, Kitwe, Zambia	https://www.cec.com.zm/	N.A.	+260 212 244 274
10	Kaishan Group	No.9 Kaixuan(W) Road, Quzhou, Zhejiang Province, P.R of China.	http://en.kaishangroup.com/	kaishan@kaishangroup.com	0086-570-3662800
11	Électricité de France (EDF)	22/30 avenue Wagram 75008 Paris	https://www.edf.fr/en	jessica.goncalves@edf.fr	+33 (0)1 40 42 46 37
12	China Energy Engineering Group	Building 1, No. 26, XIDAWANG Road, Chaoyang District, Beijing China	https://www.ceec.net.cn/	N.A.	8610 59098831
13	Jiangxi International Economic and Technical Cooperation Co.	No. 1198, Fenghe Middle Avenue, Honggutan New District, Nanchang City, Jiangxi Province	https://www.cjic.cn/	jic@cjic.cn	0791-86373154
14	Huawei	Huawei Campus, Banqiao, Longgang District, Shenzhen	https://www.huawei.com/cn/	support_e@huawei.com	(+86)755 28780808
15	China Communications Construction Group	No. 85 Deshengmenwai Street, Xicheng District, Beijing, China	https://www.ccccltd.cn/	webmaster@ccccltd.cn	(+86)-10-82016644
16	Lianyungang JARI Electronics Co., Ltd.	18 Shenghu road, Lianyungang, Jiangsu Province	http://www.jariec.com/index.htm	051885981799	0518-85981717
17	Hisense	Hisense International, Floor 22, Hisense Tower, 17 Donghai Xi Road, Qingdao, China	https://www.hisense.com	service@hisense.com	400-6111-111
18	Shandong Hi-Speed Group	No. 8 Longao North Road, Lixia District, Jinan, Shandong Province	https://www.sdhsg.com/	N.A.	N.A.
19	Yuan's Hi-Tech Seed Co., Ltd	Dayutang Village, Chunhua Town, Changsha County, Hunan Province, China	http://www.yuanshiseed.com	N.A.	N.A.
20	Jin Zai Foods	Pingjiang High-Tech Industrial Park, Yueyang City, Hunan Province	https://www.jinzaifood.com.cn/	N.A.	jzsp@jinzaifood.com.cn
21	Jiangsu Jielong Agricultural Development Group Co., Ltd.	No. 362, Renmin West Road, County Town, West Zone, Sheyang County Economic Development Zone, Jiangsu Province	http://jsjielongjt.com/	jack_831123@163.com	0515-89212000
22	China National Building Material Group	Building 2, Guohai Plaza 17 Fuxing Road Haidian District Beijing Guohai Plaza, Building 2	https://www.cnbm.com.cn/	cnbmadmin@cnbm.com.cn	86-10-68138199
23	Beijing New Building Materials (BNBM)	Block A, BNBM Center, Future Science City, Changping District, Beijing, China	https://www.bnbm.com.cn/	N.A.	+86 105786 8888

No	Nom d'entreprises	Adresse	Site	E-mail	Tél
24	China Jushi	318 Fenghuanghu Avenue, Wutong District, Tongxiang, Zhejiang	https://www.jushi.com/	info@jushi.com	0086-573-88181222
25	Chinestar	14th Floor, Nature Home Building, No.1 Zhicheng Road, Daliang Street, Shunde District, Foshan City, Guangdong Province, China	https://www.zcgg.net/	fszcg@126.com	+86-757-22236808/22615959
26	Sinovac	No. 21 Tianfu Street, Daxing Biomedical Industrial Base, Zhongguancun Science Park, Daxing District, Beijing, China	https://www.sinovac.com/zh-cn	sinovac@sinovac.com	N.A.
27	VACSERA	51 Wezaret El-Zeraa st.,Giza,Egypt	https://egyvac.vacsera.com/	Vacsera News@Vacsera News	(+202)37 61 11 11
28	Fosun Pharma	No. 1289 Yishan Road (Building A, Fosun Technology Park), Shanghai City	https://www.fosunpharma.com/en/	pr@fosunpharma.com	86-21-33987000
29	Fullcare Medical (Kenya) (Filiale de Zhende Medical)	Tatu City, Kiambu, Kenya	https://www.zhende.com/	info@zhende.com	0575-88771820
30	Zhende Medical	No. 55 Xiangji Road, Gaobu Subdistrict, Yuecheng District, Shaoxing City, Zhejiang Province	https://www.zhende.com/	info@zhende.com	0575-88771820
31	Wondfo Biotech	No.8 Lizhishan Road, Science City, Huangpu District,Guangzhou, China	https://en.wondfo.com/	sales@wondfo.com.cn	(+86) 400-830-8768
32	Microhaem Scientifics (MHS)	Plot 16 A-C Martyrs' Way Ntinda, P.O Box 73496 Kampala - Uganda	https://microhaem.co.ug/	info@microhaem.co.ug	(+256) 393 246 401
33	Guangzhou Automobile Group (GAC)	GAC Group Panyu Headquarters 668 East Jinshan Avenue Panyu District Guangzhou City Guangdong Province	https://www.gacgroup.com/cn/	webmaster@gac.com.cn	(+86)-20-83151139
34	Chery	No. 8 Changchun Road, Wuhu Economic and Technological Development Zone, Wuhu City, Anhui Province	https://www.cheryinternational.com/	N.A.	N.A.
35	BTR New Material Group	East of Guangyuan 2nd Road, Guangming District, Shenzhen, North of Guangyuan 4th Road	https://www.btrchina.com/en/	sales@btrchina.com	+86 755-26514655
36	GV Investments	62 South 90th St, New Cairo City, Cairo 11835	https://gvinvestments.co/	N.A.	N.A.
37	First Automobile Works (FAW)	No. 288 TianFu Road, Jingyue Development Zone, ChangChun City, Jilin Province, China	https://www.faw.com/	wangchaoyi@faw.com.cn	(+86)-431-8112-1529
38	BYD	No. 3009, BYD Road, Pingshan District, Shenzhen City, Guangdong Province, China	https://www.byd.com/cn	N.A.	+86-755-89888888
39	CATL	No. 2, Xingang Road, Zhangwan Town, Jiaocheng District, Ningde, Fujian Province	https://www.catl.com/	N.A.	+86 593-2583668
40	Huajian Group	Huajian International Light Industry City, Addis Ababa	https://www.huajian.com/	server@huajian.com	+86-185-6615-6789 / +251-929-933-000
41	C&D Products Rwanda Ltd	Street RD A/2. Kigali SpecialEcnomic Zone, Gasabo District, Kigali,Rwanda	https://www.cnd-productsgroup.com/rwanda-factory/	lily-li@cnd-products.com	(+86) 18668189100

No	Nom d'entreprises	Adresse	Site	E-mail	Tél
42	Orient International Group	1488 Hongqiao Road, Changning District, Shanghai	https://www.oih.com.cn/	bussiness@oih.com.cn	021-22110288
43	China National Chemical Engineering Group Corporation	No. 2 Dongzhimen Nei Street, Dongcheng District, Beijing, China	https://cncec.cn/	cncec@cncec.com.cn	+86 (010) 59765575
44	Fertop Agriculture	Norton, Mashonaland West Province, Zimbabwe	N.A.	N.A.	N.A.
45	Yunnan Tian'an Chemical Co. Ltd.	1417 Dianchi Road, Xishan District, Kunming City, Yunnan Province	http://www.yyth.com.cn/	N.A.	400-860-1912
46	China Wuhuan Engineering	No. 1019 Minzu Road, Wuhan, Hubei Province, China	https://www.cwcec.com/wuhuan	N.A.	+86(027)81927319
47	ASMIDAL (Groupe des engrais et produits phytosanitaires)	Route des salines, BP 225, EL Bouni, Annaba	https://asfertrade-dz.com/	N.A.	N.A.
48	MANAL (Groupe national minier)	Algeria	N.A.	N.A.	N.A.
49	Nice Group	No. 19 Kuacang South Road, Liandu District, Lishui, Zhejiang Province, China	https://www.cnnice.com/	N.A.	0578-2286666
50	NAKFA Comércio e Indústria Lda	Rua Ngola Kiluange, Luanda, Lunda Norte	N.A.	N.A.	+244 923 427 479
51	Longrich	Longrich Biological Industrial Park, Changshu, Jiangsu, P.R.China	https://www.longrich.com/	N.A.	400-828-2503
52	Jiangsu Yongyuan Investment Co.	No. 122 Xiangshan South Road, Zhangjiagang City, Jiangsu Province, China / Yidmek Building, Kebele 05 Nifas Silk Lafto, Addis Ababa, Ethiopia	N.A.	N.A.	N.A.
53	China-Africa Lekki Investment Ltd	21st Floor, Zhongtu Building No. 6 North Fengwo, Yangfangdian Subdistrict Haidian District, Beijing, China	www.calekki.com	ludapeng@calekki.com	010-5272 7027
54	Lekki Worldwide Investments Ltd.	47/49 Sinari Daranijo Street, Off Ligali Ayorinde Street Victoria Island Lagos, Nigeria	https://www.lekkizone.com.ng/	info@lekkizone.com.ng	N.A.
55	Tian Tang Group	16th Floor, Xianjian Technology Building Nanshan District, Shenzhen City Guangdong Province, China	https://www.tiantang-group.com/	N.A.	13103267878; +256 707932162
56	Pearlight Technology Co., Ltd.	6th Street Industrial Area at ABC mall, Kampala, Uganda	N.A.	pearlight@163.com	+256 702 188888
57	Jiangxi International Economic and Technical Cooperation Co. Ltd.	No.1198, Fenghezhong Avenue, Honggutan District, Nanchang, 330038, P.R.China	https://www.cjic.cn/	jic@cjic.cn	+86-(0)791-86373154
58	Jiangxi Copper Group	No. 7666, Changdong Avenue, Nanchang City, Jiangxi Province	https://www.jxcc.com/	N.A.	0791-82710117
59	Jiangxi State-Owned Capital Operation Holdings	Ji Cheng Building, 28th-29th Floors 929 Fenghuang Middle Avenue Honggutan New District Nanchang City Jiangxi Province, China	http://www.jxgzkg.com.cn/	N.A.	0791-85227071

No	Nom d'entreprises	Adresse	Site	E-mail	Tél
60	Hebei Huatong Cables & Wires Group Co. Ltd	No. 111, Huatong Street Fengnan Economic Development Zone Tangshan City, Hebei Province, China	https://www.huatongcables.com/	N.A.	0315-5099808
61	China United Construction Group	1060 Bin'an Road, Binjiang District, Hangzhou City, Zhejiang Province, China	http://www.chinacuc.com/	N.A.	0571-88151982/010-84982938
62	ARISE IIP	5th Floor, Building 11, No. 6055 Jinhai Highway Fengxian District, Shanghai, China	https://www.ariseiipcn.com/	N.A.	N.A.
63	Haier Group	No. 1 Haier Road, Qingdao City, Shandong Province, Haier Information Industrial Park, China	https://www.haier.com/global/	N.A.	N.A.
64	Xintai Resources	West Park, Fengzhen City, Ulanqab City, Inner Mongolia Autonomous Region	http://www.xgl-group.com/	N.A.	0474-3218116
Zones économiques spéciales et parcs industriels africains mentionnés dans le rapport					
1	Coega Industrial Development Zone	Port Elizabeth, South Africa	https://www.coega.co.za/site/sez-investments	N.A.	+27 21 481 9960
2	Mohammed VI Tanger Tech City	Tangier-Assilah Prefecture, Morocco	https://www.satt.ma/company/	contact@satt.ma	+212 (0) 5393-76304
3	Huajian International Light Industry City	Addis Ababa, Ethiopia	https://www.huajian.com/	server@huajian.com	+86-185-6615-6789 / +251-929-933-000
4	la zone franche de Kigali	Kigali, Rwanda	https://rdb.rw/departments/sez-and-exports/	info@rdb.rw	
5	la zone économique spéciale Luanda-Bengo	Viana, Luanda, Angola	https://zee.co.ao/	marketing@zee.co.ao	+(244) 937 516 485
6	la zone franche de Lekki	Lagos, Nigeria	https://lfzdc.org/china-africa-lekki-investment-limited/	info@lfzdc.org	+234 1 454 3465-6
7	la Zone de coopération économique et commerciale Chine-Zambie	Kitwe, Copperbelt Province, Zambia	http://zccz.cnmcc.com.cn	N.A.	
8	le parc industriel de l'Est	Addis Ababa, Ethiopia	http://e-eiz.com/en/	N.A.	
9	la Zone de coopération économique Jiangxi en Zambie	Chibombo, Central Province, Zambia	http://en.jxmfez.cn/	mfez@cjic.cn	+86 18840862527
10	Parc industriel de l'aluminium Huatong	Benguela Province, Angola	N.A.	N.A.	N.A.
11	Kwala Industrial Park	Dar es Salaam, Tanzania	http://www.stindustrialpark.com/en	sinotan_industrialpark@hotmail.com	+86 139 6717 3887
12	Parc écologique Haier Égypte (Phase II)	Cairo, Egypt	https://www.haier.com/eg/	N.A.	N.A.
13	la Zone de coopération économique et commerciale Chine-Égypte TEDA Suez	Ain Sokhna, Egypt	https://www.setc-zone.com/	suez@teda.com.cn	002-01002211764
14	le parc industriel Hisense	Cape Town, South Africa	https://hisense.co.za/	jiangshun@Hisense.com	(+27) 218322888
15	ZES métallurgique Palm River Energy	Beitbridge Town, Matabeleland South Province, Zambia	N.A.	N.A.	N.A.

No	Nom d'entreprises	Adresse	Site	E-mail	Tél
16	Le parc industriel Chine-Ouganda de Mbale	Mbale, Uganda	www.zwmip.com	shawn_lee@tiantang-group.com	+86 15900300299 /+256 759988888
17	C.C.L.E. Rubber Co., LTD	Mukono District, Central Region, Uganda	N.A.	N.A.	N. A.
18	Qingdao Sentury Tire Co.	No. 5 Tianshan Third Road, Daxin Town, Jimo District, Qingdao, Shandong Province, China	www.senturytire.com	zhangy@senturytire.com	0532-6896872
19	China Great Wall Industry Corporation	No. 88 Nan Cai Yuan Street Xi Cheng District, Beijing ,P.R.China	https://www.cgwic.com/	space@cgwic.com	86-10-88102000





Bibliographie

6Wresearch. 'Africa Chemicals Market | Analysis & Outlook 2031'. August 2022. <https://www.6wresearch.com/industry-report/africa-chemicals-market-outlook>.

Afreximbank. Regional Value Chains and Intra-African Trade Promotion. African Export-Import Bank, 2024. <https://media.afreximbank.com/afrexim/Regional-Value-Chains-and-Intra-African-Trade.pdf>.

Africa Center for Disease Control and Prevention (Africa CDC). 'Africa CDC Unveils Strategic Plan to Transform Health Financing and Advance Self-Reliance'. 2025-4-11. <https://africacdc.org/news-item/africa-cdc-unveils-strategic-plan-to-transform-health-financing-and-advance-self-reliance/>.

Africa -Press. Bofinet Boosts Digital Access, Cuts Data Costs in Botswana. 27 April 2025. <https://www.africa-press.net/botswana/all-news/bofinet-boosts-digital-access-cuts-data-costs-in-botswana>.

African Development Bank (AfDB). A New Frontier for African Pharmaceutical Manufacturing Industry. 2022. https://www.afdb.org/sites/default/files/documents/publications/pharmaceutical_industry_and_vaccine_production_web.pdf.

African Development Bank (AfDB). 'Egypt Issues Africa's First Sustainable Panda Bond Worth 3.5 Billion RMB Backed by African Development Bank and Asian Infrastructure Investment Bank'. 17 October 2023. <https://www.afdb.org/en/news-and-events/press-releases/egypt-issues-africas-first-sustainable-panda-bond-worth-35-billion-rmb-backed-african-development-bank-and-asian-infrastructure-investment-bank-65097>.

African Development Bank (AfDB). Mobilizing Private Sector Financing for Climate and Green Growth in Africa. Abidjan, Côte d'Ivoire, 2023.

African Development Bank (AfDB). 'Textile and Clothing Industries Can Drive Africa's Industrialization, Benefit Women'. African Development Bank Group, 25 January 2019. <https://www.afdb.org/en/news-and-events/textile-and-clothing-industries-can-drive-africas-industrialization-benefit-women-18427>.

African Export-Import Bank (Afreximbank). 'Afreximbank Issues First Panda Bond in China Interbank Market with RMB 2.2 Billion Issuance'. 8 April 2025. <https://www.afreximbank.com/afreximbank-issues-first-panda-bond-in-china-interbank-market-with-rmb-2-2-billion-issuance/>.

African Minerals Development Centre. African Green Minerals Strategy. African Union, 2024. https://au.int/sites/default/files/documents/44539-doc-AGMS_Final_doc.pdf.

African Union. 'Africa's Green Minerals Strategy (AGMS)'. 18 March 2025. <https://au.int/en/documents/20250318/africas-green-minerals-strategy-agms>.

African Union. 'The African Leaders Nairobi Declaration on Climate Change And Call To Action Preamble'. 8 September 2023. <https://au.int/en/decisions/african-leaders-nairobi-declaration-climate-change-and-call-action-preamble>.

Asian Development Bank (ADB). 'Asia-Pacific Regional Cooperation and Integration Index (ARCI)' . <https://aric.adb.org/database/arci>.

Association of Southeast Asian Nations (ASEAN). 'ASEAN Investment Report 2024 : ASEAN Economic Community 2025 and Foreign Direct Investment'. ASEAN Main Portal, 2025. <https://asean.org/wp-content/uploads/2024/10/AIR2024-3.pdf>.

epad.org/news/breaking-borders-how-africas-one-stop-border-posts-are-transforming-trade.

AUDA-NEPAD. The African Continental Power Systems Masterplan. Synthesis Report. Quantifying the Transformative Value of a Continent-Wide Electricity Power Network. African Union Development Agency - NEPAD, 2023.

Badiane, Ousmane, Julia Collins, Katrin Glatzel, and Wondwosen Tefera. 'The Rise of Africa's Processing Sector and Commercialization of Smallholder Agriculture'. In *Agrifood Processing Strategies for Successful Food System Transformation in Africa*, edited by Chakib Jenane, John M. Ulimwengu, and Getaw Tadesse. ReSAKSS Annual Trends and Outlook Report. 2022.

Bisong, Amanda. 'ECOWAS and the Role of the RECs in AfCFTA Implementation'. European Centre for Development Policy Management (ECDPM), 2020. <https://ecdpm.org/work/the-african-continental-free-trade-area-from-agreement-to-impact-volume-9-issue-1-2020/ecowas-and-the-role-of-the-recs-in-afcfta-implementation>.

Byiers, Bruce, Faizal Ismail, and Philomena Apiko. How AfCFTA-Regional Relations Can Support Continental Trade. Discussion Paper No. 376. European Centre for Development Policy Management (ECDPM), 2024.

Chima, Theresa Egwure. 'Lagos Plan of Action, and Africa's Development, 1980-2000'. *Icheke Journal of the Faculty of Humanities* 21, no. 2 (2023): 319-31.

Chima, Theresa Egwure, and C.N. Dumle. 'Development Mechanism in Africa and the Abuja Treaty/African Community, 1991-2000'. *Niger Delta Journal of Gender, Peace & Conflict Studies* 3, no. 4 (2023): 339-51.

China-Africa Business Council. China-Africa Investment Cooperation: A New Impetus to Africa's Industrialization. Chinese Investment in Africa. 2024. <https://www.cabc.org.cn/report-en-2024.pdf>.

Development Reimagined. Report: How to Implement China's Support for Africa's Green Industrialisation. 2025. <https://developmentreimagined.com/how-to-implement-chinas-support-for-africas-green-industrialisation/>.

ECOWAS Trade Information System (ECOTIS). 'ECOWAS Common External Tariff (CET) – ECOWAS Trade Information System (ECOTIS)'. https://ecotis.ecowas.int/?page_id=24111.

Elnahrawi, Nevein. 'The Role of Digital Transformation in Africa's Regional Integration'. SSRN Scholarly Paper No. 4595317. Social Science Research Network, December 2022. <https://doi.org/10.2139/ssrn.4595317>.

EU Technical Assistance (TAF) for Sustainable Energy Facility. Policy Paper and Roadmap 2040: Towards an African Single Electricity Market-AFSEM. African Union Commission, 2021.

Haas, Ernst B. *Uniting Of Europe: Political, Social, and Economic Forces, 1950-1957*. University of Notre Dame Press, 2004. <https://doi.org/10.2307/j.ctv19m62zk>.

Ikome, Francis Nguendi. 'From the Lagos Plan of Action (LPA) to the New Partnership for Africa's Development (NEPAD): The Political Economy of African Regional Initiatives'. PhD Thesis., University of the Witwatersrand, 2004. <https://core.ac.uk/download/pdf/39664014.pdf>.

Karaki, Karim, and Elke Verhaeghe. ECOWAS Trade and Trade Facilitation: Advancing Economic Integration One Hurdle at a Time. Policy Brief. Political Economy Dynamics of Regional Organisations in Africa. European Centre for Development Policy Management (ECDPM), 2017. <https://ecdpm.org/work/ecowas-trade-and-trade-facilitation-advancing-economic-integration-one-hurdle-at-a-time>.

Kebede, Aschale Tesfahun, Betselot Adisu Ayal, and Yeshambel Tadele Alem. 'US Sanctions on AGOA: A Political Economy Analysis of Ethiopian Trade Development Challenges and Prospects'. *Insight on Africa*, 8 June 2025, 09750878251338070. <https://doi.org/10.1177/09750878251338070>.

Lin, Shen, and Jingbo Cui. 'South-South Cooperation and Food Security: Evidence from Chinese Agricultural Technology Demonstration Center in Africa'. *China Economic Quarterly International* 4, no. 1 (2024): 1-12. <https://doi.org/10.1016/j.ceqi.2024.02.001>.

LSEG Africa Advisory Group. The Challenges and Opportunities of SME Financing in Africa. Report of Recommendations. London Stock Exchange Group, 2018. https://www.lseg.com/content/dam/lseg/en_us/documents/media-centre/africa-sme-financing.pdf.

Malpass, David. 'A Transformed Fertilizer Market Is Needed in Response to the Food Crisis in Africa'. World Bank Blogs, 21 December 2022. <https://blogs.worldbank.org/en/voices/transformed-fertilizer-market-needed-response-food-crisis-africa>.

Manboah-Rockson, Joseph K. '“Grabbing the ‘Bull’ by the ‘Horns’ ” : A Critical Analysis of the Establishment of AfCFTA'. Open Journal of Political Science 11, no. 02 (2021): 301–15. <https://doi.org/10.4236/ojps.2021.112020>.

Ogbonna, E Chijioke, Bayode Aluko, and Kofi Awuah. 'The ECOWAS Platform and the Persisting Challenges of Integrating the West African Region: A Discourse'. Journal of Economics and Sustainable Development 4, no. 1 (2013): 104–13.

O' Leary, Donal T., Jean-Pierre Charpentier, and Diane Minogue. 'Promoting Regional Power Trade—The Southern African Power Pool'. Public Policy for the Private Sector Note 145 (June 1998).

Patricia Fernandez-Kelly and Jon Shefner. NAFTA and Beyond: Alternative Perspectives in the Study of Global Trade and Development. The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science Series. 2007.

Power Shift Africa. Africa Energy Leadership: The Case for 100% Renewable Energy. 2025. <https://www.powershiftafrica.org/publications/african-energy-leadership-report>.

Qiaomin Li, Robert Scollay, and Sholeh Maani. 'Effects on China and ASEAN of the ASEAN-China FTA: The FDI Perspective'. Journal of Asian Economics 44 (June 2016): 1–19. <https://doi.org/10.1016/j.asieco.2016.05.001>.

Sarah Rickwood and Stefan Lutzmayer. 'Africa's next Chapter: A Continent of Opportunity'. IQVIA, 22 September 2023. <https://www.iqvia.com/locations/emea/blogs/2024/10/africas-next-chapter-a-continent-of-opportunity>.

The Trade Law Centre NPC (tralac). 'ECOWAS Legal Texts and Policy Documents'. <https://www.tralac.org/resources/by-region/ecowas.html>.

Treaty Establishing the Africa Economic Community (1991). https://au.int/sites/default/files/treaties/37636-treaty-TREATY_ESTABLISHING_THE_AEC-compressed.pdf.

UNESCO. The African Fashion Sector: Trends, Challenges & Opportunities for Growth. 2023. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000387230>.

United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD). Economic Development in Africa Report 2013: Intra-Africa Trade: Unlocking Private Sector Dynamism. https://unctad.org/System/Files/Official-Document/Aldcafrica2013_en.Pdf. Geneva, 2013.

United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD). Handbook on Special Economic Zones in Africa: Towards Economic Diversification Across the Continent. 2021.

United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD). 'Shift from Traditional Approach to Integration to “Developmental Regionalism”’, Report Urges’. 11 July 2013. <https://unctad.org/press-material/shift-traditional-approach-integration-developmental-regionalism-report-urges>.

United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD). Special Economic Zones & African Continental Free Trade Agreement: Results from a Continent-Wide Survey. 2021.

United Nations Economic Commission for Africa (UNECA). Advancing the Implementation of the Agreement Establishing the African Continental Free Trade Area: Proposing Transformative Strategic Actions. Economic Report on Africa 2025. UNECA, 2025.

United Nations Economic Commission for Africa (UNECA). 'Africa Regional Integration Index Platform'. <https://arii.uneca.org/en-US>.

United Nations Economic Commission for Africa (UNECA). African Continental Free Trade Area: A Catalyst for Industrial Development on the Continent. Policy Brief. 2018. https://archive.uneca.org/sites/default/files/PublicationFiles/atpc_brief_afcfta_as_a_catalyst_for_industrial_development_final.pdf.

United Nations Economic Commission for Africa (UNECA). 'Implementation of the Final Act of Lagos'. April 1985. <https://repository.uneca.org/handle/10855/24668>.

United Nations Economic Commission for Africa (UNECA). 'Q & A on the AfCFTA | United Nations Economic Commission for Africa'. <https://www.uneca.org/african-trade-policy-centre/flipbook>.

United Nations Economic Commission for Africa (UNECA). 'Regional Economic Communities'. <https://archive.uneca.org/oria/pages/regional-economic-communities>.

United Nations Industrial Development Organization (UNIDO). Global Value Chains and Southeast Asian Industrialization: Lessons from China-ASEAN Cooperation. 2018. https://www.unido.org/sites/default/files/files/2018-06/EBOOK_GVC.pdf.

United Nations Industrial Development Organization (UNIDO). 'UNIDO, China, and Ethiopia Inaugurate a Centre of Excellence to Boost Sustainable Industrialization in Africa'. 15 July 2024. <https://www.unido.org/news/unido-china-and-ethiopia-inaugurate-centre-excellence-boost-sustainable-industrialization-africa>.

United Nations Trade and Development (UNCTAD). Economic Development in Africa Report 2024. 2025. <https://unctad.org/publication/economic-development-africa-report-2024>.

United Nations Trade and Development (UNCTAD). World Investment Report 2025: International Investment in the Digital Economy. 1st ed. United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD) World Investment Report (WIR) Series. United Nations Research Institute for Social Development, 2025.

Whitfield, Lindsay, and Chema Triki. Current Capabilities and Future Potential of African Textile and Apparel Industries. Policy Brief No. January 2023. Centre for Business and Development Studies, 2023. <https://research.cbs.dk/en/publications/current-capabilities-and-future-potential-of-african-textile-and->.

Wright, Jarrad, Christina Simeone, Faith Smith, and Mbiko Banda. Evolving Competitive Markets in SAPP: Leveraging Competitive Wholesale Electricity Markets to Drive Renewable Generation Capacity in the Southern African Power Pool (SAPP). National Renewable Energy Laboratory (NREL), 2024. <https://doi.org/10.2172/2473014>.

Xiaoyang, Tang. 'China's Belt and Road Initiative and African Industrialisation'. Tricontinental: Institute for Social Research, 2 October 2023. <https://thetricontinental.org/wenhua-zongheng-2023-3-belt-and-road-initiative-african-industrialisation/>.

中华人民共和国商务部. '中非合作论坛约翰内斯堡峰会暨第六届部长级会议“十大合作计划”经贸领域内容解读'. 11 December 2015. <https://m.mofcom.gov.cn/article/ae/ai/201512/20151201208518.shtml>.

中华人民共和国商务部, 国家统计局, and 国家外汇管理局. 2023年度中国对外直接投资统计公报. 北京, 2024.

中华人民共和国海关总署. '(2) 2024年12月进出口商品国别(地区)总值表(美元值)'. 18 January 2025. <http://gdfs.customs.gov.cn/customs/302249/zfxgk/2799825/302274/302277/302276/6325065/index.html>.

中国财富网. '《2024中国建材赞比亚工业园可持续发展报告》正式发布_腾讯新闻'. 腾讯网, 30 December 2024. <https://news.qq.com/rain/a/20241230A0600K00>.

国家国际发展合作署. 《国际发展合作的中国实践》“小而美”项目篇. 2025. <http://www.cidca.gov.cn/download/gjhzxmxm.pdf>.

Remerciements

L'intégration régionale de l'Afrique constitue l'une des pierres angulaires de l'agenda de transformation à long terme du continent. En reliant les marchés, en harmonisant les normes et en renforçant les liens transfrontaliers, cette intégration jette les bases de l'industrialisation, de l'expansion du commerce et de la prospérité partagée. Dans ce processus, la coopération sino-africaine s'est imposée comme une force essentielle - mobilisant investissements, technologies et infrastructures pour accélérer la connectivité régionale et la montée en gamme industrielle. Cette édition 2025 de la série des Rapports sur les investissements de la Chine en Afrique, intitulée Construire un avenir intégré : les investissements sino-africains et l'intégration régionale en Afrique, pour la première fois, du point de vue de l'intégration régionale africaine, met en lumière à la fois la contribution des entreprises chinoises au comblement des lacunes critiques en matière de connectivité et d'industrialisation, ainsi que les nouvelles opportunités qu'offre la progression de l'intégration régionale africaine pour un investissement durable et mutuellement bénéfique.

Le rapport a été coordonné par le China-Africa Business Council (CABC) et rédigé conjointement par une équipe de chercheurs et de partenaires issus du CABC et de Development Reimagined. Nous exprimons notre plus profonde gratitude à toutes les personnes ayant rendu ce travail possible, grâce à leurs contributions à la recherche, aux entretiens, à la collecte de données, à la relecture, à la traduction et à la publication. Certaines sections du rapport nécessitent encore des vérifications et validations complémentaires. Nous invitons chaleureusement les lecteurs à nous faire part de leurs commentaires et suggestions de correction.

Membres principaux

Les membres principaux de l'équipe de rédaction sont WANG Xiaoyong, Hannah Ryder, BAI Xiaofeng, ZHOU Yufang, CHEN Huiyi, Trevor Lwere, ZHU Siqiao, TU Jiaying, CHEN Junzhuo, YU Yixin, Mariamawit Ghanna, CAI Jing et Joseph Olivier Mendo'o. Nous leur adressons nos sincères remerciements pour leur professionnalisme, leur temps et leur engagement dans ce projet. Nos remerciements vont également à YANG Long pour son soutien à la conception et à la mise en page du rapport.

Publication du rapport

Nous exprimons notre profonde reconnaissance au Zhejiang Financial Assets Exchange/ China-Africa Supply Chain Research Institute et à Fangtongzhou Holdings pour leur précieux appui à l'édition du rapport en anglais, français et chinois du présent rapport. Nous remercions également le Gouvernement populaire municipal de Jinhua pour son soutien à la publication et au lancement du rapport.

Étude de cas

Les études de cas présentées dans ce rapport concernent 25 entreprises, s'appuyant sur des recherches de terrain et des données d'entreprise collectées par le CABC et ses partenaires. Elles couvrent un large éventail de projets chinois investis en Afrique dans les domaines des infrastructures, du commerce, de l'énergie, de la fabrication, de la technologie et du développement vert.

Nous remercions sincèrement les membres, succursales et comités du CABC pour leur soutien essentiel à la collecte des données et à la coordination avec les entreprises.

Établissements participants

Au cours de la recherche, de nombreuses institutions et partenaires ont apporté des contributions précieuses sous forme de conseils, d'analyses et de données. Nous remercions tout particulièrement la Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies (CEA) ainsi que les ambassadeurs africains en Chine pour leurs observations constructives. Nos remerciements s'adressent également à Beijing Wellhope Translation et à David Ferguson pour leur appui indispensable à la traduction et à la relecture du rapport.

Experts et experts

Nous remercions les experts et les experts issus du monde académique, industriel et institutionnel, qui ont fourni des retours constructifs tout au long de la rédaction du rapport, en particulier HAO Rui, YANG Baorong, LI Xinyu, ZHENG Jun, WANG Hongjing et MI Rui. Enfin, nous tenons à remercier nos collègues du CABC, notamment WANG Jiang, FENG Qiang, CHEN Shupeng, LI Xuewei, ZHAO Dan, WANG Yan et CHEN Dongli, pour leur dévouement à la recherche sur les entreprises, la vérification des données, la relecture et l'appui à la production.

Groupe de recherche des rapports investissements
de la Chine en Afrique 2025
Beijing, octobre 2025

Publication supported by



China–Africa Supply Chain Research Institute



Fang Tong Zhou Holdings

